

هكنا من النحل



« Le Monde des livres » : Rainer Maria Rilke

Le Monde

15, rue Falgaire, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 14862 - 7 F

VENDREDI 5 MARS 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOUREN

Misogynie suisse

MADAME Christiane Brunner ne succédera pas à M. René Felber au Conseil fédéral, le gouvernement de la Confédération helvétique. Ainsi en a décidé le Parlement de Berne, qui lui a préféré M. Franziska Meuthen, socialiste comme Mme Brunner, mais qui ne présentait pas l'inconvénient, rédhibitoire aux yeux de nombreux députés, d'appartenir au sexe féminin. Que l'avocate genevoise, par ailleurs présidente de la puissante Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie, dispose des compétences et de l'expérience propres à lui permettre de siéger parmi les « sept sages » de Berne n'est pourtant contesté par personne.

MAIS, dans le secret des Murnes, les députés ont laissé parler cette misogynie qui reste une spécialité helvétique : privées du droit de vote fédéral jusqu'en 1971, les femmes suisses n'ont pu forer qu'une seule fois la porte du Conseil fédéral, en éliminant la Zurichoise Elisabeth Kopp. Une expérience peu concluante puisqu'elle dut démissionner à la suite d'un scandale judiciaire. Dans le cas de Mme Brunner, la dimension misogynne du refus de sa candidature est d'autant plus flagrante que cette dernière ne cachait pas ses convictions féministes, et avait fait de la cause des femmes le principal moteur de son engagement politique. Une ville campagne de diffamation portant sur sa vie privée, relayée par un journal populaire germanophone, avait suivi sa désignation par le PS, avec plus d'effet, semble-t-il, sur les députés que sur l'opinion publique.

L'échec de Mme Brunner n'est pas seulement celui des femmes suisses, c'est aussi un camouflet porté au canton de Genève, qui voyait en elle la possibilité d'être à nouveau représentée dans un gouvernement où aucun Genevois n'a figuré depuis soixante-trois ans. La cité de Calvin s'était préparée à une grande fête pour célébrer l'élection de cette fille de couturiers du quartier des Eaux-vives : les cloches devaient sonner, les enfants auraient eu un jour de congé exceptionnel, un timbre spécial devait être émis... L'emertume est d'autant plus grande que l'on comptait beaucoup sur Mme Brunner pour défendre, à l'échelon fédéral, une ville et un canton plus durement touchés par la crise économique que le reste du pays.

EST-CE pour autant la fin de cette « formule magique » qui veut que la Suisse soit gouvernée par un Conseil fédéral composé de membres désignés par les quatre principaux partis du pays ? Des voix s'élevaient pour que l'on en vienne à une formule plus proche de celle en vigueur dans les démocraties voisines, c'est-à-dire un gouvernement de coalition investi sur un programme par le Parlement. Mais, en Suisse, le poids des habitudes, le sentiment que des traditions sept fois centennaires ont garanti le bonheur et la prospérité de la Confédération, dominent encore.

Cet état d'esprit, particulièrement ancré dans les cantons germanophones, avait marqué le campagne pour le référendum sur l'adhésion de la Suisse à l'espace économique européen, refusé par la majorité des électeurs. En dépit de son échec, Mme Brunner, par ailleurs fervente européenne, pourra se prévaloir d'avoir été élu, dans son pays comme à l'étranger, l'idée que l'avenir de la Suisse ne se limite pas à la culture d'un foldere déstus.

Lire l'article de JEAN-CLAUDE BUHRER page 5

M 0147 - 0305 0 - 7.00 F



Alors qu'une reprise s'amorcerait en Europe en 1993

La mauvaise conjoncture pèse lourdement sur les entreprises

Selon l'INSEE, il n'y aura pas de croissance significative de l'économie française au premier semestre 1993, mais un début de reprise s'amorcerait en Europe cette année. En 1992, les résultats des entreprises ont été très affectés par la mauvaise conjoncture. La SNCF a perdu près de 3 milliards de francs et le constructeur informatique Bull, 4,7 milliards. La crise immobilière et de multiples acquisitions expliquent aussi les premières pertes de la Compagnie financière de Suez.

Suez vacille

par Eric Leser

Un à un, les emblèmes du capitalisme financier français vacillent. Un an à peine après l'acquisition de la Compagnie financière de Suez d'annoncer les premières pertes de son histoire... et non des moindres. La vérité des comptes pour 1992, « sans lissage et sans décalage », voulue par le président de la première compagnie financière d'Europe, M. Gérard Worms, se traduit par une perte de plus de 1,8 milliard de francs. A com-

pter à un bénéfice de 3,8 milliards de francs en 1991. Suez paye ainsi au prix fort sa boulimie d'acquisitions, après sa privatisation en 1987 et la crise immobilière qui a touché de plein fouet ses filiales bancaires.

« Le vaisseau Suez a essuyé en 1992 une grosse tempête, il n'a pas de voiles d'eau, les hélices tournent et la barre est tenue. » Ces propos, volontairement rassurants, de M. Gérard Worms dissimulent pourtant assez mal l'ampleur des difficultés de la Compagnie financière, dont la plupart des filiales ont vu, l'an dernier, leur rentabilité chuter. La déflation et le ralentissement de la croissance ont fini par révéler les difficultés et les erreurs que la prospérité avait masquées. Suez se retrouve aujourd'hui emprêtré dans la gestion d'un ensemble disparate, qui va de la banque aux métaux non ferreux en passant par l'assurance, l'immobilier, la chimie et le ciment.

Lire la suite page 17

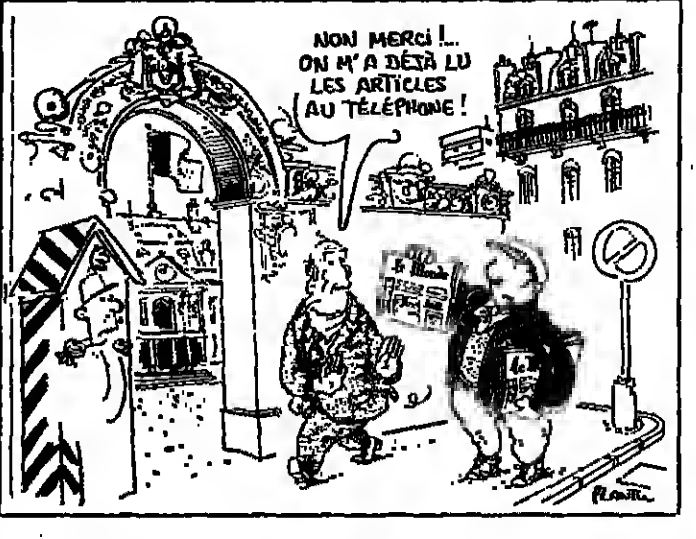
Lire également

- Les prévisions de l'INSEE page 16
- Les pertes de Bull par CAROLINE MONNOT
- La SNCF prépare un nouveau plan d'économies par ALAIN FAUJAS page 18

En 1985-1986, après les affaires « Greenpeace » et des « Irlandais de Vincennes »

La cellule antiterroriste de l'Elysée avait placé sur écoute un journaliste du « Monde »

Des écoutes ont été réalisées sur le téléphone privé de notre collaborateur Edwy Plenel, fin 1985 et début 1986, par la « cellule antiterroriste » de l'Elysée. L'authenticité des seize compte rendus informatisés relatant les conversations enregistrées, révélés par Libération du 4 mars, ne fait guère de doute. Ces documents confirment des informations qui, de longue date, avaient évoqué les pratiques illégales de cette structure, agissant, entre 1982 et 1986, comme une police parallèle.



- Sur ordre de qui ?
- Le résumé des comptes rendus d'écoutes
- 3 200 lignes écoutées par l'Etat chaque année
- Les réactions des principaux intéressés
- Les extraits de « La Part d'ombre »

par EDWY PLENEL

page 10

page 11

Oreilles d'Etat

par Bruno Frappat

ECOUTER aux portes, un enfant vous le dira, cela ne se fait pas. Ecouter les conversations téléphoniques d'un journaliste qui enquête sur des affaires « sensibles », les retranscrire, les stocker, cela s'est fait. Au moins seize fois, au détriment de notre collaborateur Edwy Plenel, à la fin de 1985 et au début de 1986, ainsi que l'attestent les documents révélés par Libération. Et si cela s'est fait seize fois, pourquoi pas vingt fois, cent fois ? Et systématiquement ? Et à d'autres périodes ?

Le soupçon existait, manquait la preuve. La voici, désormais publiée, authentique. Les choses ainsi sont plus claires, et voilà bien le seul aspect satisfaisant de ce nouvel épisode des « affaires » de la République : on soupçonnait, on sait. On se doutait qu'au plus haut de l'Etat, dans cette trop fameuse et défectueuse cellule antiterroriste élyséenne qui s'illustra principalement par son coup monté de l'affaire dite des « Irlandais de Vincennes » - révélée par le Monde - avaient cours des pratiques de basse police, d'office politique sans principes, de groupuscule brouillon, agité, divisé, fumeux et malséant.

Lire la suite page 11

Le Livre noir de l'ex-Yougoslavie

Les rapports établis par diverses organisations soulignent l'ampleur de la politique de purification ethnique

par Alain Debève

Le tribunal international, créé par le Conseil de sécurité pour juger les auteurs de violations graves du droit humanitaire dans l'ex-Yougoslavie, et dont le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, doit préciser le mode de fonctionnement dans les deux mois, n'aura pas une tâche facile.

Il lui faudra, notamment, déterminer les responsabilités des petits chefs de guerre locaux, établir si ceux-ci ont agi individuellement - ce pratiquent la torture, les exécutations arbitraires, les viols et le nettoyage ethnique - ou si ces fameux éléments « incontrôlés », paramilitaires, ont obéi aux ordres venus de plus haut ; et

si ces ordres participaient d'une politique délibérée, soigneusement planifiée à l'avance, des dirigeants nationalistes de Belgrade, mais aussi de Zagreb et d'ailleurs. Il lui faudra tenter de remonter les « chaînes de commandement » des atrocités commises. Dans tous les camps.

Il est clair que, du carnage qui se déroule depuis l'été 1991, les Serbes sont de loin les principaux responsables. Ce sont eux, d'abord, déguisés en pseudo-« Yougoslaves » légalisés, qui ont agressé, avec l'aide de la puissante armée fédérale qu'ils contrôlaient, la Croatie fraîchement indépendante.

Lire la suite et l'article d'AFSANE BASSIR POUR page 3 ainsi que le reportage de YVES HELLER en Dalmatie page 4

Acheter à Moscou

Un an après la libération des prix, les nouveaux consommateurs russes s'adaptent tant bien que mal...

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Ce ne furent pas les cent fleurs, mais les mille kiosques ! Au printemps dernier, la municipalité de Moscou, pour tenter de limiter le commerce de rue qui prenait des proportions inquiétantes et tendait à faire de la capitale un immense marché ouvert, permit l'installation de centaines de kiosques en métal doré sur les trottoirs, contribuant à enlaidir encore davantage une ville qui s'en demandait pas tant. Aujourd'hui, devant... la prolifération de ces kiosques, et alors que le commerce de rue est toujours aussi florissant, la municipalité a ordonné l'enlèvement d'une partie de ces petites boutiques, qui vendaient essentiellement des

cigarettes, des bouteilles d'alcool ou quelques objets importés.

Quatorze mois après la libération des prix, qui, le 3 janvier 1992, marqua le début de la véritable rupture de la Russie avec plus de soixante-dix ans d'économie dirigée, le « nouveau consommateur » russe ne sait plus à quel saint se vouer. Lui qui était habitué essentiellement à faire la queue pendant des heures et des heures, sans même, parfois, savoir quelle marchandise était en vente, le voilà maintenant confronté à l'excès du choix. Même les mots ont changé. On ne dit plus comme avant : « la dastal » (je me suis procuré), mais, comme tout le monde, « lo koupil » (j'ai acheté).

JOSE-ALAIN FRALON

Lire la suite page 4

LE MONDE DES LIVRES

■ Rainer Maria Rilke : l'étoffe du poète. ■ Pierre-Yves Pélion : le plus secret de l'Amérique. ■ Le feuilleton de Michel Braudeau : « Les mots qui tuent ». ■ Histoires littéraires, par Françoise Bott : « L'acrobate et le théologien ». ■ Yves Pagès : personnages en quête d'impénitence. ■ La biographie de Georges Bataille par Michel Surya. ■ Maurice Bardèche et la haine de la démocratie. ■ Le retour des géographes. ■ D'autres mondes, par Nicole Zand : « Willea Cather, la pionnière ».

Pages 23 à 30

“Un réel pouvoir de conviction.”

Bertrand Le Gendre, Le Monde

JEAN PEYRELEVADE
POUR UN CAPITALISME INTELLIGENT

ESSAI

Grasset

La crise de confiance en Grande-Bretagne

Une « sinistrose » injustifiée, selon M. Major

Lire page 5

l'article de LAURENT ZECCHINI

La cote de M. Clinton

Le président paraît en phase avec les Américains

Lire page 6

l'article de MARTINE JACOT

Le recul du PS dans le Nord-Pas-de-Calais

Avec les élections législatives, la droite devrait consolider ses conquêtes

Lire page 7

l'article de JEAN-RENE LORE

Le sommaire complet se trouve page 22

A L'ETRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Arabie, 8 DH ; Tunisie, 650 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 260 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 45 FL ; Norvège, 14 KRW ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 180 esc ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Alternance

Le domaine partagé de la défense

par François Fillon

QU'ADVIENDRAIT-IL de la politique de défense dans l'épreuve de la cohabitation à laquelle risquent de nous mener les prochaines élections législatives ? On a beaucoup parlé du fameux « domaine réservé », en vertu duquel le président de la République disposerait d'attributions exclusives en matière de défense nationale. Dans ce débat s'opposent de part et d'autre des points de vue aussi extrêmes que désolés. Que l'on cherche à l'assailir ou à le défendre, le « domaine réservé » n'existe pas dans les textes. La Constitution se contente en effet d'un partage d'attributions entre le président et le premier ministre, respectivement chef des armées pour le premier et responsable de la défense nationale pour le second.

La politique de défense relève donc du « domaine partagé ». Il n'en reste pas moins que la pratique trentenaire de nos institutions accorde au chef de l'Etat une prééminence qu'il serait hasardeux de contester. Cela dit, le président ne pourra ignorer les attributions qui seront celles du premier ministre et de son ministre de la Défense. On voit mal en effet le chef de l'Etat définir la stratégie de la France privé de l'agrément du gouvernement, à qui il reviendra de concevoir la programmation militaire et de faire voter le budget de la Défense.

Cette relation mal définie de partage oblige la recherche d'une entente de part et d'autre sur les grandes orientations de la politique de défense. La voie sera étroite, car il s'agira de prendre les mesures qui s'imposent pour sortir les armées de l'impasse dans laquelle le gouvernement actuel les a engagées, sans pour autant acculer l'Élysée à la rupture par des choix incompatibles avec les conceptions du président en la matière.

Tout cela suppose que nous clarifions préalablement les réformes que nous jugeons prioritaires et que soient distingués les objectifs à court et moyen terme. J'ai eu l'occasion ces derniers mois de dire combien le changement de direction intervenu depuis 1989 nous imposait de refonder le modèle de défense voulu en son temps par le général de Gaulle. Cela suppose de vouloir aller au-delà des simples mesures d'adaptation afin de mener à bien une réforme profonde mais progressive. Pour surmonter l'éternelle carence de choix qui paralyse la refonte de l'appareil de défense et qui a été l'erreur principale du gouvernement actuel, il faut un projet. Celui-ci ne pourra réellement porter ses fruits qu'à échéance de cinq ans, voire au début du siècle. Dans cet esprit et suivant cette méthode, il est rais-

sonnable de penser que les réformes urgentes des deux prochaines années susciteront davantage l'adhésion qu'elles ne provoqueront de réelles controverses.

Nous devons d'abord sortir de l'impasse budgétaire. L'enjeu des années 90 tient au fait que les armées sont parvenues à la fin d'un cycle d'équipement entamé il y a vingt ans : il faut procéder dans la décennie au remplacement simultané de la quasi-totalité des armements majeurs. Avec la fin de la guerre froide et la décelération budgétaire, il était clair que ce renouvellement global était hors de portée et que certains choix devaient être faits. Le gouvernement s'est en revanche contenté de « charger » la programmation (près de cinquante programmes d'armement dans celle préparée pour 1992-1994 par Pierre Joxe), tout en laissant décroître les budgets de défense excédés de 5 % en volume et par an pour la période 1991-1993. Dans ces conditions, l'exercice financier est devenu une fiction.

La professionnalisation des armées

Pour corriger cette dérive, il faut désormais changer la philosophie même de la programmation. Le nouveau gouvernement devrait mettre en chantier une nouvelle loi couvrant les années 1994-1998, mais consacrant cette fois-ci à un nombre limité de grands programmes d'équipement jugés indispensables, avec des objectifs enfin réalisables. Nous devons mieux répartir ce qui relève de la programmation et ce qui doit relever du budget annuel : à la première, le financement assuré des seuls équipements prioritaires ; à la seconde, l'adaptation année par année de notre défense. Il faudra également accorder au budget d'équipement des armées un degré de priorité plus élevé en stoppant sa décroissance des 1994 et en prévoyant son augmentation annuelle en volume de 1 % par an de 1995 à 1998. Cela devrait faire tendre l'effort de défense vers 3,5 % du PIB, bien qu'il faille préciser que la stabilisation de ce rapport, on le sait, n'est pas une fin en soi. Il faut également accorder au budget d'équipement des armées un degré de priorité plus élevé en stoppant sa décroissance des 1994 et en prévoyant son augmentation annuelle en volume de 1 % par an de 1995 à 1998. Cela devrait faire tendre l'effort de défense vers 3,5 % du PIB, bien qu'il faille préciser que la stabilisation de ce rapport, on le sait, n'est pas une fin en soi.

Il convient de concrétiser le fait que le rapport traditionnel à notre stratégie entre défense du sol national et action extérieure est en train de s'inverser au profit de la seconde. Il s'agit dorénavant moins de dissuader une attaque contre nous que de garder sur le plan nucléaire une posture minimale de veille stratégique afin de garantir qu'à long terme une menace nou-

velle ne soit pas à même de remettre en cause notre existence. Avant 1995, le chef de l'Etat et le gouvernement devraient prendre acte de ces changements en tranchant la question de l'avenir de notre force nucléaire, qui devrait être limitée à deux composantes stratégiques, l'une navale, l'autre aérienne.

En matière de forces conventionnelles, les armées sont désormais appelées à participer, loin des frontières, à la sauvegarde d'un ordre international conforme aux vues de la France. Cela signifie que leur mission prioritaire relèvera de la projection de forces au service d'une véritable stratégie d'action extérieure, complément de la politique étrangère. Chacun sait que le RFR s'est prononcé en faveur d'une réorganisation des armées marquée par leur professionnalisation. L'estime que l'on ne pourra éviter de poser la question de l'avenir de la conscription et me suis prononcé en faveur d'une année de terre de près de 160 000 hommes assortie d'un service national profondément réorganisé, réduit à trois mois pour le seul service du territoire.

On sait le président opposé à ce plan. Au sein même de l'opposition, l'idée n'a pas fait totalement son chemin. Cependant, les mesures concrètes qu'elle suppose dans un premier temps ne sont contestées par personne car elles ne préjugeraient nullement le choix définitif entre armée de métier ou armée de conscription. Engageant la nation sur un point essentiel, ce choix ne pourrait intervenir qu'après 1995. Sans renoncer à l'objectif d'avenir que constitue à mes yeux la professionnalisation générale des forces, le nouveau gouvernement devrait donc préparer un compromis temporaire qui ne puisse léser, sur ce sujet sensible, l'une ou l'autre des parties. Il faudra se départir des demi-mesures décidées par l'actuel ministre de la Défense, en menant à bien la professionnalisation complète des unités composant la FAR ainsi que d'une division blindée par une accélération et une intensification de l'actuel plan de l'armée de terre pour 1997.

Enfin, dernière mesure et non des moindres : il est grand temps de prendre à bras-le-corps le problème de l'avenir des industries liées à la défense. Soyons lucides : à eux seuls, nos succès à l'exportation ne peuvent garantir tant la sauvegarde de milliers d'emplois dans le secteur de l'armement que la pérennité de l'outil technologique représenté par l'industrie nationale. Plus on retarde le moment des choix, plus l'indéterminée remise à plus tard sera douloureuse. Une véritable politique dans ce domaine est une affaire de longue haleine dont on peut jeter dès à

présent les fondements par des mesures concrètes. Dans les deux prochaines années, il faudrait engager une réforme de la délégation générale pour l'armement, dont il faut repenser tant le rôle que le fonctionnement, notamment en responsabilisant politiquement sa direction. Elle pourrait dorénavant, dans le cadre de sa mission traditionnelle, avoir pour tâche d'influer de manière décisive sur la restructuration du secteur industriel. Le gouvernement pourrait également concevoir un plan souple de restructurations industrielles sur cinq ans qui serait présenté au Parlement avec la programmation. Il engagerait en toute transparence les règles du jeu présidant aux relations entre les pouvoirs publics et le secteur de l'armement et distinguerait les pôles technologiques jugés prioritaires pour l'industrie nationale de ceux devant dorénavant faire l'objet de programmes en coopération.

Enfin, à l'heure où l'on évoque la réforme de nos institutions, il serait utile de réfléchir aux moyens de doter le Parlement des capacités d'analyse en matière de défense qui lui ont fait défaut. L'actuelle Fondation pour les études de défense nationale a fait son temps. Il conviendrait d'en repenser la mission pour en faire un organisme, non partisan, de réflexion et d'analyse à la disposition du Parlement.

François Fillon est député (RPR) de la Sarthe.

Préalables

par Christian Bonnet

TOUT permet, désormais, de penser que la puissance socialiste sera, sous peu, sévèrement sanctionnée.

Le temps est donc venu de s'interroger sur les conditions de la réussite d'un gouvernement condamné, dès le premier jour, à inspirer confiance à une opinion publique désabusée, mais plus encore saisi de nausée devant la succession de turpitudes mises en lumière par la presse, semaine après semaine.

Le premier impératif auquel devra satisfaire le premier ministre sera de constituer librement une équipe ramassée et homogène.

« Librement » : dans l'indifférence aux pressions des partis en faveur de tel ou tel...

« Une équipe » : des hommes et des femmes résolus à écarter toute tentation de jeu personnel pour ne viser qu'un succès collectif.

« Ramassée » : une petite trentaine, gage d'efficacité et d'absence d'une volonté de réduire le train de vie de l'Etat.

Aux postes-clés, des responsables ayant fait leurs preuves, et dont la force de caractère ne le cède en rien à la vivacité de l'intelligence.

Autour d'eux, des visages nouveaux de jeunes et de moins jeunes plus soucieux de servir que de plaire.

« Intègre » : le premier ministre devra à tout prix éviter l'erreur répandue un mois plus tard d'un Michel Rocard apprenant, après sa nomination comme éphémère secrétaire d'Etat, qu'il

était Jean-Michel Boucheron. Plus encore : les temps sont tels que devra être écarté des conseils de gouvernement quiconque dont le nom aura été - fût-ce à tort - prononcé à propos d'une quelconque affaire. Si légèrement tachée soit-elle, il suffirait d'une pommade pour gâcher le papier.

Une fois nommés, les membres du gouvernement devront constituer leurs cabinets... Choisir ceux qui assureront leur réussite ou déferont leur réputation.

« Il n'y a qu'une semaine défectueuse dans la vie d'un ministre », écrit Edgar Faure : la première... celle où il choisit ses collaborateurs.

Leurs qualités importent, mais tout autant leur nombre... Depuis bientôt deux ans, la plupart des cabinets ont connu une inflation délirante, génératrice des pires mécomptes, inévitables quand s'y glissent incapables, parasites, militants, effaristés...

Au premier ministre de faire preuve d'autorité en limitant strictement les entours dans le double but d'en permettre la maîtrise et d'éviter de décourager les hauts fonctionnaires des administrations centrales...

Alors viendra le temps de l'action, dont le succès dépendra, pour une large part, de la satisfaction de ces impératifs.

Les conseils des gens d'expérience, dit-on, réchauffent rarement, mais ils éclairent souvent.

Christian Bonnet, ancien ministre, est sénateur (UDF) du Morbihan.

La grande misère sociale de la droite

par Lionel Stoléru

L faut que la droite soit tombée bien bas pour s'en remettre, pour son programme social, à M. Pasqua et à Séguy qui, en la matière, n'ont laissé de leur passage au gouvernement, pour l'un, que le seul souvenir d'un charter de Malicet et, pour l'autre, aucun souvenir du tout dans la lutte contre le chômage.

Il n'en a pas toujours été ainsi. En 1969, le discours de Jacques Chaban-Delmas sur la nouvelle société, au projet de laquelle avait participé un certain Jacques Delors, constituait une formidable avancée sociale, bel et bien dans l'air par l'entourage de Georges Pompidou. En 1974, le projet réformiste de Valéry Giscard d'Estaing lançait le revenu minimum-vieillesse, précurseur du RMI, la revalorisation du travail manuel, précurseur des priorités à l'apprentissage, le droit d'expression des travailleurs, précurseur des lois Auroux, jusqu'à ce que, à nouveau, les conservateurs aient raison, en 1976, de ces ambitions.

La nullité du projet Pasqua-Séguy n'en apparaît que plus affligeante dans ce contexte. A l'image du médecin de Molère qui conseillait de couper le bras droit bien portant pour affaiblir le bras gauche, ils remettent en cause l'acquis économique positif du franc fort pour rendre l'économie plus sociale. Casser le résultat de vingt ans d'effort, de Barre à Bérégovoy, pour maîtriser l'inflation, ne plus dévaluer et réussir enfin à équilibrer notre commerce extérieur, et ce au nom d'une priorité sociale, on croit rêver ! L'inflation était un impôt sur les pauvres, tout le monde le sait, et le déficit extérieur tuait lentement et sûrement l'emploi français par invasion des produits étrangers, tout le monde le sait aussi !

Et pourquoi massacrer cet acquis ? Pour baisser les taux d'intérêt et relancer l'économie, prétendent ces deux anti-européens.

Allons donc ! Si la baisse du taux d'intérêt était suffisante pour relancer l'économie, cela se saurait aux Etats-Unis, où le plongeon de ces taux de 10 % à 2 % n'a rien changé au marasme général. Par ailleurs, l'attitude de l'Etat sur l'aspect du sujet qui semble échapper à tous : si le taux d'intérêt baisse, cela aura certes des effets positifs partiels sur l'économie en relançant les investissements, mais il s'agira surtout d'investissements technologiques de modernisation et de productivité ; pour dire les choses crûment, la baisse des taux d'intérêt augmentera le chômage.

en rendant la machine plus rentable que l'homme !

C'est dire qu'il y aurait place - et il y en a besoin - en France aujourd'hui, pour un véritable projet social, bien évidemment centré sur l'emploi, dont on peut, en s'efforçant de parler vrai, esquisser les trois idées directrices.

En premier lieu, aucun rafistolage du système actuel ne viendra à bout de trois millions de chômeurs. Ni par relance économique : 1 point de croissance crée 100 000 emplois, il faudrait 30 % de croissance ! Ni par traitement social : le budget entier n'y suffirait pas. C'est le système d'emploi lui-même qu'il faut transformer en profondeur.

En deuxième lieu, après les « trente glorieuses » de croissance rapide de l'après-guerre, où il suffisait de produire pour vendre, nous sommes depuis 1973, et durablement, dans une croissance mondiale modérée, où la productivité technologique va plus vite que la croissance : 5 % à 10 % pour l'une contre 1 % à 2 % pour l'autre. La productivité engendrera donc la croissance, elle engendra aujourd'hui le chômage.

Revisiter les 35 heures

En troisième lieu, notre conception de la vie a beaucoup changé : le travail y tient toujours une grande place, mais le temps n'est plus où on ne vivait que pour travailler. Ce n'est pas seulement le développement des loisirs, c'est la découverte de bien d'autres formes de vie : une durée d'études qui augmente, un temps de formation pendant la vie active, un troisième âge qui s'étend, une vie associative qui se développe dans des activités sans but lucratif et d'intérêt général, une demande de participation à la vie démocratique, tout cela entre dans le temps de vivre. Cela a deux conséquences essentielles : le temps se dissocie de l'argent, et l'emploi se dissocie de l'activité.

Ces idées montrent que, pour concilier 2 % de croissance et 3 millions de chômeurs, on ne peut aller chercher les solutions véritables que dans deux directions.

Tout d'abord, il faut « revisiter » les 35 heures : ce qui était qu'un slogan en 1968 devient aujourd'hui un axe de partage qu'on ne peut plus ignorer, une des ruptures brutales qui peuvent inféchir, si on en trouve la gestion salariale, la croissance du chômage en allant dans le sens des transformations mondiales en cours, qui se résument par le fait qu'on sait produire beaucoup

plus en travaillant « beaucoup moins ».

Ensuite, il faut créer l'emploi à la carte, en quitant définitivement notre structure sociale simpliste où on est soit au travail, soit au chômage. Cela ne correspond plus ni à notre réalité ni à nos aspirations. On peut gagner sa vie en travaillant deux mois d'arrachepied pour préparer les Jeux olympiques d'Albertville, puis se reposer, ou se former, ou se consacrer aux autres pendant quatre mois, puis créer une petite entreprise pendant six mois, etc. L'avenir est à une société qui met à la disposition de ses citoyens des heures de travail par an et non des emplois. Ce qu'on appelle « précarité » s'applique à un jour « autonomie » et ce qu'on appelle « sécurité » s'appliquera un jour « dépendance ». La prioritarité sera la règle, aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural, et cette prioritarité sera faite d'un ensemble d'occupations tantôt rémunérées par un salaire, tantôt génératrices d'un revenu individuel ou d'autoproduction, tantôt bénévoles, tantôt personnelles. Dans cette société, le mot de chômage ne signifiera plus rien, le seul signifiant devenant la disposition d'uo revenu suffisant pour vivre, ce qui est tout à fait différent.

A lire ces réflexions, on comprend aussi pourquoi, dans toute l'Europe où ces problèmes se posent de manière analogue, le mouvement écologiste suscite un tel intérêt. C'est qu'à partir d'une démarche tout à fait différente il rejoint ces préoccupations en s'efforçant de donner un contenu à l'idée de « développement soutenable », c'est-à-dire d'un équilibre global qui ne dépend pas seulement de la croissance. Ces idées paraissent d'une douce naïveté à l'époque où nous pouvons accéder à une croissance rapide ; elles deviennent d'une brillante actualité à l'époque où la croissance mondiale est durablement ralentie. Aujourd'hui, de gré ou de force, tout le monde est dans la problématique de l'écologie, et le vieux débat entre l'économie et le social se voit adjoindre cette troisième dimension, en France, en Europe et dans le monde.

C'est dire combien il est désirable de penser que des anti-européens puissent proposer un projet social à la France d'aujourd'hui !

Lionel Stoléru, ancien ministre, est l'un des animateurs de Génération Ecologie.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile

« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme
des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72

Tél. MONDIPUB 634 128 F

Tél. : 46-62-72-72 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de Hubert et Béatrice Lesourne

Le Monde

PUBLICITE

Président directeur général :
Jacques Lesourne

Directeur général : Michel Cros,
Membres du comité de direction :
Jacques Guin, Philippe Dupuis,
Isabelle Tassin.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72

Tél. MONDIPUB 634 128 F

Tél. : 46-62-72-72 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de Hubert et Béatrice Lesourne

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composée 36-18 - Tapes LEMONDE
ou 36-18 - Tapes LMA

Imprimé au « Monde »
12, r. M. Guesbroux
94852 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Tél. : 206.806F

Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-29-33

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10

Tél. : 261.311F

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-29-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 40-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs mensuelles y compris CEE avion
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 066 F	2 940 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, envoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par BULLETTIN : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

LE MONDE (USPS - mailing) is published daily for \$ 5.00 per copy by LE MONDE, 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Second class postage paid at Champlain, N.Y., and additional mailing offices.

POSTMASTER : Send address changes to LMS of NY Box 1514, Champlain, N.Y. 12919 - 1514.

For the above mentioned countries only (USA).

INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 200 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23464 - 293 USA

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : Prénom :

Adresse :

Localité : Code postal :

Pays : Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



ÉTRANGER

Grâce à l'intervention des représentants de la Hongrie et du Venezuela

Le Conseil de sécurité condamne « les attaques d'unités serbes » en Bosnie orientale

NEW-YORK (Nations unies)
correspondance

Bien que les délégations serbe et musulmane multiplient les menaces de quitter la table des négociations, l'un des coprésidents de la conférence de paix sur l'ex-Yougoslavie, lord David Owen, a estimé mercredi 3 mars qu'un règlement global sur la Bosnie-Herzégovine pourrait être obtenu « avant la fin de la semaine ».

L'optimisme de lord Owen est motivé par le fait que le gouvernement musulman de Bosnie-Herzégovine a signé, mercredi, le volet militaire du plan de paix en discussion. Cette partie du plan, déjà approuvée par les Serbes et les Croates, énonce entre autres les modalités du cessez-le-feu, elle prévoit le contrôle par la communauté internationale de l'artillerie lourde

serbe, ainsi que la libération de Sarajevo.

Des diplomates rappellent cependant que l'accord militaire ne pourra être appliqué sans un règlement global du conflit. Selon cet accord, les forces armées doivent se retirer « dans des provinces qui leur sont assignées », lesquelles sont déterminées par le découpage en dix entités proposé par MM. Vance et Owen, qui n'a pas encore été approuvé par tous.

MM. Vance et Owen ont d'autre part obtenu du président bosniaque, Alija Izetbegovic, la signature d'un autre document scellant un cessez-le-feu « intermédiaire » entre Musulmans et Croates. Les coprésidents espèrent que ce document mettra fin aux tensions militaires et politiques de plus en plus vives entre ces deux factions « censées être des alliées ».

Reste à obtenir l'accord des parties sur le découpage de la Bosnie

en dix provinces autonomes auquel seuls les Croates ont pour l'instant souscrit. Selon des diplomates, les Serbes résistent davantage à cette partie du plan que le gouvernement de Bosnie-Herzégovine. Les Serbes, qui occupent actuellement 70 % du pays, ne pourraient, selon la proposition Vance-Owen, en garder que 38 %.

D'autre part, à la suite des violentes offensives serbes en Bosnie orientale et de la chute de la ville de Cerska, le haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, M. Sadako Ogata, a adressé au secrétaire général une lettre « extrêmement confidentielle » faisant état de « massacres » dans l'est du pays. L'ambassadeur américain à l'ONU, M. Madeleine Albright, a réuni les membres permanents du Conseil de sécurité, à l'exception de la Chine, pour leur proposer l'adoption d'un texte faisant

part de leur préoccupation devant ces événements.

Le texte américain - approuvé par la France et la Grande-Bretagne et auquel la Russie a applaudi - a cependant « scandalisé » non seulement le président Izetbegovic, qui a menacé de quitter New-York, mais aussi certains membres du Conseil, en particulier les Hongrois et les Vénézuéliens qui s'étaient déjà plusieurs fois exprimés sur « l'inertie et l'hypocrisie » de la communauté internationale face à la guerre en Bosnie-Herzégovine.

En effet, le texte, tel qu'il avait été présenté par les États-Unis, ne mentionnait même pas les forces serbes qui mènent l'offensive en Bosnie orientale. Il demandait à « toutes les parties de cesser les hostilités ». « On dirait que les Serbes en uniforme qui massacrent les civils de Cerska sont des fantômes ou les membres anonymes d'un

gang new-yorkais », a déclaré l'ambassadeur vénézuélien, M. Diego Arria, en séance à huis clos du Conseil. « On sait que ce sont les Serbes, alors, pourquoi ne pas le dire ? Qu'est-ce que l'on craint ? », a-t-il lancé.

M. André Erdos, ambassadeur de Hongrie, aurait aussi parlé de « la paralysie totale de la communauté internationale face au cynisme serbe ». « Sommes-nous incapables de tirer des leçons des pages les plus noires de notre histoire contemporaine ? », a-t-il dit. Votre texte parle de tout sauf de ce qui se passe à l'est de la Bosnie-Herzégovine. Faut-il attendre la confirmation divine pour dire que ce sont des Serbes qui ont attaqué Cerska ? Les discours des deux ambassadeurs auraient « embarrassé » les membres permanents qui ont accepté, tard dans la nuit

de mercredi à jeudi, de modifier considérablement leur texte.

Finalement, le Conseil condamne dans ce texte « les attaques menées par des unités paramilitaires serbes, y compris les massacres de civils innocents » qui se poursuivent en Bosnie orientale et exige qu'il soit mis fin « aux tueries et aux atrocités ». Le texte, adopté à l'unanimité, « exige » aussi que les dirigeants de toutes les parties en conflit continuent de participer pleinement à New-York aux pourparlers de paix. Pour convaincre le président bosniaque de rester à New-York, les ambassadeurs du Venezuela et de la Hongrie ont invité les autres membres du Conseil de sécurité à le rencontrer jeudi à la mission du Venezuela.

ASFANÉ BASSIR POUR

En dépit des critiques

M. Bill Clinton a confirmé la poursuite des opérations de parachutage de vivres

Le président Bill Clinton a affirmé, mercredi 3 mars, que les missions de largage de vivres au-dessus de l'est de la Bosnie se poursuivraient. La veille, son secrétaire à la défense Les Aspin avait donné l'impression qu'elles allaient être suspendues après seulement trois parachutages.

Les propos de M. Les Aspin avaient d'autant plus surpris que la Maison Blanche et le département d'État s'étaient largement fâchés le jour même, de la décision de la Russie de participer activement à l'opération. Un responsable russe, M. Sergueï Gortov, porte-parole du comité pour les situations d'urgence d'Amérique du Nord, a déclaré que deux Il-76 rejoindraient prochainement sur la base Rhein-Main, près de Francfort, les appareils américains qui participent à l'opération.

La presse américaine a fait écho mercredi aux divergences de jugement, dans l'administration, quant à l'utilité pratique et à l'opportunité politique de cette opération aéroportée. Des responsables militaires ont fait savoir, sous le couvert de l'anonymat, que le taux de réussite des parachutages, effectués à très haute altitude, était de l'ordre de 30 % pour chaque mission.

En dépit de ces commentaires, l'administration Clinton maintient que cette mission est une succès humanitaire et qu'elle a également atteint ses objectifs politiques. Une quatrième mission de largage a été effectuée dans la nuit de mercredi à jeudi par quatre C-130 américains. Les avions américains ont transporté depuis lundi « 56,7 tonnes de vivres, 1,6 tonne de médicaments et... 2,9 tonnes de journalistes », avait déclaré, juste

avant son départ, le commandant de l'US Air Force, David Canon.

M. Bill Clinton a présidé mercredi sa première réunion du Conseil national de sécurité, largement consacrée à l'aggravation de la situation dans l'est de la Bosnie, au cours de laquelle « aucune décision concrète n'a été prise », selon un porte-parole.

Selon des informations captées par radio, de violents combats se sont poursuivis mercredi dans l'enclave musulmane assiégée de Cerska. Huit mille personnes ayant fui cette région malgré la neige et les bombardements serbes seraient arrivées à Tuzla (distante de 50 km) depuis samedi, selon les autorités musulmanes bosniaques. Radio-Sarajevo faisait état pour sa part, mercredi, de vingt mille personnes fuyant l'enclave de Cerska. Les douze canons du Haut-Commissariat aux réfugiés qui doivent porter secours aux blessés de Cerska étaient toujours bloqués mercredi en fin de journée par les forces serbes à Banja-Kovljica, à la frontière entre la Serbie et la Bosnie. Un convoi d'aide humanitaire est en revanche parvenu mercredi à Gorazde, autre enclave musulmane de l'est de la Bosnie. - (AFP, AP, Reuters)

Une grenade a explosé devant l'ambassade américaine à Belgrade. L'explosion d'une grenade a soufflé mercredi 3 mars les vitres de l'ambassade américaine à Belgrade mais n'a pas fait de blessés. Vendredi dernier, la police croate avait découvert et désamorcé une valise pleine de dynamite devant l'ambassade américaine de Zagreb. - (Reuters)

Le Livre noir de l'ex-Yougoslavie

Suite de la première page

Mais il ne faut pas se voiler la face : il y avait également, dans certains milieux de Zagreb, des individus, jeunes et vieux, et des groupes bien organisés, qui révélaient d'en découdre et de « terminer » une dernière guerre mondiale, que le régime communiste de Tito avait, somme toute, momentanément interrompue, en jetant en prison tout homme, Serbe, Croate, Slovène, Bosniaque ou Kosovar, militaire ou civil, qui osait, dans cette fédération, défendre des thèmes décentralisateurs aussi qualifiés de « délits sécessionnistes ».

M. Franjo Tudjman, aujourd'hui président de la Croatie, M. Alija Izetbegovic, le président bosniaque, plusieurs leaders serbes, avaient connu les gémissements du maréchal pour des raisons différentes : « révisionnisme historique » à Zagreb, publication d'une « déclaration islamique » à Sarajevo, « écrivain nationaliste » à Belgrade. Condamnés et emprisonnés, tous n'étaient pas pour autant des démocrates modèles. Et la soif de revanche s'était envenimée de l'esprit de leurs partisans respectifs.

Le désastre est là, suite d'action diplomatique concertée des Occidentaux - ou d'intervention militaire au tout début du conflit ? Et il est bien vain à présent de discuter sur le thème : « Fallait-il qu'il aurait fallu faire la Tchécoslovaquie ? » ou de la circonstance à l'ex-Yougoslavie, les armées, officielles ou autres, se livraient à des actes d'une atrocité « d'une ampleur jamais vue depuis la deuxième guerre mondiale », selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), le HCR,

l'UNICEF, de nombreuses organisations non gouvernementales et humanitaires, Amnesty International, Helsinki Watch, Médecins sans frontières, Médecins du monde, des mouvements de femmes, des missions du département d'État américain, du Conseil de l'Europe, de la commission des droits de l'homme de l'ONU et d'autres opèrent depuis plus d'un an et demi en Croatie, en Serbie, en Bosnie-Herzégovine. Et continuent d'y travailler.

Déshumaniser l'ennemi

Le Nouvel Observateur et Reporters sans frontières ont réuni dans le Livre noir de l'ex-Yougoslavie (1) les rapports établis par ces organisations entre juin 1992 et janvier 1993. Plus de 480 pages de témoignages sur les camps de détention, les massacres dans les villages, la stratégie de la terreur, les viols commis devant les enfants, les mutilations corporelles, la purification ethnique, l'exode forcé.

Ces rapports, la presse en a fait état au fur et à mesure de leur publication, mais les voilà - vingt et un - alignés et publiés, presque en un seul ouvrage dont la lecture est évidemment accablante, même si certains comptes rendus de mission paraissent sans nuances, d'autres étant plus mesurés et interrogatifs.

Car, comme l'écrit par exemple, en novembre 1992, M. Tadeusz Mazowiecki, rapporteur spécial de la commission des droits de l'homme de l'ONU, beaucoup d'informations « relèvent aussi de la désinformation, de la rumeur publique et se sont révélées sans fondement, après enquête menée par des observateurs internationaux objectifs. La propagation de ces fausses nouvelles ne sert qu'à déshumaniser l'ennemi, à renforcer le complexe de pers-

écution, à otiser les hommes ethniques, et en fin de compte à prolonger le conflit ». Il affirme cependant que les autorités serbes, tant en Bosnie que dans les zones de Croatie qu'elles contrôlent (Krajina et Slavonie), « sont responsables au premier chef de la politique de nettoyage ethnique qui y est menée. Le commandement de l'armée nationale yougoslave et les dirigeants politiques de la République de Serbie ont aussi leur part de responsabilité car cette politique n'aurait pu persister jusqu'à maintenant sans leur soutien actif ».

« Purification » c'est pas « extermination » systématique, mais la méthode employée dans diverses régions suit étrangement à peu près le même modèle, comme le montre, par exemple, l'enquête de MSF dans la région de Kozarac, région à très forte majorité musulmane, entre avril et octobre 1992. Et il est difficile de croire que cette politique n'a pas été minutieusement préparée par les Serbes de Belgrade, de Croatie et de Bosnie.

Services sexuels

Les villes sont d'abord soumises à de violents bombardements jusqu'à la reddition. Les forces serbes pénètrent ensuite dans les localités, procèdent à des rafles, des exécutions des dirigeants locaux, pillent, détruisent. Femmes, enfants, personnes âgées de plus de soixante ans sont emmenés en convois jusqu'à des camps d'internement. La plupart sont enfin chassés de leurs foyers, expulsés vers d'autres régions. Combien y a-t-il de réfugiés et de personnes déplacées aujourd'hui dans l'ex-Yougoslavie ? Plus de deux millions, selon le HCR. Et ils appartiennent à toutes les communautés.

Pour ce qui est des viols, les conclusions des rapports présentés divergent davantage. La commission Warburton a estimé à au moins vingt mille le nombre de femmes victimes de services sexuels dans des camps « spéciaux ». En janvier 1993, Amnesty International se refusait à « chiffrer » ces

« Ces incidents semblent faire partie d'un plan plus vaste de conduite de la guerre, comprenant l'intimidation et des exactions contre des musulmans et des Croates, qui ont incité des milliers d'entre eux à fuir ou à obéir aux ordres d'expulsion de leur région de résidence, de peur d'autres violences. (...) Amnesty International sait que les forces armées musulmanes et croates en Bosnie-Herzégovine, ont, elles aussi, violé et infligé des services sexuels aux femmes, bien qu'à une échelle beaucoup plus faible ».

Alors que les « négociations de paix » se déroulent à New-York, la « purification ethnique » et les atrocités se poursuivent, quotidiennement, en Bosnie-Herzégovine. Après la lecture du Livre noir de l'ex-Yougoslavie, on peut mesurer l'étendue de la tragédie et se poser une série de questions : après cette guerre sanglante et les haines qu'elle a déchaînées ou ravivées, Serbes, Croates et Musulmans pourront-ils de nouveau, un jour, vivre ensemble ? Comment la communauté internationale pourrait-elle assurer le retour des deux millions de réfugiés et de personnes déplacées dans leurs foyers détruits, confisqués ou « colonisés » par les Serbes ?

ALAIN DEBOVE

(1) Le Livre noir de l'ex-Yougoslavie - Purification ethnique et crimes de guerre. Documents rassemblés par le Nouvel Observateur et Reporters sans frontières. Editions Acta. 486 pages. 130 F.

ALLEMAGNE

Un émeutier de Rostock condamné à deux ans et demi de prison

Le premier grand procès lié aux émeutes xénophobes d'août 1992 à Rostock, les plus graves de l'histoire allemande d'après-guerre, s'est achevé, mercredi 3 mars, par la condamnation d'un Allemand à deux ans et demi de prison ferme. M. Bernd Teuber, un chômeur de vingt-deux ans, a été reconnu coupable d'avoir lancé un cocktail Molotov sur un membre des forces de l'ordre lors de l'attaque d'un foyer de demandeurs d'asile. Le tribunal n'a pas retenu le chef d'accusation de tentative de meurtre, qui figurait sur l'acte d'accusation au début du procès et auquel le parquet avait également renoncé. Ce dernier avait requis trois ans de prison ferme, alors que la défense avait réclamé l'acquittement. L'avocat de M. Teuber a annoncé qu'il ferait appel.

Des centaines de jeunes gens déshabillés avaient attaqué le foyer d'étrangers de Rostock cinq nuits d'affilée du 22 au 27 août, déclenchant une vague d'agressions racistes dans tout le pays. D'autres procès liés à ces émeutes doivent s'ouvrir dans les prochains mois. - (AFP)

MICHEL SCHNEIDER



Un ouvrage véritablement écrit, dressé, dans une solitude superbe, contre la mollesse intellectuelle actuelle. Jacques Drillon / Le Nouvel Observateur

Un pamphlet terrible à la virulence rare. L'œil intrusif, la plume assassine, Schneider n'épargne rien ni personne : les « Princes » à qui la culture donne un supplément d'âme, les artistes, Lang et ses fêles, Mitterrand et ses Grands Travaux, Boulez. Marianne Payot / Lire

Une critique sérieuse et une réflexion d'ensemble sur ce que pourrait être et n'aurait pas dû être une politique de la culture. Jean-François Revel / Le Point

Michel Schneider dresse un bilan violemment polémique de son expérience. Dans le collimateur : Pierre Bergé, Pierre Boulez, Jack Lang... Alain Duault / L'Événement du Jeudi

Schneider pose de véritables questions. C'est salutaire. Cette « Comédie » tombe à pic. François Hautier / Le Figaro

Editions du Seuil

EUROPE

La Dalmatie coupée en deux

L'offensive croate de janvier n'a pas permis de «réunifier» cette région toujours menacée par l'artillerie serbe

ZADAR

de notre envoyé spécial

Quelques pontrelles métalliques écartelées gisent, tordues, sur la rocaïlle, parmi des plaques de bitume: le reste du pont de Maslenica repose au fond du bras de mer. Plus d'un mois après l'offensive éclair qui a permis à l'armée croate de progresser, en deux jours et demi - du 22 au 25 janvier - de vingt-deux kilomètres dans l'arrière-pays de Zadar, la Dalmatie croate est toujours coupée en deux. Un million de personnes (habitants et réfugiés) sont quasiment isolées du reste du pays, dépendant des caprices des vents, qui interrompent presque quotidiennement le trafic maritime mis en place pour relier les deux parties de la côte.

Et pourtant, le rétablissement des communications par le pont de Maslenica - seul point de passage routier sur cette partie tourmentée de la côte adriatique - était la justification officielle de cette opération lancée par l'armée croate au petit matin du 22 janvier: une opération dont le coût diplomatique pèse toujours lourdement sur la Croatie. Détruit à l'automne 1991, au plus fort de la guerre serbo-croate, le pont de Maslenica est un enjeu stratégique de première importance, dont Zagreb demande depuis des mois la reconstruction, acceptée officiellement par l'ONU et les Serbes. Ces derniers occupaient jusqu'en janvier cette région, et les Croates étaient tributaires de leur bon vouloir, ou plutôt de leur mauvaise volonté à honorer leur engagement de laisser s'effectuer la remise en état du pont.

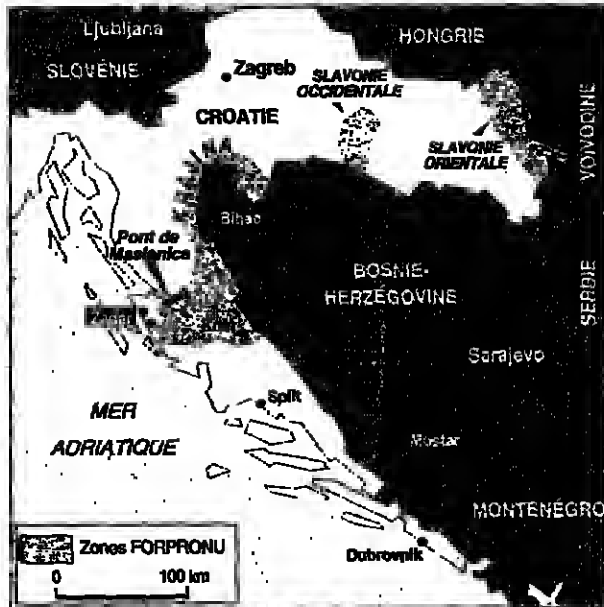
Selon certaines estimations, sa reconstruction permettrait notamment à la Croatie d'économiser quelque 15 millions de dollars par mois par rapport à la situation actuelle (voies détournées, rédu-

tion du fret, etc.). C'est donc, d'après les explications fournies par les Croates au lendemain de leur offensive violemment condamnée par la communauté internationale, par impatience et pour «prendre eux-mêmes en main le travail que tout le monde promettait mais que personne n'avait eu mesure de mener à bien, à commencer par l'ONU», qu'a été décidée l'opération Maslenica.

Ménager la communauté internationale

Or, en attendant la construction d'un pont provisoire, deux tentatives croates pour rélier par bac les rives du bras de mer, les 25 et 27 janvier, se sont soldées par des échecs: résultat: deux ferries ont été endommagés par des éclats d'obus. C'est que si le site du pont ainsi que la route reliant ce dernier à Zadar ont été dégagés, ils n'en sont pas moins restés à portée de tir de l'artillerie serbe, toujours présente à quelques kilomètres. Et la majorité des Croates de s'interroger sur le bilan de l'opération du 22 janvier - qui, outre les dégâts diplomatiques qu'elle a causés, a ramené des fronts jusque-là en sommeil - et de se demander pourquoi leur armée, dont l'offensive est présentée ici comme un succès total, s'est arrêtée à mi-chemin.

D'autant que, contrairement à ce que certains officiels croates avaient annoncé dès la fin janvier, les habitants de la région libérée n'ont pu regagner les foyers qu'ils avaient dû quitter à l'automne 1991. Leurs maisons, lorsqu'elles n'ont pas été purement et simplement détruites lors de l'occupation serbe, sont régulièrement prises pour cible par l'artillerie.



«L'ordre donné par le pouvoir politique - le président Franjo Tudjman - était de rétablir les communications par Maslenica; nous avons déclenché notre attaque le 22 janvier. Au troisième jour, l'ordre est venu de Zagreb de stopper les opérations», explique un officier supérieur croate ayant participé à l'offensive. Mais pourquoi avoir laissé le site du pont et la route à portée de tir des forces serbes, les rendant inutilisables? «Que voulez-vous, nous n'avons plus le droit d'attaquer», assure ce même officier.

Chef d'état-major de l'armée croate, le général Janko Bobetko reconnaît que «les Croates dans leur ensemble se demandent pourquoi nous n'avons pas été plus loin». Mais il assure que les instructions du pouvoir étaient de ne pas avancer en profondeur

et de se limiter à une zone précise - celle qui a été reconquise. «Nous savions que, pour continuer, nous aurions dû aller beaucoup plus loin et que nous aurions été considérés comme des agresseurs», ajoute-t-il, précisant que son objectif était de mettre une zone bien définie «hors de portée des mortiers».

Le problème était, pour les Croates, explique-t-on de source militaire, de «dégager l'objectif tout en manifestant clairement que l'opération était limitée», autrement dit de ne pas trop «effrayer» la communauté internationale, tout en sachant, selon le général Bobetko, que «la réaction internationale serait ce qu'elle a été, à savoir négative». Effectivement, la Croatie a été condamnée par le Conseil de sécurité et a vu se tendre du jour

au lendemain ses relations avec l'Europe - surtout avec la France, qui a immédiatement annulé une visite que devait effectuer à Paris le premier ministre croate, M. Hrvoje Sarnic.

Le trafic dalmate reste donc sous la menace des canons serbes ou celle des tempêtes qui se succèdent actuellement dans l'Adriatique et perturbent les liaisons maritimes. «Nous avons le temps et poursuivons nos tentatives» de mettre en place une liaison à Maslenica, moins exposée au vent, assure-t-on de source militaire.

Chaque fois que les tentatives, cependant, déçoivent les tirs serbes, qui ont également repris sur des localités épargnées précédemment d'août à novembre (les Serbes) continuent, nous serons obligés de détruire leurs positions, indique le général Bobetko, et s'ils poursuivent leurs bombardements sur Zadar et ses environs, nous tirerons sur les villes de Krajina à population serbe, car nous sommes obligés de réagir.

L'incapacité de l'ONU

Mais, au-delà de la justification économique avancée officiellement, l'offensive du 22 janvier avait surtout pour objet de faire prendre au sérieux par l'ONU les menaces d'action militaire brandies par Zagreb au cas où les «casques bleus» déployés en Croatie seraient incapables - ce qu'ils ont démontré - de mener à bien la mission déléguée par leur mandat, notamment le désarmement des milices serbes en Krajina.

«Nous avons voulu faire comprendre à l'ONU que le mandat (de la Force de protection des Nations unies) serait renouvelé mais accompagné de délais

précis» pour l'accomplissement de sa tâche, souligne le général Bobetko. Et si l'ONU n'arrive pas à respecter ces délais, qu'arrivera-t-il? «C'est un secret militaire; mais il n'est pas dans nos intentions d'adhérer à une chorale» et «ce sera le moment de dire au monde que nous nous débrouillons par nous-mêmes», répond le chef d'état-major croate, qui ajoute: «Nous nous sommes battus et nous nous battons. Finies les belles paroles.» «Nous ne comptons que sur nous-mêmes», dit-il encore, tout en assurant qu'il faut toujours donner une chance à la paix, et à la FOR-PRONU une chance de remplir enfin sa mission.

Ancien partisan de Tito et ex-officier de ce qui fut l'armée yougoslave, le général Bobetko affirme que, si nécessaire, «l'armée croate serait en mesure de libérer toute la Krajina», cette région de Croatie à population massivement serbe et rebelle contre Zagreb. Pour d'autres officiers de haut rang, l'opération de Maslenica a prouvé que l'armée croate était «capable et puissante», suffisamment en tout cas pour reconquérir cette Krajina actuellement tenue par les forces serbes.

L'offensive limitée du 22 janvier apparaît d'ailleurs comme une «écluse» à certains de ces officiers, convaincus qu'il faudra, à un moment ou à un autre, passer de nouveau à l'action. Et, à l'état-major croate, un «modèle» est de plus en plus cité en exemple: celui de l'armée israélienne. On reconnaît toutefois que la Croatie n'en est encore qu'à ses débuts, en tant qu'Etat souverain, que sa situation diplomatique et militaire reste assez loin de celle d'Israël, et que Zagreb ne peut encore se permettre tout ce que se permet l'Etat hébreu.

YVES HELLER

Les responsables de l'armée russe demandent à M. Eltsine de mettre un terme à la crise politique

Le haut commandement militaire russe a demandé au président Boris Eltsine de prendre des «mesures décisives» pour résoudre la crise politique, au cours d'une réunion au Kremlin, mercredi 3 mars.

Cette requête des généraux a été présentée à l'issue d'une réunion chargée du conseil de sécurité, organe suprême pour la sécurité intérieure et extérieure de la Russie, présidée par M. Eltsine et consacrée à la doctrine diplomatique et militaire russe. Selon la télévision, les membres du haut commandement de l'armée ont alors fait part au président de leur inquiétude face à l'aggravation de la crise politique dans le pays et l'ont appelé à prendre les mesures les plus énergiques pour remédier à la paralysie du pouvoir.

Pour sa part, M. Eltsine a vivement critiqué le retard pris dans l'élaboration de la doctrine de sécurité intérieure. «Tout que notre diplomatie et notre politique de défense n'auront pas de ligne clairement définie, nous resterons sur la défensive», a-t-il dit. Les forces armées russes n'ont jamais été dans une telle position. Interrogé par des journalistes après la réunion, le ministre de la

défense, le général Pavel Gratchev, a tenu à «couper court» à toute rumeur de coup d'Etat.

Recevant un peu plus tard des délégués de femmes, le président russe a de nouveau évoqué son conflit avec le Parlement, conservateur, appelant à la réconciliation, fiute de quoi la Russie risquait «des siècles de guerre». Il a émis l'espoir que le Congrès des députés du peuple, dont la prochaine session devrait s'ouvrir le 10 mars, ne ferait pas «éclater la Russie».

La veille, M. Eltsine avait menacé de recourir à des mesures extrêmes face au Parlement conservateur, évoquant même une «option finale» dont il n'a pas précisé la nature, si les députés rejettent ses propositions de partage du pouvoir. Si le Congrès des députés annule le référendum constitutionnel prévu pour avril, le chef de l'Etat envisage alors d'organiser son propre sondage auprès de la population. «Constitutionnellement, cela n'aurait guère de poids, mais au moins l'on saurait qui est soutenu par la population et quelle direction prendre», a expliqué M. Boris Eltsine. (Ria-Tass, Reuters, AFP).

RUSSIE

Acheter à Moscou

Suite de la première page

Oubliées ces vieilles femmes à l'affût de la moindre file, dans l'espoir, grommelant-elles, qu'«ils nous fassent quelque chose». Dans les conversations, on se dispute les différents produits trouvés. Avec une nette préférence pour tout ce qui est fabriqué à l'étranger, ou du moins porte une estampille en anglais. Des fabricants russes l'ont bien compris, qui dooent systématiquement une appellation anglo-saxonne aux marchandises produites localement. «All for you», peut-on lire sur la devanture d'un kiosque du centre-ville.

Une chose n'a pas changé: un vrai Moscovite ne sortira jamais de chez lui sans l'indispensable pakik, sac plastique, lui permettant de stocker ses acquisitions au fur et à mesure de la journée. Car si, aujourd'hui, on ne perd plus de temps à faire la queue, on en perd autant pour trouver le produit de meilleure qualité ou de moindre prix. Par jeu, par désaveuement - certains estiment qu'aujourd'hui les Russes travaillent encore moins qu'avant - ou par nécessité: cette «bebaucha» avoue qu'elle pourra faire, à pied, plusieurs kilomètres par jour pour gagner quelques roubles.

Autre permanence: qu'elles travaillent dans des magasins privés ou non, les vendeuses moscovites ont conservé leur extraordinaire potentiel comme un ennemi mortel qui les empêchera de poursuivre une conversation entreprise la semaine dernière, de mettre la dernière main à un tricet ou encore de réver aux prochaines vacances dans la datcha familiale.

La sacro-sainte pause du déjeuner

Sans oublier la sacro-sainte pause du déjeuner, qui oblige le magasin à interrompre ses ventes, au moment même où les clients pourraient être les plus nombreux. Immuable, aussi, cette propension à alléger allègrement les stocks du magasin qui vous emploie. Une manière d'arrondir ses fins de mois en revendant, au grand jour, les marchandises ainsi «détournées». Si les vendeuses sont toujours aussi peu sèches, les vitrines, en revanche, se font plus alléchantes. Efforts de présentation, prix clairement indiqués.

Les Moscovites ont aujourd'hui le choix entre plusieurs types de

commerce. Tout en bas de la page, les magasins d'Etat, où l'on peut se procurer, quand il y en a, des produits de très mauvaise qualité mais aux prix les plus bas. «Je ne donnerais pas cette viande à mon chien», rouspétait ainsi un vieux monsieur devant l'étal d'une boucherie publique. Viteont ensuite les marchés privés (ex-marchés kolkoziens), bien fournis, notamment grâce aux produits venant des pays d'Asie centrale ou du Caucase, mais chers.

Commandes et nostalgie

Les Moscovites se redonnent de plus en plus souvent dans les magasins «en voie de privatisation», dont on ne sait pas encore quel est leur statut exact, mais qui font un gros effort d'approvisionnement. Quant aux plus riches, ils se servent dans les «magasins pour étrangers», de plus en plus nombreux, qui n'acceptaient, jusqu'au mois dernier, que des devises fortes. Désormais, on peut aussi y payer en roubles, mais à un taux abyssal. Et celui qui n'aura rien trouvé dans l'un ou l'autre type de magasin pourra peut-être dénicher le produit rare dans la rue, où de simples particuliers, les uns à côté des autres sur parfois des kilomètres, continuent à proposer au passant, qui un kilo de margarine, qui un pull-over, qui une paire de baskets usagées, qui une boîte de médicaments.

«Des syroks! Voilà au moins dix ans que je n'en avais plus!» Il s'en revient pas, Piotr, étudiant en histoire de l'art, de voir de nouveau dans les boulangeries de la capitale ces morceaux de fromage sucré entourés de chocolat, qui faisaient pourtant partie, dans son enfance, du petit déjeuner distribué dans toutes les écoles de la ville. Mais, aujourd'hui, les précieux syroks se vendent 50 roubles, alors qu'ils ne coûtaient pas 10 kopeks «avant». «Mille fois plus cher!» s'exclame Piotr. Qu'à cela change, il laissera libre cours à sa gourmandise... et à sa nostalgie: on quelques minutes, il mangera une bonne dizaine de syroks! Et peut-être s'attaquera-t-il ensuite à quelques «zépibirs», une autre pâtisserie qui, elle aussi, a fait sa réapparition dans les magasins moscovites. Piotr sait qu'il est privilégié. «Aujourd'hui, dit-il, de plus en plus de parents n'ont même pas de quoi donner à leurs enfants les roubles nécessaires pour acheter un

déjeuner à la cantine de l'école.» Tout est là. Tout est dans cette formule aigre-douce qu'ont adoptée la plupart des Moscovites: «Avant, le peu qu'il y avait, on pouvait se l'offrir, maintenant, il y a tout mais nous n'avons pas les moyens de nous le payer.»

Si la libération des prix n'a pas entraîné, comme certains le prévoyaient, des «démutes de la faim» dans les rues de Moscou, elle n'en a pas moins touché de plein fouet tous ceux qui n'ont pas les moyens de s'adapter aux nouvelles règles du jeu. Si l'on prend les chiffres bruts, 94 % de la population russe gagne moins de 10 000 roubles par mois, soit le prix de 3 kilos de viande au marché libre!

Certes, il faut tempérer la froide rigueur des statistiques. Cette dame, rencontrée dans le centre de Moscou, déclare, dans un premier temps, gagner 8 000 roubles par mois. Elle précisera, dans un deuxième temps, que son mari gagne aussi à peu près la même somme, de même que son fils, qui vit avec eux. Et quand on lui demande si son mari, retraité comme elle, a «un petit boulot», elle avouera que «des temps en temps», il «fait le chauffeur de taxi», et que, le mois dernier, il a «quand même ramené» près de 30 000 roubles à la maison. Autre précision: elle ne paie pratiquement pas de loyer, ni d'électricité ni de chauffage.

Dix smokings d'un coup

Pour ceux qui ne peuvent pas se débrouiller, les journaux donnent aujourd'hui des «conseils de survie»: le lundi vous achetez un litre de lait, le mardi 250 grammes de viande, le mercredi du pain blanc. Autre traumatisme: dans un pays où les prix étaient restés pratiquement inchangés pendant des

dizaines d'années, les Russes doivent maintenant affronter une inflation de plus en plus rapide. Que peut-il se passer dans la tête de cette vieille dame qui, le matin, refuse de payer 625 roubles un kilo de beurre dans un magasin, en espérant trouver moins cher ailleurs, et qui, au désespoir de cause, revient le soir au même magasin et s'aperçoit que le prix est maintenant de 825 roubles?

Le malheur de ceux-là est d'autant plus grand qu'ils obtiennent des «coupons riches» de plus en plus arrogants. Cet «homme d'affaires» achètera dix smokings d'un seul coup, cet autre pourra payer «cash» une Mercedes du dernier cri. «Au moins, avant, la nomenclature n'exhibait pas ainsi ses richesses», commente un étudiant.

Il reste que cette libération des prix, malgré les injustices qu'elle a engendrées, dues surtout au manque de politique économique cohérente des autorités, malgré aussi son aspect chaotique et désorganisé, a fait progresser à pas de géants la Russie vers un début d'économie libre. Certes, pour le moment, on a l'impression que si tout le monde échète et tout le monde vend, personne ne produit et que la plupart des marchandises offertes sont importées.

«Tôt ou tard, certains vont comprendre qu'on peut aussi gagner de l'argent en produisant, estime un expert européen. Maintenant en effet qu'il y a une demande tangible, et des structures commerciales (presque) adéquates, pourquoi considérer comme impossible ce qu'on offre localement?» Les fabricants de jouets russes ne viennent-ils pas de se lancer dans la production en série d'une poupée précochée Naisaba, qui sera la copie presque conforme de la célèbre Barbie et coûtera cinq à six fois moins cher?

JOSE-ALAIN FRALON

LE SIÈCLE DE MAO

1893-1993

La Maison de la Chine consacre un colloque à ce personnage complexe et contradictoire. SAMEDI 3 AVRIL 1993, À L'AUDITORIUM DU CHATELET, DE 14 H À 20 H. Historiens, chercheurs et journalistes interviendront au cours de 4 débats animés par Richard Aet, directeur du service politique à RTL.

■ LES ORIGINES DU MAOÏSME AVEC Marie-Claire Bergère, professeur à l'Institut des Langues Orientales et Jean-Luc Domenech, directeur du CERI.

■ MAO, DIEU VIVANT AVEC Jacques Andrieu, chargé de recherche au CNRS, John Halliday, historien et sinologue anglais, Jung Chang, écrivain.

■ QUE SONT NOS MAOÏSTES DEvenus? AVEC Patrice De Beer, journaliste au «Monde» et Roland Castro, architecte, initiateur du «Banius 89».

■ LE MAOÏSME AUJOURD'HUI AVEC Francis Daron, correspondant du Monde à Pékin, Jean Leclerc du Sablon, correspondant du Figaro et de l'Express à Pékin, et Jean-Paul Chang.

INSCRIPTIONS ALPHABÉTIQUES À LA MAISON DE LA CHINE, PAR TÉLÉPHONE OU PAR COURRIEL. PLACES NUMÉROTÉES, ATTRIBUÉES PAR ORDRE D'ARRIVÉE DES INSCRIPTIONS. PARTICIPATION 100 F - TARIF ÉTUDIANTS 50 F

LE MONDE diplomatique

MARS 1993

DOSSIER: VERS UNE RÉVOLUTION DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 F

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : perte de confiance dans le gouvernement et les institutions

M. John Major dénonce la « sinistrose » des Britanniques

Les citoyens du Royaume-Uni sont pessimistes. Les derniers sondages montrent une perte généralisée de confiance dans le gouvernement et dans les institutions du royaume : la famille royale, l'Eglise et la justice ne sont pas épargnées. Pour le premier ministre, cet état d'esprit n'est pas justifié.

LONDRES

de notre correspondant

Rabaisser la Grande-Bretagne est devenu, selon M. Major, « une curieuse épidémie britannique » qui détruit les perspectives nationales. « Je suis stupéfait de constater à quel point les pessimistes cherchent à peindre le tableau d'une nation sur le déclin. Ce que disent ces messagers de la sinistrose n'est pas vrai et nous ne devons pas l'accepter. » S'exprimant, mercredi 3 mars, devant le comité Walpole, créé l'été dernier dans le but de promouvoir l'excellence des produits et du savoir-faire britanniques, le premier ministre a réagi contre un climat marqué ces dernières semaines par une accumulation de mauvaises nouvelles : à la fois économiques, sociales et politiques, et surtout par l'exploitation qui en est faite.

Les affirmations de ces « prophètes de malheur » doivent être contredites, a insisté M. Major : « Nous ne devons pas laisser l'instinct britannique pour l'autodétermination saper notre confiance, alors qu'il est clair que notre succès dépend au moins en partie du renforcement de celle-ci. » Le premier ministre vise à la fois les éditorialistes des principaux journaux, ainsi que de nombreux parlementaires, ceux du Parti conservateur d'étant pas en reste. C'est M. Paddy Ashdown, le leader des démocrates-libéraux, qui a le mieux résumé ce qui semble s'apparenter à un « malaise national ». Constatant qu'il existe aujourd'hui en Grande-Bretagne, « une atmosphère de désespoir mêlée de déception », il a ajouté : « Notre pays, a-t-il jamais manqué à ce point de confiance et

de considération pour lui-même, et il n'a jamais été aussi chargé de problèmes, et privé de solutions ? »

Il semble en tout cas que l'objectif que s'était fixé M. Major lors de son accession au pouvoir, en novembre 1990, de construire un pays « à l'aise avec lui-même », soit encore bien lointain. La Grande-Bretagne vit indubitablement une période de morosité, qui a trait à la situation de l'économie ou à l'état de la société, et qui est alimentée par une succession de sondages confirmant et entretenant ce climat de doute. M. Major a, mardi, fait valoir les indicateurs économiques qui semblent prouver, selon ses propres termes, que la fin de la récession « est en vue » : avec un taux de 1,7 %, l'inflation est au plus bas depuis vingt-cinq ans, et les taux d'intérêt, fixés à 6 %, ont retrouvé leur niveau de 1977 et sont les plus faibles d'Europe.

Le chômage, obsession nationale

La production et les exportations sont, d'autre part, en hausse, les ventes de détail amorcent une timide progression, et la productivité des entreprises s'est nettement améliorée. Tout cela est vrai, même si bon nombre de ces indicateurs sont largement favorisés par la récession et par une dépréciation de quelque 16 % de la livre sterling. De toute façon, rien n'y fait : les Britanniques ne voient que la courbe ascendante du chômage (plus de 3 millions de chômeurs, dont un tiers privés d'emploi depuis un an), celui-ci tendant à devenir une véritable obsession nationale : il s'agit du problème « numéro un » pour 81 % des personnes interrogées par un récent sondage, 43 % d'entre eux estimant en outre que la situation économique du pays va s'aggraver au cours des douze prochains mois (contre 22 % pour qui elle devrait s'améliorer).

Ce pessimisme est accentué par la chute de l'immobilier — un baromètre particulièrement significatif pour une « nation de propriétaires » — et par les prévisions de nombreux

experts de la City : ceux-ci, comme d'ailleurs la CBI (Confédération of British Industry, le patronat britannique) estiment qu'il est bien trop tôt pour parler du retour de la croissance et rappellent à quel point, depuis un an et demi, M. Major et Norman Lamont, le chancelier de l'Echiquier, se sont fourvoyés dans leurs prévisions. Le premier ministre donne également trop souvent le sentiment de céder devant la pression des événements, de manquer de convictions et surtout de « vision » : voilà ce qu'on entend de plus en plus souvent au sein du Parti conservateur, au-delà des rangs de la minorité des « eurosceptiques ».

Ces derniers, à propos de la ratification du traité de Maastricht, continuent de mener, à la Chambre des Communes, une guérilla parlementaire qui mine la crédibilité du gouvernement — la majorité est réduite à vingt voix — en Grande-Bretagne, mais aussi en Europe. M. Major, de moins en moins soutenu par la presse pourtant traditionnellement favorable au Parti conservateur, est personnellement de ce climat. Son image est au plus bas dans l'opinion : 64 % des Britanniques interrogés se déclarent mécontents de son action (dont 33 % de partisans du Parti Tory), et 81 % ont une opinion défavorable de celle du gouvernement.

Les travaillistes creusent l'écart

Enfin, en dépit d'une certaine vaine confiance, le Parti travailliste commence à se creuser : le Labour recueille 46 % d'intentions de vote, contre 34 % pour les conservateurs et 16 % pour les démocrates-libéraux. Ces derniers sont d'ailleurs donnés gagnants lors de l'élection parlementaire partielle de Newbury (comité de Berkshire, à l'ouest de Londres), qui doit avoir lieu prochainement. Mais cette crise de confiance ne se borne pas en domaine politique, certains éditorialistes n'hésitant pas à parler de « crise morale ». Bien des exégèses ont été faites sur ce sondage Gallup,

publié par le Daily Telegraph, qui indique que 49 % des Britanniques seraient prêts à s'espérer s'ils en avaient la possibilité, chiffre sans précédent depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Tout en reconnaissant que des facteurs conjoncturels expliquent un tel résultat (notamment la persistance de la crise économique et la violence), M. Robert Worcester, président de l'Institut Mori, souligne que les Britanniques ont de moins en moins confiance dans leurs institutions : « Il s'agit d'une foi déclinante dans la monarchie, dans Westminster (le Parlement) et Whitehall (le gouvernement), dans le système judiciaire et dans le système de gouvernement dans son ensemble ». Ce « malaise social » s'explique dans la conviction largement partagée d'une recrudescence de la violence et, plus largement, des attaques contre certaines « valeurs ». L'assassinat du petit James Bugler — un enfant tué par des enfants — a provoqué une vive émotion dans tout le pays, poussant le gouvernement à annoncer dans la hâte un « tour de visa » sécuritaire.

Souvent à tort, l'opinion publique se convainc que quelques faits divers partiellement sanglants montrent une montée de la criminalité : la violence est devenue le sujet « numéro deux » des Britanniques, après le chômage. La famille est une autre institution qui apparaît en péril, peut-être parce que la famille royale, dont la mission fut longtemps d'incarner la solidité de cette institution, n'est plus un « guide », encore moins un modèle. La justice est atteinte par une succession d'erreurs judiciaires, enfin l'Eglise elle-même n'est pas épargnée, avec les menaces de scission à la suite de la décision du synode sur l'ordination sacerdotale des femmes.

M. Major n'a pas tort de souligner que cette morosité est sans doute temporaire, sinon superficielle. Si en effet, la croissance reprend, bien de ces peurs nationales disparaîtront. Mais, en attendant, les « prophètes de malheur » ont encore de beaux jours devant eux.

LAURENT ZECCHINI

ASIE

CAMBODGE : un recensement de l'ONU

Douze millions d'habitants ?

Le nombre des électeurs recensés par l'ONU au Cambodge (4,7 millions) laisse penser que les Khmers sont nettement plus nombreux que prévu et qu'en incluant les communautés étrangères, l'ancien royaume compterait actuellement environ douze millions d'habitants.

Aucun recensement sérieux n'a été effectué depuis un quart de siècle. Cependant, selon une évaluation admise, l'expansion démographique a repris en 1979. On attribue généralement la responsabilité de la mort d'un million de personnes aux Khmers rouges pendant leur passage au pouvoir (1975-1978). Après leur renversement par l'armée vietnamienne, les familles dispersées ont été réunies et une administration a recommencé à fonctionner. La pyramide des âges est donc, aujourd'hui, très large à la base et très effilée au sommet. Le nombre des enfants est d'ailleurs frappant, dans les villes comme dans les campagnes, ce qui laisse penser que la moitié de la population est âgée de moins de seize ans.

Comme l'âge de voter a été fixé, par l'accord de Paris, à dix

huit ans, la population devrait être supérieure à onze millions (non compris les expatriés, qui ne disposent pas du droit de vote). Les habitants que les recenseurs de l'ONU n'ont pas pu toucher dans certaines zones contrôlées par les Khmers rouges, sont évalués entre cent mille et deux cent mille. Aux onze millions de Khmers vivants au Cambodge, il faut ajouter la présence de communautés étrangères : au moins cent mille Thaïlandais et, selon les évaluations, entre six et huit cent mille Vietnamiens. On parvient donc à un chiffre qui tourne autour de douze millions.

Phnom-Penh (un demi-million d'électeurs recensés) compterait, pour sa part, 1,5 million d'habitants puisque, selon une estimation assez partagée, de 20 % à 30 % des habitants y sont des immigrés vietnamiens. Auparavant, on estimait que le Cambodge comptait entre huit et neuf millions d'habitants, dont environ un million dans la capitale. Le recensement électoral effectué par l'ONU ne constitue qu'une indication, mais la seule sérieuse à ce jour.

J.-C. P.

A TRAVERS LE MONDE

COLOMBIE

Washington rejette l'offre de reddition de Pablo Escobar

Les Etats-Unis ont rejeté, mercredi 3 mars, une demande du parrain de la drogue Pablo Escobar, qui avait proposé de se rendre aux autorités colombiennes si Washington acceptait de protéger sa famille. L'ambassade américaine a expliqué dans un communiqué que cette idée était inacceptable car elle reviendrait à s'engager dans les affaires intérieures de la Colombie.

Dans son édition de mercredi, le New York Times affirmait avoir reçu une lettre de Pablo Escobar dans laquelle le chef du cartel de Medellín écrivait : « Si les Etats-Unis accordent une protection à ma famille, je suis prêt à accepter d'être emprisonné ». Le quotidien précisait que la lettre avait été envoyée par télécopie et qu'une empreinte du pouce du trafiquant était apposée sur chaque page. Un responsable colombien avait authentifié la lettre.

Pablo Escobar est en fuite depuis son éviction d'une prison de luxe en juillet 1992. La plupart de ses lieutenants se sont récom-

ment rendus ou ont été assassinés. — (AFP, AP, Reuters.)

CHINE

Le dirigeant étudiant Wang Dan veut constituer une « opposition légale »

Le dissident étudiant chinois Wang Dan, récemment libéré de prison par les autorités pour amadouer l'opinion internationale, a rédigé une lettre ouverte remerciant ceux qui, à l'extérieur comme à l'intérieur de la Chine, ont soutenu la lutte pour la démocratie après l'échec du printemps de Pékin, en juin 1989. « Sur la continent chinois, j'ai l'intention d'agir résolument comme une force d'opposition ouverte dans le cadre de la loi, écrit-il. Mes quatre ans de prison ont accru ma détermination de lutter pour la démocratisation de la Chine pour le reste de ma vie. Je le fais en cadeau de départ à mes amis (encore en prison). Nous avons payé avec notre sang, nos vies et notre liberté pour ce désir (de démocratie). Ce sacrifice ne peut avoir été en vain. »

M. Wang Dan, qui n'a pas l'intention de se rendre à l'étranger, souhaite, sans grande illusion, pouvoir reprendre ses études à l'université de Pékin. — (UPI.)

SUISSE : l'élection au gouvernement fédéral

Les socialistes dans l'embarras après l'échec de leur candidate

BERNE

de notre correspondant

Mécontents de la tournure des événements après l'échec de leur candidate officielle, M^{me} Christiane Brunner, à l'élection, mercredi 3 mars, au Conseil fédéral, les socialistes suisses se sont donnés un délai de réflexion d'une semaine pour fixer leur position. Quant à M. Francis Matthey, représentant socialiste à l'exécutif du canton de Neuchâtel, qui l'a finalement emporté par 130 voix contre 108 à M^{me} Brunner, au second tour de scrutin, il n'a pas encore accepté son élection, « par respect pour la discipline du parti ». Il fera sans doute connaître sa décision le 10 mars devant les deux Chambres, convoquées à nouveau en assemblée fédérale pour tenter de sortir de cet imbroglio.

Au lendemain de la non-élection de M^{me} Brunner, la déception de ses partisans est à l'image de l'élan de sympathie que cette syndicaliste de cinquante-deux ans a suscité, bien au-delà des rangs de son parti. A en croire un sondage réalisé à la veille du vote, la majorité des Suisses auraient souhaité son entrée au Conseil fédéral, soulignant ainsi le clivage entre la classe politique traditionnelle et une bonne partie de la population. En tout cas, sa défaite a été ressentie comme un camouflet, non seulement pour son parti, mais aussi pour les femmes et pour Genève, le canton qui l'a élue.

A peine connue l'issue du scrutin, quelque cinq cents femmes ont manifesté devant le Parlement, dont une libre course à leur colère de voir que le Conseil fédéral restait « un inexpugnable bastion masculin ». Il y a dix ans, le même sort avait déjà été réservé à une candidate socialiste. En 1984, la radicale Elisabeth Kopp devait devenir la première femme membre du gouvernement helvétique avant d'être accablée à la démission, quatre ans plus tard, en raison des accusations portées contre son mari dans une affaire de blanchiment de narco-dollars. A Genève, la déconvenue a été d'autant plus vive que ce canton n'a plus eu de représentant à Berne depuis soixante-trois ans.

La pilule est amère pour les socialistes, ainsi piégés par leurs partenaires gouvernementaux.

Depuis l'introduction en 1959 de la « formule magique », c'est-à-dire de l'application de la proportionnelle au gouvernement (deux radicaux, deux démocrates-chrétiens, deux socialistes et un démocrate du centre), ce n'est pas la première fois qu'un candidat officiel n'est pas agréé ; mais, sur six précédents, c'est la quatrième fois que les socialistes en font les frais. Comme par le passé, ils n'ont sans doute pas jusqu'à remettre en cause leur participation au Conseil fédéral, comme certains d'entre eux le suggèrent.

JEAN-CLAUDE BUHRER

EN BRIEF

AFGHANISTAN : rencontre entre M. Rabbani et M. Hekmatyar. — Le président afghan Burhuddin Rabbani et son rival intérieur, M. Gulbuddin Hekmatyar, se sont rencontrés, mercredi 3 mars, à Islamabad, dans le bureau du premier ministre pakistanais. Selon M. Nawaz Sharif, un accord devrait être conclu « très bientôt » en vue de mettre fin aux affrontements qui ont fait plusieurs milliers de morts à Kaboul depuis le 19 janvier. — (AFP.)

INDE : douze activistes musulmans tués au Cachemire. — Les forces de l'ordre ont tué douze séparatistes musulmans supposés cours de trois fusillades survenues ces derniers jours au Cachemire, a annoncé l'agence indienne PTL. Treize autres activistes ont été arrêtés à l'issue de ces échanges de tirs. A Srinagar, la capitale d'été de cet Etat à majorité musulmane, des magasins et bureaux sont restés fermés, mercredi 3 mars, en signe de protestation contre la profanation d'une mosquée par les forces de sécurité, a encore indiqué PTL. — (AFP.)

POLOGNE : M. Walesa victime d'un malaise. — Le président polonais, M. Lech Walesa, quarante-

neuf ans, a été brièvement hospitalisé mercredi 3 mars à Varsovie pour subir des examens à la suite d'un malaise, que son porte-parole a attribué à des maux d'estomac et à un emploi du temps trop chargé. M. Walesa a regagné son bureau dans l'après-midi, et a eu une conversation téléphonique d'un quart d'heure avec le président Clinton à propos, notamment, du prochain sommet russo-américain. — (AFP, AP.)

THAILANDE : fermeture du camp de réfugiés cambodgiens de Khao-I-Dang. — Le camp de réfugiés de Khao-I-Dang, le premier à avoir accueilli en Thaïlande des dizaines de milliers de réfugiés cambodgiens il y a quatorze ans, a fermé ses portes, mercredi 3 mars. Il ne reste plus désormais en Thaïlande qu'un camp de réfugiés khmers, celui de Site-2, qui doit être désaffecté à la fin du mois. Jusqu'à présent, le programme du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a permis le rapatriement au Cambodge de 313 000 des 350 000 réfugiés khmers de Thaïlande. — (AFP, AP.)

Eurêka USA!

COURRIER

Business Week et Courrier International dévoilent les grands défis de l'Amérique de Clinton dans cet éclairant hors-série, en vente 40 FF chez votre marchand de journaux

SI VOUS NE LE LISEZ PAS DANS COURRIER INTERNATIONAL VOUS NE LE LIREZ JAMAIS.

GLOBE

Hebdo

Voyage dans l'islam inconnu

Tempête sur la V^e République

Cousteau Enquête sur un empire invisible

Pour 15 F le mercredi

Journal utile

pour monde compliqué

VERS LA REVOLUTION DU TRAVAIL

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : six semaines après son arrivée au pouvoir

Le président Clinton paraît en phase avec les Américains

L'art et la manière de gouverner du président Bill Clinton, aux commandes depuis le 20 janvier, conviennent à une majorité d'Américains, qui soutiennent par ailleurs son programme d'austérité économique présenté le 17 février (le Monde du 19 février). C'est ce que confirme un sondage publié mardi 2 mars dans le Washington Post et par le chaîne de télévision ABC, quelques heures avant que M. Clinton ne rencontre les chefs de file de la minorité républicaine au Congrès, opposés, eux, aux augmentations d'impôts qu'il a prévues.

Selon l'enquête (publiée mardi 2 mars dans le Washington Post et par la chaîne de télévision ABC) effectuée du 25 au 28 février auprès de 1 216 personnes, 60 % des personnes interrogées approuvent la manière dont le nouveau locataire de la Maison Blanche gouverne le pays. Un mois après leur investiture, MM. George Bush et Ronald Reagan bénéficiaient certes d'une cote supérieure (respectivement 75 et 68 % d'opinions favorables), mais ces deux grands adeptes de l'« économie de l'offre » ne couraient pas le risque de proposer de douloureux sacrifices à leurs concitoyens, traditionnellement révoltés à l'idée de payer plus d'impôts.

Le sondage Washington Post-ABC démontre à cet égard un formidable retournement dans l'opinion publique : 59 % des personnes interrogées approuvent un programme prévoyant une des plus fortes augmentations d'impôts de l'histoire du pays (320 dollars supplémentaires par an pour une famille gagnant 40 000 dollars) ainsi qu'un programme d'investissement et de relance. Toujours selon cette enquête, 56 % des Américains admettent dorénavant la nécessité de réduire le déficit des finances publiques par des prélèvements fiscaux.

La presse américaine avait souli-



chaîne du rock, celle des jeunes) et ne rate jamais une occasion de bavarder à bâtons rompus avec l'homme de la rue (plutôt qu'avec des journalistes), sous l'œil des caméras si possible.

Il va plus loin en sollicitant l'appui et le concours du simple citoyen, invité à écrire, téléphoner ou apostropher ses représentants au Congrès, pour les persuader de voter le prochain budget sans l'augmenter. La National Rifle Association, puissant lobby des armes à feu, emploie depuis des lustres et avec grand succès la même stratégie par l'intermédiaire de ses milliers de membres, qui inondent leurs parlementaires d'arguments pour bloquer tout projet de loi limitant l'accès aux engins de mort.

Le coup de pouce de M. Perot

L'association regroupant les maires du pays, qui ne s'était jamais engagée aux côtés d'un président, a invité ses membres à faire pression auprès des parlementaires, dans le sens voulu par M. Clinton. L'association des responsables de collectivités (comités) lui a emboîté le pas : autant d'élus locaux qui valent avant tout miroir la perspective de nouveaux investissements dans les infrastructures (routes, ponts et autoroutes en panne), créateurs d'emplois (500 000 en quatre ans, a promis M. Clinton).

D'ores et déjà, le président s'est acquis le soutien de plusieurs démocrates du Sud — les plus susceptibles d'ignorer superbement la discipline de vote de leur parti pour ménager les intérêts de leurs propres électeurs — en dépit de leur opposition initiale à la taxe envisagée sur l'énergie, voire à la diminution prévue des subventions agricoles. Il n'est pas jusqu'au milliardaire texan Ross Perot, candidat malheureux à la présidence, qui n'offre un précieux coup de pouce à la nouvelle équipe, dont le programme économique a été salué comme « un pas dans la bonne direction ». M. Perot a clamé mardi à Washington, devant le Capitole et au milieu de ses sympathisants, que « le Congrès a perdu la confiance du peuple sur la question du budget » et que « les Américains sont prêts à faire des sacrifices, lorsqu'ils ont leur propre des projets sans effacement et bien conçus ».

Aux responsables républicains du Congrès qui lui reprochent aussi de n'avoir pas prévu de coupes assez importantes dans les dépenses fédérales, M. Clinton a eu beau jeu de rétorquer : « Proposez mieux ! » Les républicains sont divisés sur la stratégie à adopter à son égard (opposition constructive ou obstructionnisme) et n'ont pu, jusqu'à présent, s'entendre sur des contre-propositions cohérentes.

Bons principes à un moment où leur marge de manœuvre s'amenuise, les chefs de file républicains du Sénat ont accueilli M. Clinton avec un hamburger-frites (son plat préféré) et ont loué son aptitude à écouter cordialement leurs arguments. « Un homme charmant », a estimé le représentant de l'Ohio, M. John Kasich. La majorité des Américains ne disent pas autre chose en ce moment.

MARTINE JACOT

Deux nouvelles exécutions capitales en Arizona et dans le Delaware. — Deux condamnés à mort ont été exécutés, mercredi 3 mars, par injection mortelle, après avoir refusé de faire appel de leur sentence. John George Brewer, âgé de vingt-sept ans, a été exécuté à l'aube à Florence (Arizona) pour meurtre et nécrophilie. Il avait reconnu avoir étranglé en 1987 sa fiancée enceinte avant de violer son cadavre à six reprises. John Allen Red Dog (Chien rouge), un Indien Sioux, est mort dans la matinée au Centre correctionnel de Sonora (Delaware). Il avait été condamné pour avoir égorgé un homme au cours d'une crise d'éthylisme, en 1991. Il avait ensuite enlevé et violé une femme. — (AFP, Reuters)

De source militaire française, on a appris, mercredi 3 mars, que près de 400 hommes du 5^e régiment interarmes d'Outre-mer (RIAOM), engagés dans le cadre de l'opération « Rendre l'espoir », ont regagné mardi leur base à Djibouti.

Ces éléments étaient déployés dans la région de Hoddour, comme la plupart des quelque 2 360 soldats français en Somalie. « Les objectifs confiés aux forces françaises dans le cadre de l'opération « Rendre l'espoir » (1) ont été atteints, et tout particulièrement les conditions de sécurité indispensables à l'exécution des actions de secours humanitaires », a précisé une source militaire française.

A New-York, le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, a recommandé la date du 1^{er} mai pour un transfert d'autorité entre la force sous commandement américain et les Nations unies. Dans un rapport officiel transmis mercredi au Conseil de sécurité, M. Boutros-Ghali a précisé que les États-Unis étaient engagés à porter à la disposition de l'ONU une force qui soutiendra le nouveau

commandement. Le secrétaire général a souhaité que la nouvelle force des Nations unies (ONUSOM II) compte 28 000 militaires et une composante civile d'environ 2 800 fonctionnaires.

Deux « marines » ont été tués mardi et mercredi en Somalie, l'un par une mine et l'autre dans un accident de camion, ce qui porte à six le nombre de soldats américains tués depuis le début de l'opération « Rendre l'espoir ». — dont deux dans des accidents de la route. D'autre part, deux « marines », qui ont été tués par balle un jeune Somalien et en ont blessé quatre autres, à Mogadiscio, vont être entendus par la justice militaire, a annoncé un porte-parole de l'armée américaine. Accusés d'avoir usé d'une « violence excessive », les deux hommes doivent être entendus par des juges militaires qui décideront s'ils sont ou non passibles de la cour martiale. — (AFP, AP)

(1) Non donné à la part française de l'opération internationale.

AFRIQUE

SOMALIE

Le dispositif français a été allégé

RWANDA

Le gouvernement souhaite l'intervention de l'ONU

La France va appuyer une demande du Rwanda, en vue de l'éventuelle intervention d'éléments de l'ONU sur le territoire rwandais, ont indiqué des sources diplomatiques à New-York, selon lesquelles la France serait prête à mettre ses soldats présents sur place à la disposition des Nations unies.

Cette question a été évoquée de manière informelle dès mercredi 3 mars par les membres du Conseil de sécurité. Le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, a dépêché mardi une mission dans la région pour examiner la possibilité d'envoyer des observateurs à la frontière entre le Rwanda et l'Ouganda. A Paris, un porte-parole du

Quai d'Orsay a indiqué qu'« un communiqué de presse diffusé par le gouvernement rwandais indique le souhait des Rwandais qu'un cessez-le-feu puisse être supervisé par des observateurs des Nations unies » et que « la France entend soutenir cette initiative ».

De violents combats ont opposé mercredi les forces gouvernementales rwandaises et les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) près de la ville de Rubengeri, dans le nord du pays, selon des sources diplomatiques à Kigali. Mercredi soir, on pouvait entendre des tirs de mortiers depuis la capitale. La distance de ces tirs était estimée à une trentaine de kilomètres. — (AFP)

EN BREF

ALGERIE : les journalistes, tous à l'écart d'un procès. — Peu avant l'ouverture du procès de quatre-vingts islamistes (dont une, cour spéciale d'Alger, mercredi 3 mars, les journalistes de la presse étrangère ont été expulsés du palais de justice. Leurs confrères de la presse algérienne ont été pour leur part tenus à l'écart de la salle d'audience, mais admis à l'intérieur de l'enceinte du palais. Dans un message au président du Haut Comité d'Etat algérien, l'organisation Reporters sans frontières a demandé la levée de ces interdictions. — (AFP)

BRESIL : la justice militaire incalpe cent vingt policiers pour le massacre de la prison de Carandiru. — Un procureur militaire de Sao Paulo a inculpé, mercredi 3 mars, d'homicide, de tentative d'homicide et de coups et blessures quelque cent vingt policiers ayant participé au massacre de cent onze détenus de la maison d'arrêt de Carandiru (Sao Paulo), le 2 octobre 1992. La peine la plus lourde a été requise contre le colonel Ubiratan Guimarães, ex-chef de la police militaire (chargé du maintien de l'ordre), qui avait ordonné l'assaut du pavillon 9, où s'étaient rebellés une partie des sept mille détenus de la prison de Carandiru, la plus grande du pays. — (AFP, UPI)

CANADA : Mort de Claude Charbon, ambassadeur en France. — Claude Charbon, ambassadeur du Canada en France depuis 1988, est décédé à Paris, dans la soirée de mercredi 3 mars, des suites d'un cancer, a-t-on appris de source officielle. Agé de cinquante-neuf ans, Claude Charbon avait activement travaillé à l'amélioration des relations franco-canadiennes, en particulier sur le plan commercial. Diplômé de carrière, il avait fait, en 1958, ses débuts en France, où il était revenu en 1970, en qualité de conseiller. Marié et père de trois enfants, il avait été ambassadeur au Mexique de 1979 à 1982 puis en Italie de 1983 à 1988.

KENYA : la régularité des élections à nouveau mise en cause. — « La manière avec laquelle les élections (présidentielle et législatives de décembre dernier) ont été menées

ne remplissent pas les conditions d'une élection libre et équitable », indique un rapport publié mercredi 3 mars à Nairobi par l'Observatoire national des élections, qui regroupe quatre mouvements de défense des droits civiques. Selon ce rapport, l'opposition s'est souvent vu interdire le contact avec le public, parce que des réunions n'ont pas été autorisées et à cause d'arrestations ou d'actes de violence commis à l'instigation du parti au pouvoir ou des responsables de l'Etat. — (AFP)

MADAGASCAR : le président Didier Ratsiraka a créé un nouveau parti. — Alors que les résultats officiels du second tour de l'élection présidentielle du 10 février n'ont pas encore été publiés, mais que la victoire de M. Albert Zafy — avec lequel 66 % des suffrages contre 33 % à M. Didier Ratsiraka —, ne fait aucun doute, le président sortant a décidé de réorganiser ses fidèles en créant un nouveau parti, l'Avant-garde pour le redressement économique et social (ARES), a-t-on appris mercredi 3 mars. M. Ratsiraka est le secrétaire-général de cette formation, qui succède à l'Avant-garde de la révolution malgache (AREMA), qu'il avait créée en 1977. — (AFP)

MOZAMBIQUE : arrivée des premiers contingents de l'ONU. — Un groupe de 180 soldats italiens est arrivé, mercredi 3 mars, à Beira, afin de participer à l'opération des Nations unies chargée de superviser l'application des accords de paix au Mozambique (ONUMOZ). Ce premier groupe fait partie du contingent de 1 300 soldats italiens qui seront déployés dans le « corridor » de Beira, reliant ce port au Zimbabwe. D'autres bataillons, du Botswana, du Bangladesh, de Zambie et d'Uruguay sont attendus dans le pays. Jeudi, une mission d'enquête japonaise a quitté Tokyo pour le Mozambique, afin d'étudier l'éventualité d'une participation de militaires japonais à l'opération de maintien de la paix. — (AFP)

NICARAGUA : onze morts dans une embuscade. — D'anciens rebelles contras ont tué onze anciens soldats sandinistes au cours d'une embuscade dans les montagnes du Nicaragua. Cet accrochage est l'un des plus meurtriers depuis que les groupes rivaux ont relancé la guérilla voilà un an. L'ancien chef sandiniste Ricardo Cardenas, qui dirigeait les forces dites de « reconquête », a été tué au cours de l'embuscade, menée par son rival Dionisio Negro, chef des « contras ». Ce dernier, capturé par son rival la semaine dernière, lui avait payé une forte somme d'argent pour être libéré. L'affrontement s'est produit près de Kirinwa, dans une région décimée par les contras, les sandinistes et les « revueltas », composés d'anciens des deux camps. Ces bandes rivales exigent du gouvernement de M^{re} Chamorro des terres et de l'argent. — (Reuters)

Le Monde PHILATELISTES

LA CONQUÊTE DES POLES

INÉDIT FRANCE

Un carnet philatélique autocollant

Des postes d'histoire

Nouvelles séries : le coin des postes d'histoire

Mars. En vente en kiosque

BON DE COMMANDE DU N° 472 DU « MONDE DES PHILATELISTES »

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ LOCALITÉ : _____

France métropolitaine seulement : 30 F (port inclus)

Nombre d'exemplaires _____ x 30 F = _____ F

(les virements ne sont pas acceptés.)

Commande à faire parvenir avec votre règlement à

LE MONDE - Service vente au numéro - 15, rue Falguière, 75001 PARIS CEDEX 15

Pour être servie, toute commande doit être accompagnée de son règlement par chèque bancaire ou postal.

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

NUMÉRO HORS SÉRIE

ANNÉE 1992 :

LES CLÉS DE L'INFO

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 F

هنا من الشمال

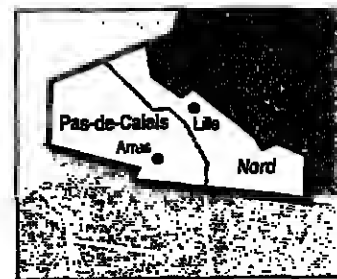
POLITIQUE

La campagne pour les élections législatives

D'UNE RÉGION À L'AUTRE

Nord-Pas-de-Calais : les bastions cèdent

Le prochain scrutin devrait permettre à la droite de consolider ses succès acquis aux consultations régionales et cantonales au détriment du PS, qui a perdu la région et le département du Nord



LILLE
de notre correspondant

« L'hémicycle fort est de savoir si nous avons encore les militants, les hommes, les moines, les élus pour faire comprendre à la population notre message », M. Daniel Percheron, le premier secrétaire de la fédération socialiste du Pas-de-Calais, l'un des derniers bastions du PS s'il en reste encore après la perte, voici un an, du département du Nord, le puissant voisin et rival, ne cache pas sa préoccupation. « Ce seront des élections de combat », dit-il, car les hommes de terrain, dans ce département où les élus du PS s'appuyaient sur une forte proximité – sinon imprégnation – de la population, vont-ils résister à ces « 80 % d'hostilité au gouvernement » ou vont-ils être balayés par la tempête ?

« C'est un gigantesque travail de pédagogie que nous devons faire », insiste M. Percheron. Il ne s'agit pas de dépolitiser le débat, mais de le politiser localement, d'inscrire par circonscription, il nous faut décoller le national au local, mettre en avant le travail de nos députés et nos avancées significatives : le plan Université 2000, qui, sur le terrain, se concrétise dans les universités de l'Artois et du Littoral, le tunnel, grand chantier européen, et son insertion sur place : la fermeture des houillères et le transfert du patrimoine aux communes... »

Le désarroi d'une population

Bastion, certes, le Pas-de-Calais, encore aujourd'hui et sans doute demain, bastion, certes, le Nord, encore avant-hier ; mais si le bastion est ce qui résiste en dernier, c'est aussi ce vers quoi se concentrent les assaillants quand l'adversaire est affaibli. Ils le font avec d'autant plus d'ardeur que des brèches sont ouvertes qui ont le cas : la victoire de la droite aux élections cantonales dans le Nord, en mars 1992, la mise en échec de M. Michel Delebarre au conseil régional, ouvrant des perspectives nouvelles à la droite.

C'est la sanction de la politique gouvernementale, mais aussi l'effet du désarroi d'une population qui avait beaucoup espéré de la victoire de M. François Mitterrand en 1981. Le Pas-de-Calais ou lui avait-il pas accordé près de 60 % des voix ? Et c'est, à l'échelle de l'Europe de Maastricht, onze ans après – près de 56 % dans la région, plus de 58 % dans le Pas-de-Calais – sonnerait presque comme le glas, en tout cas comme un sérieux coup de tonnerre.

La région n'a pas oublié, à Denain, la colère de ses sidérurgistes en 1983. Les pertes d'emploi dans le textile de Roubaix et des alentours ont tourné à l'hémorragie, et les houillères, encore synonymes d'espoir en 1981, même si, pour certains, celui-ci était voilé, sont aujourd'hui entrées dans le monde des souvenirs : le dernier puits de d'oc a fermé en décembre 1991.

Bien sûr, les choses ont bougé. En janvier dernier, le nouvel ambassadeur de Grande-Bretagne en France a gagné son poste en traversant la Manche à pied sec, empruntant une draine du tunnel, premier éclaircissement des millions de passagers qui, d'ici à un an ou un peu plus, emprunteront les navettes sous le Channel. Le tunnel, c'était la condition de l'ouverture d'un autre grand chantier dans la région, celui du TGV Nord. Le 23 mai prochain, il mettra Lille à une heure et quelques minutes de Paris. M. Pierre Mauroy n'a jamais perdu de vue son objectif d'une métropole « turbulente », véritable « locomotive » du développement régional, et son projet, Éclaircissement de terre, même si la crise de l'immobilier et la menace de récession peuvent en freiner l'éclosion.

Il reste que la crise est là, que concrètement les chiffres du chômage, toujours au-dessus de la moyenne nationale. Et le doute s'est installé. Le « bon » à Maastricht, bico sûr, mais aussi des scores du Front national apparus d'abord sur le versant nord-est de la métropole lilloise, à Roubaix et Tourcoing, où ils dépassent les 20 %, puis, peu à peu, dans le sud du département, le secteur de Mau-

beuge, avec Hautmont, où un maire a cru devoir et pouvoir organiser, voici un an, un référendum sur l'immigration.

Des brèches ont été ouvertes. L'opposition, contenue depuis si longtemps dans quelques îlots « préservés », se sent pousser des ailes. A tel point qu'au moins dans le département du Nord elle pourrait bien renvoyer loin dans les souvenirs la « vague rose » de 1981. Avec treize socialistes et six communistes sur vingt-trois sièges, la gauche ne laissait alors à la droite que quatre députés dans le Nord ; dans le Pas-de-Calais, elle raffait les quatorze sièges (douze au PS, deux au PCF). Cette vague boulevart, sinon carrément inversé : aux quatorze députés socialistes, son reflux de 1986 : huit socialistes et quatre communistes sur vingt-quatre députés élus dans le Nord ; six socialistes et deux communistes sur quatorze dans le Pas-de-Calais.

Cette fois-ci, les hypothèses les plus sombres pour le PS conduisent à imaginer un paysage bouleversé, sinon carrément inversé : quatre communistes et six membres de l'opposition élus en 1988, une « vague bleue » pourrait faire succéder, dans le Nord, cinq ou six socialistes, trois ou quatre communistes et quinze ou seize UDF. Dans le Pas-de-Calais, où le PS compte douze sièges sur quatorze et l'UDF deux, les choses seraient plus stables, même si elles risquent d'évoluer vers un rapport de forces plus équilibré.

Dans le Nord, le Parti socialiste peut espérer conserver sans trop de difficultés certains fiefs comme celui de M. Bernard Derosier, l'ancien président du conseil général, à Lille, dans la deuxième circonscription, et celui qui détenait jusqu'à présent, dans la cinquième, M. Denise Cacheux, évincée de la candidature par le vote des militants. Il en ira de même dans la onzième, celle de M. Yves Durand, ou encore dans les circonscriptions de M. Christian Balaïlle (la vingt-deuxième) et Marcel Dehoux (la vingt-quatrième), dans le sud du département.

En revanche, le sort des candidats socialistes paraît incertain dans la dix-septième, où M. Marc Dorez pourrait bien devoir s'incliner devant le maire de Douai, M. Jacques Verrier (RPR), et dans la dix-huitième (Cambrai), où le sortant, M. Jean Le Garrec, ne se représente pas, ayant trouvé un point de chute – pas davantage assuré, sinon moins – dans les Flandres. Il est sérieusement compromis dans la sixième (Pont-à-Marcq), gagnée il est vrai, d'extrême justesse en 1988.

La compétition sera particulièrement vive dans la première circonscription de Lille, où M. Mauroy, élu au Sénat, ne se représente pas, laissant le soin à son adjoint à



la mairie de Lille et premier secrétaire de la fédération socialiste, M. Bernard Roman, de tenter de la conserver au PS (lire ci-contre). Elle sera aussi difficile dans les circonscriptions de l'est de l'agglomération lilloise, la septième, celle de M. Bernard Carton, et la dixième, celle de M. Jean-Pierre Baldyck, le maire de Tourcoing. Le premier point, à la limite, espérer être sauvé par une « triangulaire » avec le RPR et le Front national, tandis que les résultats des dernières élections cantonales interdisent pareil espoir au second.

Les difficultés de M. Delebarre

La tâche est rude, aussi, pour M. Delebarre sur le littoral dunkerquois. Le ministre de la fonction publique, qui avait emporté de haute lutte la treizième circonscription (Dunkerque-Est) en 1988 et, dans la foulée, la mairie de Dunkerque en 1989, va avoir fort à faire, il a choisi de « glisser » dans la circonscription voisine, la douzième, considérée comme un bastion socialiste inébranlable. M. Albert Denvers, âgé de quatre-vingt-huit ans, a accepté de lui laisser la place et de parer l'arrivée du ministre sur son terrain.

Tout le monde n'a pas apprécié. Autant le ministre de la fonction publique semblait attirer, hier, toutes les sympathies, autant il paraît aujourd'hui susciter les inimitiés. Douze candidats lui disputent le siège. Certains n'ont pas accepté qu'il change de circonscription ; c'est le cas de M. Gaston

Tirmarche, le maire socialiste (ex-communiste) de Saint-Pol-sur-Mer, qui a été, en conséquence, exclu du PS. M. René Carême, l'ancien maire de Grande-Synthe, fait campagne pour le candidat des Verts, M. Marcel Lefèvre, qui est aussi adjoint au maire de Dunkerque. Cependant, le plus redoutable de ses adversaires risque bien d'être M. Régis Fauchon, un ex-socialiste en rupture avec le système Denvers depuis 1985, constamment réélu conseiller général depuis lors. L'UDF voulait, d'ailleurs, en faire son porte-drapeau dès le premier tour, ce que le RPR a refusé. Inutile, en effet, de le marquer à droite ; c'est sur le terrain de gauche qu'il est le plus dangereux pour le maire de Dunkerque.

Dans la circonscription voisine, la treizième, le suppléant de M. Delebarre, devenu député, M. André Delaire, tentera, par sa bonne implantation sur le terrain, de faire barrage aux deux aspirants à la mairie de la cité corsaire pour 1995 – l'ancien maire, M. Claude Prouvovoyeur (CNI), et le nouveau postulant, M. Emmanuel Dewez (RPR), – mais ce ne sera pas facile. A l'autre bout du département, M. Umberto Battistini aura du mal à conserver son siège dans la vingt-troisième circonscription. Il pourrait être devancé par le candidat du PCF, M. Marcel Jarosz, ancien député. Le Parti communiste tenterait, ainsi, de compenser la perte prévisible d'un de ses quatre sièges pour retrouver le même nombre d'élus, puisqu'il peut espérer reconquérir trois de ses sortants.

A droite, le grand vainqueur du scrutin sera le RPR, qui pourrait multiplier par deux, sinon davantage, le nombre de ses députés

(trois actuellement). M. Marc-Philippe Daubresse, député (CDS), maire de Lambresart et député départemental de l'UDF, le reconnaît : « Dans le Nord, l'UDF est faite traditionnellement dans les communes ; aux législatives c'est plutôt le RPR. » Il n'empêche que l'avance de ce dernier sera, cette fois, très forte, prolongement du travail fait au moment des cantonales. « On a mis l'accent sur les régionales en 1992, reconnaît M. Daubresse. Le département on n'y croyait pas... » Or, le département est « tombé ».

Le RPR s'installerait dans plusieurs circonscriptions dans l'arrondissement de Lille : dans les Flandres, où il dispute à l'UDF la succession de M. Charles Paccot (RPR) et celle de M. Maurice Sergheraert (non-inscrit) ; dans le Douais et dans le Cambrésis. En revanche, dans le sud, il doit compter avec M. Jean-Louis Rorloo, le maire (sans étiquette) de Valenciennes, qui devrait enlever la vingt et unième circonscription à M. Fabien Thémé (PCF). Le mouvement de M. Jacques Chirac soutient plusieurs candidats dans l'arrondissement. « Il faut savoir reconnaître les situations de fait », explique M. Vernier, député départemental du RPR.

Stabilité de l'ancien bassin minier

Dans le Pas-de-Calais, les choses resteront plus stables : le PS n'apparaît guère menacé dans la circonscription de M. Dominique Duplet, au nord de Boulogne-sur-Mer, et pas davantage dans ses fiefs du bassin minier – près de la moitié des circonscriptions du département, – dont celle de M. Jacques Mellick, secrétaire d'État à la défense, maire de Dupuis. Toutefois, il va devoir compter de nouveau avec la concurrence du Parti communiste. Ce sera notamment le cas dans la circonscription de M. Noël Joseph, l'ancien président du conseil régional, en perte de vitesse depuis un an avec la mise au jour de pratiques en vigueur durant son mandat l'affaire de l'ORCEP, notamment. Il sera confronté à la cooccurrence de M. Rémy Auehéd, l'ancien premier secrétaire de la fédération communiste. A Calais, le maire, M. Jean-Jacques Barthe, tente de reprendre son siège au député sortant socialiste, M. André Capet. La rivalité trop forte entre les deux candidats pourrait leur être fatale, quoiqu'il faille tenir compte aussi de la démission de la droite dans ce secteur.

Dans le bassin minier, les socialistes devront compter avec de

La difficile succession de M. Mauroy à Lille

LILLE

de notre correspondant

« Qui tient la circonscription tient la ville. » La formule est admise partout... La circonscription, c'est celle, symbolique, de Roger Salengro en 1936. La première, la ville, c'est Lille. C'est dire si, en abandonnant son fauteuil de député pour celui de sénateur, en septembre dernier, M. Pierre Mauroy a suscité les ambitions et aiguisé les appétits.

« Lille n'a pas Marseille », lançait l'ancien premier ministre, il y a un an, en annonçant son souhait de préparer sa succession et sa décision de passer le relais, dans sa circonscription, à son suppléant à l'Assemblée nationale et adjoint à la mairie, M. Bernard Roman. Voulait-il éviter un combat difficile ? Non, la décision était prise bien avant et inscrite dans les projets du maire. Il avait prévu son dispositif pour assurer la relève : M. Bernard Derosier au département, M. Michel Delebarre à la région, M. Roman dans la circonscription. La formule n'a pas fonctionné pour les deux premiers. Qu'en sera-t-il du troisième ? Certains estiment qu'il

aurait fallu attendre des jours plus fastes.

Car le combat sera difficile pour M. Roman, trente-neuf ans, fin politique, intelligent, travailleur acharné, mais qui pourrait souffrir d'une image d'homme d'appareil. Depuis plusieurs mois, il s'est lancé dans la bataille sur le terrain. Conseiller général d'un des cantons de la circonscription, il aura en face de lui l'autre conseiller général, M. Colette Codaccioni, la candidate du RPR élue, en mars 1992, après avoir joué son élection au « podomètre », arpentant toutes les rues de son canton.

M. Türk se prépare

Parmi les autres candidats – ils sont douze au total – certains ont aussi le beffroi de Lille dans leur ligne de mire. M. Carl Lang, le secrétaire général du Front national, a déjà annoncé qu'il conduira une liste lors des municipales en 1995. En attendant, il cherchera à arbitrer le débat en tentant d'être en position de se maintenir au second tour. La liste qu'il mène aux régionales avait obtenu 15,81 % des suffrages il y a un

an. Une « triangulaire » pourrait assurer la victoire du dauphin de M. Mauroy.

Le « parachutage » du candidat écologiste, M. Pierre Ballanger, imposé par Génération Ecologie dans cette circonscription, n'a pas suscité l'enthousiasme des Verts, en dépit des attaches lilloises dont il fait état, s'efforçant l'arrière-petit-fils de Gary Legrand, maire de Lille de 1881 à 1986. Lui aussi aurait-il des arrière-pensées pour le beffroi ? Les Verts ne feront rien contre lui – ils ont désavoué la candidature sauvage d'un militant écologiste de tous jours, M. Jean-Marie Glanzien –, mais ils ne feront pas campagne pour M. Ballanger.

M. Mauroy va avoir l'œil sur la circonscription. Un autre sénateur, M. Alex Türk, ex-RPR, avait souhaité s'y présenter pour se poser en chef de file incontournable de la droite face au maire de Lille, mais il s'est heurté à la détermination de M. Codaccioni, qui bénéficie du soutien des instances nationales du RPR, dont celle de M. Alain Juppé. Celui-ci a-t-il l'intention de venir tenter sa chance dans la capitale des Flandres ? Toujours est-il que

M. Türk n'a jamais obtenu l'assurance d'une investiture sur Lille. Tout juste lui a-t-on proposé de retourner dans la sixième circonscription, qui n'a rien de lillois.

Déterminé à disputer le beffroi à M. Mauroy en 1995, M. Türk a réussi à obtenir un mandat d'élu en se lançant dans la bagarre en dissident, en septembre dernier. Le RPR a fait aujourd'hui le pari – provisoirement – avec lui, pour éviter une « primaire » dans la première circonscription, où il aurait pu soutenir la candidature d'un de ses amis, M. Jacques Richir (CDS), conseiller municipal. L'accord s'est conclu : M. Codaccioni est candidate titulaire avec M. Richir comme suppléant. En contre partie, M. Türk a obtenu l'engagement écrit de M. Juppé qu'il sera le candidat désigné pour les municipales.

Cependant, le victoire de M. Codaccioni pourrait relancer le duel entre les deux prétendants à ce défi. Ce serait certainement l'une des chances, pour M. Pierre Mauroy, de sauver sa mairie, en cas d'échec de M. Roman aux législatives.

J.-R. L.

nouveaux rivaux, hier proches ou issus de leurs rangs et aujourd'hui concurrents, sinon adversaires. Deux candidats indépendants, MM. Jean Urbanik, maire de Noyelles-Godault, et Bernard Urbanik, maire de Mazingarbe, tous les deux élus l'an dernier au conseil général, tentent leur chance, cette fois, à la députation, portant plus ou moins directement les espoirs de l'opposition. « Il nous faut avoir, explique M. Delevoye, sénateur, député départemental du RPR, maire de Bapaume, une attention particulière sur le bassin minier, fief traditionnel de la gauche, lié par une cohésion sociale légitime, à mes yeux, pour lutter contre le mal-vivre au dix-neuvième siècle. Carieusement, on retrouve le mal-vivre dans le bassin minier pour des raisons diamétralement opposées : un PS qui n'apparaît plus comme porteur de solidarité... »

A Boulogne-sur-Mer, l'ancien maire de la ville, M. Guy Lengagne (PS), va tenter de conserver son siège de député. La partie apparaît moins compromise depuis que son vainqueur des municipales de 1989, M. André Muscatel (sans étiquette), a renoncé à briguer le mandat. Il avait, sans doute, des chances de l'emporter, mais c'était affaiblir son concurrent pour les élections municipales de 1995, au risque de donner des appétits à un adversaire plus redoutable peut-être, M. Duplet, le député de la circonscription voisine, maire de Wimereux.

La compétition sera vive dans l'Artois (première et deuxième circonscriptions), notamment dans la circonscription où le candidat socialiste, M. Jean-Marie Alexis, doit affronter M. Charles Gheerbrant, le président de la chambre de commerce. Enfin, dans la huitième, la succession de M. Roland Huguet (PS), le président du conseil général, devenu sénateur en septembre dernier et qui était toujours élu avec une confortable avance, apparaît incertaine entre M. Michel Lefait, maire (PS) d'Arques, et M. Jean-Claude Delvaux, maire (RPR) de Saint-Omer.

Longtemps paralysée à la fois par la prééminence de la gauche et par ses divisions internes, la droite s'organise. Ainsi, dans le Pas-de-Calais, un axe fort se met en place avec M. Philippe Vasseur (PR) et M. Jean-Pierre Delevoye (RPR), tandis que, dans le Nord, les cantonales ont montré qu'une stratégie de conquête pouvait porter ses fruits.

La gauche se sent bien le danger et la nécessité de se renouveler. Elle a été amenée à le faire en catastrophe pour ne pas voir la région lui échapper totalement en 1992, en faisant alliance avec les Verts. « Nous sommes les seuls socialistes en France à avoir accepté et concrétisé les conditions du « big bang », insiste M. Percheron. « Il faut avoir la perspective d'être en mesure de reconstruire le camp du progrès, de leur capacité à rassembler... Nous sommes la fédération du « big bang ».

Ce « big bang », pour l'heure, n'est qu'à ses balbutiements, car l'accord avec les Verts ne veut qu'un conseil régional, les Verts ne manquent pas de le rappeler. La recombinaison a, aussi, une géométrie différente de celle prônée par M. Michel Rocard : le PS doit, ici, tenir compte d'un Parti communiste qui reste fort.

JEAN-RENÉ LORE

► Nous avons déjà analysé la préparation des élections législatives dans le Languedoc-Roussillon, en Bourgogne, en Auvergne, en Bretagne, dans le Centre, en Champagne-Ardenne, en Corse, en Haute-Normandie, en Basse-Normandie, en Poitou-Charentes, en Rhône-Alpes, en Lorraine, en Provence-Alpes-Côte-d'Azur et en Aquitaine (le Monde des 3, 4, 5, 6, 10, 13, 16, 18, 19, 23, 24, 26, 27 février, 2, 3 et 4 mars).

POLITIQUE

La campagne pour les élections législatives

La SOFRES enregistre une légère remontée du PS

Le Nouvel Observateur (daté 4-10 mars) publie les résultats d'un sondage fait par la SOFRES du 23 au 25 février (soit après le discours de M. Rocard le 17 février) auprès de mille personnes, dans cent circonscriptions de métropole, sur les noms des candidats, d'où il ressort que le Parti socialiste et ses alliés auraient gagné 1 point de pourcentage, passant de 21 % d'intentions de vote, au début de février, à 22 %.

Inversement, le RPR, selon cette enquête, est en recul, à 19 % au lieu de 21,5 % précédemment, alors que l'UDF passe de 18,5 % à 19 %, ce qui met les deux formations à égalité. Le rapport des forces gauche-droite s'établit à 33 % (8,5 % pour le PCF, 1,5 % pour l'extrême gauche, 1 % pour les divers gauche et 22 % pour les socialistes et apparentés) contre 41 % (UDF, RPR et 3 % de divers droite). Les écologistes sont stables à 15 %. Le Front national, avec

11 % d'intentions de vote, perd 1 point.

Les anticipations de report de voix au second tour font apparaître que 44 % des électeurs écologistes du premier tour ont l'intention de voter ensuite pour un socialiste (30 % choisiraient le candidat de droite, 26 % s'abstiendraient). Parmi les électeurs de l'extrême droite au premier tour, 13 % voteraient pour un socialiste au second, 54 % pour la droite, 33 % s'abstiendraient. 67 % des électeurs communistes prévoient de voter socialiste au second tour, 8 % de voter à droite, 25 % de s'abstenir.

La projection en sièges donnerait, selon la SOFRES, de seize à vingt et un députés communistes, de cent neuf à cent trente-six députés socialistes et apparentés, deux ou trois députés écologistes, entre trois et quatre députés de droite et, au plus, un député d'extrême droite.

Les candidats de l'Alliance populaire

Après les listes des candidats investis par la RPR et l'UDF (le Monde du 22 janvier), la PS et le MRG (le Monde du 30 janvier), les Verts et Génération Ecologie (le Monde du 2 février), le Front national (le Monde du 5 février), le PCF (le Monde du 13 février) et la CNI (le Monde du 25 février), nous publions celle des candidats de l'Alliance populaire (extrême droite).

Fondée en avril 1992 par d'anciens dirigeants du Front national et du Parti des forces nouvelles (PFN), cette organisation a rendu publique une liste de soixante-neuf candidats à l'occasion de sa convention nationale réunie dimanche 27 février à Paris. Ceux-ci s'opposent notamment à M. Marie-France Stirbois, unique député du Front national, ainsi qu'à plusieurs dirigeants de ce parti tels que MM. Jean-Marie Le Pen, Carl Lang ou Bruno Gollnisch.

LOTTRE
Dordogne. - 2: Marcel Roux.
Gironde. - 6: Michel Jaquet; 9: Hervé Fleuryneau.

BOURGOGNE
Côte-d'Or. - 5: Christian Chaboussier.

CENTRE
Eure-et-Loir. - 1: Daniel Furmann; 2: Christophe Ducrot; 3: Denise Debord.

CHAMPAGNE-ARDENNE
Marne. - 1: Micheline Fournier; 2: Joël Parisot; 3: Fernand Graciant; 4: Yves Legentil; 5: Benoît Martel; 6: Yves Gaurion.

FRANCHE-COMTÉ
Haute-Saône. - 3: Jean-Jacques Poullet.

ILE-DE-FRANCE
Paris. - 2: Alain Guillou; 3: François Papillon; 6: Brigitte Groisier-Clemenceau; 9: Patrick Bourne; 11: Didier Lecerf; 16: Chantal Mesa; 17: Emmanuel Camoin; 18: Patrice Vuillard.

Seine-et-Marne. - 7: Thierry Tétuvide.
Yvelines. - 8: Roger Millo; 9: Joël Hailley; 11: Olivier Cazal.
Essonnes. - 7: Daniel Le Goff.
Hauts-de-Seine. - 7: Guy Michéally.

Seine-Saint-Denis. - 1: Roland Hélie; 2: Serge Lecien; 3: André Fouquet; 4: Joël Demare; 5: François Corroyer; 6: Josette Moussil; 7: Jean-Michel Fournier; 8: Gilles Dussauge; 9: Robert Nozillier; 10: Joëlle Le Goff; 11: Jean-Jacques Fanchet (soutien AP); 12: Annie Fanchet; 13: Pierre Dumont.
Val-de-Marne. - 6: Philippe Las-siez-Delaunay; 7: Georgette Mau-jol.
Val-d'Oise. - 3: Suzanne Delaval; 4: Dorra Bettini; 6: Jean-François Touzé; 7: Daphné Patroix; 8: Philippe Lavaud; 9: Francis Beuchard.

LANGUEDOC-ROUSSILLON
Gard. - 2: Danil Montacé.
Hérault. - 1: André Troise; 2: Jean-Claude Roger; 3: Claude Troise; 4: Philippe Baume; 5: Alain Ricard; 6: Robert Sanchez; 7: Flavien Maîtres.

Pyrénées-Orientales. - 1: Liliane Troise.

LOTTRE
Meurthe-et-Moselle. - 2: Valérie Bouyer.

Moselle. - 1: Pierre Ranelier; 7: Patrice Sainty; 10: René Schroeder (soutien AP).

MIDI-PYRÉNÉES
Tarn. - 1: Jacqueline Quilès.

NORD-PAS-DE-CALAIS
Nord. - 1: Christian Ducrot; 7: Francis Cléry; 10: Bénédicte Bader-Goetz.

HAUTE-NORMANDIE
Eure. - 1: Gilbert Huillery.

PICARDIE
Oise. - 3: Régine Gaurier.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
Alpes-Maritimes. - 1: Pierre Durand; 3: Jean-Pierre Malbert; 6: Henri Le Guillou.
Bouches-du-Rhône. - 5: Laurence Ferricelli.
Var. - 4: Patrice Lalouette.

RHÔNE-ALPES
Rhône. - 1: Daniel Petitjean (soutien AP); 2: Paul Rozet (soutien AP); 3: Jean-Pierre Gautier; 6: Gilles Rozet (soutien AP); 11: Colette Emo; 13: Monique Jacobs.

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur G.S.P. - 64, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. : 45.63.12.00 - FAX : 45.63.89.01
MINITEL 3615 Code A3T, puis OSP

Vente sur licitation au Palais de Justice de CRÉTEIL le jeudi 18 mars 1993 à 9 h 30, en DEUX LOTS
1^{er} lot : à MONTAUXOUX (Var)
Quartier de la Fontaine
PARCELLE de vignes et terre
superficie 46 a 75 ca
Mises à prix : 1^{er} lot 20 000 F - 2nd lot 80 000 F
S'adr. pour rns. M. SOURVILLE, avocat à CRÉTEIL, 3, av. du Général Lamoignon - Tél. : 42-35-31-70 - A tous avocats près TGI de CRÉTEIL et s'il n'y a pas de TGI, à Paris.
Tél. : 42-35-31-70 - A tous avocats près TGI de CRÉTEIL et s'il n'y a pas de TGI, à Paris.

Vie au Palais de Just. de CRÉTEIL, Jeudi 18 mars 1993 à 9 h 30 en TROIS LOTS. Dans le bâtiment A, d'un immeuble
à MANDRES-les-ROSES (94)
5, rue du Général-Lecerc
1^{er} lot : ou rez-de-chaussée
2 LOGEMENTS
comp. cuis. séjour et débarras
2nd lot : au premier étage
2 LOGEMENTS
comp. cuis. séjour et débarras
3rd lot : au deuxième étage
2 LOGEMENTS
comp. cuis. séjour et débarras
Mises à prix : 1^{er} et 2nd lots : 250 000 F chacun
3rd lot : 150 000 F
S'adresser à M. William MODÈRE, avocat à ALFORTVILLE (94)
40-42, av. du Général-Lecerc - Tél. : 43-75-31-55 - Au Greffe du TGI de CRÉTEIL, de 9 h 30 à 17 h et au 3616 code JAVEN.

VENTE SUR LICITATION, au Palais de Justice à PARIS, le LUNDI 22 MARS 1993 à 14 h - EN UN LOT
UN IMMEUBLE - 23, RUE DE PONTHEU à PARIS (8^e)
à usage de COMMERCE et d'HABITATION
Cad. sect. 8H n° 30 pour 328 m², compr. : aux 1^{er} et 2nd s/sols, rez-de-cha. et entresol, DIVERS LOCAUX à usage COMMERCIAL. Au 1^{er} étage : APPARTEMENT de 5 P.P. et 2 terrasses. - Au 2nd étage : APPARTEMENT de 4 P.P. - Au 3rd étage : DEUX APPARTS, l'un de 2 P.P., l'autre de 3 P.P. - SUP. TOT. DÉVELOPPÉE : 1 63 m².
MISE A PRIX : 20 000 000 F
Contingente préalable par chèque de banque pour encherir.
S'adresser pour rns. à la SCP BRUN et ROCHER, avocats associés, 40, rue de Liège, 75008 PARIS - Tél. : 42-93-30-40 - SCP WILQUE, KNINSKI, BOSQUE, avocats, Tél. : 48-66-75-00 - Au Greffe des Criées du tribunal de gde inst. de PARIS.

Quand M. Méhaignerie dialogue avec les Verts...

RENNES

de notre envoyé spécial

Pendant la campagne, les travaux d'approche continuent. Persuadé que la prochaine majorité aura besoin des écologistes pour « sortir des divages excessifs », M. Pierre Méhaignerie a visiblement pris plaisir à braver la RPR local pour participer, mercredi 3 mars, à un forum national sur le partage du travail, organisé par M. Yves Cochet, porte-parole des Verts et candidat de l'Entente des écologistes dans la deuxième circonscription d'Ille-et-Vilaine. Le président du CDS ne l'a pas caché, il apprécie chez les Verts leur « humanisme » mûri et d'« utopie » et d'un peu d'« anarchisme », et a noté des convergences sur deux grandes orientations : la recherche d'une société décentralisée et le retour à l'éthique.

En revanche, sur les remèdes à apporter à la crise de l'emploi, le consensus n'est pas de saison. Pour le porte-parole de la commission économique des Verts, M. Alain Lipietz, le partage du travail passe notamment par le vote d'une loi-cadre qui réduirait, de façon immédiate, le temps de travail hebdomadaire à trente-cinq heures. Cette mesure s'accompagnerait d'une réduction progressive, de l'ordre de 3 % en moyenne, pour les revenus supérieurs à neuf mille francs. Accom-

pagnée d'une réduction des charges sociales, elle serait susceptible, selon des études menées dans le cadre du X^e plan, de créer de 1 million à 1,3 million d'emplois nouveaux.

Le rappel du programme économique des Verts, qui suscite des réserves jusqu'au sein de l'état-major de Génération Ecologie - n'a pas manqué de faire sursauter le président de la Confédération française de l'encadrement, M. Paul Marchelli. « Cela fait un siècle, a-t-il rappelé, que les syndicalistes se battent pour la progression du pouvoir d'achat ».

Un nouveau talisman

Que les écologistes se cantonnent dans leur domaine de prédilection, la protection de la nature, a expliqué en substance M. Marchelli, mais qu'ils ne se mêlent pas d'économie. « Remplacer le travail par la solidarité, cela aboutit à l'avantage de la pauvreté », a-t-il affirmé, avant d'annoncer, en réaction contre le discours des hommes politiques, la création prochaine d'un « grand parti des salariés », dont il pourrait s'occuper une fois libéré de ses responsabilités syndicales.

De façon beaucoup plus mesurée, le secrétaire général du Centre des jeunes dirigeants d'entreprise, M. Marc Gazan, a été montré sceptique sur la liaison

entre l'analyse macro-économique développée par M. Lipietz et son application concrète, entreprise par entreprise. « Je ne crois pas à la généralisation, par la loi, des trente-sept ou trente-cinq heures de temps de travail hebdomadaire », a affirmé, de son côté, M. Méhaignerie. D'abord, parce que « tous les emplois ne sont pas interchangeables », mais surtout parce que « l'Etat n'a pas la capacité de résister aux corporatismes ». Le président du CDS redoute par-dessus tout que les syndicats, notamment dans les services publics, n'acceptent les trente-cinq heures qu'à la condition que celles-ci soient payées comme les trente-neuf heures actuelles.

« Le partage du travail, cela me fait penser au mythe de l'homme nouveau des années 50 », a ajouté M. Méhaignerie. « Je crains que ce ne soit un nouveau talisman, comme l'ont été les nationalisations pour la gauche, en 1981. » Pour le représentant du Parti socialiste, M. Daniel Cholley, délégué national au secteur entreprises et adjoint au maire de Montreuil (Seine-Saint-Denis), l'idée du partage du travail, reprise depuis peu par le PS, n'est pas une solution magique qui remènerait le plein emploi, mais elle est incontournable. Comme les Verts, les socialistes estiment qu'il faut une initiative politique centrale pour lancer le processus, mais, à la

différence des écologistes, ils jugent qu'un retour à une « croissance vertueuse » est également nécessaire pour enrayer le chômage.

Le clivage essentiel réside cependant entre ceux qui, au sein des forces politiques d'inspiration traditionnelle, ne voient dans les différentes formes de réduction du temps de travail qu'un remède à la crise de l'emploi, et les écologistes, pour lesquels le partage du travail renvoie aussi à un projet de société : la société du « temps choisi », héritée du printemps 1968, où la place du travail et son rôle dans l'échelle sociale seraient relativisés au profit d'activités permettant à l'individu de mieux s'épanouir.

« Même si nous étions en période de plein emploi, nous serions favorables au partage du travail », indique ainsi Alain Lipietz, venu, comme il le redit lui-même, « au vert par le Rouge » (1). Pour atteindre cet objectif, il n'oublie pas la nécessité de coordonner la diminution du temps de travail à l'échelle européenne. Mais il n'exclut pas « des mesures contraignantes », voire « un certain protectionnisme envers les pays qui conservent des mesures sociales rétrogrades ».

JEAN-LOUIS SAUX

(1) Vert espérance, l'avenir de l'école politique, d'Alain Lipietz, La Découverte, 148 p., 85 F.

Après la proposition d'abrogation de M. Mitterrand

M. Chirac juge « hors du temps » le débat sur l'article 16 de la Constitution

Le projet d'abrogation de l'article 16, lancé par M. Mitterrand à l'occasion de la réforme de la Constitution, continue de susciter l'hostilité de l'opposition. M. Jacques Chirac a indiqué, mercredi 3 mars à Albertville, qu'il jugeait ce débat « hors du temps ». Le président du RPR s'est demandé si c'est une proposition ou si c'est une déconnexion totale à l'égard des problèmes des Français. « C'est peut-être un peu des deux », a-t-il ajouté.

A l'UDF, M. Valéry Giscard d'Estaing a estimé mercredi, à l'occasion d'une conférence de presse, qu'il s'agissait d'un « exercice stérile » qui n'a « aucun caractère d'actualité ».

M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, a jugé, mercredi soir à Cour-Cheverny (Loir-et-Cher), que M. Mitterrand était « éloigné des préoccupations des Français » et M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a estimé, à Cannes, que François Mitterrand voulait « faire dériver le débat électoral vers un débat institutionnel où il souhaite se placer en arbitre ».

En revanche, le bureau exécutif du PS a affirmé que la suppression de l'article 16 « va dans le sens d'une démocratisation des institutions en supprimant un article qui accorde des pouvoirs exorbitants au président de la République ». M. Roland Dumas a affirmé, jeudi matin sur Radio J, qu'il n'y a pas la matière à diversion puisque c'est une idée qui est chère au président de la République et qui est ancienne chez lui. Le Mouvement des radicaux de gauche a estimé pour sa part dans un communiqué que « cette mesure n'est pas prioritaire » mais qu'elle « favorisera un réajustement des pouvoirs en faveur du Parlement ».

M. Schell est nommé directeur au secrétariat général du gouvernement. M. Jean-Eric Schell, maître des requêtes au Conseil d'Etat, a été nommé, au cours du conseil des ministres du 3 mars, directeur au secrétariat général du gouvernement, en remplacement de M. Michèle Ruybaert, nommé directeur général du Centre international de l'enfance.

[Né le 6 juin 1947, à Paris, polytechnicien et ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, M. Jean-Eric Schell est maître des requêtes au Conseil d'Etat depuis 1983. Il est devenu, en 1985, conseiller technique au secrétaire général du gouvernement, chargé des questions constitutionnelles. En 1989, M. Schell a été nommé directeur général du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), qu'il a quitté en juin 1992 pour rejoindre le Conseil d'Etat.]

le journal mensuel de documentation politique après-demain
Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :
LA MAITRISE DES DÉPENSES DE SANTÉ
Envoyer 80 F (timbres à 2,50 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 F d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

Hommages à Geoffroy de Montalembert

Après la mort de Geoffroy de Montalembert, sénateur RPR, mardi 2 mars, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans (le Monde du 4 mars), M. René Monory, président du Sénat, s'est dit « très ému par la disparition d'un monument du Sénat ». M. Jacques Chirac, président du RPR, a rendu hommage à « son engagement aux côtés du général de Gaulle et en faveur de ses idées ». M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, a salué « l'image d'un grand parlementaire ».

C'était le 16 janvier 1991. Ce jour-là, on demandait au Parlement d'approuver l'engagement des forces françaises dans la phase offensive de la guerre du Golfe. Au Palais du Luxembourg, au beau milieu d'une salle des conférences remplie à craquer et devant une poignée de sénateurs interdits, Geoffroy de Montalembert se laissait rattraper par le souvenir d'une autre atmosphère belliqueuse, vieille de soixante-dix-sept ans, celle de la Grande Guerre, qu'il avait subie comme civil, puis comme soldat.

L'alerte sénateur de Seine-Mar-

time remplissait toujours ainsi volontiers ses fonctions officielles de mémoire de la République. Il racontait avec une simplicité déconcertante les splendeurs et les misères de la vie parlementaire, comme son vote des pleins pouvoirs au maréchal Pétain : « J'avais crevé cinq ou six fois avant d'arriver à Vichy, j'ai dit à ma femme plus tard : j'aurais peut-être mieux fait de crever une septième ».

Sénateur inamovible sous la IV^e puis sous la V^e République, Geoffroy de Montalembert était depuis longtemps, parce qu'il s'en trouvait toujours un, le doyen. Vice-président du Sénat, puis vice-président de la commission des finances et enfin rapporteur du budget de l'aménagement du territoire, il avait en octobre, pour la sixième fois, prononcé l'allocation d'usage de la séance de rentrée du Sénat, sanglée dans une jaquette qui paraissait alors aussi éternelle que lui.

G. P.

Rectificatif. - Contrairement à ce que nous avons indiqué dans nos éditions du 4 mars, M^{me} Henriette de Montalembert de Cers, épouse de M. Philippe de Gaulle, n'avait aucun lien de parenté avec Geoffroy de Montalembert.

paru:

Le répertoire de l'administration française 1993
10 000 noms des principaux responsables avec leurs fonctions et leurs coordonnées
8 000 services publics
Format 13,5x21 cm
coussu, broché
454 pages, 170 F
Le lot de 5 exemplaires, 680 F

Le Répertoire de l'Administration Française

29, quai Voltaire 75007 Paris
Tél. (1) 40 15 70 00
36 15 / 36 16 Docet

documentation Française



Lettre aux voyageurs.

Depuis quelques jours, la SNCF met en place un nouveau système de vente et de réservation. On l'appelle Socrate. C'est vrai, il y a quelques difficultés et certains d'entre vous ont pu en subir les inconvénients. Nous vous prions de nous en excuser.

5 millions de réservations dans les trains en 1970, 50 millions en 1992 et presque 150 millions en 1995 : vous êtes et vous serez de plus en plus nombreux à vouloir voyager, en ayant l'assurance d'une place assise.

Nous avons changé notre système de vente et de réservation pour deux raisons. D'abord, parce que le système actuel (on l'appelle Résa), est saturé. Bientôt, dès le mois de mai prochain, les T.G.V. Nord Europe, et l'année prochaine, les T.G.V. du tunnel sous la Manche seront là. Vous serez encore plus nombreux à prendre les trains Grandes Lignes et vous voulez être sûrs d'avoir une place dans le train que vous choisirez. Ensuite, parce que nous souhaitons vous proposer un système plus simple et plus complet. Tout simplement plus efficace.

En voici deux exemples :

Avant, si le train que vous aviez choisi était complet, vous ne saviez pas s'il y avait de la place dans les autres trains : une interrogation train par train était nécessaire. **Avec Socrate**, instantanément, vous savez tout sur la destination désirée : les heures, les disponibilités de places, les prix du voyage. **Socrate vous informe** : si le train souhaité est complet, vous savez aussitôt dans quels autres trains du même jour et des jours suivants, des places sont encore disponibles.

Avant, vous aviez en main deux billets : l'un était le billet du trajet et l'autre la réservation du train que vous preniez. Parfois même il y avait trois billets lorsque vous preniez un train à supplément. **Avec Socrate** vous n'avez qu'un seul billet, sur lequel toutes les informations sont rassemblées, en particulier le prix et le numéro de la place. Un seul geste donc pour composer. **Socrate vous aide** : il facilite votre voyage en vous donnant toutes les informations, il rassure ceux qui craignent de perdre un des billets ou de ne pas avoir en main celui qui convient.

La SNCF et son personnel (commerciaux, informaticiens...) s'attachent à faire face aux défauts de jeunesse rencontrés dans la mise en oeuvre de Socrate. Bien sûr, avant de l'installer, nous avons effectué de nombreux tests. Mais pour un outil de cette ampleur, seule l'expérience quotidienne permet d'obtenir la fiabilité du système et sa maîtrise par le personnel commercial.

Nous avons donc décidé que, durant cette période de rodage, jusqu'au 31 mars 1993, chaque voyageur qui montera dans un train sans avoir pu acheter sa réservation (dans les T.G.V. en particulier) pourra, sans aucune pénalité, la régulariser à bord auprès du contrôleur.

SNCF

L'AFFAIRE DES

La ligne privée d'un journaliste du « Monde »
était surveillée par la cellule antiterroriste de l'Elysée

Le quotidien *Libération* révèle, dans son édition du 4 mars, le contenu de seize relevés d'écoutes téléphoniques effectués par *Libération*, entre le 30 décembre 1985 et le 26 février 1986, sur la ligne téléphonique du domicile parisien de notre collaborateur Edwy Plenel. Ces documents, berrés d'un tampon « source secrète », se présentent sous la forme de décriptages sommaires, non exempts d'erreurs de transcription, de conversations privées ayant trait à la vie professionnelle, sociale et familiale de ce journaliste, qui en a authentifié le contenu, estimant que « les recoupements avec [son] activité de l'époque sont nombreux et évidents ».

Chargé à l'époque et depuis 1982 de la rubri-

que « Police » au *Monde*, Edwy Plenel avait, à ce titre, notamment enquêté, durant l'été et l'automne 1985, sur l'affaire Greenpeace et continuait d'enquêter, début 1986, sur l'affaire des Irlandais de Vincennes, dont le *Monde* avait dévoilé le « montage » par les hommes de la cellule antiterroriste installée en août 1982 à l'Elysée sous la direction de M. Christian Prouteau, conseiller technique du président de la République. Plusieurs détails des documents révélés par *Libération* permettent d'affirmer que ces écoutes faisaient partie du contingent de vingt écoutes téléphoniques administratives attribuées à la cellule de l'Elysée jusqu'au changement de majorité de mars 1986.

Les relevés se présentent sous la forme de formulaires informatisés, comprenant toujours les mêmes rubriques : « traitants », « qui... », « à qui? », « personnes citées », « organisations citées », « sujets traités », « renseignements exploitables », « résumé », etc.

Une seule de ces rubriques sort de l'ordinaire technique : « Elysée cité ». Quant aux « traitants » de ces écoutes, désignés, à une exception près, sous les initiales « Pyves » ou « G. Pyves », il s'agit très probablement de M. Pierre-Yves Gilleron, commissaire de police détaché à la cellule de l'Elysée et reconverti depuis 1988 dans des activités de sécurité privée.

Au cabinet de M. Fabius, on indiquait jeudi matin que l'ancien premier ministre ne souhaitait pas commenter ces informations et qu'il renvoyait à la déclaration faite à *Libération* par l'ancien directeur de son cabinet, M. Louis Schweitzer. A l'Elysée, on se refusait également à tout commentaire public, en ajoutant que le chef de l'Etat n'avait pas l'intention de s'exprimer sur cette affaire.

Edwy Plenel a décidé de porter plainte. Il avait déjà fait part de sa conviction d'avoir été placé sous écoute à son domicile dans un livre paru à l'automne dernier chez Stock, *La Part d'ombre*.

A. G.

Seize relevés d'écoutes : « Source secrète », Benet

« BENE » ou « Benet » ? Dans les comptes-rendus d'écoutes téléphoniques révélés par *Libération*, notre collaborateur Edwy Plenel est désigné, dans l'anté, sous le premier nom de code et, dans l'enlèvement des conversations, sous le second. Ce n'est pas la seule imprécision de ces documents qui se présentent plutôt comme des résumés, faits à la va-vite, des dialogues enregistrés.

La première écoute dont font état ces documents date du 30 décembre 1985 et concerne un appel d'Edwy Plenel au domicile de Georges Manon, aujourd'hui journaliste au *Monde* et, à l'époque, collaborateur du *Canard enchaîné* et de *Libération*. A la rubrique « organisations citées », on lit l'énumération suivante : « AFP Paris, Presse saoudienne, Télégram, Libération, Express, Nentes, Nouvelle-Calédonie... ». La deuxième écoute, datée du 22 janvier 1986, concerne un appel d'Edwy Plenel, alors en reportage sur le *Monde* en Nouvelle-Calédonie, à sa compagne, Nicole Lapiere, qui lui apprend qu'il vient de recevoir, en compagnie de Bertrand Le Gendre, le prix Mumm de la presse écrite pour leur enquête sur l'affaire Greenpeace. La troisième écoute, datée du 22 janvier 1986, concerne un appel d'Edwy Plenel, alors en reportage sur le *Monde* en Nouvelle-Calédonie, à sa compagne, Nicole Lapiere, qui lui apprend qu'il vient de recevoir, en compagnie de Bertrand Le Gendre, le prix Mumm de la presse écrite pour leur enquête sur l'affaire Greenpeace. La quatrième écoute, datée du 3 février 1986, concerne un appel d'Edwy Plenel à son chef de service, Jean-Maurice Mercier, sur le même sujet. Nouvel appel — et onzième écoute — de

la huitième écoute, du même jour, concerne un appel d'Edwy Plenel à Guy Perrin, alors conseiller chargé de la communication au cabinet de Pierre Joxe, pour lui confirmer la parution de l'interview du ministre. La cinquième écoute, à la rubrique « personnes citées », « Joxe ».

La sixième écoute, toujours du 24 février 1986, relate un appel d'un journaliste d'Antenne 2, Hervé Brusini, à propos de l'affaire des Irlandais de Vincennes et des déclarations de Jean-Michel Beau, qui a décidé de dénoncer publiquement ce « montage ». La dixième écoute, du même jour, vise un appel d'Edwy Plenel à son chef de service, Jean-Maurice Mercier, sur le même sujet. Nouvel appel — et onzième écoute — de

la huitième écoute, du même jour, concerne un appel d'Edwy Plenel à Guy Perrin, alors conseiller chargé de la communication au cabinet de Pierre Joxe, pour lui confirmer la parution de l'interview du ministre. La cinquième écoute, à la rubrique « personnes citées », « Joxe ».

La sixième écoute, toujours du 24 février 1986, relate un appel d'un journaliste d'Antenne 2, Hervé Brusini, à propos de l'affaire des Irlandais de Vincennes et des déclarations de Jean-Michel Beau, qui a décidé de dénoncer publiquement ce « montage ». La dixième écoute, du même jour, vise un appel d'Edwy Plenel à son chef de service, Jean-Maurice Mercier, sur le même sujet. Nouvel appel — et onzième écoute — de

la huitième écoute, du même jour, concerne un appel d'Edwy Plenel à Guy Perrin, alors conseiller chargé de la communication au cabinet de Pierre Joxe, pour lui confirmer la parution de l'interview du ministre. La cinquième écoute, à la rubrique « personnes citées », « Joxe ».

SOURCE SECRÈTE

B I N E
Maj-jour: 26/02/86 Maj-heure: 12:35 Traitants:
G. Pyves
Qui...: Mercier jour: 26/02/86 heure:
10:42 à Qui?: Benet tal:
personnes citées: Beau, Bianco, Dominique, Philippe Robert, Jean Lou
Reverie, Bertrand Legendre, Genthial, Berti
organisations citées: Europe 1, Elysée
sujets traités: ...
absent: Elysée cité: Tactique: Renseignements
exploitables: Résumé: ...

Annexe:
Mercier dit que le Quotidien narre la version de Beau. Benet note qu'il n'y a pas ce qu'il a montré à Mercier... Benet fait un papier chez lui et le sortira jeudi. Vu son état, il fait annuler un rendez-vous avec Philippe Robert de la Justice, Reverie... On fait remarquer à Benet que sur son agenda il y avait de marqué téléphoner à Genthial, Europe, Berti.

Le document ci-dessus est le compte rendu d'un appel téléphonique passé le 25 février 1986 au domicile d'Edwy Plenel (« Benet ») par Jean-Maurice Mercier, à l'époque directeur de l'information, chef des Informations générales au *Monde*. Parmi les « personnes citées » figurent le commandant Jean-Michel Beau, l'un des protagonistes de l'affaire des Irlandais de Vincennes, M. Jean-Louis Bianco, à l'époque secrétaire général de l'Elysée, M. Philippe Robert, chercheur au ministère de la Justice, M. Jean-Loup Reverie, à l'époque chargé de mission pour la presse au cabinet du ministre de l'Intérieur et aujourd'hui grand reporter au *Point*, deux journalistes : Bertrand Le Gendre (le *Monde*) et Philippe Berti (Europe 1), ainsi que M. Jacques Genthial, à l'époque sous-directeur de la police scientifique et technique à la direction centrale de la police judiciaire.

Sur ordre de qui?

par Edwy Plenel

La question essentielle posée par les révélations de *Libération* est de savoir sur ordre de qui les écoutes du téléphone privé d'un journaliste ont été réalisées. M. Gilles Ménage, alors directeur adjoint du cabinet de M. François Mitterrand et chargé de superviser les activités de la « cellule » entamée par M. Christian Prouteau, nous a affirmé qu'il n'a jamais eu en ses mains les documents aujourd'hui révélés. Reste que ces derniers viennent confirmer des informations déjà établies, et qui ne sont plus contestées par les divers protagonistes — pour la plupart aujourd'hui brouillés entre eux — des aventures tumultueuses de la cellule de l'Elysée.

M. Pierre-Yves Gilleron, aujourd'hui au Congo, où il est chargé de la sécurité du président de la République et où nous n'avons pu le joindre, jeudi matin, est indiscutablement l'un des « traitants » de ces écoutes, désigné sous les initiales « G. Pyves ». Or, cet ancien commissaire de police, affecté à la DST avant de rejoindre la « cellule » de l'Elysée, ne nous avait pas caché, lors d'entretiens courants en 1991, la réalité des écoutes opérées par cette dernière.

Le témoignage de Pierre-Yves Gilleron

Considérée comme un « service actif », au même titre que la police judiciaire, les renseignements généraux, la DST ou la DGSE, la « cellule » eut droit, de 1982 à 1986, à un contingent officiel de vingt écoutes téléphoniques, dont le traitement technique était confié au Groupement interministériel de contrôle (GIC), théoriquement supervisé par le cabinet du premier ministre.

L'enquête de *Libération* apporte la preuve que, sur ce contingent, ces écoutes — qui n'étaient donc pas « sauvages », mais en quelque sorte « officielles », puisque « administratives » — ont aussi visé des journalistes. M. Pierre-Yves Gilleron, qui fut l'un des scribes disciplinés de la « cellule », n'a jamais

agi de sa propre initiative, sans en référer au moins aux deux principaux piliers de celle-ci : M. Christian Prouteau et le colonel Jean-Louis Esquivé, tête pensante de cette structure, aujourd'hui à la tête d'un groupement départemental de gendarmerie.

M. Gilleron avait d'ailleurs reconnu, toujours lors d'une rencontre en 1991, avoir été chargé d'une contre-attaque « médiatique » après les premières révélations du *Monde*, la 1^{re} février 1983, sur l'affaire des Irlandais de Vincennes : il avait eu pour mission de trouver des documents sur le passé politique des journalistes du *Monde* et de *Libération* travaillant sur cette affaire.

De plus, la formule de décriptage des écoutes (voir face ci-contre) correspond, selon nos informations, à un modèle mis en mémoire dans le cadre de l'informatique « maison » créée par la « cellule » à l'initiative du colonel Esquivé. Un document interne de la « cellule », rédigé en 1985 par cet officier de gendarmerie, mentionne ainsi l'existence d'une « petite informatique à l'échelle d'une équipe de quinze ou vingt personnes, avec accès à des concentrations d'informations à des niveaux supérieurs ».

Que les rubriques enregistrées dans les formulaires de décriptage évoquent notamment le fait que les écoutes décriptées mentionnent ou non l'Elysée (« Elysée cité ») prouve, à lui seul, la provenance élyséenne de ces écoutes. Les questions auxquelles la Commission nationale de l'information et des libertés (CNIL) ainsi que la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité, créée en 1991, pourraient opportunément apporter des réponses que la presse est incapable d'obtenir sont les suivantes : cette informatique policière élyséenne existe-t-elle toujours ? Les informations mises en mémoire ont-elles été conservées ?

Les déclarations de notre collaborateur à « Libération »

Interrogé, mercredi 3 mars, par *Libération* sur les écoutes téléphoniques dont celui-ci s'appropriait à révéler la teneur, Edwy Plenel a fait la déclaration suivante, reproduite par le quotidien dans son numéro du 4 mars.

« L'enquête de *Libération* apporte la preuve de ce que je savais, de longue date, mais que je n'avais jamais pu prouver.

« L'authenticité de la quinzaine de relevés d'écoutes téléphoniques que *Libération* a en sa possession et qui m'ont été présentés au siège du quotidien, mercredi 3 mars, à 16 h 30, est indiscutable. Bien que sommaires, les décriptages ont fait droit au surnom sympathique de « Benet », font état de faits précis, touchant à ma vie professionnelle, familiale et amicale, parfois dans la même conversation. Même si, comme tout un chacun, je suis incapable de me souvenir de contenu exact de conversations anodines sept ans après, les recoupements avec mon activité de l'époque (janvier et février 1986) sont nombreux et évidents.

« Qu'il s'agisse des articles parus alors dans le *Monde* (assassinat de Jacques Perrot, reportage en Nouvelle-Calédonie, affaire des Irlandais de Vincennes), de mes déplacements et rendez-vous (séjour de trois semaines à Nouméa et voyage d'une journée dans l'île de Lifou, rendez-vous avec un responsable du SNES, Louis Weber, que je n'ai croisé qu'une seule fois depuis, procès en correctionnelle lié à l'affaire Greenpeace), ou d'événements en marge de ma vie sociale et professionnelle (prix Mumm partagé avec Bertrand Le Gendre, échanges humoristiques avec ma compagne, Nicole Lapiere), l'ensemble de ces détails n'auraient jamais pu être reconstitués a posteriori.

« Ces écoutes ne révèlent rien me concernant. En revanche, elles révèlent, au plus haut niveau de l'Etat puisqu'elles ont été établies à la demande de la « cellule » de l'Elysée, une atteinte grave aux libertés fondamentales. Avec l'accord de la direction du *Monde*, j'ai évidemment décidé de porter plainte et de saisir la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité, installée depuis 1991. »

MÉDECINE

Rendu public par M. Bernard Kouchner

Un rapport officiel dénonce l'«anarchie» du recueil et de l'utilisation des tissus d'origine humaine

M. Bernard Kouchner, ministre de la santé, devait rendre public, jeudi 4 mars, un rapport de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS), consacré au recueil et à l'utilisation des tissus d'origine humaine. Ce document dénonce la « confusion » et l'« anarchie » qui prévalent dans ce domaine. M. Kouchner a annoncé une série de mesures visant à améliorer la pratique des greffes d'organes et de tissus (1).

Demandée en juillet dernier par M. Kouchner, l'enquête avait été confiée au docteur Claude Guibet (médecin personnel de M. François Mitterrand) et à M^{me} Marie-Françoise Guérin, tous deux membres de l'IGAS. Le document (vingt-cinq pages) rendu public, jeudi 4 mars, ne constitue qu'un « rapport d'étape ». Les données qu'il fournit n'en sont pas moins, à bien des égards, inquiétantes.

L'une des premières difficultés soulevées tient aux limites, toujours floues, entre organes et tissus. Alors que les organes « nobles » (cœur, foie, rein) ne peuvent être conservés plus de quelques heures après leur prélèvement, il en va différemment avec les fragments osseux, les lambeaux cutanés, les cornées, certaines portions veineuses ou artérielles, les ligaments ou encore les valves cardiaques. C'est l'amélioration récente des méthodes de conservation de tous ces tissus qui a conduit au multiple développement des pratiques thérapeutiques et à l'augmentation du nombre des tissus prélevés et greffés.

Le rapport de l'IGAS dénonce une confusion juridique d'abord, liée aux ambiguïtés de la loi Caillaud de 1976. « Cette loi, écrit-il, distingue les prélèvements sur donneur vivant et sur les cadavres. Or, l'expression « cadavre » recouvre deux situations différentes, selon que le sujet est en état de mort cérébrale, avec une circulation artérielle maintenue artificiellement, ou que le cœur et les fonctions circulatoires sont arrêtés définitivement. Si, dans la première hypothèse, un échange avec les familles est systé-

matiquement recherché avant de procéder à un prélèvement, ce n'est pas le cas lorsque des prélèvements ne sont réalisés qu'au dépôt mortuaire. La procédure consiste, dans ce cas, à s'assurer qu'aucune opposition du défunt n'a été portée au registre de l'hôpital quant au don de ses organes et à recueillir l'accord écrit du directeur de l'établissement avant de procéder au prélèvement. Il existe là, manifestement, une perversion dans la mise en place des procédures nécessaires à l'application de la loi Caillaud.

Des conditions de conservation contestées

D'autres confusions sont relevées par les enquêteurs de l'IGAS, dues par exemple à « l'éclatement des lieux de prélèvement » (blois opératoires, salles mortuaires) ou aux différents types d'organisation mise en place localement, via les « banques de tissus ». Confusion encore quant à l'utilisation des déchets opératoires, déchets dénommés *res nullius* : en vertu du règlement arrêté dans chaque département, tous les déchets anatomiques hospitaliers doivent être incinérés. En fait, certains de ces restes sont gardés par l'opérateur, comme les os spongieux à l'occasion d'une pose de prothèse ou les veines saphènes lors d'un stripping. Après traitement, ceux-ci sont utilisés au bénéfice d'un tiers. Les patients, d'autre part, ne sont pas avisés et le plus souvent les choses se passent comme si le praticien estimait pouvoir librement en disposer.

Pour un même tissu, les protocoles de conservation et de conditionnement ne font pas toujours l'objet d'un consensus, ni les règles mises en place pour confirmer de l'absence de risques d'infection virale pour la personne greffée. « Les os massifs sont soit prélevés sur des donneurs en état de mort cérébrale, soit sur des cadavres, dans un délai qui peut varier de trois à six heures après l'arrêt circulatoire, ce délai pouvant être porté à vingt-quatre heures voire quarante-huit heures si le corps est gardé à 4 degrés », précisent les auteurs du rapport de l'IGAS. Quant aux os spongieux, ils proviennent des *res nullius* et il est fortement probable

que nombre de services d'orthopédie continuent à en assurer eux-mêmes la conservation pour leur propre usage.

Selon les auteurs du rapport, cette situation « anarchique » et « non réglementaire » est source de conflits monopolistiques quant aux conditions de stockage et de cession. A cet égard, la place et le rôle des établissements hospitaliers privés à but lucratif (exclus aujourd'hui du dispositif des prélèvements, mais ayant recours aux différents tissus prélevés dans les hôpitaux publics) posent un sérieux problème.

Le rapport évoque aussi les « conditions de cession variable » des tissus ainsi prélevés. « Pour tous les tissus au l'offre permet de faire face à la demande (veines, os spongieux, dure-mère, par exemple), aucune règle particulière n'a été élaborée pour en réguler la cession », précisent les auteurs du rapport. Quant aux tissus communs, une situation de pénurie (os massifs, valves cardiaques, artères), les prélèvements des banques (...) en régulent la distribution sur des bases qui relèvent de leur seule appréciation. Il y a donc place, dans un tel contexte, pour l'organisation de circuits privilégiés.

Des prix extensibles

Les prix pratiqués sont excessivement hétérogènes, variant de 5 000 à 15 000 francs la valve cardiaque, ou de 2 000 à 6 000 francs l'os massif. Sans citer de nom, les inspecteurs de l'IGAS soulignent « ne pas pouvoir passer sous silence la pratique mise en œuvre dans un des sites visités, pour un seul des tissus traités par cette banque. Alors que le tarif de cession du produit est de l'ordre de 5 000 francs, il est, en fait, facturé 13 000 francs lorsque la commande provient d'une clinique privée. La différence est reversée par la banque qui pratique le prélèvement (...). Les lacunes du dispositif actuel laissent place à de graves dérives dans la mission n° 1 du service l'ampère, mais dont cette illustration met en lumière le dis-

crédit pouvant en résulter pour le système de santé.

Sur trois sociétés installées en France, dont deux sont américaines, l'une commercialise au prix de 23 000 francs l'unité des valves cardiaques obtenues à partir de cœurs prélevés sur des cadavres. Pour une autre, spécialisée dans la culture de cellules d'épiderme pour le traitement des grands brûlés, un établissement hospitalier français ayant recours à ses services - le prix de cession est de 76 francs le centimètre carré (contre 4 francs en moyenne dans les « banques » françaises). Une troisième société, française, recueille les veines saphènes prélevées lors des stripplings, qui lui sont adressées par des chirurgiens vasculaires. Cette même société se prépare à développer une technique de culture de cellules humaines d'épiderme, mise au point dans un centre hospitalier universitaire et dans un laboratoire du CNRS (le support de cette culture cellulaire est constitué, à partir de prépuces d'enfants). Le prix de vente prévu est de 49 francs le centimètre carré.

En conclusion, les auteurs du rapport de l'IGAS soulignent que, aussi longtemps que durera cette situation, « les sociétés commerciales pourront librement transformer, conserver, vendre des produits obtenus à partir de tissus d'origine humaine en dehors de tout contrôle, ce constat valant également pour les banques créées tant en milieu hospitalier qu'en celui des centres de transfusion sanguine ». « Il est urgent, affirment-ils, que la loi bioéthique offre un cadre permettant de mettre en place un système structuré, assurant la qualité des produits, dans le respect de principes éthiques clairement affirmés. » En attendant, depuis près de cinq ans, le projet de loi sur la bioéthique n'a toujours pas été adopté au Parlement.

JEAN-YVES NAU

(1) M. Kouchner a notamment annoncé la création de deux groupements d'intérêt public, l'un concernant les organes, l'autre les tissus d'origine humaine. Un décret et une circulaire seront publiés, visant à améliorer la prévention des maladies transmissibles via les greffes d'organes et de tissus.

REPÈRES

FAITS DIVERS

Un lycée de type Pailleron détruit

par un incendie à Bagneux

Le lycée d'enseignement professionnel (LEP) Léonard-de-Vinci de Bagneux (Hauts-de-Seine) a été à moitié détruit, mercredi 3 mars, en milieu d'après-midi, par un incendie qui a ravagé le deuxième étage du bâtiment avant d'être maîtrisé par les pompiers. Cet incendie n'a pas fait de victime, les quelques 330 élèves du lycée ayant terminé leurs derniers cours à 16 heures et leur personnel administratif ayant pu être rapidement évacué.

Cet établissement, de type Pailleron - du nom du collègue Edmond-Pailleron à Paris, qui avait été totalement détruit, le 6 février 1973, par un incendie qui avait provoqué la mort de vingt personnes dont seize élèves - est le deuxième établissement des Hauts-de-Seine victime d'un tel sinistre depuis trois mois : dans la nuit du 1^{er} au 2 décembre 1992, le lycée Robert-Schuman de Colombes avait été entièrement ravagé par un incendie. Il reste, au total, cinquante-six établissements scolaires de ce type en France.

Selon le conseil régional d'Ile-de-France, le lycée de Bagneux fait partie des sept établissements de type Pailleron que la région a inscrits à son budget 1993 pour les reconstruire de toute urgence. Dans l'immédiat, les élèves suivront leurs cours d'enseignement général dans un collège voisin de Bagneux. D'ici quatre à cinq semaines, des bâtiments provisoires devraient permettre d'accueillir à nouveau les élèves sur le site du LEP, en attendant la fin des travaux de reconstruction.

JUSTICE

M^{me} Daugreilh, députée (ex-RPR) des Alpes-Maritimes, inculpée d'ingérence et d'abus de confiance

M^{me} Martina Daugreilh, députée (ex-RPR) des Alpes-Maritimes et adjointe au maire de Nice, a été inculpée d'ingérence et d'abus de confiance, le 24 février (1), par M. Daniel Farge, président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Grenoble. Trois autres adjoints sont poursuivis dans la même procédure, dont deux, M. Michel Falicon et M^{me} Christine Selvi, ont déjà été inculpés, des mêmes chefs, en décembre 1992. Ils auraient utilisé les services d'employés municipaux appartenant à une « brigade spéciale » de quatre-vingts personnes qui travaillaient soit comme agents électoraux soit au profit d'élus, de chefs de service ou d'amis de l'ancien maire (CNJ) de Nice, M. Jacques Médecin.

En ce qui concerne M^{me} Daugreilh, il lui est reproché d'avoir fait appel à sept agents municipaux pour l'agrandissement d'un mas qu'elle avait acheté, en 1989, dans le quartier résidentiel de Cimiez. Elle affirme, cependant, avoir confié ces travaux à une entreprise privée et qu'aucun employé municipal n'a jamais franchi le seuil de sa maison. Elle a été démise de la 2^e circonscription des Alpes-Maritimes en 1989. M^{me} Daugreilh a été exclue du RPR, le 25 février 1992, pour avoir présenté une liste dissidente de ce parti aux élections régionales. Elle a renoncé à solliciter le renouvellement de son mandat lors des prochaines élections législatives. — (Corresp.)

(1) Soit avant l'entrée en vigueur de la réforme du code pénal supprimant notamment le mot « ingérence ».

Le retour

aux «maisons de correction»

critiqué en Grande-Bretagne

Présentement, mardi 2 mars, un plan destiné à lutter contre la délinquance juvénile, le ministre de l'Intérieur britannique, M. Kenneth Clarke, a évoqué l'ouverture de «centres de formation de sécurité» pour les enfants et adolescents de douze à quinze ans (le Monde du 3 mars). La différence entre ces nouveaux établissements et les anciennes maisons de correction semble mince. Ces nouveaux centres qui pourraient être ouverts vers 1995 - seront réservés aux jeunes garçons récidivistes déjà

condamnés à trois reprises. Chacun d'eux accueillera entre 40 et 50 pensionnaires, et le temps de détention pourra atteindre deux ans.

Le gouvernement insiste sur l'approche pédagogique. Toutefois, le projet est critiqué à la fois par des parlementaires, par des groupes de réforme pénale et par de nombreuses organisations humanitaires, qui accusent le gouvernement de succomber à une «atmosphère de panique morale» et de créer des «collages de crime». Le gouvernement a aussi annoncé son intention de lutter contre l'absentéisme scolaire. Selon une étude de l'université de Sheffield, 48 % des élèves du secondaire qui pratiquent l'école buissonnière deviennent délinquants. — (Corresp.)

RELIGIONS

Une association de riverains déboutée de sa plainte contre la mosquée de Lyon

Le tribunal de grande instance de Lyon a débouté, mercredi 3 mars, une association de riverains qui réclamait la suspension des travaux de la mosquée dans le 9^e arrondissement de Lyon. L'association demandait au tribunal de constater que la permis de construire, délivré le 29 août 1989, était arrivé à expiration le 29 août 1992, et que les travaux d'achèvement n'avaient été réalisés que pour faire échec à la prescription. Le tribunal a débouté les demandeurs, estimant qu'ils n'avaient pas «pour vocation de faire respecter la réglementation en matière d'urbanisme».

La construction de la mosquée de Lyon, entamée depuis quatorze ans par les trois cent mille musulmans de la région Rhône-Alpes, a démarré le 15 juillet 1992. Son promoteur est l'Association culturelle lyonnaise islamique-française (ALIF) et son coût est estimé à 31 millions de francs, dont 20 millions payés par l'Arabie saoudite. La construction se poursuit avec le soutien du maire de Lyon, M. Michel Noir, et celui d'Alain Méhaignier, son concurrent (UPR) aux législatives, qui s'est récemment prononcé «très clairement» en sa faveur.

ÉDUCATION

L'agrégation sera revalorisée

Le ministre de l'éducation nationale et de la culture, M. Jack Lang, et le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, M. Jean Glavany, ont signé, jeudi 4 mars, avec quatre organisations syndicales, un relevé de conclusions sur la revalorisation des 37 500 professeurs agrégés (qui représentent 11 % des enseignants du second degré) et professeurs de chaires supérieures (ces derniers enseignent en classes préparatoires). Une façon, pour le ministre, «de valoriser le rôle essentiel des professeurs agrégés et de reconnaître leur haute qualification».

Le plan Jospin de revalorisation, signé en 1989, prévoyait que la proportion d'agrégés accèderait à la hors-classe ou aux chaires supérieures passerait de 13 % du corps à 15 % en 1993. Le protocole signé le 4 mars le fera passer à 20 % d'ici à 1996, ce qui représente environ 3 000 promotions supplémentaires. En outre, la voie de l'agrégation interne est confortée. A partir de la session de 1994, entre 20 % et 40 % des places offertes à l'agrégation seront accessibles par concours internes en lieu de 10 % à 30 % actuellement.

Remise en service du réacteur Phébus. — Le réacteur nucléaire d'études Phébus vient d'être remis en marche à Cadarache (Bouches-du-Rhône), après un arrêt de trois ans, a annoncé, mardi 2 mars, l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN). Cette installation a été modifiée pour mener, jusqu'en 1998, un programme de recherche intitulé Phébus PF, portant sur l'étude du comportement des produits de fission dans un réacteur nucléaire en cas d'accident grave. Le budget, de 900 millions de francs environ, est cofinancé par EDF (25 %), la Commission des Communautés européennes (30 %) et par le Japon, les Etats-Unis, la Corée du Sud et le Canada (15 % au total).

Inventeur du vaccin contre la poliomyélite par voie orale

Le professeur Albert Sabin est mort

Le docteur Albert Bruce Sabin, américain, inventeur du vaccin contre la poliomyélite administré par voie orale, est décédé, mercredi 3 mars, à Washington, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Né le 26 août 1906 à Bialystok, aujourd'hui en Pologne orientale, Albert Sabin avait émigré aux Etats-Unis dès 1921. Après avoir suivi des études de médecine à New-York, il décroche son diplôme en 1931. Naturalisé américain, il est nommé assistant de recherche au Rockefeller Institute de New-York, où il commence ses travaux d'atténuation des virus de la poliomyélite.

En 1939, Albert Sabin intègre l'université de Cincinnati et devient professeur de pédiatrie en 1946. Consultant médical pour les maladies épidémiques au secrétariat d'Etat américain à la guerre, il devient membre du bureau épidémiologique des forces armées en 1963. Pendant la seconde guerre mondiale, le docteur Sabin travaille notamment sur d'autres maladies à virus, dont l'encéphalite et la dengue.

En 1957, il met au point un deuxième vaccin contre la poliomyélite, non plus injectable, contrairement au précédent inventé par le docteur Jonas Salk, mais

administrable par voie buccale. Outre sa simplicité d'emploi, ce nouveau vaccin trivalent - qui protège contre les trois virus responsables de la poliomyélite - est préparé à partir d'un virus vivant inactivé (alors que les vaccins de type Salk contiennent des virus tués). Il s'agit donc d'une immunisation naturelle.

Professeur honoraire de nombreuses universités à travers le monde, le docteur Sabin préside, entre 1970 et 1972, l'Institut des sciences Weizmann de Rehovot, en Israël. En janvier 1971, il reçoit du président Nixon la médaille du Mérite scientifique. Plus de quarante distinctions lui seront décernées pour ses recherches sur les maladies infantiles et les affections virales. Le «vaccin Sabin» lui survit, désormais recommandé par l'OMS.

L. F.

SPORTS

FOOTBALL : coupes d'Europe

La surprise d'Auxerre

L'AJ Auxerre a battu l'Ajax d'Amsterdam, 4-2, mercredi 3 mars, en quart de finale aller de la Coupe de l'UEFA. A égalité avec les Néerlandais, 2-2, après la mi-temps, les Auxerrois se sont imposés en fin de partie. Ils peuvent ainsi espérer éliminer l'Ajax à l'occasion du match retour à Amsterdam, qui aura lieu mardi 16 mars. En revanche, l'Olympique de Marseille s'est contenté d'un match nul décevant, 1-1, face à un CSKA Moscou hors de forme, à Berlin, lors de la troisième journée de la Ligue des champions.

Longtemps, Auxerre n'a pas eu besoin de la coupe d'Europe. Le club de Guy Roux inscrivait sa réussite dans des strictes limites hexagonales. Celle d'un football de

territoire et de débrouillardise qui faisait trébucher les grosses équipes du championnat de France. Les compétitions continentales ne constituaient qu'une récompense supplémentaire pour l'exploit du football français. Jusqu'à cette année, jusqu'à cette série récente de défaites en championnat, le club de l'AJ Auxerre de la cour des grands beaucoup plus tôt que d'habitude. Au sein de l'équipe, les joueurs les plus aguerris s'étaient mis à renâcler contre l'autoritarisme de leur entraîneur. A l'extérieur, les observateurs ironisaient sur l'incapacité chronique de l'AJA à concrétiser ses effets de surprise.

Auxerre avait donc besoin de la coupe d'Europe comme d'une session de rattrapage pour ses errements nationaux. Mercredi soir, dans un stade de l'Abbaye-Deschamps plein à craquer, Guy Roux a retremper sa légitimité dans le grand bain d'une victoire sur un grand d'Europe au terme d'une partie passionnante. Les Néerlandais de l'Ajax d'Amsterdam, précédés par la gloire de leurs prédécesseurs, avaient-ils sous-estimé ces «paysans bourguignons»? La formation la plus offensive d'Europe a été prise à son propre jeu. Les joueurs auxerrois ont construit leur succès en attaquant à nutance, et en jouant plus vite que l'adversaire. Leurs quatre buts sont une déclamation des plus beaux gestes du football : reprise de volée, coup franc dans la lucarne, corner rentrant et percé dans la surface de réparation. Auxerre a ainsi gagné le droit de réviser pendant deux semaines. En évitant d'oublier que, la saison dernière, le club avait déjà réussi un petit exploit en battant Liverpool, 2-0, avant de s'incliner face à la logique du football, lors du match retour.

J. Fe.

ÉTUDES

L'ingérence au-delà de l'humain

Dominique HEDIN

Approches de la sagesse de Levinas

Gérard MEHREBERGER

mars 1993 Le numéro : 50 F

14, rue d'Assas - 75006 PARIS - Tél. (1) 24 39 45 45

ou taper sur minitel : 36 15 SPÉTUDES

CULTURE

CINÉMA

L'échappée belle

Un cinéaste africain affirme sa personnalité d'auteur

SAMBA TRAORÉ
d'Irissa Ouedraogo

Une station-service. Un braquage. Des coups de feu, mort d'homme, un voleur qui s'enfuit dans la nuit. C'est un film noir ? Malgré le douteux calembour, oui. Dans une séquence d'ouverture en quatrième vitesse, le cinéaste de Yaaba et de *Tilal* projette son film de toutes les habitudes du cinéma africain. Lorsque, avec son butin, Samba se réfugie dans son village natal, au fin fond de la brousse sahélo-saharienne, Ouedraogo paraît retourner du même mouvement vers ses marques, ses ambiances et ses décors. Mais tout a changé : le récit, le ton, la technique. *Samba Traoré*, on le sait très vite, ouvre un nouveau chapitre dans l'histoire des films d'Afrique.

Avec sa mallette qui semble contenir une inépuisable fortune, Samba est roi au village. Il épouse la jolie fille jadis abandonnée pour partir à la ville, il tire des amis son vieux copain, construit avec lui une guinguette qui fait la joie des habitants, comble ses vieux parents et ravit les enfants. Mais, en quelques plans insérés dans cette chronique à tour humoristique, sensuelle et tendre, le destin veille, qui rattrapera le héros. Le destin,

pas la morale. Il ne s'agit jamais de : « Bien mal acquis, etc. », mais d'une malédiction plus ancienne et plus terrible.

Parce qu'il se place ainsi sous les auspices de la tragédie antique, Ouedraogo se retrouve naturellement dans les traces du grand film noir américain. Ces récits de rédemption impossible qu'étaient, par exemple, *J'ai le droit de vivre* de Fritz Lang ou *High Sierra* de Raoul Walsh. Irissa Ouedraogo réécrit ainsi un étonnant tour de force : son scénario est un archétype de grande série B, s'adaptant sans mal à n'importe quel continent, à n'importe quelle époque. A son service, une technique tranchant avec le brioillage et l'a-peu-près qui sont souvent le lot des films africains. « Technique » au sens des moyens matériels : la qualité des images, la sûreté des lumières, la précision du son sont irréprochables.

Mais aussi technique de la mise en scène, d'une grande maîtrise dans la combinaison de tonalités variées, dans le jeu des ellipses et des refraîchissements, dans la soudaine stylisation d'une scène en contrepoint d'un plan naturaliste. Et encore dans l'interprétation, dominée par la sobre intensité de Bakary Sangaré pour le rôle-titre, et la beauté

doucement rayonnante de Mariam Kaba - seul Abdoulaye Komboudry, dans le rôle du compère, se laisse aller à d'utiles grimaces.

Pourtant, Ouedraogo est trop cinéaste pour se contenter d'un mécanisme dramatique, qui, à l'instar des grands genres classiques américains (film noir, western ou comédie), repose uniquement sur des situations, sans une once de psychologie. Son regard de metteur en scène ancre naturellement ce canevas abstrait dans la réalité, dans la matière de l'Afrique. La chaleur est là, et la terre brute des murs, et les couleurs de la poussière, et la végétation, des costumes : toute cette « éhénir » documentaire sans laquelle *Samba Traoré* risquerait l'aspect d'un produit international dévialisé.

Une revendication de dignité

Le film pose pourtant d'intrigantes et nécessaires questions, nées de ce « classicisme » inspiré par Hollywood de la grande époque - moins inattendu qu'il n'y paraît : on se souvient de ce superbe plan large de cavaliers, dans *Tilal*, qui devait plus à John Ford qu'à Ousmane Sembène ou à Jean Rouch. Il inquiète peut-être

ceux qui, en Europe, comptent sur les cinéastes du continent noir pour insuffler sur les écrans une manière inédite de raconter les histoires.

Mais sa qualité technique traduit une revendication de dignité à l'égard du public africain, et ses choix de mise en scène une revendication de liberté envers ceux qui, ici, prétendent décider de ce qui doit se filmer en Afrique. Il y a beau temps qu'Irissa Ouedraogo, fût comme l'un des plus grands cinéastes africains et à ce titre couvert de récompenses (ce film-ci ne fait pas exception, avec son *Tanit d'argent* au Festival de Carthage et son *Ours d'argent* au Festival de Berlin), répète qu'il ne se soucie pas d'être un cinéaste africain, mais « seulement » un cinéaste.

Samba Traoré affirme que l'Afrique est plus riche encore, de paysages, de récits et de styles, que son cinéma peut et doit sortir de l'alternative réductrice dans laquelle il survit, entre « films de légende et tradition » et « pamphlets contre le colonialisme et ses avatars actuels ». En s'évadant de ce dilemme, Ouedraogo signe une manière de proclamation d'indépendance.

JEAN-MICHEL FRODON

Corps perdu

BODY
d'Uli Edel

Nous voici revenus à des plaisirs démodés : sortir entre amis, choisir le plus mauvais film possible, bûler de rire devant l'uniforme perfection du ratage. Parvenir à ce plaisir sans mélange suppose un scénario imbécile et content de lui : l'idée de *Body* tient sur le dos d'une pochette d'allumette. Une femme (Madonna) est accusée d'avoir fait mourir de plaisir son vieux amant. Le reste du film est consacré au procès de l'amante assassine, défendue par un avocat (William Dafoe) qui se laisse prendre dans ses rets. Autour du couple, on aperçoit un procureur émasculé (Joe Mantegna), l'ex-secrétaire-maîtresse de la victime (Anne Archer), l'épouse de l'avocat (Julianne Moore), qui viennent meubler les intervalles qui séparent les duos sado-masochistes Madonna-Dafoe.

On aura remarqué que - à l'exception de Madonna - la distribution réunit des acteurs qui ont été au moins compétents, parfois éblouissants, en d'autres circonstances. Pas ici. La faute en revient évidemment à Uli Edel (*Moi, Christiane F.*, *Last Exit To Brooklyn*), l'homme qui signe la mise en scène (7). Joe Mantegna se contente de ne rien faire, il s'en tire mieux que William Dafoe, qui - conscience professionnelle ? - se force à quelques effets risibles.

A sa décharge, il a pour partenaire une créature échappée de chez M. Tassard, dont la physionomie évoque vaguement une chanteuse pop, autrefois populaire. Madonna, prise dans la représentation qu'elle se fait d'elle-même, ne provoque plus rien que la peur du vide.

T. S.

Jorge
CAMACHO

"Histoire de Chaman"

4 mars - 30 avril
1993

Vallois

36 RUE DE SEINE
75004 PARIS
Tél 43 29 51 15
Fax 43 29 90 73

Les archives d'un visionnaire

Les manuscrits d'Abel Gance dispersés à Drouot



Abel Gance en *Christ martyrisé* dans *la Fin du monde*

Les pouvoirs publics avaient été déçus de ne pouvoir s'entendre avec Nelly Kaplan, détentrice des archives d'Abel Gance, qui les faisait disperser, mercredi 3 mars, à l'Hôtel Drouot. Aussi, du manuscrit de sa première *Légende dramatique* en quatre actes et en vers (1908) aux 257 photos prises sur le tournage d'*Austerlitz* (1960), l'état s'est manifesté tout au long de la vente par des préemptons massives.

En deux heures et demie, 298 numéros étaient vendus, pour un total de 1,8 million de francs. La Bibliothèque nationale (BN), la Direction du livre (DDL) et la Direction des musées de France (DMF) devaient débours, à eux seuls, 1,5 million de francs. Aucune pièce importante n'a échappé à leur vigilance. Il faut dire que les enchères ne valaient pas très haut. Les institutions étrangères, préventivement découragées par l'interdiction de sortie du territoire des éléments les plus importants de la vente, étaient absentes.

C'est ainsi que la BN a pu acheter, 300 000 francs, un ensemble de 19 carnets autographes qui cou-

rent de 1914 à 1928. Ils constituent un véritable journal de travail du cinéaste où, à côté de ses projets, il note les progrès de sa vie sentimentale, ses jugements critiques et ses rencontres avec des contemporains. Une cinquantaine de scénarios « muets » - tournés ou non - ont été préemptés par la BN : *Les morts reviennent-ils ?* (2 500 F), *Hamlet* et *Orphée* (4 000 F), *L'Aluminate* (2 500 F), *Rose du ciel ou la parole des étoiles* (2 000 F), *La Vierge du sang* (2 800 F), *Le Fou de la falaise* (9 000 F), *L'Héroïsme de Paddy* (7 000 F), *Maier Dahnraus* (40 000 F).

La DDL récupérera le copieux manuscrit autographe de *la Roue* (200 000 F), pour la Cinémathèque, avec la plupart des scénarios des films parlants, et les trouvailles techniques de l'inventeur du Magima, sans oublier au passage les pièces qui concernent le cinéaste Jean Epstein, un proche d'Abel Gance.

Le manuscrit autographe de *Napoleon* a été retenu par la DMF (100 000 F). Il devrait aller à la Bibliothèque nationale Marmottan en compagnie d'un vibrant *Appel aux artistes* et à tous les collaborateurs de « *Napoleon* » (9 500 F). En revanche, 490 pages « tapuscrites » du même scénario ont été revendues à 350 000 F. Les amateurs ont dû se contenter de quelques photos, ouvrages dédiés et manuscrits de second plan, abandonnés par les établissements nationaux. M. Eric Buffetaud, le commissaire-priseur qui tenait le marteau, a souligné « la reconnaissance par l'Etat français du génie d'Abel Gance ». Reconnaissance faite à bon compte.

EMMANUEL DE ROUX

Deux sans trois

SARAFINA
de Darrell James Rood

Au début était un spectacle musical de Mbongeni Ngema, inattendu : dans l'Afrique du Sud d'avant la libération de Nelson Mandela, la vie sous le régime de l'apartheid et le sanglant soulèvement de Soweto vu par des écoliers (le Monde du 26 octobre 1989).

Derrière le grillage encerclant la salle de classe, les musiciens de l'orchestre de Hugh Masekela, juchés sur des tanks et portant l'uniforme, entraînaient parfois dans l'action, incarnant qui un militaire, qui un Nc. On ne quittait pas la salle de classe mais l'ouï était dit, tout était donné à ressentir : l'absurdité, la douleur, l'espoir et, malgré tout, l'innocence. A Johannesburg, puis à New-York, *Sarafina* fut un triomphe.

Puis vint *Voices of Sarafina*, un documentaire de l'Anglais Nigel Noble. La vie des interprètes de *Sarafina* à New-York, l'écho, dans le spectacle, de leurs expériences personnelles. Avec, en prime, une rencontre-surprise avec Myriam Makeba, mythe à la fois artistique et politique. Surnommée « Mamma Africa », Makeba vivait en exil depuis plus de vingt ans ; il était interdit, en Afrique du Sud, de prononcer son nom.

Enfin *Sarafina* - le film. Profitant du vent de libéralisation qui commence à souffler sur l'Afrique du Sud, l'intrigue est réaménagée : Myriam Makeba, enfin de retour, devient la mère de Sarafina (Leleti Kumalo), Wbnopi Goldberg reprend le rôle (en ar) de la maîtresse d'école - ce qui permet sans doute l'entrée dans la production d'un financement américain - et les scènes de Soweto sont méticuleusement reconstituées. Ratage d'un triomphe.

Darrell Rood, cinéaste dont la « patte » s'apparente à celle d'un Oliver Stone, ne réussit ni le mélange des tons ni le passage de l'un à l'autre. A son affaire dans les scènes de soulèvement, il est, de toute évidence, mal à l'aise dans les séquences musicales. Vu le contexte local, *Sarafina* est sans doute une entreprise de salubrité publique. Mais les bonnes œuvres ne font pas forcément les grandes œuvres.

HENRI BEHAR

ATTENTION
MATTA
GRAVURES
ET LIVRES
COLLECTION DE MONSIEUR EPHISE
24 FÉVRIER - 10 MARS 1993
7, QUAI MALAOUAIS
PARIS 6
Tél. 43 26 86 06
Fax 43 26 02 08

ARTS

Mélange des genres

Dessins d'un côté, estampes de l'autre, le Grand Palais veut attirer des collectionneurs de toutes espèces

A gauche, en entrant dans la nef du Grand Palais, se tient la septième session du SAGA, Salon des œuvres originales à tirage limité - c'est sa définition officielle - paradis annoncé de l'amateur d'estampes contemporaines. A droite, on trouve le troisième Salon du dessin de collection, dessin ancien et moderne, ils voisinent pour la première fois. La sanguine rejoint l'eau-forte, la pierre noire la pointe sèche, l'encre de Chine l'encre d'imprimerie.

Jusqu'à présent, le Salon du dessin de collection se tenait à l'Hôtel Georges-V, dans les beaux quartiers où logent sans doute ces riches amateurs. Et il ne traitait que des siècles passés, particulièrement du Siècle des Lumières, d'ant des marchands tels que Didier Aaron, Marianne Roland-Michel et Patrick Perrin sont d'émulents spécialistes. Cette fois, grâce à quelques galeristes-missionnaires, Michel Durand-Dessert, Marwan Hoss et Yvon Lambert, il a cessé d'oublier l'art d'aujourd'hui.

Cet élargissement, qui, dit-on, offusquerait quelques esprits conservateurs, a cependant d'excellents effets. Il suscite des rapprochements instructifs, il suggère des parallèles inenvisagés. D'un stand à l'autre, Gérard Garouste et Pierre Bonnard se saluent. Ce qu'ils ont en commun ? La dextérité du trait, la fantaisie de l'invention, les emuleurs aigres, la recherche de l'élégance.

Préférez-vous des paysages ? Il y en a de Claude Lorrain, de Suver, de Baucher, d'Hubert Robert, d'Isabey, de Rousseau, d'Harpignies, de Monel, de Bonnard encore, remarquablement représentés par plusieurs galeries. Des nus ? Voyez ceux de Palma le Jeune et d'Henri Malisse, de Suzanne Valadon et de Jacques Villon.

MUSIQUES

La première scène d'Art Mengo

Le jeune chanteur toulousain introverti tente de s'imposer en public

ART MENGÓ

au Casino de Paris

Après un premier album méritant et une Vieillesse de la musique - catégorie révélation - méritée, Art Mengo a essayé l'an passé sa réputation d'espoir avec *Guerre d'Amour*, paru chez Columbia. Il révélait, sous une apparente timidité, du style, étonnamment de style. De ces chansons un peu lasses composées avec Patrice Guiraud, Art Mengo savait tirer des formes particulières, de lui seul connues. Une sorte d'élongation de la phrase musicale, un art de la répétition mélodique, de la scansion en douceur de mots simples. De plus, le chanteur toulousain n'a une voix, raupeuse, chaude, qui permet de rouler un peu de la gorge tout en portant loin.

Intraverti, malgré des airs de maçon compétent et rieur, Art Mengo a traduit les envies (l'amour), la lucidité (la mort), et les rêves (Dieu ? le bien-vivre ? l'art ?) d'une génération partagée entre la crise, la révolte à petit feu, et le cocooning.

Gina, *Nous nous désolons*, *Guerre d'Amour* sont de très belles chansons, où l'on sent la présence d'une culture musicale construite à l'image du personnage : latine pour le ton, française pour la forme, rock pour l'habillage. Restait la dure épreuve de la scène. Art Mengo était un artiste de studio, il lui fallait s'exposer. Il le disait, il était un des nouveaux artistes français les plus attendus au tournant.

Il prit donc son temps, plusieurs mois, avant d'arriver au Casino de Paris, les 2 et 3 mars. Mais le temps ne fait pas toujours l'expérience. Dans l'album, les arrangements jouaient d'un art consommé de la glissade harmonique, des accords dérangeants percés au juste bord de la dissonance, et de la symbiose entre synthétiseurs, guitares acoustiques et voix. Ces effets sentis, pensés, réfléchis n'étaient guère faciles à rendre en scène. Il fallait, pour y parvenir, rester libre.

Ne négligez ni les allégories théâtrales du dix-septième siècle italien ni les scènes de genre du dix-huitième français, les petits maîtres romantiques, ni Delacroix, ni Degas, ni Gauguin, ni l'avant-garde russe, ni les portraits cubistes de Marcoussis et de Metzinger, ni Gnanze, ni Hélène. Déambulez, allez et venez. Mêle les époques, les styles, les motifs, les techniques, car tel est le premier mérite de ce *Salon intime* et coïssu : rendre manifeste la force du beau dessin.

Le SAGA ne supporte pas sans peine la comparaison. Il serait même prudent de le visiter avant de se rendre chez son trop puissant voisin, afin d'éviter une déstabilisation. Les œuvres de qualité ne font pas cubistes de Braque et Picasso chez Berggruen, belles gravures de Brauner et de Messagier chez Ariane Bonnet, lithographies rutilantes de Sam Francis chez Jean Fournier, tirages récents d'Alberola chez Item et chez Linard et de Kaunellis chez Daniel Lehan.

Elles ne suffisent pas à compenser l'absence d'estampes hantées et criardes, sous-produits de série qui n'ajoutent rien à la gloire du genre. Plus de sévérité dans la sélection des expositions et le choix de la qualité des œuvres contre le nombre ne seraient pas inutiles si le SAGA entend se défendre contre l'affaiblissement qui le menace.

PHILIPPE DAGEN

► Salon du dessin de collection et SAGA, Grand Palais, avenue Winston-Churchill, 75008 Paris. Jeudi 4 et vendredi 5 mars de 12 heures à 22 heures, samedi 6 et dimanche 7 de 10 heures à 19 h 30, lundi 8 de 12 heures à 19 h 30.

Art Mengo aurait pu réussir - il le prouve fait bien au moins à deux reprises. On l'entend alors seul au piano, relayé en douceur par un guitariste nocturne comme un Carlos Santana, - n'était cette fâcheuse tendance à vouloir habiller les jeunes espoirs de la chanson française de hardes conventionnelles. Pour sa première prestation scénique d'envergure, Art Mengo est donc entré dans le moule du rythme à deux temps d'un rock gentil. Le batteur fait office de hache dans cette entreprise de casse concertée. La basse suit et les claviers s'éteignent. Finis les vols planés. Pas un souffle.

S'estompé ainsi la vix de Michel - Art Mengo est l'anagramme de son nom de famille, mais le public n'ayant pas son prénom, - son originalité, son sens du crescendo, du swing allongé. Lui, plus déconstruit que prévu, papote. En Espagne, dit-il, le deuil se porte longtemps, brutalement : l'amour est un parti pris. Au cours de cette longue traversée du binaire superflu, Art Mengo, le chanteur, le jeune homme d'opinion, le musicien prometteur, n'a pas cessé d'exister. Il lui faudra à présent s'imposer.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

► Album : *Guerre d'Amour*, 1 CD Columbia 471279.

► Marc Minkowski remplace René Jacobs au Centre de musique baroque de Versailles. - Le jeune chef français Marc Minkowski vient d'être choisi pour diriger le Studio Versailles-Opéra, atelier lyrique du Centre de musique baroque de Versailles, en remplacement du contre-ténor et chef d'orchestre belge René Jacobs. Il prendra ses fonctions en septembre 1993. Nommé pour deux saisons, Marc Minkowski sera assisté par la soprano française Rachel Yakar, qui reste codirectrice artistique du Studio. René Jacobs, pris par ses activités internationales, a cependant accepté de continuer à y enseigner.

CULTURE

THÉÂTRE

Pour la mort d'un enfant

La lucidité salutaire d'Edward Bond, le courage du metteur en scène Bruno Boëglin

JACKETS
OU LA MAIN SECRÈTE

Qu'est-il de plus insupportable que la mort d'un enfant ? Edward Bond, auteur dramatique anglais, de toute première importance, n'en finit pas de s'interroger, au prix d'une douloureuse introspection, sur le sacrifice, et son cortège infini, le meurtre des violences. Sa pièce la plus connue et la plus jouée, *Sauvés* (1965) fit scandale en Angleterre et fut interdite en France. Il est, en fait, un homme d'un envergure et d'un talent d'un philosophe, une réflexion, sans beaucoup d'équivalence depuis le siècle de Shakespeare, sur les rouages de la violence.

L'actualité la plus récente a porté sur la scène du réel ce qui aurait dû rester, si on avait su l'entendre, le fantasme effrayant d'un écrivain

simplement lucide. James Bugler, deux ans, est mort sous les coups de deux adolescents de Liverpool un jour de février 1993. Aujourd'hui, M. John Major a réagi : « Je voudrais que le public lance une croixade contre le crime et change son attitude, passant de l'indulgence pour le crime à la considération pour la victime ». Vingt-huit ans plus tôt, Edward Bond avait témoigné. Dans l'indifférence d'une Angleterre alors en pleine croissance. Il ne s'en était d'ailleurs pas tenu à ce premier avertissement, menant de pièce en pièce, avec le soin d'un enquêteur et le talent d'un philosophe, une réflexion, sans beaucoup d'équivalence depuis le siècle de Shakespeare, sur les rouages de la violence.

Il y eut donc Régy, Georges Wilson au TNP juste avant lui, et Patrice Chéreau qui nous offrit, splendide, le *Leur* de Bond en 1975.

Et puis plus rien avant le milieu des années 80 et la venue à Paris de la Royal Shakespeare Company, en conflit ouvert avec le théâtre français, manifestant fermement que quelques Anglais étaient toujours capables de révolte. Depuis, les œuvres d'Edward Bond sont régulièrement portées à la scène.

Après nous avoir donné *Roberto Zucco*, la dernière pièce de Bernard-Marie Koltès, il y a deux ans, Bruno Boëglin présente donc aujourd'hui la dernière pièce d'Edward Bond, *Jackets* ou la main secrète, nouvel avertissement sans frais au monde des puissants. Rien d'étonnant dans ce passage de Zucco à *Jackets*, tant le coussinet est net entre ces deux auteurs d'exception.

Les armes
de la cruauté

Jackets est composé de deux pièces, intimement liées l'une à l'autre. La première partie nous entraîne au cœur du Japon, au dix-huitième siècle. Dans un village de montagne, un jeune garçon, à la demande de ses parents, se donne en sacrifice pour sauver la vie de son aîné, Edward Bond : « Pour quel un lentement... Tranche sa gorge... Fais rentrer ses cris vivants dans son chœur marie ! Rien n'est cruel, rien n'est mal si cela doit sauver le prince ! » Le garçon aura la tête tranchée par un sabre. La seconde partie a pour cadre l'Angleterre contemporaine. Un officier cherche dans ses troupes un jeune soldat suffisamment crédule pour le sacrifier sur l'autel de la lutte contre le terrorisme. Une mise en scène réussie de sa mort permettrait de lancer une vaste action de répression. Edward Bond : «... mais nous avons besoin d'un soldat mort. Alors, nous pourrions procéder à des patrouilles des arrestations massives, des internements sans procès, utiliser de nouvelles armes... La situation tout entière s'en trouverait améliorée. Les hommes ont-ils besoin d'un soldat mort ? Le jeune soldat se suiciderait. Là-bas, si loin, ici, tout près, la mort comme bras armé de la raison d'Etat qui briserait la raison.

Chacun de ces affrontements a pour cadre des familles humbles : la paysannerie jadis ; le prolétariat urbain, la banlieue aujourd'hui, qui doivent se battre pour se ouvrir, se voir et essayer de vivre. Dans chacun de ces univers, la souffrance est le lot commun, le seul trait d'union, l'unique mode de communication. Les corps sont des fardeaux, les paroles des cauteaux. Hommes ou femmes, jeunes ou vieux, tous paraissent le plus petit encreur d'une machine impitoyablement huilée. Cette machine qui existe en chacun de nous. Car tous ces gens, tous, esclaves et maîtres, sont de chair et de sang, de courage

et de lâcheté, capables de coups d'éclat comme de coups effroyablement tordus.

Si Edward Bond les trace dans leurs maisons, dans la rue, jusque dans une morgue, c'est pour leur donner, qu'il arrive, la parole, parole dont on a toujours voulu les priver, et jusqu'à ne pas hésiter, aujourd'hui comme hier, à la leur ôter. Combattant contre l'aliénation, contre la cruauté, il se sert sans pitié des armes de l'aliénation et de la cruauté contre les victimes elles-mêmes, d'abord, en quête d'un sur-saut, puis contre ceux qui les ont forcées. Edward Bond écrit avec *Jackets* une nouvelle page du grand livre universel de la tragédie, extraordinairement barbare, extraordinairement civilisée aussi. Cette pièce le hisse à l'essentiel du théâtre.

Bruno Boëglin ne s'y est pas trompé, il aborde l'œuvre de front, dans sa globalité, avec sa propre folie, scrupuleusement attentif aux mots, plus incertain sur les rythmes mais toujours d'une invention bouleversante. Il a réuni pour *Jackets* une troupe cohérente de vingt et un acteurs, figurants et enfants, amenés par Patrice Kerbrat, Laurent Schilling, Michèle Goddet, Martine Schambacher et Marie-Paule Laval. Pas un seul petit rôle ici, chacun est à sa place, intelligent, juste, solidaire. Aux côtés de Bruno Boëglin, la traductrice Malika B. Durif (1), auteur d'un texte français incontestable et beau pour lequel le chanteur et compositeur Khalid a écrit une partition et des textes à l'unisson.

Les décors de Christian Fenouillet, qui s'est fait une spécialité d'imposantes toiles peintes, sont à classer à la rubrique de l'art contemporain. Dans la lignée de l'abstraction, il compose des univers tantôt éloignés, tantôt chavirés par le désir d'évasion, l'explosion des couleurs. Dans ce cadre, les costumes de Jacques Schmidt et Emmanuel Peduzzi, qu'ils respectent les canons classiques ou orientaux ou qu'ils dépassent la mesure d'aujourd'hui, sont une nouvelle fois splendides. Tout dans ce spectacle concourt à la réussite d'une aventure à hauts risques, d'une œuvre peu usitée.

OLIVIER SCHMITT

(1) Le texte de la pièce, comme celui de la *Compagnie des hommes et l'Enfer*, deux précédentes pièces d'Edward Bond, a paru aux Éditions de l'Arche, 108 pages, 75 F.

► Coproduction de Novothéâtre, du Théâtre de la Ville et du TNP de Villeurbanne, où la pièce a été créée le 12 janvier dernier. Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 75004 Paris. Jusqu'au samedi 27 mars à 20 h 30. Dimanches 14 et 21 mars à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77. De 85 F. à 130 F.

PHILATÉLIE

Une princesse
américano-monégasque

L'Office des émissions de timbres-poste de la principauté de Monaco procède au compte-gouttes à l'émission de la première partie de son programme philatélique 1993. Ainsi, après la parution d'un timbre à 2,50 F pour le XVII^e Festival du cirque de Monte-Carlo, le 5 janvier, ont suivi :

— le 15 février, un bloc réunissant quatre valeurs à 5 F sur les « Quatre saisons de l'amandier » ; un bloc de quatre valeurs à 4 F, 5 F, 6 F et 7 F consacrées à des oiseaux de la Méditerranée (*Balaenoptera physalus*, *Balaenoptera aculeorostria*, *Phaethon rubricauda* et *Ziphius cavirostris*) ; une série sur les rapaces du Mercantour comprenant le cinquantenaire de Jean le Blanc (3 F), le faucon pèlerin (3 F), le hibou grand-duc (4 F), le bondrée épervier (5 F) et le chouette de Tengmalm (6 F) ;

— le 1^{er} mars, trois timbres à l'occasion du XXV^e Concours international de bouquets (3,40 F), du X^e Festival de théâtre amateur (4,20 F) et de la Journée mondiale de la protection civile (6 F).

Enfin, en forme de première pour Monaco, l'Office des émissions procèdera, le 24 mars, à l'émission conjointe avec la poste américaine d'un timbre à l'effigie de la princesse Grace — 5 F pour Monaco, 29 cents pour les États-Unis. À la même date devraient paraître trois timbres pour le X^e Open de golf, l'Exposition canine de Monte-Carlo (2,20 F chacun) et le X^e Biennale des antiquaires, joailliers et galeries d'art (7 F).

Enfin, le 4 mai, sont programmés les deux timbres de la série « Europa » à 2,50 F et 4,20 F en feuilles ou en bloc ainsi qu'un carnet de huit timbres d'usage courant.



des cactus, dont la valeur à 2,50 F reste à confirmer.

P. J.

► Pour tout renseignement : Office des émissions de timbres-poste, 2, avenue Saint-Michel, MC 98030 Monaco Cedex. Tél. : 93-50-22-22.

► Hommage : ce n'est pas un timbre mais... à noter qu'Eugène Lacaze a dessiné et gravé le portrait de la princesse Grace, en son hommage, au format d'un timbre-poste. Il dispose de quelques épreuves tirées d'après le poinçon, disponibles pour les philatélistes au prix de 100 F (+ port), tirage limité à une centaine d'exemplaires (Eugène Lacaze, 11, rue Saint-Amerin, 68200 Mulhouse).

Rubrique réalisée

par la rédaction de mensuel le Monde des philatélistes, 1, place Hubert-Benoît-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex ; téléphone : (1) 49-60-33-28, télécopie : (1) 49-60-33-29. Spécimen récent sur demande contre 15 F en timbres.

En filigrane

► Le Monde des philatélistes de mars. — La couverture du Monde des philatélistes de mars est consacrée à la conquête des pôles et donne l'occasion à Serge Zeyons d'en faire un historique illustré par les cartes postales. Ainsi, les plus anciennes cartes à thème polaire remontent à 1898 et furent éditées à l'occasion du voyage de Fram de Nansen au pôle Nord. En France, Chercot, bien sûr, tient la vedette. Complétant ce dossier, Lucien Joffe recense timbres et enveloppes témoignant de la présence de la Suède en Arctique.

Fort présence animale dans ce numéro avec quatre pages sur les espèces menacées retenues par l'administration postale des Nations unies pour douze timbres émis le 3 mars ainsi qu'un sujet sur l'année du Coq...

Autres sujets traités dans ce numéro : faut-il investir dans les carnets ; Chenonceaux : un timbre pour l'Amérique ; les fleuves du Secours national ; les timbres-poste, matériau de l'histoire. A noter, enfin, l'apparition d'une rubrique « Poste aux armées » et une pochette-cadeau de la poste d'Irlande (le Monde des philatélistes, 80 pages, en vente en kiosques, 25 F).

► Carnets « philatelistiques ». — Michel Hosszu lance une nouvelle collection : après les « timbres d'artistes », les carnets « philatelistiques », une série

sur les œuvres et les peintres qui ont marqué le vingtième siècle. Le premier carnet (vingt-trois vignettes) retrace l'histoire de Guernica. Renseignements : M. Hosszu, 6, cour Saint-Eloi, 75012 Paris.

► Livres. — Paru aux éditions Ueborne dans la collection « Guides-Loisirs », le *Jeune Philatéliste*, traduction d'un ouvrage édité en Angleterre en 1981, permet aux huit-quinze ans de s'initier à la philatélie en 36 pages (vente en librairie, 55 F).

Histoire, économie, droit des métiers de l'objet ancien ; foires et brocantes région par région ; revue d'une trentaine de collections... Les éditions Alédin publient un guide destiné aux amateurs d'objets anciens et de collection : le *Guide européen du chineur*. Une mine d'informations (530 pages, 98 F + port 17 F, auprès d'Alédin, 7, rue Jean-Mermoz, 78000 Versailles, ou en kiosque).

► Vente. — Bons résultats des ventes sur offres Roumet (Paris, tél. : (1) 47-70-00-56) de janvier et février. En vedette, un quart de 60 c rose Empire lauré sur enveloppe d'Amancey de 15 avril 1871, départ 175 000 F, à l'arrivée 244 913 F. A noter les 127 500 F (départ 30 000 F) atteints par une collection d'outre-mer de 1850-1900.

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 46 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 46 00 20 17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. Exposition le matin de la vente.
Régisseur C.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 83 12 68.

SAMEDI 6 MARS

S. 9 - Tableaux modernes. - M^{re} ROGÉEN.

LUNDI 8 MARS

S. 4 - Antiquités préhistoriques. - M^{re} RIBEYRE, BARDN.
S. 6 - Dessins XIX^e. - M^{re} BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.
S. 7 - 14 h 15. Bons meubles, Objets mobiliers. - M^{re} ADER, TAJAN.
Expo. le 6 mars 11 h/18 h.
S. 12 - Armes à feu, Orfèvrerie et bijoux. - M^{re} CHAMBELLAND, GILFERT, VEVAC, DOUTREBENTE, T. 45-22-30-13.
S. 15 - Objets de curiosité. Mobilier. ARDLE (M^{re} OGER, DUMONT).

MERCREDI 10 MARS

S. 4 - Tableaux anciens et modernes. Bijoux. Meubles. - M^{re} CARDINET-KALCK.
S. 7 - Meubles et objets d'art. Tableaux. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 14 - Tableaux. Bijoux. Meubles. - M^{re} BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.

JEUDI 11 MARS

S. 9 - 14 h 15. JUDAÏCA. - M^{re} ADER, TAJAN, M. Shapiro, expert. Expo. le 10 mars 11 h/18 h.

VENDREDI 12 MARS

S. 1 - Art nouveau. Art déco. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 6 - Estampes des XIX^e et XX^e siècles. Art nouveau. Art déco (affiches, verrerie, objets d'art, mobilier). - M^{re} AUDAP, GODEAU, SOLANET.

SAMEDI 13 MARS

S. 12 - Affiches d'outre-mer. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

ADER, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-57-57.
CARDINET-KALCK, 17, rue Le Peletier (75009), 48-24-06-11.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-66-61-16.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-66-96-93.
PICARD, 5, rue Drouot (75009), 47-70-17-22.
RIBEYRE, BARON, 5, rue de Provence (75009), 42-45-00-77.
ROGÉEN, 16, rue Mihaud (75009), 48-78-81-06.

MAISON DE LA CHIMIE
28, rue Saint-Dominique, Paris 7^e

DIMANCHE 7 MARS à 14 h 30
TABLEAUX, SCULPTURES, OBJETS D'ART ET DE
TRES BEL AMEUBLEMENT DES RÉSIDENCES
FRANÇAISES DE FEU MONSIEUR M.

M^{re} PICARD, commissaire-priseur.
M. Patrick de Bultet - Cabinet Appap, expert.
Expo. Maison de la Chimie, les 5 et 6 mars 11 h/21 h.

Collection de Son Excellence
Ilhamy Hussein Pacha
(Vente après décès)

A MONACO
SPORTING D'HIVER DE MONTE-CARLO
DIMANCHE 14 MARS à 15 h

ET SUR PLACE A SAINT-JEAN-CAP-FERRAT
VILLA « BATA DEI FIORI »
(69, AVENUE DENIS-SEMARIA)
LUNDI 15, MARDI 16, MERCREDI 17,
JEUDI 18 MARS à 14 h 30

Exceptionnel ensemble de meubles. Objets d'art.
Porcelaines. Porcelaines mnnées. Tableaux modernes.
Tableaux anciens. Orfèvrerie ancienne. Haute époque.
Tapisseries. Tapis. Art islamique. Extrême-Orient.
Sculptures de jardin et divers...

Expo. Pub. : à Saint-Jean-Cap-Ferrat
Villa « Bata dei Fiori »
(69, avenue Denis-Semaria), samedi 6 mars 11 h/20 h,
dim. 7, lundi 8 mars 11 h/19 h, mardi 9 mars 11 h/18 h,
vend. 12 mars 11 h/19 h, sam. 13 mars 11 h/20 h,
dim. 14 mars 11 h/19 h.

à Monaco - Sporting d'Hiver - vend. 12 et sam. 13 mars
de 11 h à 22 h.

M^{re} ADER, TAJAN, commissaires-priseurs.
Pour tous renseignements, veuillez contacter
Catherine Yachet. Tél. : 93-01-01-30 - Fax : 93-01-04-70.

William Shakespeare
henry VI

mise en scène
Stuart Seide
5 mars-10 avril 1993

Odön von Horvath-Hermann Ungar
le belvédère-la tonnelle

mise en scène
Agathe Alexis
5 mars-10 avril 1993

théâtre de gennevilliers
centre dramatique national
direction bernard schel
41, avenue des grésillons
92230 gennevilliers
47 93 26 30

biennale

nationale de danse du Val-de-Marne

4, 5, 6, mars

Odile Duboc Projet de la matière
(création)

tél : 49 80 18 88

THEATRE

DU MER. 3 AU SAM. 27 MARS A 20H30 • DIM 14, 21, 16H
JACKETS
ou la main secrète
EDWARD BOND
mise en scène Bruno Boëglin
musique Khalid

du Japon du XVIII^e siècle
à l'Angleterre d'aujourd'hui,
l'innocence manipulée...
rire et larmes... calme et fureur...



création française

2 PL DU CHATELET - LOC. 42 74 22 77

مكتبة الفنون
مكتبة الفنون

**Centre
des-Pompidou**

Musée d'Orsay

Palais du Louvre

Musée d'art moderne

Grand Palais

Galerie nationale

MUSÉES

11

1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100. 101. 102. 103. 104. 105. 106. 107. 108. 109. 110. 111. 112. 113. 114. 115. 116. 117. 118. 119. 120. 121. 122. 123. 124. 125. 126. 127. 128. 129. 130. 131. 132. 133. 134. 135. 136. 137. 138. 139. 140. 141. 142. 143. 144. 145. 146. 147. 148. 149. 150. 151. 152. 153. 154. 155. 156. 157. 158. 159. 160. 161. 162. 163. 164. 165. 166. 167. 168. 169. 170. 171. 172. 173. 174. 175. 176. 177. 178. 179. 180. 181. 182. 183. 184. 185. 186. 187. 188. 189. 190. 191. 192. 193. 194. 195. 196. 197. 198. 199. 200. 201. 202. 203. 204. 205. 206. 207. 208. 209. 210. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218. 219. 220. 221. 222. 223. 224. 225. 226. 227. 228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. 236. 237. 238. 239. 240. 241. 242. 243. 244. 245. 246. 247. 248. 249. 250. 251. 252. 253. 254. 255. 256. 257. 258. 259. 260. 261. 262. 263. 264. 265. 266. 267. 268. 269. 270. 271. 272. 273. 274. 275. 276. 277. 278. 279. 280. 281. 282. 283. 284. 285. 286. 287. 288. 289. 290. 291. 292. 293. 294. 295. 296. 297. 298. 299. 300. 301. 302. 303. 304. 305. 306. 307. 308. 309. 310. 311. 312. 313. 314. 315. 316. 317. 318. 319. 320. 321. 322. 323. 324. 325. 326. 327. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335. 336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. 343. 344. 345. 346. 347. 348. 349. 350. 351. 352. 353. 354. 355. 356. 357. 358. 359. 360. 361. 362. 363. 364. 365. 366. 367. 368. 369. 370. 371. 372. 373. 374. 375. 376. 377. 378. 379. 380. 381. 382. 383. 384. 385. 386. 387. 388. 389. 390. 391. 392. 393. 394. 395. 396. 397. 398. 399. 400. 401. 402. 403. 404. 405. 406. 407. 408. 409. 410. 411. 412. 413. 414. 415. 416. 417. 418. 419. 420. 421. 422. 423. 424. 425. 426. 427. 428. 429. 430. 431. 432. 433. 434. 435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. 443. 444. 445. 446. 447. 448. 449. 450. 451. 452. 453. 454. 455. 456. 457. 458. 459. 460. 461. 462. 463. 464. 465. 466. 467. 468. 469. 470. 471. 472. 473. 474. 475. 476. 477. 478. 479. 480. 481. 482. 483. 484. 485. 486. 487. 488. 489. 490. 491. 492. 493. 494. 495. 496. 497. 498. 499. 500. 501. 502. 503. 504. 505. 506. 507. 508. 509. 510. 511. 512. 513. 514. 515. 516. 517. 518. 519. 520. 521. 522. 523. 524. 525. 526. 527. 528. 529. 530. 531. 532. 533. 534. 535. 536. 537. 538. 539. 540. 541. 542. 543. 544. 545. 546. 547. 548. 549. 550. 551. 552. 553. 554. 555. 556. 557. 558. 559. 560. 561. 562. 563. 564. 565. 566. 567. 568. 569. 570. 571. 572. 573. 574. 575. 576. 577. 578. 579. 580. 581. 582. 583. 584. 585. 586. 587. 588. 589. 590. 591. 592. 593. 594. 595. 596. 597. 598. 599. 600. 601. 602. 603. 604. 605. 606. 607. 608. 609. 610. 611. 612. 613. 614. 615. 616. 617. 618. 619. 620. 621. 622. 623. 624. 625. 626. 627. 628. 629. 630. 631. 632. 633. 634. 635. 636. 637. 638. 639. 640. 641. 642. 643. 644. 645. 646. 647. 648. 649. 650. 651. 652. 653. 654. 655. 656. 657. 658. 659. 660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 667. 668. 669. 670. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677. 678. 679. 680. 681. 682. 683. 684. 685. 686. 687. 688. 689. 690. 691. 692. 693. 694. 695. 696. 697. 698. 699. 700. 701. 702. 703. 704. 705. 706. 707. 708. 709. 710. 711. 712. 713. 714. 715. 716. 717. 718. 719. 720. 721. 722. 723. 724. 725. 726. 727. 728. 729. 730. 731. 732. 733. 734. 735. 736. 737. 738. 739. 740. 741. 742. 743. 744. 745. 746. 747. 748. 749. 750. 751. 752. 753. 754. 755. 756. 757. 758. 759. 760. 761. 762. 763. 764. 765. 766. 767. 768. 769. 770. 771. 772. 773. 774. 775. 776. 777. 778. 779. 780. 781. 782. 783. 784. 785. 786. 787. 788. 789. 790. 791. 792. 793. 794. 795. 796. 797. 798. 799. 800. 801. 802. 803. 804. 805. 806. 807. 808. 809. 810. 811. 812. 813. 814. 815. 816. 817. 818. 819. 820. 821. 822. 823. 824. 825. 826. 827. 828. 829. 830. 831. 832. 833. 834. 835. 836. 837. 838. 839. 840. 84

ENTRES CULTURELS

100

1

l.l.). et lun. matin et dim. de 10 h à
18 h 30. Jusqu'au 9 mars.

Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard
42-71-20-50]. Jusqu'au 20 mars.

LOUISE DAHL-WOLFE, Galerie Agathe

W. J. Maignon (42-99-16-16). Jusqu'au

free-vol. Galerie Ourand-Oesser,
8 rue de la Harpe (48-06-92-23). Jusqu'au

PORTRAITS D'ARTISTES. Galerie
Gabrielle Maubrie, 74, rue Sainte-Croix-de-

CINE

Périphérie

Louis-Aragon, 14, rue W.-Rousseau
-80-54-871. Mer. de 9 h à 18 h 30

ne conquête. Crit Paris, La Défense,
espace Benjamin-Franklin. T11 de 10 h à

MA

CINÉMA

BODY. Film américain d'Ulli Edel, 1^{er} Forum Horizon, 1^{er} (45-62-57-52, 36-85-70-83); **Impérial**, 2 (47-42-72-52); **UGC** Danton, 6 (42-25-10-30, 36-65-70-83); **UGC Normandie**, 6 (45-63-16-18, 36-85-70-83); **1^{er} Rex** le Grand Rex, 2 (42-38-83-32, 36-65-70-23); **UGC Pommesse**, 6 (45-74-94-94, 36-65-70-14); **Paramount Dépars**, 9 (47-42-56-31, 33-88-70-18); **Les Nation**, 12 (43-43-04-67, 36-65-70-83); **UGC Lyon Bastille**, 12 (43-43-01-58, 36-65-70-84); **UGC Gobelins**, 13 (45-61-84-85, 36-65-70-45); **Mistral**, 14 (36-65-70-41); **UGC Pommesse**, 14 (43-20-12-08); **1^{er} Odéon**, 15 (45-74-93-40, 36-85-70-47); **Pathé Wagram**, 15 (36-68-20-22).

FACE VALUE. Film hollandaise de Johan Van der Kaeken, v.o. : *Utopia*, 5 (43-28-84-66).

JDM. Film sénégalais d'Ababacar Sami Makharame, v.o. : *L'Entrept*, 14 (45-43-41-63).

PARFOIS TROP D'AMOUR. Film belge de Lucas Belvaux : *L'Entrept*, 14 (45-43-41-63).

LE PAYS DES SOURDS. Film français de Nicolas Philibert : 14 *Juliet Odéon*, 5 (43-25-89-83); *Les Trois*

Belvaux, 6 (45-61-10-60); *Ranolph*, 6 (43-82-89-83).

BABINE. Film français de Philippe Fauriol librement inspiré du récit d'Agnès L'Herbier : *Esclaval*, 13 (47-07-29-04).

SAMBA TRADRE. Film franco-suisse-burkinabé d'Irédissa Doudrago, v.o. : *Ciné Beaugourg*, 3 (42-17-12-36); 14 *Juliet Odéon*, 3 (43-25-89-83); *Les Trois Bastille*, 3 (45-61-84-85); 14 *Juliet Bastille*, 11 (43-67-90-81); 14 *Juliet Beaugrenette*, 15 (45-75-78-79); *Burkina*, 15 *Pommesse*, 15 (36-65-70-38).

SARAFINA! Film sud-africain de Darrell James Roodt, v.o. : *Forum Horizon*, 1^{er} (45-68-57-57, 36-85-70-83); *UGC Biarritz*, 6 (45-62-20-40, 36-65-70-81); *UGC Lyon Bastille*, 2 (43-36-67-67, 36-65-70-84); *Mistral*, 14 (36-65-70-41); *Sept Passions*, 14 (43-20-32-20).

LA SEVILLE. Film franco-belge de Jean-Philippe Toussaint librement adapté de son roman *L'Appareil photo* : *Europa Pantheon* (ex-Réflex Pantheon), 5 (43-64-15-04).

TERCEIRO MILENIO. Film brésilien de Jorge Bodenzky et Wolf Gauer, v.o. : *Utopia*, 5 (43-26-84-65).

ÉCONOMIE

Alors que la croissance risque d'être faible en France en 1993

BILLET

Europessimisme monétaire

La crise monétaire en Europe se fait de plus en plus larvée et insidieuse. Officiellement, les tensions s'apaisent. Mercredi, l'Irlande et le Danemark, récemment victimes d'attaques spéculatives (la livre irlandaise a été dévaluée de 10 % le 30 janvier), ont abaissé leurs taux d'intérêt à court terme. Signe que la tornade de la spéculation s'est un peu éloignée de Dublin et de Copenhague.

Surtout, l'Allemagne paraît engagée dans un mouvement déterminé d'assouplissement du crédit. Les opérateurs des marchés sont convaincus que, si la Bundesbank ne diminue pas de nouveau — elle l'avait fait le 4 février — l'escompte et le Lombard des après-midi du jeudi 4 mars, elle le fera au cours des semaines à venir. Cela fait-il vraiment une différence ? Non, diraient certains, car le mouvement de baisse des taux est enclenché, et il est clair que l'Allemagne — dont le PNB pourrait chuter de 1 % cette année (lire ci-dessous) — ne peut continuer à visser aussi sévèrement le crédit. Oui, est-on cependant tenté de penser, car le système monétaire européen (SME) se trouve actuellement dans une situation de crise qui, si elle se prolongeait, pourrait avoir des conséquences dramatiques pour la construction européenne.

Le récent dialogue entre le président du conseil italien, M. Giuliano Amato, et le premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez, est assez éloquent. En visite à Madrid, M. Amato a affirmé : « nous ne sommes pas satisfaits du SME... Nous avons besoin d'un système qui fonctionne, qui libère de l'argent pour le développement et non pour les spéculateurs. » Depuis sa sortie forcée du SME en septembre, le lire n'a cessé de perdre du terrain, et sa chute s'est accélérée récemment sous l'effet des spéculations. Quant à la monnaie espagnole, en dépit de deux dévaluations, elle reste périodiquement victime d'attaques spéculatives. Et la récente dispute entre le ministre de l'économie espagnol, M. Carlos Solchaga, et le président de la Commission, M. Jacques Delors (le Monde du 25 février), illustre bien la dégradation du climat entre les Douze.

« L'Espagne, la France ou l'Italie ne peuvent réduire leurs taux d'intérêt sans une coordination avec l'Allemagne », a, pour se part, affirmé M. Gonzalez. Une nouvelle réduction des taux d'escompte et Lombard autoriserait en effet les autres pays européens à assouplir le crédit. Encore qu'en France, on ne sait plus bien ce qui permettrait de décrocher les taux courts, rivés à 12 % depuis plusieurs mois, en raison des incertitudes persistantes autour du franc. Un geste allemand permettrait en tout cas de mettre un peu d'huile dans les rouages de la coopération monétaire en Europe.

FRANÇOISE LAZARE

Un début de reprise pourrait intervenir en Europe au cours de l'année

Parmi les cinq grands pays européens, la France a connu en 1992 la plus faible inflation (2 %), les meilleurs comptes extérieurs (excédent commercial de 30,4 milliards de francs et excédent des transactions courantes), le plus faible déficit budgétaire (3,2 % du produit intérieur brut) et la croissance la plus élevée

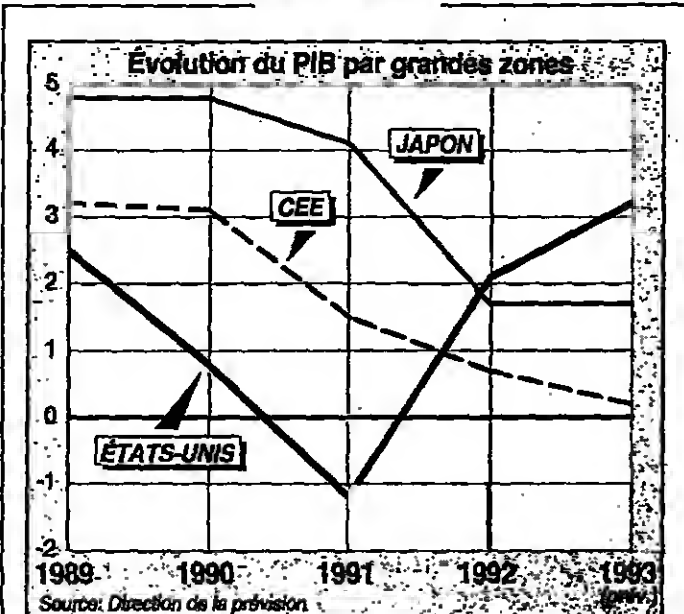
Après avoir reculé de 0,5 % au dernier trimestre de 1992, le PIB (produit intérieur brut) marchand de la France devrait stagner au cours des trois premiers mois de cette année, et l'activité économique « ne devrait pas connaître de croissance significative sur l'ensemble du premier semestre de 1993 », souligne la note de conjoncture de l'INSEE. Les experts de l'institut estiment : « Les anticipations des chefs d'entreprise, même si elles ne se dégradent plus, restent très défavorables. Les perspectives de demande sur les principaux marchés européens ne s'améliorent pas à court terme. Les projets d'investissement sont plutôt revus à la baisse. La consommation des ménages est toujours hésitante, bien que leur situation financière puisse s'accommoder d'une reprise assez nette. »

Une évolution bien à l'image de celle de la CEE, puisque la croissance du PIB y sera très faible cette année, de l'ordre de 0,3 %, selon la direction de la prévision (DP). Mais la moyenne annuelle cachera un renversement de tendance : « Un début de reprise pourrait intervenir en Europe de l'Ouest au cours de l'année. » Tel est l'élément nouveau et important qui vient d'être rendu public. La direction de la prévision justifie son relatif optimisme par la forte reprise qui se confirme aux États-Unis et par le fait que l'Allemagne sortira assez rapidement de la récession qu'elle traverse actuellement, n'ayant pas à résorber de graves problèmes d'endettement des ménages et des entreprises comme cela a été le cas outre-Atlantique.

Globalement, beaucoup de facteurs semblent en œuvre pour per-

(1,8 %). Tel est le bilan dressé mercredi 3 mars, au conseil des ministres, par M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, et Martin Malvy, ministre du budget. Les Français ont gagné 2 % de pouvoir d'achat en 1992 et plus de 15 % depuis 1988, ont-ils précisé.

Le second facteur favorable est la forte croissance économique que connaissent les États-Unis depuis l'été 1992, une croissance qui a atteint 4,8 % au rythme annuel au quatrième trimestre 1992. La reprise outre-Atlantique va entraîner des achats



Outre-Atlantique, l'expansion aura en 1992 atteint 2,1 % en moyenne annuelle alors qu'en Europe de l'Ouest elle n'aura été que de 0,8 %. Ces moyennes dissimulent des « profils » beaucoup plus divers et le graphique ci-dessus ne tient pas compte pour les États-Unis de la révision du taux de croissance au quatrième trimestre (4,8 % en rythme annuel au lieu de 3,8 %). Pour 1993, le taux de croissance des États-Unis devrait atteindre 3,2 % et celui de l'Europe 0,3 %, selon les estimations de la direction de la prévision. L'écart en moyenne annuelle se creuserait donc davantage. Mais, en profil, les évolutions auraient tendance à se rapprocher en fin d'année, si les États-Unis baissent un peu de rythme alors même qu'en Europe s'annoncerait une reprise.

Au même moment, l'INSEE et la direction de la prévision du ministère de l'économie et des finances rendaient publique leur note de conjoncture internationale. Une note qui laisse entrevoir la possibilité d'une reprise de la croissance en Europe dès cette année.

importants de matières premières, dont les cours commencent à se redresser : des achats importants également de biens d'équipement qui profiteront à l'ensemble des pays industrialisés.

« Les pays européens bénéficieront d'un effet d'entraînement, accentué par les gains de compétitivité que donne l'appréciation du dollar », souligne la note de conjoncture. Le commerce mondial va se trouver sensiblement stimulé par une croissance américaine qui, selon la DP, pourrait atteindre 3,2 % cette année après 2,1 % en 1992.

La DP prévoit un recul de 1 % en moyenne annuelle pour 1993 dans la partie ouest, mais un re-

versement de tendance en fin d'année. Pour l'ensemble du pays, la croissance serait légèrement négative malgré une progression du PIB assez vive dans la partie est (+ 7 %) du fait d'importants investissements publics et privés. Le faible poids économique des Länder de l'Est (8 % du PIB allemand total) explique cette prévision négative.

D'une façon générale, si les politiques budgétaires risquent (à l'exception de la Grande-Bretagne) d'être plus restrictives, comme c'est le cas aux États-Unis, en Italie, en Belgique, en Espagne, en Allemagne, et donc de freiner l'activité, la crédibilité des politiques économiques menées s'en trouvera renforcée. Les marchés financiers pourraient donc saluer cet assainissement général par des baisses de taux d'intérêt à long terme.

Reste le problème posé par l'énorme déficit public allemand. Si les pouvoirs publics devaient outre-Rhin augmenter rapidement et fortement les impôts comme le demandent les Länder, la reprise pourrait s'en trouver retardée. Mais pour la direction de la prévision « l'incertitude porte plus sur le calendrier [du scénario de reprise] que sur la logique de son déroulement ». De ce point de vue, l'abandon de l'objectif d'égalisation rapide des salaires entre les parties est et ouest de l'Allemagne serait un geste sérieux d'investissements privés importants dans l'ex-RDA. Et de reprise.

A. V.

Les relations commerciales internationales

L'arrangement CEE-États-Unis sur les oléagineux ne sera pas soumis au vote des Douze

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

L'affrontement entre la France et ses partenaires de la CEE à propos du projet d'accord conclu en décembre avec les États-Unis, qui porte sur la limitation de la production de graines oléagineuses dans la Communauté, sera, en moins provisoirement, évité. Comme prévu (le Monde du 24 février), la Commission européenne a refusé de retirer le dossier de l'ordre du jour de la réunion des ministres des affaires étrangères des Douze du 8 mars — ce que lui avait demandé de faire M. Pierre Bérégovoy — mais la présidence danoise a annoncé qu'elle ne ferait pas procéder à un vote.

Lors de ce débat du 8 mars, M. Roland Dumas aura l'occasion d'exprimer à nouveau les raisons des réticences françaises, mais, ce qui est essentiel pour épargner à la Communauté une crise grave, il n'aura pas à faire usage du droit de veto prévu par le compromis de Luxembourg de 1966.

M. Bérégovoy en avait agité le menace dans une lettre, fin février, à M. Jacques Delors, président de la Commission, et plusieurs ministres avaient confirmé le déterminisme du gouvernement d'utiliser cette arme extrême. L'affaire sera reportée à une réunion ultérieure, le bon sens commandant sans doute de dépasser la date des élections législatives. C'est donc, probablement le prochain gouvernement qui devra gérer ce litige, ainsi

que, de manière plus générale, le problème posé par l'attitude de la Communauté dans les négociations du GATT.

Le dossier des oléagineux était considéré, jusqu'à ce récent éclat français, comme le moins épineux parmi ceux liés aux négociations du GATT. Aux termes de l'arrangement conclu à Washington, la CEE s'engageait à limiter à 5,128 millions d'hectares les surfaces plantées de graines oléagineuses, ce qui autoriserait grosso modo à maintenir la production à son niveau actuel. Le compromis auquel étaient parvenus les négociateurs américains et européens, s'il avait été critiqué comme trop favorable aux thèses communautaires de l'autre côté de l'Atlantique, avait été accueilli avec soulagement par les Douze, y compris par plusieurs ministres français, dont M. Dominique Strauss-Kahn, le chargé du commerce extérieur.

La contestation avait été plus vive à propos du préaccord agricole, approuvé en même temps que l'arrangement sur les oléagineux à Washington, portant sur l'association des échanges agricoles internationaux. Les Français avaient exigé, et obtenu, que les Douze examinent de façon approfondie si les engagements pris par la Commission étaient compatibles avec la réforme de la politique agricole commune (PAC) comme l'affirmait la Commission. Cet examen est en cours.

PHILIPPE LEIMATRE

Tandis que MM. Giscard d'Estaing et Madelin font des propositions pour l'emploi

Des chefs d'entreprise se mobilisent pour freiner le chômage

Campagne électorale oblige, le débat sur le chômage s'active. M. Valéry Giscard d'Estaing fait profession d'optimisme et veut croire que la tendance peut être modifiée en 1993. M. Alain Madelin propose un statut simplifié du travailleur indépendant, allégé des charges sociales.

Beaucoup plus inquiets, des chefs d'entreprise comme M. Claude Bébér, PDG d'AXA, se mobilisent et cherchent des solutions innovantes. De son côté, l'OFCE publie une étude selon laquelle les 35 heures permettraient de réduire de 1,5 million le nombre de chômeurs d'ici cinq ans.

M. Valéry Giscard d'Estaing a voulu apporter la démonstration, au cours d'une conférence de presse, le mercredi 3 mars, qu'il existe « une marge possible, importante », pour conduire « une nouvelle politique de l'emploi ». Bref, « il y a place pour une action » qui permettrait de « modifier la tendance en 1993 » en arrêtant la hausse du chômage et d'espérer « la reprise de la création d'emplois à partir de l'année prochaine ».

Si la croissance ne suffit pas pour atteindre de tels objectifs, il faudrait que celle-ci soit plus créatrice d'emplois, a indiqué l'ancien président de la République, pour qui la solution passe par l'exportation, un effort pour le bâtiment, et surtout par un allègement des charges sur les salaires. Opposé à

« l'abaissement du SMIC », il préconise de « supprimer en dix ans » les cotisations pour les allocations familiales et de les « remplacer par un financement budgétaire équivalent ».

En huit ans, le montant des prélèvements obligatoires devrait passer de 44 % à 40 % afin de réduire les charges de 300 milliards. Un système modéré d'exonérations de charges compléterait le dispositif. Moyennant quoi, avec 100 000 emplois supplémentaires, le régime d'assurance-chômage retrouverait son équilibre, et, avec 200 000, il en serait de même pour les régimes de retraite.

Une garantie d'emploi à vie

Dans un débat avec M^{me} Martine Auby, publié par les Échos du 4 mars, M. Alain Madelin livre le voile sur les emplois à contraintes allégées évoqués dans la plateforme de l'UPE. Il propose « un statut de travailleur indépendant extrêmement simplifié, allégé quant aux formalités administratives et des charges sociales, la personne étant libre de négocier le prix de son service ». Pour préciser le projet, M. Madelin ajoute que l'on « pourrait parler d'entreprise intermédiaire unipersonnelle ». Ce travailleur « devra bénéficier du cumul des avantages offerts à l'embauche d'un salarié, côté salarié et côté patronal », ainsi que de l'exonération des cotisations correspondant à la solidarité, « au moins pendant une période donnée ».

Parallèlement, l'OFCE (Observatoire français des conjonctures éco-

nomiques) vient de publier une étude qui tend à démontrer que la réduction de la durée hebdomadaire de travail à 35 heures, en cinq ans, avec réorganisation de la production et compensation variable des salaires, aboutirait à une diminution de 1,5 million du nombre de chômeurs. Toutefois, nuance l'OFCE, « les conditions de l'efficacité » d'une telle démarche « sont si nombreuses, et certaines si peu probables, qu'un doute qu'elles puissent être effectivement réunies ». Il faudrait en effet que l'utilisation des machines soit portée à 52 heures par semaine, que les salaires soient intégralement compensés au SMIC, avec une dégressivité jusqu'à une fois et demie le SMIC, pas compensés au-delà, et que les cotisations sociales patronales baissent de quatre points.

M. Claude Bébér, PDG du groupe d'assurances AXA, refuse l'idée du partage du travail et, avec d'autres dirigeants, réunis au sein d'Entreprises et cité, se déclare « très préoccupé par le problème explosif du chômage ». Les uns et les autres s'apprêtent à prendre des dispositions originales pour limiter les pertes d'emplois. Pour sa part, le 3 mars, M. Bébér a annoncé de nombreuses initiatives, comme celle de « garantir l'emploi à vie » pour certains salariés qui s'engageront à la mobilité géographique, fonctionnelle, et amélioreront leur qualification par de la formation permanente. Des négociations avec les syndicats s'ouvriront la semaine prochaine.

ALAIN LEBEAUME

SOCIAL

A compter du 1^{er} avril

Les retraites ARRCO seront revalorisées de 2,1 % en 1993

Les retraites des quarante-six régimes complémentaires appartenant à l'ARRCO (Association des régimes de retraite complémentaires) seront revalorisées de 2,1 % en moyenne annuelle en 1993, ont annoncé mercredi 3 mars les gestionnaires de cet organisme. En fonction des hausses intervenues en 1992, les augmentations prévues au 1^{er} avril varieront entre 1,7 % et 2,5 % afin d'atteindre l'objectif fixé

par les partenaires sociaux. Cette décision est la conséquence de l'accord du 10 février signé entre le patronat et les syndicats CFDT, FO, CFTC et CFE-CGC qui prévoit de porter progressivement de 4 % aujourd'hui à 6 % en 1999 le taux de cotisation minimum. L'ARRCO verse chaque année près de 120 milliards de francs de pensions à 7,3 millions de salariés du secteur privé.

UNEDIC : hausse du nombre de chômeurs indemnisés en janvier. — Selon l'UNEDIC, le régime d'assurance-chômage a vu progresser le nombre de ses allocataires, en janvier, de 1 %, 7,8 % en données corrigées. Ainsi, 2 726 700 personnes ont été indemnisées. Parmi elles, figurent 2 324 400 demandeurs d'emploi, en hausse de 6,3 % en un an, dont 1 934 400 (+12,9 % en un an) qui relèvent du régime d'assurance, les autres étant pris en charge par le régime de solidarité financé par l'Etat.

PÊCHE

A Saint-Brieuc

Des marins provoquent de nouveaux incidents

De nouveaux incidents ont été provoqués par des marins-pêcheurs, mercredi 3 mars, à Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor). Du poisson et des coquilles Saint-Jacques ont été déversés dans les locaux de la chambre de commerce et d'industrie et des panneaux électoraux ont été détruits. A Cocosmeau (Finistère), une centaine de pêcheurs ont saccagé les locaux

d'une société commerciale. M. Charles Jasselin, secrétaire d'Etat à la mer, a fait état d'un rapport de la direction de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes qui a révélé des tromperies sur des marchandises, notamment à propos de lottes américaines et de coquilles Saint-Jacques caennaises (présence de polyphos-

phates pour accroître la teneur en eau des produits et donc leur poids). Ces marchandises ont été saisies. Un avis aux importateurs de produits de la pêche maritime a été publié au Journal officiel du 3 mars fixant les prix de référence minimum à l'importation pour différents types de poisson frais, réfrigérés ou congelés (morues, lieus noirs, églefins, merlus, baudroies).

هناك القتل

ÉCONOMIE

DÉLOCALISATIONS

Quatre cents emplois en jeu

Le Conseil d'Etat annule le transfert du siège de la SEITA à Angoulême

Le Conseil d'Etat a annulé mercredi 3 mars la décision prise par le gouvernement en novembre 1991 (le premier ministre était alors M. Edith Cresson) de transférer à Angoulême le siège et les services centraux de la SEITA (Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes).

Cette décision a été prise sur la requête du comité central d'entreprise de l'organisme qui s'opposait à la politique des « délocalisations » du gouvernement. La création de quelque 400 emplois était attendue à Angoulême.

La Haute Assemblée note que le premier ministre ne pouvait pas prendre une telle décision dans ces conditions. « Les statuts de la SEITA approuvés par un décret du 31 décembre 1984 prévoient en effet que le siège de cette société est fixé à Paris et que le conseil d'administration peut décider de le transférer

mais seulement s'il reste à Paris ou dans les départements limités. Pour un déplacement dans une autre région, une modification des statuts est donc nécessaire et seule l'assemblée générale de la société peut décider une telle modification, ensuite soumise au gouvernement pour approbation par décret. » En outre, l'Etat a été condamné à verser au comité d'entreprise une somme de 16 674 francs.

M. Michel Delebarre, ministre d'Etat chargé de la fonction publique et des réformes administratives, constate dans un communiqué que le « Conseil d'Etat n'a pas contesté l'opportunité du transfert à Angoulême ou nom de considérations d'aménagement du territoire ni le pouvoir du gouvernement de provoquer ce transfert dès lors que la décision emprunterait les voies juridiquement appropriées ».

TRANSPORTS

Premier avion européen financé sur fonds privés

L'Airbus A-321 a été présenté à Hambourg

Le nouveau biréacteur Airbus A-321 a été présenté officiellement, mercredi 3 mars, à Hambourg (Allemagne). Capable de transporter 186 passagers sur 4 350 kilomètres, cet avion est une version allongée de l'A-320. 153 exemplaires ont été commandés ferme par onze clients. Sa mise en service est prévue pour le mois de janvier 1994. Cette nouvelle version d'Airbus présente deux caractéristiques : tout d'abord, il s'agit du premier avion de ligne à être assemblé depuis la fin de la dernière guerre par une chaîne d'assemblage allemande ; d'autre part, son développement, qui a coûté 480 millions de dollars (2,7 milliards de francs), a été financé par un appel au marché financier pour 370 millions de dollars (2,1 milliards de francs), ce qui devrait rassurer les Américains sur la promesse du consortium européen de moins utiliser le système des avances remboursables.

TOURISME

En offrant des rabais de 5 % à 10 %

Le Club Med se lance dans une politique de promotion

Le Club Med ne casse pas ses prix, mais, concession à la mode actuelle du merchandising, il propose à ses clients, les « gentils membres » ou « GM », de négocier avec ses hôtes, par téléphone ou dans les agences Hovas, des rabais sur les séjours dans ses villages de vacances et sur ses circuits et croisières. « Nous mettons en place une nouvelle politique commerciale, afin de corriger une image de clientéisme et afin de faire profiter nos clients de la baisse des prix du transport aérien », explique M. Serge Trigano, directeur général du Club Med. « S'ils acceptent de partir d'un moment ou à un endroit où il n'y a pas foule, nous consentons, à partir du 8 mars, des réductions sur le prix du forfait global qui varieront entre 5 % et 10 % ». La clientèle est également invitée à s'inscrire plus tôt puisque les réductions de prix diminueront ou fur et à mesure que l'achat sera plus proche de la date du départ.

Les pertes de la première compagnie financière d'Europe

Suez vacille

Suite de la première page

C'est en prenant le contrôle coup sur coup en 1988 et 1989 de la Société générale de Belgique et du groupe d'assurances Victoire, à l'issue de batailles boursières homériques, que l'histoire de Suez s'emballe. La Compagnie financière va bâtir à cette occasion sa légende d'invincibilité, renforcée encore par l'OPA victorieuse de son allié Nestlé sur Perrier, et va tripler sa taille. Le holding devenu conglomérat possède aujourd'hui environ 70 milliards de francs d'actifs, 48 milliards de fonds propres, gère près de 150 milliards de francs, et réalise plus de la moitié de son activité hors de France. Le revers de la médaille, ce sont les résultats : ils n'ont pas suivi. La rentabilité n'a cessé de décroître, masquée pour un temps par les profits exceptionnels, pour s'effondrer en 1992.

Des actionnaires insatisfaits

La Compagnie est victime à la fois de la crise de l'immobilier (lire l'encadré de François Renard) et d'une expansion désordonnée, à contre temps, et payée très cher. Le tout pour constituer un conglomérat, au moment même où ces mastodontes semblent condamnés. M. Worms finit par reconnaître implicitement : « Les conglomérats ne sont plus de mise. Suez se doit d'être un ensemble fédéré, mais il nous faut du temps pour cela, au moins cinq ans ».

Les dirigeants de Suez peuvent toutefois se plaindre, à juste titre, d'une conjoncture particulièrement défavorable. Au lieu de se compenser, les différentes activités sont victimes en même temps des cycles économiques. L'impact de la crise immobilière se chiffre à 4,2 milliards de francs, compte tenu de 1,3 milliard de francs de plus-values engrangées à la suite de la vente des sièges sociaux des banques La Hénin et Indosuez.

Paradoxalement, la filiale qui a pendant longtemps été « l'homme molaire » du groupe Suez, la Société générale de Belgique, en restructuration permanente depuis son acquisition en 1989, semble bécota sur la voie du redressement. Elle apporte en 1992 une contribution au groupe de près de 500 millions de francs équivalente à celle de 1991, mais avec une part plus faible de plus-values exceptionnelles. La banque Indosuez touchée par l'immobilier doit sa contribution ébrie de 778 millions de francs à moins de 50 millions.

Meis la principale victime de la crise immobilière, c'est CréditSuez, qui coûte près de 2 milliards de francs de pertes à la Compagnie financière à la suite des grandes difficultés de sa filiale La Hénin, spécialisée dans le financement des professionnels de l'immobilier.

Le groupe a d'ailleurs décidé, pour limiter les risques, de regrouper ses activités immobilières au sein de CréditSuez. Ce dernier conserve La Hénin et se verra apporter les participations de Suez dans la Compagnie financière internationale (CFI) et dans ISM, deux filiales immobilières qui ont enregistré de bons résultats dans une conjoncture déprimée. La Compagnie de Suez rachètera en revanche à CréditSuez ses autres participations, notamment dans la banque Sofinco, Finagret et La Hénin vie.

Les mauvaises surprises ne viennent pas seulement de l'immobi-

lier. Victoire, la principale filiale de Suez et troisième compagnie d'assurances française, voit ses performances s'effondrer à la suite notamment des lourdes pertes du numéro un de l'assurance danoise, Baltica, dont elle possède 25 %. La contribution de Victoire au résultat du groupe, de 845 millions de francs en 1991 devrait revenir entre 50 et 100 millions de francs pour 1992. Enfin, la Compagnie financière elle-même, qui avait dégagé plus de 1,3 milliard de francs en 1991, à la suite de plus-values, enregistre une perte de 600 millions de francs en 1992 et a dû faire des provisions pour prendre en compte la diminution de la valeur de participations.

Si M. Worms se veut optimiste pour 1993 et pronostique un « retour aux bénéfices », sa tâche est d'autant plus compliquée qu'il lui faut accélérer un changement de stratégie dans un contexte défavorable, composer avec un actionariat fragile et dilué et consolider une autorité parfois contestée. Après de nombreux atermoiements,

les difficultés du groupe ont au moins eu le mérite de clarifier la stratégie, l'heure est au recentrage sur les services, essentiellement financiers. Suez n'a plus les moyens - et ce les a peut-être jamais eus - de gérer à la fois le développement d'une grande banque, d'une grande compagnie d'assurances et d'un groupe industriel. Un tiers d'un programme de cessions de participations de 5 milliards de francs, annoncé en octobre 1992, a déjà été réalisé. A terme, toute la partie industrielle lourde de la Société générale de Belgique pourrait progressivement être cédée. A condition de trouver des acheteurs et de redresser les entreprises.

Les meurs du capitalisme

Mais les dirigeants de Suez doivent également composer avec un actionariat fragile et peu satisfait. D'autant plus que la croissance a été financée par une politique active de dilution du capital. Le nombre d'actions est passé de 63,5 millions à la fin de 1986 à 140 millions aujourd'hui. La Compagnie a beau maintenir pour 1992 son dividende de 8,20 francs par action, elle atteint les limites de ses possibilités.

La tentation est grande alors pour les actionnaires de Suez de tenter d'influer ou gré de leurs intérêts sur la gestion des participations. Ainsi, Elf-Aquitaine aurait des visées sur Pétrofin, dont la Générale de Belgique possède indirectement plus de 10 % du capital. De son côté, l'UAP, premier actionnaire de Suez avec 6,5 % des titres et 10 % des droits de vote, n'a jamais caché sa volonté de mettre la main sur Colonia, la filiale allemande de Victoire. « L'affaire » UAP-Victoire emploie depuis de longs mois l'atmosphère au sein du conseil d'administration de Suez.

A court de liquidités lors de son OPA sur Victoire en 1989, Suez avait fait appel à l'UAP qui avait apporté alors 14 milliards de francs en espérant obtenir en contrepartie Colonia. Mais de négociations manquées en accords rejetés in extremis, les deux groupes n'ont jamais réussi à s'entendre. Et pour compliquer encore un peu plus la situation, M. Worms et son directeur général, M. Patrick Ponsolle, se sont opposés à plusieurs reprises des derniers mois, notamment sur le conflit avec l'UAP.

Un démantèlement ou une OPA sur Suez, en dépit d'un cours de Bourse très déprécié, sont peu vraisemblables dans un contexte financier déprimé. Les rumeurs de ramassage d'actions Suez en Bourse d'ailleurs d'ailleurs plus à convaincre les spéculateurs. En revanche, les dirigeants de la Compagnie sont sans doute bien plus menacés. Pour de nombreux observateurs, ils jouent leur avenir dans les prochains mois. Les meurs du capitalisme à la française ont ébahi, les erreurs stratégiques sont souvent sanctionnées. Paribas, l'autre grande compagnie financière française, en a donné l'exemple il y a un peu plus de deux ans en modifiant radicalement ses structures de direction.

ERIC LESER

Le poids écrasant de l'immobilier

L'impact de la crise immobilière sur les comptes du groupe Suez est lourd, très lourd, en 1992 : 4,2 milliards de francs et même 5,5 milliards de francs si on ne tient pas compte des cessions d'actifs immobiliers (1,3 milliard de francs sur le vente des sièges sociaux de la banque La Hénin et Indosuez). Au 31 décembre 1992, le taux de couverture des engagements du groupe sur les professionnels de l'immobilier (32,4 milliards de francs d'encours) devrait s'établir à 19 %, ce pourcentage frôlant les 30 % pour les 3,5 milliards de francs prêtés par la banque Indosuez pour l'ancien immeuble des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) rue Réaumur à Paris.

« D'autres vont souffrir »

Tout porte à croire que ces provisions, assez largement calculées, seront insuffisantes en raison du morasme persistant de l'immobilier de bureaux (4 à 5 ans de stock), même si les prix de l'immobilier et du logement semblent avoir trouvé un plancher. A cet égard, la vive tension du loyer de l'ergent depuis septembre 1992 constitue une véritable catastrophe pour les promoteurs et leurs banques : les projets ont été financés par des prêts à court terme au taux moyen mensuel du marché monétaire (T.M.) qui, sur le quatrième trimestre 1992 et le premier trimestre 1993, se sont établis à un niveau moyen de 12 %, ce qui conduit à un alourdissement de 6 % des créances dont les intérêts ne sont plus versés.

Les dirigeants du groupe

Suez, le PDG, M. Gérard Worms, et le directeur général, M. Patrick Ponsolle, ont préféré faire une opération-vérité, comme ils l'avaient annoncé en octobre dernier, lors de la présentation des comptes du premier semestre. « Il vaut mieux ne pas pousser le problème devant et il convient d'enregistrer la perte dès maintenant en prenant tout le poids du choc sur nos comptes », ajoutant « d'autres vont souffrir » (allusion perdue sans doute au Crédit lyonnais avec ses 42 milliards de francs d'engagement dans l'immobilier). Ils ont décidé, tardivement, sans doute, de faire un grand ménage dans le secteur, et de « mobiliser les compétences dans l'immobilier », ce qui laisse penser qu'elles ne l'étaient pas.

Des senetions, inévitables, sont tombées, comme l'éviction de M. Philippe Pontot, PDG de la Banque La Hénin (près de 2 milliards de pertes) : un surris depuis l'automne, il a été renvoyé à la présidence de la filiale d'assurances Hénin-Vie, et remplacé par son directeur général, M. Jérôme Meyersonnier, vleur routier de l'immobilier, après une réduction des effectifs portant sur 400 personnes. Ainsi, la liste des victimes de la crise du béton s'allonge : M. Pontot, M.M. Jean-Michel Bloch-Lainé et Didier Renaudin, respectivement PDG et directeur général de la banque Worms, filiale de l'UAP, et peut-être M. Jean-Jacques Piette, PDG du Comptoir des Entrepreneurs, qui déclarait en octobre 1992 aux analystes financiers « que tout allait bien pour le Comptoir ».

FRANÇOIS RENARD

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PROGRESSION 1^{er} TRIMESTRE 92 - 93 :

+12%

UN COMMUNIQUÉ DU GROUPE



Le chiffre d'affaires du groupe NRJ s'élève pour le 1^{er} trimestre de l'exercice (oct. - nov. - déc. 92) à 93 millions de francs (hors échanges) contre 83 millions de francs pour la même période de l'exercice précédent, soit une progression de 12%. L'année dernière la progression du chiffre d'affaires par rapport à l'exercice précédent et toujours sur la même période était de 5%.

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14

25, rue Frédéric-Sauton, 5^e F. dim. Park.

12 h 30-14 h 30, 20 h-23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 195 F, déjeuners, dîners. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.

Global warmings.

Traduction : Avertissement universel. Chaque vendredi.

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la salle des marchés de la BNP.

Cours relevés à 13 h 30**SICAV** (sélection)

Second marché (sélection)

Marché des Changes

| COURS INDICATIFS | | COURS
préc. | COURS
4/3 | COURS DES BILLETS | | MONNAIES
ET DEVISES | COURS
préc. | COURS
4/3 |
|----------------------|--|----------------|--------------|-------------------|--|---------------------------|----------------|--------------|
| Etats Unis (1 USD) | | 5 554 | | | | Or fin (à la on barre)... | 59000 | 59100 |
| Ecu | | 6 585 | | | | Or fin (en lingot)..... | 58950 | 59350 |
| Allemagne (100 DM) | | 32 120 | | | | Napoléon (200 F)..... | 340 | 350 |
| Belgique (100 F) | | 16 473 | | | | Pièce Fr 110 f)..... | 401 | 321 |
| Pays-Bas (100 fl.) | | 301 700 | | | | Pièce Suisse (20 f.)..... | 341 | 345 |
| Italie (1000 lire) | | 5 549 | | | | Pièce Léprie (20 f.)..... | 338 | 339 |
| Danemark (100 kr.) | | 66 490 | | | | Souverain..... | 427 | 435 |
| Norvège (100 kr.) | | 2 247 | | | | Pièce 20 dollars..... | 2195 | 2110 |
| Suède (100 kr.) | | 2 833 | | | | Pièce 10 dollars..... | 1110 | 1120 |
| Gde-Bretagne (1 £) | | 512 | | | | Pièce 5 dollars..... | 700 | 675 |
| Grèce (100 drachmes) | | 386 860 | | | | Pièce 50 pesos..... | 2190 | 2200 |
| Suisse (100 f.) | | 72 230 | | | | Pièce 10 florins..... | 346 | 349 |
| Autriche (100 sch.) | | 70 780 | | | | | | |
| Espagne (100 pes.) | | 48 224 | | | | | | |
| Portugal (100 esc.) | | 4 722 | | | | | | |
| Canada (1 \$ can.) | | 2 695 | | | | | | |
| Japon (100 yen) | | 4 468 | | | | | | |
| | | 4 758 | | | | | | |

36-15

TAPEZ LE MONDE

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE.**

Renseignements :
46-62-72-67

Cotation du 3 mars 1955

| NOTIONNEL 10 % | | | | CAC 40 A TERME | | | |
|--------------------------------------|---------|---------|----------|-----------------|---------|----------|--------|
| Nombre de contrats estimés : 185 846 | | | | Volume : 14 534 | | | |
| COURS | Mars 93 | Juin 93 | Sept. 93 | COURS | Mars 93 | Avril 93 | Mai 93 |
| Dernier ... | 114,62 | 116,72 | 116,96 | Dernier ... | 2 022 | 2 043,50 | 2 050 |
| Précédent | 114,30 | 116,44 | 116,76 | Précédent | 2 023 | 2 050 | 2 050 |

c : coupon détaché - o : offert - d : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - m : marché coté

Le procès de la fausse interview de Fidel Castro

Le téléspectateur peut-il se prévaloir d'un droit à une « information honnête et exacte » ?

Le droit à une information « honnête et exacte » peut-il être considéré d'intérêt collectif ? La question se pose à la justice à la suite d'une plainte déposée contre la fausse interview de Fidel Castro diffusée en 1991 par TF1.

Coincidence ? Le mardi 2 mars au soir, le journal télévisé de TF1 diffusait une interview (une vraie) de Fidel Castro. Le lendemain, le 3 mars, la première chambre du tribunal de grande instance de Paris avait à juger une action en référé introduite par un téléspectateur, M. Michel Patrouilleau, et par l'association TV-Cartouche, qui réclamaient la suppression de la fausse interview de Fidel Castro diffusée le 28 janvier 1992.

Pourquoi fausse ? Comme l'a rappelé M. Tardieu de Marse, qui représentait les intérêts de M. Patrouilleau, ce soir-là, Patrick Poivre d'Arvor a ouvert son journal télévisé de 20 heures en annonçant qu'une équipe de TF1 avait « interrogé » la valla, à Cuba, la Lidre mario. En réalité, il s'agissait d'images d'une conférence de presse sélectionnées et montées ultérieurement sous un assemblage de questions conçues pour les besoins de ce montage, le tout ayant pour but de donner l'illusion d'un entretien personnalisé.

M. Patrouilleau et TV-Cartouche, estimant violé leur « droit fondamental » à être « informés honnêtement et exactement », réclament donc, à titre de réparation, 1 franc symbolique et la publication du jugement dans trois journaux télévisés.

La loi est ainsi faite que toute action contre un média au nom de l'intérêt collectif pose d'abord le problème de sa recevabilité. Qui ou non, une association et un particulier sont-ils fondés, en droit, à exiger réparation s'ils estiment qu'une information malhonnête leur a été diffusée. La thèse de TF1 consiste, bien sûr, à répondre par la négative. Aucun texte de loi ne permet une telle action. Seuls les syndicats et certaines associations de consommateurs ont le droit, la loi le leur donne, d'ester en justice, la législation n'ayant pas encore décidé d'accorder cette possibilité aux associations de téléspectateurs.

Reste que M. Patrouilleau et TV-Cartouche ont choisi de passer outre cette restriction. Dans une argumentation très travaillée, M. Arnaud Montebourg a rappelé que des associations de défense du catholicisme avaient pu être entendues par un tribunal contre le journal L'Express, la film de Jean-Luc Godard, qui des associations de déportés avaient pu engager une action contre M. Jean-Marie Le Pen après que le président du Front national eut qualifié de point de « détail » la question de l'existence des chambres à gaz.

dans les camps de concentration nazis, sans oublier une association omphologique qui avait pu défendre les intérêts du belvédère pêcheur contre les chasseurs. Chaque fois, a rappelé l'avocat, des actions en justice ont été validées dans la mesure où elles défendaient un « intérêt collectif », voire un « intérêt moral tenu pour légitime par la société française ». Conclusion logique de M. Montebourg : entre les téléspectateurs et les grandes chaînes de télévision, il existe un contrat de confiance sur l'information. Quand celle-ci se révèle n'être ni honnête ni exacte, l'intérêt collectif exige réparation.

Le représentant du ministère public, M. Jean-Claude Lautre, a toutefois estimé que l'action de l'association n'était pas recevable. Pour lui, seul le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) est compétent en ce domaine et peut éventuellement envisager des procédures de sanction. Il a ajouté que, si la demande des plaignants était acceptée par le tribunal, il en résulterait sans doute un « afflux de contentieux ». Mais il n'a pas complètement exclu une telle perspective puisqu'il a lui-même interrogé sur cette opportunité en laissant la réponse ouverte : « Accueillir l'action associative serait une attitude audacieuse. La doctrine ne dit-elle pas que ce sont les initiatives des juges du fond qui apportent les avancées significatives du droit ? » Jugement le 28 avril.

YVES MAMOU

Trois ans de controverse

Le Conseil d'Etat autorise la construction de l'A14 aux abords de la terrasse de Saint-Germain

« Les inconvénients de ce projet ne peuvent être considérés comme excessifs au regard de l'intérêt qu'il présente ». Par cette phrase le Conseil d'Etat a mis fin, mercredi 3 mars, à trois ans de controverse juridique et administrative sur le tracé de l'autoroute A14, première autoroute urbaine à péage, destinée à relier Orgeval, dans les Yvelines, au quartier de la Défense en soulignant les axes routiers de l'Ouest parisien. Suspendus depuis six mois par décision du tribunal administratif de Versailles, les travaux peuvent désormais reprendre aux abords de la terrasse qui domine la Seine à Saint-Germain-en-Laye, une œuvre de Le Nôtre au cœur de la polémique.

Lors des audiences de la haute juridiction administrative, le commissaire du gouvernement avait conclu à la validité de la déclaration d'utilité publique de cet axe autoroutier. Mais il avait estimé que l'autorisation préfectorale de travaux aux abords de la terrasse était entachée d'une « erreur d'appréciation » au regard de la loi sur la protection des sites. « La terrasse perdrait, sur une partie de sa longueur, son caractère de belvédère paisible », avait-il déclaré, en soulignant que 25 000 véhicules par jour emprunteraient un « site classé » par la ville de Saint-Germain et une quinzaine d'associations qui réclamaient un tunnel sous-fluvial.

Le Conseil d'Etat a estimé que, sur l'ensemble du tracé, « d'importantes mesures ont été prévues pour réduire les effets dommageables de l'ouvrage et notamment pour en limiter l'impact visuel ». Quant à la terrasse proprement dite, le tracé « débouche suffisamment loin pour conserver au monument son caractère en surplomb », répondent les juges à la ville de Saint-Germain. Le maire, M. Michel Péricard (RPR), s'est déclaré déçu par le Conseil d'Etat qui « une fois de plus a choisi les autoroutes contre l'environnement ». Déception partagée par le ministre de l'environnement, M. Sébastien Royat, qui déclare souhaiter désormais « tout faire pour que le viaduc soit un ouvrage d'art exceptionnel ». Sous haute surveillance, la Société des autoroutes Paris-Normandie, concessionnaire du projet, est autorisée à reprendre les travaux, dont elle évalue le coût financier au retard à 1 million de francs par jour.

PASCALE SAUVAGE

Après les douanes et les gardes-côtes

L'armée de terre américaine pourrait acheter des hélicoptères franco-allemands

Le consortium franco-allemand Eurocopter vient de se voir notifier par les douanes américaines la commande de sept hélicoptères Ecureuil AStar, qui seront équipés de moyens de surveillance infrarouge. Au-delà de ce contrat qui peut a priori paraître modeste, c'est une nouvelle victoire, face à la concurrence de la société américaine Bell, de l'industriel européen vis-à-vis d'une administration aux Etats-Unis. Déjà, Eurocopter avait réussi à placer près d'une centaine de ses hélicoptères auprès du service américain des gardes-côtes. Les sept « machines » doivent être livrées en 1993 aux douanes.

Fort de son double succès vis-à-vis des gardes-côtes et des douanes, Eurocopter vient de déposer des propositions auprès de l'armée de terre américaine pour son marché (dit « new training helicopter » ou NTH) d'un hélicoptère léger destiné à l'entraînement. Il s'agit d'un marché de cent cinquante-sept hélicoptères d'entraînement, de douze simulateurs et de leur support logistique, pour un montant de 700 millions de francs. Eurocopter

offre de vendre à l'armée de terre américaine l'Ecureuil AStar, dans ses versions monomoteur et bimoteur, face à l'hélicoptère Bell-206. Le Pentagone doit arrêter sa décision le 26 mars prochain, et ce sera on test à l'heure où le président Bill Clinton cherche à préserver les intérêts de la construction aéronautique américaine face à l'Europe.

Créé en 1992, Eurocopter résulte de la fusion du groupe Aérospatiale, à Marignane (Bouches-du-Rhône), et du groupe Deutsche Aerospace (DASA), à Munich. Le consortium a ouvert une filiale, American Eurocopter, à Miami Beach (Floride). Dès sa première année d'existence aux Etats-Unis, Eurocopter a emporté, avec quatre-vingt-cinq hélicoptères pour 71 millions de dollars, 42,1 % du marché civil nord-américain (Etats-Unis et Canada), devant Bell (33,6 %), McDonnell Douglas Helicopter (18,7 %), Sikorsky (3,7 %) et l'italien Agusta (1,9 %). Ces résultats interviennent dans un marché nord-américain qui, à l'exception du secteur militaire, est en pleine dépression.

Quatre ans et demi après le scandale des J. O. de Séoul

Le sprinter canadien Ben Johnson à nouveau soupçonné de dopage

MONTREAL

de notre correspondante

Le sprinter canadien Ben Johnson, dépourvu de sa médaille d'or et de son record du monde du 100 m pour dopage aux Jeux olympiques de Séoul en 1988, puis suspendu pendant deux ans, a été, mercredi 3 mars, par l'intermédiaire des ses avocats, avoir fait de nouveau usage d'anabolisants, comme l'en accusait un quotidien canadien.

La commission de contrôle de la Fédération internationale d'athlétisme amateur (IAAF) a confirmé, au même moment, les informations publiées, mercredi 3 mars, par le Toronto Star, en annonçant qu'elle se réunira vendredi à Paris pour examiner les résultats d'un test de dopage subi par Ben Johnson au Canada en janvier dernier, dont les résultats paraissent douteux. Si l'IAAF le reconnaît coupable, Ben Johnson devrait être banni des stades à vie.

Seul le Toronto Star, Ben Johnson

son a été testé à trois reprises par l'autorité canadienne compétente, le Centre canadien pour un sport sans drogue (CCSD), entre les 15 et 19 janvier dernier, à Toronto, et lors de rencontres d'athlétisme à Hamilton et Montréal. Selon le journal, qui cite trois sources anonymes, l'une de ces analyses d'urine avait révélé un taux élevé de testostérone, ou donné un résultat suffisamment litigieux pour que l'athlète doive se soumettre à un autre test, qui se serait avéré à nouveau positif.

Depuis son retour à la compétition en janvier 1991, Ben Johnson, qui est âgé de trente et un ans, n'avait connu que de piètres performances jusqu'à ce qu'il retrouvât cette saison des succès comparables à ceux de sa carrière d'avant Séoul, réussissant notamment la meilleure performance mondiale de l'année au 50 mètres (5,6 secondes 65), le 7 février à Grenoble. « Je vais secouer le monde encore une fois », avait-il déclaré en janvier.

CATHERINE LECONTE

EN BREF

■ Michèle Cotta rejolait le *Nouvel Economiste*. — Michèle Cotta, qui avait quitté TF1 le 7 décembre, rejoindra le 7 mars la rédaction du *Nouvel Economiste*, l'hebdomadaire récemment racheté par Capital Média, le groupe que dirige M. Henri Nijdam. Elle y sera chargée de superviser le service politi-

que tout en participant à la direction de l'hebdomadaire. Le nouveau rédacteur en chef du *Nouvel Economiste* sera Gilles Le Gendre, ancien rédacteur en chef du magazine *l'Expansion*. ■ M. M. Philippe Hersant et Pierre-Jean Bazo à la tête de *Paris-Normandie*. — M. M. Philippe Her-

sant et Pierre-Jean Bazo, tous deux âgés de trente-six ans, ont été nommés respectivement PDG et directeur général du quotidien *Paris-Normandie*, édité à Rouen. La direction quotidienne du journal sera assurée par Pierre-Jean Bazo, qui aura pour mission de « rétablir l'équilibre financier » et de « préparer une nouvelle formule rédactionnelle qui permette de relancer les ventes ». *Paris-Normandie*, dont les principaux associés sont Philippe Hersant (l'un des fils de Robert Hersant), France-Anilias, et Harre-Press, a vu sa diffusion tomber de 117 000 exemplaires en 1987 à 107 000 en 1991.

YVES MAMOU

SOMMAIRE

DÉBATS

Alternance : « Le domaine partagé de la défense », par François Fillon ; « Prélabiales », par Christian Bonnet ; « La grande misère sociale de la droite », par Lionel Stoléru... 2

ÉTRANGER

Le Conseil de sécurité de l'ONU condamne l'offensive serbe en Bosnie orientale... 3
La Dalmatie coupée en deux... 4
Cambodge : douze millions d'habitants ?... 5
Somalie : le dispositif français a été allégé... 6

POLITIQUE

La campagne pour les élections législatives : les bastions écroulent dans le Nord-Pas-de-Calais... 7
Le SFRS enregistre une légère remontée du PS... 8
Quand M. Mithatner dialogue avec les Verts... 9
Les candidats de l'Alliance populaire... 10
M. Chirac juge « hors du temps » le débat sur l'article 16 de la Constitution... 11

SOCIÉTÉ

L'affaire des écoutes téléphoniques... 10 et 11
Médecins : un rapport officiel dénonce l'anarchie du recueil et de l'utilisation des tissus d'origine humaine... 12
Les coupes d'Europe de football... 12

CULTURE

Cinéma : *Samba Traoré*, d'Irissa Ouedraogo ; la vente des archives d'Abel Gance à Drouot... 13
Arts : le Salon du dessin de collection et le Salon des œuvres originales à tirage limité au Grand Palais... 13

ÉCONOMIE

Un début de reprise pourrait intervenir en Europe au cours de cette année... 16
Les pertes de Suze : le poids des coûts de l'immobilier... 17
Bul va devoir reconstruire sa stratégie dans le micro-informatique... 18
Après des pertes de près de 3 milliards de francs en 1992, la SNCF prépare un nouveau plan d'économies... 18

LE MONDE DES LIVRES

■ Rainer Maria Rilke : l'étoffe du poète et le plus secret de l'Amérique... 19
■ La feuilleton de Michel Bréda : « Les mots qui tuent » et « Histoire littéraire », par François Bost : « L'aérobate et le théologien »... 20
■ Bézalla sans témoin... 21
■ D'autres mondes, par Nicole Zand : « Willa Cather, la pionnière »... 23 à 30

Services

Abonnements... 2
Annonces classées... 20
Bulletin d'abonnement... 20
Cartes... 20
Expositions... 15
Loto... 20
Marchés financiers... 18 et 19
Météorologie... 21
Mots croisés... 20
Philatélie... 14
Radio-télévision... 21

Le téléphone du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Le Monde des livres » folioté 23 à 30
Le numéro du « Monde » daté 4 mars 1993 a été tiré à 484 373 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Sans Visa » : les îles François-Joseph répondent encore
Par 80 degrés de latitude nord, au cœur de l'archipel russe François-Joseph, les météorologistes de Krenkel montent la garde. Doublement isolés, au pays des glaces, par le climat et par les incertitudes de la politique moscovite, ils espèrent tirer parti de leur situation extrême pour susciter l'intérêt des Occidentaux. Expédition à la dernière station avant le pôle.

DE LA PLUS PETITE
A LA PLUS GRANDE TAILLE
avec la garantie
d'un grand maître tailleur
COUTURES MESURE
à partir de 2 890 F
PARTIQUES 1 VESTON 1 825 F
3 000 pièces
Luxueuses draperies
anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, VESTES
MANTEAUX ET PARDESSUS
UNIFORMES ET VÊTEMENTS MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

AMÉRIQUE
LE GUIDE DU VOYAGE
EN AMÉRIQUE est paru
(et il est gratuit). IL COMPREND :
● Tous les vols à prix réduits
NEW YORK 1.980 F A/R
LOS ANGELES 2.900 F A/R
SAN FRANCISCO 2.900 F A/R
MONTREAL 1.980 F A/R
MIAMI 2.400 F A/R
HONOLULU 5.650 F A/R
(Exemples de prix au 1-1-93, révisibles)
● Les LOCATIONS DE VOITURES à partir de 240 F par semaine.
● Plus de 1.000 hôtels à partir de 120 F par personne.
● Des circuits à LA CARTE et EN GROUPE
● Des TOURS INSOLITES et des renseignements PRATIQUES.
Envoi de votre brochure contre 12,50 F en timbres.
Pacific Holidays
45.41.52.58
34, av. Général-Leclerc, 75014 Paris - M° Mouton-Duverniet.

A l'initiative du mouvement Act Up
Une charte contre le sida soumise aux responsables politiques
A l'initiative du mouvement Act Up et avec le soutien des associations AIDES, Aparts, Arcat-sida, SoS-SI (Solidarité-enfants-sida) et VLS (Vaincre le sida), une charte en dix points est proposée à la signature des candidats aux élections législatives et d'autres personnalités des milieux politique, médical ou artistique.
Ce texte énonce dix grands principes : respect strict et absolu de la non-discrimination envers les personnes atteintes par le VIH ; caractère « volontaire, librement consenti et protégé par le secret médical » du test de dépistage ; adaptation des moyens financiers à la lutte contre l'épidémie ; mise à disposition de tous les fonds nécessaires à la recherche de traitements et de vaccins ; intensification des efforts de prévention et d'information ; augmentation du nombre de lits accueillant les malades et de leur prise en charge hospitalière ; développement des solutions alternatives à l'hospitalisation classique ; plan d'urgence en direction des toxicomanes et des personnes incarcérées ; mise en place de dispositifs d'échange de seringues et, « même si ce n'est pas la panacée », renforcement des programmes de substitution (méthadone) ; garantie de l'égalité devant l'accès aux soins pour toutes les personnes atteintes par le virus du sida. Act Up appelle à une manifestation le 6 mars, à 14 h 30, place de la République à Paris.

le baromètre du CACHEMIRE à la baisse
POUR ELLE
Blazer 100 % cachemire 2 990 F
Blazer cachemire et laine 1 990 F
Pull 100 % cachemire 1 595 F
Tailleur cachemire et laine 1 595 F
Veste cachemire et laine 1 295 F
POUR LUI
Veste 100 % cachemire 1 990 F
Veste cachemire et laine 990 F
Manteau 100 % cachemire 3 990 F
Manteau cachemire et laine 1 590 F
Pull 100 % cachemire 1 490 F
Et dans les plus belles matières, un très grand choix de vêtements de haute qualité à prix doux.
lundi au samedi, 10 h à 18 h
DAVID SHIFF
Club des Dîners
13, RUE ROYALE, PARIS 8 (hôtel particulier dans la cour)
82, RUE DE PARIS (TERRASSE ST-GERMAIN) ET 14, 16, 18, RUE DES ARCHES (LUXEMBOURG)





Le Monde

DES LIVRES

Le Monde • Vendredi 5 mars 1993 23

L'étoffe du poète

Il y a chez Rilke comme un surcroît de poésie qui envahit sa prose : ses récits, ses articles, toute sa correspondance

ŒUVRES EN PROSE

Récits et essais

de Rainer Maria Rilke

Traduit de l'allemand par Remy Colombat, Bernard Lortholary, Claude David et Claude Forcett, Préface, chronologie, note sur la présente édition de Claude David, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », 1236 p., 340 F jusqu'au 30 avril, ensuite, 390 F.

L'un des regrets de Claude Gallimard aura toujours été que sa maison ait raté Rilke. Ses mains se rejoignent que l'étage noble de la NRF l'accueille enfin.

Dans l'édition d'Œuvres de Rilke qu'il établit jadis (1), Paul de Man observe que, dans un siècle indifférent à la poésie, le poète des *Épigrammes de Duino* n'est pas seulement, parmi ses pairs, Yeats, Trakl, Wallace Stevens, Stefan George, Hofmannsthal... le plus connu en France, mais, aussi, dans le reste du monde.

De la France, nous dirons qu'il aimait les vertus de sa langue, « ce sens du dessin et de la mesure qui faisait contrepoids à son mysticisme, à son élan, à son émotivité » (2); et ce goût de la nuance précise, qui était le propre de son grand ami Gide, dont il appréciait ce principe, qu'il retrouvait plus tard, dans toute sa rigueur, chez Valéry : « La critique est à la base de toute œuvre d'art ».

Le grand nombre de ses lecteurs ? Sa poésie semble s'adresser, comme aucune autre, à leurs pensées les plus enfouies, pour les mettre au jour. Sans oublier qu'elle possède un système métaphorique et, pour ainsi dire, une substance d'âme si particulière qu'elle franchit la frontière de la traduction, en dépit de l'inévitable perte de sa musique. Mais n'affirmait-il pas, à propos de Rodin, que « la gloire n'est finalement que le résumé de tous les malentendus qui s'accumulent autour d'un nom nouveau » ?

Avec le temps, il a été de plus en plus lu, voire aimé, et de moins en moins compris. Peut-être parce que, comme le signalait, il y a déjà plus de quarante ans, un critique allemand qu'effarait la gloire de Rilke, on tend à négliger le grand lyrique qu'il est, pour chercher en lui le philosophe qu'il n'est pas.

Aussi, peu à peu, commençait-on à souligner son côté ami de la mort et des princesses, hôte des châteaux et amphitryon des anges, parce qu'il n'avait pas su traduire lui-même dans sa vie l'adhésion au réel qu'il prônait dans ses ouvrages : faire acte de présence, ici et maintenant. N'avouait-il pas, lui, chanteur des amours, qu'il était capable d'une inimaginable indifférence à l'égard de l'autre ?

Une seule fois peut-être s'est-il donné entièrement : à Lou

Andreas-Salomé, la future collaboratrice de Freud, qui avait refusé d'épouser Nietzsche. Elle, la Pétersbourgeoise, lui fit connaître la Russie (lire page 30 l'article de Claire Pasquani) : ils y rencontrèrent Tolstoï ; il traduirait Dostoïevski... Lou, qui sera pour lui jusqu'au bout la Femme avec majuscule, capable de tout entendre ; Lou, qui, d'emblée, avait mis en garde le poète contre son penchant à la joliesse sentimentale, lui conseillant, comme un remède, de changer son nom de baptême, René, qu'elle trouvait trop doux, en Rainer.

Rilke était né à Prague, en 1875, d'un père inspecteur des chemins de fer, et d'une mère très mondaine, mais sans moyens, qui, dans son désir de grandeur, allait jusqu'à coller des étiquettes de grands crus sur des bouteilles de piquette. Elle élevait l'enfant comme une fille, en mémoire d'une petite sœur morte en bas âge - avant de l'envoyer, à onze ans, dans des écoles militaires assez proches du bague, notamment celle de Mährisch-Weiskirchen, qui devait inspirer à un autre pensionnaire, Robert Musil, les *Désarrois de l'élève Törless*.

Marié, en 1901, à Clara Westhoff, une élève de Rodin, ce fut grâce à elle que Rilke rencontra le maître, son idole. D'abord visiteur accueilli avec empressement, il sera plus tard invité à séjourner à Meudon.

Rodin : « Une vie qui n'a rien perdu ni rien oublié, une vie qui s'est ramassée en s'écoulant. » Celle d'un travailleur acharné, ne se laissant jamais influencer par une époque qui ne s'intéressait pas à lui. Pas de confidents ; très peu d'amis ; mais des encouragements puisés dans la littérature : Dante, tout d'abord ; puis Baudelaire en qui, selon Rilke, Rodin sentait quelque chose qu'il avait précédé, « qui ne s'était pas laissé égarer par les visages, et qui cherchait le corps, où la vie était plus grande, plus cruelle et plus agitée ». Car c'est Baudelaire, aux yeux de Rilke - pensant, en l'occurrence, au poème *Une éphrogne*, - qui a imposé cette idée primordiale selon laquelle, du point de vue de l'art, la beauté et la laideur sont au même titre, mémorables. Quant à Cézanne, que Rilke découvre au Salon d'Automne de 1907 - un an après la mort du peintre, - il reste littéralement cloué sur place par ses tableaux : « Là, toute la réalité est de son côté ».

Cézanne, attaché, comme Rodin, à son travail, tel un vieux chien - « le chien de son travail, qui ne cesse de l'appeler, qui le frappe et l'affame ». Cézanne, qui mit tout l'amour dont il était capable dans un travail anonyme qui « se retourna du côté de la nature et sut ravalier son amour pour la pomme réelle, et le mettre en sûreté dans la pomme peinte » (3).

Baudelaire, Rodin, Cézanne, Gide, Valéry... Comme disait ce



Rilke (en 1902) : un grand lyrique.

dernier à propos de Baudelaire : « Tous ceux qu'il admirait demeurent admirés ».

Claude David, maître d'œuvre de ce premier volume de la Pléiade consacré à des écrits en prose de Rilke, a choisi aussi bien des récits - parmi lesquels les *Carnets de Malte Laurids Brigge*, chef-d'œuvre absolu que, après Maurice Betz (1926), il a lui-même traduit (4) - que des essais, des articles et, par la force des choses, rien qu'une petite partie, mais substantielle, de la corres-

pondance innombrable du poète (5). Pour Rudolf Kassner, l'œuvre et la correspondance sont, chez Rilke, comme le vêtement et sa doublure, et celle-ci est d'une étoffe si précieuse que l'on est tenté de porter le vêtement à l'envers.

Cela dit, ce choix, tel quel, possède bien des vertus : c'est, en effet, grâce au classement, à la confrontation ou à la mise en parallèle des textes que certains aspects de la personnalité et de l'œuvre du poète se trouvent

éclaircis. Par exemple, son rapport à Dieu et, en particulier, au christianisme, qu'il n'a jamais cessé de renier, et avec âpreté. Dieu, ce dieu dont il disait qu'il revenait aux hommes de faire advenir...

Ici, une lettre de soutien à des professeurs demandant l'abolition de l'enseignement religieux, sous prétexte que les matières bibliques et religieuses exigent des explications si interminables... Là, en revanche, lui demande-t-on quelle solution conviendrait-il d'apporter à la question juive ? Il répond « qu'il suffirait d'un seul tournant pour que ce peuple se retrouve face au Dieu inoubliable qui est le sien, et qui fut de tout temps sa dure patrie et son refuge de pierre ».

Pour ce qui est du christianisme, on dirait que Rilke confond le Christ avec l'Eglise. Mais, après avoir attaqué celle-ci au moyen d'arguments antichrétiens usés jusqu'à la corde, il touche quand même juste : ce qu'il reproche à Rome, c'est son mépris pour l'amour qu'elle appelle « physique » : « Pourquoi fit-on de notre sexe un détaché ? (...) Pourquoi notre appartenance à Dieu ne procède-t-elle pas, précisément, de cet enlèvement ? (...) Mon sexe n'est pas seulement tourné vers mes descendants, il est le secret de ma propre vie ».

Et ainsi successivement... Sur l'art, sur Laforgue, sur Maeterlinck, sur Goethe, aussi bien que sur Yvette Guilbert, les aperçus de Rilke sont d'une subtilité hors de pair.

Certes, il y a chez Rilke, comme un surcroît de poésie ; un état de poésie sans répit, qui faisait dire à Jaccottet, lequel, pourtant, l'aime tant, qu'« il fatigue la sensation ».

Cela est bien vrai. Mais, dans l'ensemble, Musil a raison quand il soutient que Rilke n'est pas seulement l'un des plus grands écrivains de son époque, mais l'une de ces hauteurs sur lesquelles le destin de l'esprit avance de siècle en siècle.

Hector Bianciotti

(1) Seuil, trois volumes : Prose (1966) ; Poésie (1972) ; Correspondance (1976).

(2) René Lang, in *Les Lettres* (revue), 1952.

(3) Nous citons ici la traduction de Philippe Jaccottet (*Correspondance*, Seuil). Celle de Claude David, la voici : « ... Il se retourne du côté de la nature et sut ravalier l'amour qu'il portait à toutes les pommes pour le loger à jamais dans la pomme qu'il peignait ».

(4) Gallimard, « Folio », 1991. Deux beaux fragments de *Malte*, traduits par Gide, furent publiés dans la *Nouvelle Revue française* en juillet 1911.

(5) Voir, entre autres : *Correspondance* par Rilke et Lou Andreas-Salomé, Gallimard, 1976 ; *Correspondance* à trois par Rilke, Pasternak et Tsvetkov, Gallimard, 1983 ; *Lettres autour d'un jardin* par Rilke, La Différence, 1977 ; et *Lettres à un jeune poète*, Grasset, « Les Cahiers rouges » ; et *Le Livre de poésie* (édition bilingue).

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Les mots qui tuent

Le grand critique anglais Cyril Connolly avait entrepris un roman policier, dans lequel un vieil homme de lettres est tué par sa notice nécrologique. Le jeu l'emusa, mais pas au point de rédiger le chapitre du dénouement, qui fut achevé par son ami Peter Lavi. Gilbert Adeir est un autre Anglais singulier. Traducteur de Péric, il propose un « remake » londonien de la *Mort à Venise*.

Page 24

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bort

L'acrobate et le théologien

Cocteau aimait jouer « à cache-cache avec les dieux ». Il tutoyait les anges et correspondait avec le philosophe catholique Jacques Maritain.

Maurice Bardèche et la haine de la démocratie

Bertrand Poirot-Delpech montre comment on peut être intelligent, grand balzacien, se dire indifférent à la politique et demeurer un fasciste sans faille. Maurice Bardèche publie ses souvenirs : « La défaite allemande (...) signifiait la victoire des ennemis de l'Allemagne nationale-socialiste, qui étaient aussi les ennemis de ces régimes fascistes que j'avais admirés au détriment de ces démocraties que j'avais toujours détestées. »

Page 26

GÉOGRAPHIE

Le retour des géographes

Une nouvelle génération de géographes s'est remise en cause ses outils, ses pratiques, ses théories, elle s'est frottée aux autres sciences humaines et à la littérature. Pour Armand Frémont, la nouvelle Encyclopédie de géographie, qui vient de paraître, est celle de cette génération.

Page 28

Le plus secret de l'Amérique

Les Etats-Unis de 1939 à 1989 : cinquante ans de littérature vus par un lecteur exceptionnel : Pierre-Yves Pétillon

HISTOIRE DE LA LITTÉRATURE AMÉRICAINE

Notre demi-siècle 1939-1989

de Pierre-Yves Pétillon

Fayard, 820 p., 250 F.

Ce n'est pas une « histoire de la littérature » au sens où on l'entend le plus souvent, un gros livre de référence que l'on consulte plutôt qu'on ne le lit. C'est l'aventure d'une passion littéraire, le « grand roman américain » d'un demi-siècle, 1939-1989, qui recouvre presque la vie de Pierre-Yves Pétillon (né en 1942). Pour 250 francs, en 800 pages, on s'offre le plus fascinant et le moins bécotement touris-

tique des voyages : dans le plus secret de l'Amérique (ses écrits), dans ce qui exprime le mieux un pays (sa littérature), dans l'intelligence et la culture (celles de l'auteur du livre).

Une introduction qui remonte « aux sources », pas de conclusion « synthétique » ; simplement un parcours très romanesque qui s'ancre à Brooklyn en 1939 avec Delmore Schwartz et s'interrompt provisoirement en 1989, toujours à Brooklyn, avec Paul Auster. « La littérature américaine telle qu'on la voit envisager au fil des pages qui suivent est vue sur fond de cinquante ans d'actualité, précise Pierre-Yves Pétillon. Elle a été photographiée au grand angle. Sauf lorsqu'on a, à l'occasion, changé de focale (...) le temps d'un gros plan » : « le demi-

siècle, encore proche de nous, qui va de 1939 à 1989, n'est après tout que la frange côtière d'un assez vaste arrière-pays : c'est parfois loin dans l'intérieur de cet arrière-pays singulier que se cachent les clés de l'Amérique et de sa paradoxale mais profonde étrangeté ».

Dans cette « frange côtière », des écrivains, des œuvres, des vies, des morts. Dans ce grand roman, deux personnages immenses, Faulkner et Hemingway, Hemingway contesté, détesté parfois, mais ombre géante qui recouvre tout...

Josyane Savigneau

Lire la suite et la chronique de Nicole Zand page 30

Lire également page 28 l'article d'Armand Frémont sur la géographie américaine

« Les Livres d'Histoire aujourd'hui »

SUPPLÉMENT

« SALON DU LIVRE »

Mercredi 17 daté 18 mars 1993

le baromètre de
CACHEMIRE
à la baisse

MEURTRE AU GASSENDI CLUB

de Cyril Connolly et Peter Levi. Traduit de l'anglais par Michèle Hecher, Le Promeneur, 176 p., 140 F.

AMOUR ET MORT A LONG ISLAND

de Gilbert Adair. Traduit de l'anglais par Philippe Mikriammos, Passage du Marais, 147 p., 115 F.

On a déjà dit tout le bien que l'on pouvait penser de Cyril Connolly à l'occasion de la publication de son essai littéraire et autobiographique, *Ce qu'il faut faire pour ne plus être écrivain* (1), et il suffit de rappeler ici que ce brillant journaliste et critique anglais, né en 1903, d'une culture et d'une finesse exemplaires, connut tout ce que son siècle compta d'important dans les lettres, notamment à travers la revue *Horizon* qu'il dirigea de 1939 à 1950. Il fut l'ami de George Orwell et d'Aldous Huxley. Il suffit d'ouvrir l'autobiographie de Stephen Spender (2) pour le retrouver à tous les chapitres, silhouette centrale d'un microcosme de beaux esprits où se mêlèrent, quelques décennies miraculeuses, dans les parages du quartier de Bloomsbury, à Londres, des écrivains majeurs, Virginia Woolf, des économistes, J. M. Keynes, des philosophes, Bertrand Russell, et, bien sûr, spécialité britannique aussi fameuse que le chocolat français, des anciens d'Eton devenus espions au service de l'URSS. Connolly prit d'ailleurs la défense de deux d'entre eux dans les *Diplomates disparus* (3).

Connolly était sans doute incapable d'écrire un vrai roman de quelque ampleur, ce qui le prédisposait admirablement à la critique. Mais il pouvait quand même, lorsqu'il parvenait à soulever sa grande paroi de jousseur mélancolique, pousser quelques points intéressants, comme son *Tombéau de Palmyre ou Mordé* (4). Il n'eut pas le temps ni l'énergie de mener à terme ce bizarre roman policier. *Meurtre au Gassendi Club*, et après sa mort en 1974, c'est son ami Peter Levi qui rédigea le quatrième et dernier chapitre, celui où tout se dénoue, dans la tradition d'Hercule Poirot. C'est un policier, dans son prétexte et sa structure, mais un policier tellement littéraire, bavard et digressif, que nous n'aurons aucun des scrupules ordinaires qui retiennent de révéler la clé de l'énigme au fil d'un compte-rendu.

STEPHEN KEMBLE est un jeune journaliste que son rédacteur en chef a chargé d'établir la notice nécrologique d'un distingué vieil homme de lettres, Mortimer Gussage, et qui se rend à l'invitation de celui-ci, pour un banquet dans son domaine de Talboys : en ce jour anniversaire de sa naissance, l'illustra écrivain est élevé au titre de Chevalier. C'est aussi sans doute parce qu'il est secrètement avéré de l'existence de cette notice que le tour nouveau Sir Mortimer Gussage croit bon de convier Kemble à son dîner. Ce repas, au cours duquel Kemble rencontre la jeune épouse de Gussage, ses amis proches et un agacant jeune homme du nom de Julian Frère, est un morceau de bravoure, non seulement pour Mortimer Gussage, mais pour Cyril Connolly.

La référence au festin de Trimalcion dans le *Satyron* de Pétrone est claire. Sir Gussage se montre d'un raffinement, d'une culture gourmande absolument étourdissants. Il est incoïtable sur la science du plan de table, la façon de faire mûrir la poire doyen des comices, les vins, les mets rares, le gibier. On a peur de lui indiquer un sujet de conversation, parce qu'il en épuise aussitôt tous les charmes sous un flot d'érudition lettrée, où se conjuguent dans le même chaudron les diverses hypothèses sur les causes de la mort de Flaubert et les noms d'auteurs plus ou



Gilbert Adair : traducteur anglais de Perec.

LE FEUILLETON de Michel Braudeau

moins connus de la fin du XIX^e siècle français, des listes d'épices, de fruits, comme on n'en trouve jamais autant chez Brillat-Savarin, qui mangeait plus et mieux que nous cependant, et cet étalage de science gastronomico-littéraire assez comique (on lira par exemple la recette de l'olive, pages 52 et 53, succulent morceau de bravoure) finit par être plus indigeste que les plats robustes de Trimalcion, modèle inégalable.

Mais au matin suivant cet interminable repas, Sir Mortimer est trouvé mort dans son lit. Sur son oreiller, la notice nécrologique, bien en évidence. On soupçonne Kemble d'une funeste indiscretion. Il proteste. Lui soupçonna Julian Frère d'avoir subtilisé sa

notice pour la montrer à Sir Mortimer, cardiaque notoire. La surprise d'une telle lecture était assez forte pour le tasser et Cyril Connolly avait derrière lui quelques décennies de critique littéraire pour tout savoir de la préparation des mots qui tuent. L'enquête commence, qui va dévoiler l'énorme canular monté depuis des années par un petit groupe d'anciens étudiants d'Oxford.

Les membres du Gassendi Club avaient autrefois décidé de mettre leurs plumes en commun et d'inventer un auteur, de toutes pièces, en écrivant son œuvre. Mortimer Gussage, par sa prescience, son élocution, était le mieux à même d'endosser le rôle du grand écrivain salonnière. Tout allait rondement, jusqu'au jour où Gussage se mit en tête de vouloir écrire vraiment, lui, le moins doué, le plus certainement dépourvu de talent de toute la bande. Il risqua de faire capoter la supercherie, et comme les membres du club étaient aussi fins connaisseurs de poisons subtils et indécibles.

Soit, c'est intelligent, amusant, mais on comprend que Connolly se soit ennuyé en fin de compte au cours de son roman et qu'il ait oublié de l'achever avant sa mort. Peter Levi a complété l'entreprise avec fidélité et vraisemblance. Mais, s'il ne s'agissait pas du dernier livre d'un homme si rare qu'on se doit de tout lire de lui, on n'en ferait pas trop de cas. La nécessité y manque, l'urgence, l'ardeur.

TOUT ce qu'on retrouve au contraire chez Gilbert Adair, auteur anglais singulier, traducteur de Georges Perec, dont on nous dit qu'il fait souvent son lit dans celui de grands textes du passé, d'Alice au pays des merveilles à *Peter Pan*. En l'occurrence le modèle dont il s'inspire est celui de la *Mort à Venise*, qu'il transpose aujourd'hui à Londres. Le narrateur est un écrivain né dans les années 30, auteur de quelques romans que la critique a signalés comme des « classiques modernes », et qui vit retiré dans sa tour d'ivoire près de Hampstead. Un jour, par hasard, parce qu'on lui a posé un lapin et qu'il pleut, il entre dans un cinéma et tombe sur un de ces films débiles comme on fabrique à la pelle les Américains. Il est sur le point de s'en aller quand il sent une force insidieusement le clouer à son fauteuil. Sur l'écran, le visage d'un adolescent de quinze ou seize ans, d'une beauté « banale et extrême » à la fois, un visage dont il tombe éperdument amoureux, comme Gustav von Aschenbach de l'Inaccessible Tadjik.

Dès lors, le romancier esthète va quitter son univers aristocratique et fauré pour courir dans tous les cinémas où passe la *Fac en chaleur* 2. Il verra tous les autres navets du même tonneau où joue son idole, Ronnie Bostock. Il s'abonnera aux revues pour ados, aux fan-clubs. L'obsession morbide du désir est décrite avec toutes les délicatesses d'un supplice chinois, et Gilbert Adair y ajoute une pincée d'humour nabokovien, en montrant son romancier conscient de s'avilir. Indifférent désormais au ridicule, prêt à tendre des pièges dignes de Humbert Humbert, il reconstruit son Ronnie, lui évouant son amour, sera gentiment éconduit. Mais là, Gilbert Adair change la conclusion de Thomas Mann. Le romancier envoie une lettre d'adieu au jeune homme. Une lettre importante, précieuse, qui laissera à Ronnie le temps de méditer sur ce tourment de la vie qu'il n'a pas voulu prendre, une lettre qu'il ne pourra se résoudre à jeter ou brûler. *Et, parce qu'il ne la détruirait pas, elle finirait par entièrement le détruire*. Une vraie revanche d'écrivain.

- (1) Fayard, 1992.
(2) Bourgois, 1993 (sic Le Monde des Livres de 19 février).
(3) Savvy, 1989.
(4) Fayard, 1990 et Bourgois, 1988.

CORRESPONDANCE

de Jean Cocteau et de Jacques Maritain. Édition établie et présentée par Michel Bressollette et Pierre Glaudes, « Cahiers Jean Cocteau n° 12 », Gallimard, 366 p., 180 F.

CORRESPONDANCE

de Jacques-Emile Blanche et de Jean Cocteau. Édition établie et présentée par Maryse Renault-Garneau, La Table ronde, 204 p., 125 F.

DEVINETTE : que peut-on dire de un funambule et un philosophe catholique ? « champion du néothomisme » ? Ils n'appartiennent pas à la même catégorie ni, sans doute, à la même galaxie... Le disciple de saint Thomas d'Aquin, c'était Jacques Maritain (né à Paris, en 1882, mort à Toulouse, en 1973). L'acrobate, c'était Jean Cocteau, l'un des mauvais élèves et des grands chercheurs de la littérature française (né à Meisens-Laffitte, en 1899, mort à Milly-la-Forêt, en 1963). Le premier défendait le principe d'identité. Le second affirmait avoir « volé ses papiers à un certain J. C., mort à dix-huit ans, après une brillante carrière poétique ». Jean l'imposteur vivait « au-dessus des moyens de son époque ». Et les époques n'étaient pas cela...

Pourtant, les deux hommes se sont écrit pendant quarante ans. Et leur Correspondance compte plus de cent cinquante missives, auxquelles s'ajoutent, à la fin du présent volume, la Lettre à Jacques Maritain et la Réponse de celui-ci, qui parurent dès 1926. Il est vrai que le funambule et le néothomiste s'intéressaient l'un et l'autre à l'autre, même s'ils n'étaient pas le même pressentiment de celui-ci. Cocteau fit de nombreuses tentatives d'évasion. Il se promenait, sans cesse, entre le visible et l'invisible. Il adorait ce genre de tour de force. Il « jouait à cache-cache avec les dieux », il s'efforçait les mystères et tutoyait les anges, tandis que son ami (l'austère théologien) donnait

des cours à l'Institut catholique de Paris...

La première lettre fut écrite par Jacques Maritain, le 26 mai 1923. Et la dernière, par Jean Cocteau, le 28 septembre 1963, c'est-à-dire treize jours avant que « le prince frivole » ne traverse définitivement les miroirs et qu'il n'aille « faire la planche sur le fleuve des morts »...

EN 1924, après la disparition de Raymond Radiguet, la météo fut très mauvaise pour l'auteur du *Potomek*. Sa « figure », disait-il, avait été « mise de travers par le souffrance ». Il fumait de l'opium afin de neutraliser ou de conjurer les souvenirs. Puis il remplace l'opium par l'hostie. Il prenait celle-ci « comme un cachet d'aspirine », destiné à calmer le désespoir. Cependant, Jacques Maritain croyait que Jean Cocteau retournait à la religion. Et celui-ci ne disait pas le contraire. « Vous êtes un poisson des grandes profondeurs. Lumineux et aveugle. Votre élément est la prière. Sorti de la prière, vous vous cognez contre tout. La maledresse : voilà notre terrain d'entente. (...) Nous sommes deux dépayés du même genre », écrivait l'acrobate à son ami.

Il pensait sans doute qu'ils étaient, l'un comme l'autre, des « âmes déguisées en corps ». Victorine de Chesteray avait utilisé, jadis, la même expression pour dépeindre le morelliste Joseph Joubert : « Une âme qui avait rencontré par hasard un corps et qui s'en tirait comme elle pouvait. » A vous de mesurer les avantages et les inconvénients de cette sorte de rencontre...

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

L'acrobate et le théologien



Reste qu'il y avait mal-donne entre Jacques Maritain et Jean Cocteau. Celui-ci ne pouvait être enrégimenté dans une église. Son genre d'existence n'était pas compatible avec la religion. Il avait une nature et une vocation d'hérétique. Le malentendu se révéla en 1927, avec l'affaire du *Livre blanc*. Maritain demanda à Cocteau de ne pas publier cet ouvrage où il faisait l'éloge de l'homosexualité (1). Mais, pour le funambule de Maisons-Laffitte, le « péché » n'était qu'une manière de frauder le « douane céleste ». L'amour ne désobéissait pas à la loi divine. C'était seulement une

façon de le « lire entre les lignes ».

Jean Cocteau relançait la querelle de la lettre et de l'esprit. Il se trouvait du côté de la petite fille qui sa repentait, durant toute sa vie, d'avoir volé des cerises, mais qui allait au paradis pour ce larcin. Le théologien n'avait pas la même idée de la justice éternelle. « Souvenez-vous de Wilde », écrivait Jacques Maritain, le 13 juin 1928. (...) Choisissez entre le diable et moi. Le *Livre blanc* parut quand même. Et son auteur cassa, pour un temps, de flirter avec l'Eglise. Cocteau s'était sans doute trompé de ciel. Cela ne

l'empêcha pas de rester l'ami de Maritain. Dans sa dernière missive, il lui parlait du « désordre féroce auquel Dieu condamne les hommes qui rêvent de devenir des machines »...

L'HIVER est plecé sous le patronage de Jean Cocteau, car on publie également sa correspondance avec Jacques-Emile Blanche et les souvenirs de Jean Marais. Tant mieux. L'écrivain le plus aérien de France donnera, peut-être, des leçons de légèreté à cette époque très pesante... La peintre Jacques-Emile Blanche (1861-1942) était le fils d'Emile et le petit-fils d'Esprit. Je veux dire qu'il était l'héritier des docteurs Blanche, médecins aliénistes de Pessy, pas très loin de la Seine. Il a déchiffré, d'une autre manière, le secret des âmes, car il est devenu le portraitiste de la République littéraire. Et, naturellement, il a fait le portrait de Jean Cocteau.

Leur Correspondance, qui s'est poursuivie de 1912 à 1939, comporte trente et une lettres du peintre et soixante-cinq de l'écrivain. Les deux amis tenaient la chronique de leur existence mondaine et celle de leurs travaux, de leurs rêves ou de leurs mélancolies. Rien de mieux que la littérature épistolaire pour savoir comment les vies se traversent... Ambulancier de l'ermite français, en décembre 1915, Cocteau renseignait Blanche sur le climat de la mer du Nord. Il parlait d'une grande fête fantôme. Et lui-même affirmait ressembler à « un phoque de la planète Mars ». Il avait une pensée pour Walt Whitman et Frédéric

Nietzsche, qui furent aussi des « ambulanciers poètes ». Étrange métier. Mais la vocation de la poésie, c'est peut-être de « ramasser les blessés » sur les champs de bataille...

Jean Marais a intitulé son livre *L'Inconcevable Jean Cocteau* (2). C'est juste. Cet adjectif « lui » va très bien. Comme « improbable », d'ailleurs. Jean Marais raconte qu'il naquit une seconde fois, en 1937, grâce à l'auteur d'*Orphée*. Le privilège de certains écrivains, c'est de changer l'état civil et même, parfois, le destin. Les recatés qu'ils emploient ne s'apprennent pas dans les écoles, mais, après leur mort, il leur arrive de « démoder la jeunesse », comme le dit Jean Marais...

« On traduit nos lettres en braille », écrivait Jean Cocteau, le 13 septembre 1926, à l'intention de Jacques Maritain. Ce sont maintenant vingt-huit de ses dessins qui reçoivent le même « traitement ». Gravés sur bois, par Fabrice Barbaras, ils sont réunis dans un coffret, sous le titre *Cocteau envisagé* (3).

L'éditeur de ces livres admirables s'appelle Claude Garrandes. Atteint de cécité depuis l'âge de douze ans, il a toujours été amoureux de la peinture. Dans les musées, il se faisait raconter les tableaux. Il a voulu pouvoir « lire », à sa façon, les dessins de Jean Cocteau. C'est chose faite. On peut, à présent, suivre leur tracé, avec les doigts, à travers les creux et les reliefs des gravures. Pour apprendre par cœur les visages, il faut sans doute les toucher les yeux fermés.

- (1) Le *Livre blanc* vient d'être réédité. Passage du Marais (1), rue Grenier, 75003, Paris.
(2) Éditions du Rocher, 238 p., 120 F.
(3) Préface de Louis Nucera, éditions Claude Garrandes (20 bis, avenue Gay, 06000, Nice).

« Signalez également la réédition de la *Chambre invisible*, dans la collection « Cahiers romans » (Gallimard, 208 p., 49 F.). Et les textes de collages de Montpelier (mai 1989), réunis par Pierre Calvez, sous le titre *Jean Cocteau aujourd'hui* (Méditerranée Éditions, 256 p.).

مكتبة القرآن

Personnages en quête d'impatience

Yves Pagès écoute les « rumeurs » venues des marges de la société

LES GAUCHERS

d'Yves Pagès
Julliard, 128 p., 90 F.

La Police des sentiments (1), le premier roman d'Yves Pagès, avait révélé un écrivain habile à camper des situations troubles, peuplées d'êtres vivant dans les marges de la société. Il est rare qu'un jeune auteur prenne le risque, dès son second livre, de s'écarter des structures narratives classiques. *Les Gauchers* n'est ni un roman ni un récit, encore moins une suite de fragments ou de nouvelles. « *Rumeurs* », annonce Yves Pagès. Oui, si l'on entend ce mot au sens de la confusion des voix.

Patrice, Raoul, Laetitia, Boris, Luc, Ygal et les autres, dont on ne connaît que l'état-civil et la profession des parents, font partie de « ceux qui ont des trous à la place des mots ». Leurs aveux se croisent, se complètent ou s'annulent. Parfois ils à un officier de police judiciaire ou à un juge pour enfants ? On ne le saura jamais et cela n'a, en vérité, aucune importance ! Ces



Yves Pagès : un livre politique et subversif.

adolescents sont tous des personnages en quête d'impatience. Ils voudraient ne jamais émerger du sommeil afin de demeurer au niveau de leurs rêves. La réalité, ce n'est jamais la leur, mais celle que les adultes leur imposent de gré ou de force. Yves Pagès dissèque l'épo-

que et le mal à vivre de ces passagers clandestins que sont les fugueurs, les petits délinquants, et tous les cancrs de la vie. Son livre est profondément politique, subversif même. L'amour ne trouve pas sa place dans ces pages. Quant à la sexualité, elle est réduite à une

fonction hygiénique. « Mais là, dans les toilettes du train, sans un mot pour m'expliquer, ô la bouche et ô la main, j'avais l'impression de faire ses besoins ». C'est ainsi qu'Anna raconte sa première expérience amoureuse, sans plus de commentaires. Un narrateur, sorte de voix off, tisse un lien artificiel entre les témoignages et ajoute à la confusion. Quelques-uns de ces sans-espoir croient néanmoins à la magie des mots, même si ceux-ci se rebellent lorsqu'ils veulent les utiliser. Alors, parfois, en un sursaut, ils préfèrent attendre l'ultime rendez-vous : « C'est trop important la dernière phrase qu'on prononce avant de mourir par terre pour le gâcher. Alors, j'ai dit merci ». Yves Pagès semble parfaitement à son aise dans ce paysage humain dévasté, tel un architecte qui ne construirait que des ruines.

Pierre Drachline

(1) Denoël, 1990.

Le fruit de la Passion

Alain Absire revisite le couple Joseph-Marie

JO... OU LA NUIT DU MONDE

d'Alain Absire
Calmann-Lévy, 256 p., 98 F.

Jo est seul avec le bébé Chris. Lou, la très jeune maman, manigance sans doute quelque divin traquenard avec Anne, sa propre mère, et l'équivoque Gaby. Jo, exoté par cet enfant qui lui vole l'amour de sa femme, angossé par la tendresse sournoise qui le submerge malgré lui, saisit son fils adoptif par les pieds et le tient au-dessus du vide. Une seconde de folie meurtrière qui a failli chambouler l'avenir de l'Occident.

Jo... ou la Nuit du monde est un remake de la plus enflammante légende, récit de la naissance du Christ selon Alain Absire. L'entreprise était périlleuse : le rôle de Joseph, cocu mystifié par Dieu, bref père ouvrier d'un prophète fugueur et ingrat, provoque plutôt les sourires narquois. Mépris d'autant plus injuste que l'estime ve sans réserve à Marie, la toute vierge, star intouchable d'uo tour de passe-passe.

Alain Absire joue en maître d'un vadeville qui a tourné à la tragédie. Il donne la parole à Joseph qui raconte au plus près de la souffrance une histoire d'amour poignant où l'homme n'est plus le patriarche géniteur mais un être fragile jusqu'à l'ouïr des clichés les plus simplistes de la virilité, soudain héros malgré lui d'une situation sans référence. Le romancier laisse pourtant intact l'imbroglio tyrannique qui a engendré une

religion obsédée par la culpabilité de la jouissance. Jo est un célibataire de treize-huit ans. Pervers solitaire dont la sexualité ne se libère que dans des rêves de violence et de sadisme.

Maître nageur paumé, il s'entête d'une Ophélie de banlieue, échouée sur le bord de sa piscine. Lou n'a que quatorze ans mais devine le désir des hommes. De vingt-quatre ans son aîné, Jo se consume d'un amour à contre-courant pour cette Lolita qui sait si bien nager. Elle avoue être enceinte après que Jo, ébloui, la frôle de ses doigts et de quelques baisers au goût de sorbet à la fraise. Jo épouse Lou qui accouche d'un fils de père inconnu. Lou élève son enfant Dieu sous le regard jaloux de Jo. Nous sommes en 1960. Trente-trois ans plus tard, s'interroge Alain Absire, ne serions-nous pas tout près d'immoler ce nouveau Chris ?

Notre fin
de siècle

La première moitié du roman est la plus accomplie. L'écriture est belle, inspirée de la sensualité hantée d'un Jo voyeur et inassouvi. Avec une impudeur aux accents mystiques, Absire descend au plus profond de la passion d'un homme jamais mûr, qui ne peut aimer qu'une femme enfant. Pages d'autant plus subversives qu'elles affrontent un sujet scabreux en toute liberté, sans la caution de la rédemption qui envahit le fin du livre.

Alain Absire aurait pu se conten-

ter d'actualiser l'affaire Jésus. Vierge de tous les dangers, il nous fait basculer dans le mythe sans crier gare avec l'assurance des conteurs naïfs qui croient ne transmettre que des certitudes. Chris est vraiment le Christ, Lou est Marie. Jo n'a plus qu'à être Joseph. Attendu dans ses entrailles par un cancer du colon, gribi peut-être par le fils prodige, Jo va au bout de son chemin de croix où lui est révélé son destin sacré.

On ne peut pas lire Jo... ou la Nuit du monde sans y chercher une interprétation de notre fin de siècle. Le sida qui corrompt la notion de plaisir sexuel et bouleverse l'évidence de l'enfantement ne transformerait-il pas jusqu'aux fondements de l'amour et du couple ? Alain Absire se garde de toute spéculation, mais on ne peut s'empêcher d'imaginer une humanité contrôlant systématiquement ses modes de procréation : des Joseph perturbés, soumis à des anges Gabriel spécialistes de l'insémination artificielle.

La puissance et la séduction du roman d'Alain Absire sont moins dans ses allusions bibliques que dans ses franges charnelles, quand on oublie la démesure divine au bénéfice des réalités humaines. Pauvre Jo qui n'a eu que le temps d'entrevoir l'image du bonheur paternel. Joseph est le premier homme à déceler les abîmes de la passion, il est aussi la première victime de l'invention du péché.

Hugo Marsan

AU FIL DES LECTURES

par Pierre-Robert Leclercq

L'engrenage des misères

« Ce qui compte, avec l'argent, c'est combien on en a, pas comment on l'obtient. C'est comme ça qu'il faut voir les choses, sinon on reste un minable. » Ce n'est pas un voyou qui chassent les vigiles chargés de surveiller une cité qui parle, mais Pierre, vigile lui-même. Avant à protéger les biens des habitants, il se laisse séduire par les magouilles qui se tramant dans cet univers où la loi est celle de la jungle. Mais, dans ce « pourquoi-pas-moi », moins de cynisme que de désillusion. Quelque chose comme une impuissance devant la fatalité. Cependant – et c'est l'intéressante montée du roman jusqu'à la réponse – peut-on si facilement basculer de la banale honnêteté dans la délinquance, devenue elle aussi banale ?

En choisissant la forme d'une chronique, conçue jour après jour, Alexis Nolent a construit un récit d'une force et d'une authenticité qui doivent à d'évidentes qualités d'écriture et particulièrement à une maîtrise des dialogues. Quand il est de ce style, simple comme le malheur quotidien, le roman offre de ces marginalités une image plus troublante que celles, furtives, qui filent sur l'écran. L'ailleurs est là. C'est aussi cela le rôle du romancier, traduire la réalité per la fiction. Alexis Nolent, avec cette première tentative romanesque, y réussit. Avec talent.

► Résidence surveillée, d'Alexis Nolent, Denoël, 180 p., 89 F.

Le jeu du vrai et du faux

Mansur « s'adonne des gestes de noblesse au cinéma muet ». Il est français. De Cécile, rencontrée dans un bar de Manhattan, il tombe amoureux « simplement ». Elle est anglaise et aquarelliste. Nous voici au départ d'une histoire d'amour. Une de plus. Mais ici, les hauts et les bas de la passion ne suivent pas exactement les traditions. Mansur veut connaître Paris qu'il a quitté peu après sa naissance, trente-deux ans plus tôt. On l'y arrête. Il n'a pas fait son service militaire. Dans la caserne où il est conduit, il se fait simulateur – un psychisme perturbé – et profite de sa situation de soldat pour mettre à l'épreuve les sentiments que Cécile lui inspire, laquelle, durant ce temps, devient une artiste connue. De retour à Manhattan, Mansur n'a pas de doute à propos de son amour et... Pour la suite se reporter à ce premier roman, dont l'auteur, Basile Panurgias – pseudonyme plus rebelle que le réel – « a décidé de construire sa vie autour de l'écriture ».

Cette première pierre ne saurait dire si l'ambition est ou non démesurée. Sans doute, le jeu du vrai et du faux, qui est le fond de l'histoire, ne gagne rien à se retrouver dans le forme où aient trop souvent l'évident plaisir à faire montre de brio : pour raconter la recherche d'une voie (celle où l'on s'engage à deux), l'auteur use et abuse d'une écriture polychrome, d'abord plaisante, puis agaçante, comme chaque fois où la petite trouvaille devient systématique. Mais il y a un certain rythme dans l'enchaînement des phrases qui élève la rigueur très classique et la brièveté qui se passe des verbes ; il y a une tonalité d'humour qui fait mouche sans lourdeur ; il y a de l'originalité dans l'évocation d'un événement banal. Alors, attendons le deuxième roman.

► Les Feux, de Basile Panurgias, éd. Plume, 183 p., 89 F.

Faulkner et Bartok en bateau

Trois romans et un recueil de nouvelles signés Alexis Salatto ont attiré l'attention des amateurs de littérature. Avec ce nouveau récit, l'auteur affine un style qui est sa marque, qu'on peut rapprocher du poème en prose. Sans nuire à l'histoire, cette forme est d'autant plus attachante qu'elle crée une sonorité particulière et qu'elle joue sur les trois registres du je-tu-il, osmose de l'auteur et de ses personnages, adresse directe à chacun d'eux, clair récitatif du narrateur.

Particulier aussi le sujet qui réunit Faulkner et Bartok, pour ceci que l'un et l'autre ont embarqué à Cherbourg, destination l'Amérique. Détail certes que ces départs espacés dans le temps – retour pour Bill, exil pour Béle, – mais le romancier donne à ce détail une importance qui n'est pas de simple coïncidence. Plus que de deux débarquements au même endroit, l'inspiration d'Alexis Salatto se nourrit d'un point de similitude dans les destins si différents de l'écrivain enterré près du « tumultueux Mississippi » et du compositeur qui eut son retour d'Amérique pour une inhumation dans la terre natale, près « du morne Danube glacé ».

L'un et les Noirs du sud, l'autre et les Tsiganes de la Hongrie se trouvent en communion dans une évocation où passent les ombres du Ku Klux Klan et un Budapest où le communisme des années 20 est vite balayé par « les vieux crabes de la bourgeoisie ». Les voix frêles en résistance aux incompréhensions, semblables dans l'attachement à leurs racines, patiemment en porte à faux avec elles. De son pays, Bartok aurait pu dire, comme Faulkner du sien : « Je l'aime tout en le haïssant ». Et Alexis Salatto soit nous ému par cette contradiction.

► Bill et Béle, d'Alexis Salatto, Presses de la Renaissance, 170 p., 85 F.

Point mort

CHARLES

de Jean-Michel Béqué
Ed. de Minuit, 124 p., 49 F.

La part de création ou d'invention semble assez mince dans le premier roman de Jean-Michel Béqué, qui paraît tout droit sorti de l'expérience ou de la mémoire de l'auteur, ou encore de l'observation intensément émue d'une réalité proche. Ce pourrait être, tant le récit est proche du constat, du procès-verbal, une illustration réussie de l'art minimaliste, appliqué au roman. Ce pourrait être, mais ce n'est pas...

Charles est un récit à deux personnages, dont l'un, Charles précisément, est mort, à l'âge de cinq ans, d'une maladie incurable, une cinquantaine d'années avant le début du livre. Le second, le narrateur, est le père de Charles. Il vit les derniers moments de son veuvage et de sa vieillesse solitaires, hanté par le souvenir de son enfant mort. D'autres figures passent : Gabrielle et Frédéric, les deux autres enfants, adultes d'âge mûr à présent, et leurs familles. – mais ce ne sont, aux yeux du père et aux nôtres, que des ombres, impuissantes à habiter le présent dévasté qui est le temps réel du récit.

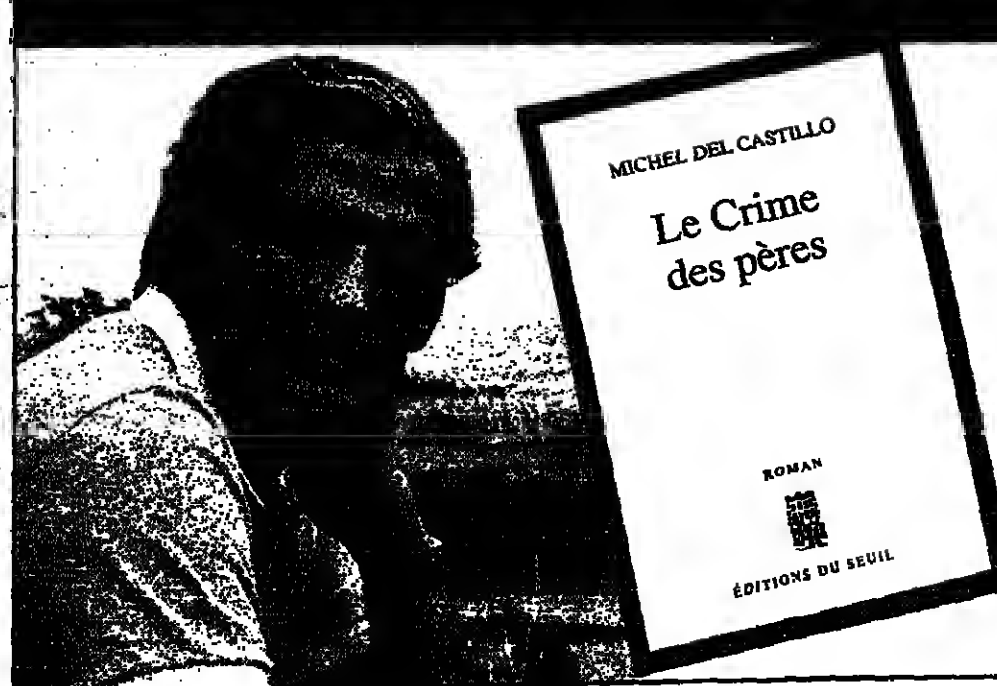
Égoïste, autrètement renfermé en lui-même, le narrateur vit attaché à cet axe d'absence, formé par l'image, le fantôme de Charles. Cette absence, il la ressent presque physiquement : « Il y a toujours ressentie, trop pleine, trop serrée de mémoire, de chagrin et de deuil pour pouvoir accueillir la présence, bien vivante celle-là, de son fils et de sa fille. Sa vieillesse n'est qu'une prolongation, une attente douloureuse « dans ce monde périmé », l'effet d'un passé arrêté à la date funèbre de la mort de l'enfant : « Seul le passé conserve quelques couleurs, mais des couleurs voilées, même le ciel a aujourd'hui des tons différents ».

Mais le thème du livre de Jean-Michel Béqué n'est nullement l'égoïsme. L'auteur ne porte aucun jugement sur l'attitude morale de son personnage, sur son incapacité à se détourner du motif de sa hantise, à terminer son deuil. Le propos de l'auteur est de constater l'insistance de cette douleur, de rendre compte de l'envahissement d'une conscience, comme arrêtée en un point mort. La vie du narrateur s'est constituée à partir de cette image. Elle s'épuise, se termine en elle.

L'écriture de Jean-Michel Béqué est forte d'une parfaite sobriété, d'une simplicité qui ne se laisse distraire par aucun pathos. Elle dit le temps arrêté, rend sensible cet effacement du temps que seule la mémoire et le deuil sont aptes à mesurer.

Patrick Kéchichian

MICHEL DEL CASTILLO



Régler les comptes avec l'Espagne ou avec lui-même ? Michel del Castillo a-t-il jamais été aussi loin, aussi profond, dans la recherche de ce qui fait de lui l'écrivain qu'il est ? André Brincourt / *Le Figaro*

Une soif dévorante de trouver des raisons, des causes, des explications au pire, un besoin d'aimer, au-delà de tout. Pierre Lepape / *Le Monde*

Nous voilà transportés dans une langue nue, incisive, au cœur d'une histoire comme l'Espagne les suscite tout en s'évertuant à les cacher. Un récit de flamme et de cendre... Michèle Gazier / *Télérama*

Editions du Seuil

LE MONDE DES LIVRES
HISTOIRE LITTÉRAIRE

Les auteurs du silence

UNE VOIX VENUE D'AILLEURS
Sur les poèmes de Louis-René des Forêts de Maurice Blanchot.
Ed. Ulysse fin de siècle
(74, rue de Velars,
23370 Plombières-les-Dijon).
43 p., 100 F.

Sur les poèmes de Louis-René des Forêts : tel est le sous-titre discret d'une élégante plaquette où Maurice Blanchot réunit trois textes d'une lumineuse brièveté, écrits en 1989 et 1991. Au plus bref d'entre eux, il s'agit d'exercer l'oreille à entendre « une voix venue d'ailleurs » (1), fragment de vers qui donne son titre et son rythme à l'ensemble. Le silence, plutôt qu'il n'est de la voix, est une voix, « aussi illusoire qu'un rêve », est proche du silence : « une voix s'élève, vibre encore au loin comme un nœud / Dont on ne sait s'il se rapproche ou s'en va ». Comment dès lors trouver la distance juste pour accueillir cette voix, peut-être vaine ?

Inutile d'espérer que « la critique », comme on dit, soit capable de fournir une réponse. « Je ne ferai pas ici « œuvre de critique », écrit Maurice Blanchot. Il y a plus de vingt ans au début du chapitre qu'il consacrait au *Bavard*, roman plus célèbre que réelment lu de Louis-René des Forêts (2). Le titre du chapitre était : « La parole vaine » ; et la titre du livre : *« L'Amitié »*. La parole vaine n'appelle pas le commentaire ; et moins encore cette voix vaine du poème, qu'il faudrait alors « transformer en prose approximative ».

L'amitié a raison du silence, de ce « tu dois te taire » qu'elle impose aussi. Il faut parler ; malgré les réserves, les réticences et les regrets : « Je crois qu'il faut parler d'Ostinate, qu'il faudrait en parler, mais privé de paroles, dans un langage qui m'obsède en me faisant défaut. » Mais l'amitié finit par trouver les mots, ces auteurs du silence. Tout en préservant la discrétion, qu'il serait grossier « de considérer » « comme la simple refus de la faire des confi-

dances ». Point de confidences donc. Mais, sans rien qui pèse ou qui pose, des remarques, des indications, des références (ici à Hegel ou à la musique, par exemple), des expériences communes aussi. Tout comme Maurice Blanchot, Louis-René des Forêts a rompu avec l'enchaînement propre au récit ou à l'argumentation : *Ostinate* est en effet un texte discontinu, fragmentaire, qui s'apparente au livre de Blanchot *« L'Écriture du désastre »*.

Il faut pourtant mettre en lumière diverses « particularités ». *Ostinate* pourrait passer pour une autobiographie lancée à la recherche de souvenirs enfouis, si l'usage du pronom « il » n'interdisait toute référence à un « Je » même lointain. Autobiographie sans « Je », *Ostinate* écarte aussi les temps du passé, pour maintenir le présent. Obligeant les souvenirs « à revivre comme si cela ne s'était pas encore passé ». Pratique per hessard, des moments resurgissent, détachés du défilé du passé ; à l'état de fragments, isolés par l'éclat du présent.

Puis soudain Maurice Blanchot s'interrompt, au moment même où le commentaire manœuvrait de retour : « A chaque lecteur de poursuivre ». La citation enfin peut ouvrir la chemin ; an « évocation » certaines figures dont la mission est de jeter le trouble : « Il y a aussi cette femme assise sur le rebord d'une fenêtre / Et c'est toujours la même. Qui donc est-elle ? Quel signe fait-elle avec ses doigts gantés de rouge ? »

D. S.

(1) Les textes de Maurice Blanchot se rapportent à deux livres de poèmes de Louis-René des Forêts : *« Les Mères de la mer »* (Mercure de France, 1967) et *« Poèmes de Samuel Wood »* (États Modernes, 1988), ainsi qu'à l'ensemble de fragments intitulé *Ostinate* (extraits publiés notamment par la NRF (janvier 1984), Actes Press (décembre 1986), *L'Œuvre de Louis-René des Forêts* (1987), *Cahier Louis-René des Forêts* (1991). A propos de Louis-René des Forêts, voir « Le Monde des livres » du 12 avril 1991.

(2) 1946, réédité en 1988 dans la collection « L'Imaginaire » chez Gallimard.

GEORGES BATAILLE LA MORT À L'ŒUVRE
de Michel Surya.
Gallimard, 712 p., 240 F.

Une biographie de Georges Bataille donne l'idée d'un objet particulièrement étrange. De tous les genres littéraires la biographie est le plus naïf : elle ne se voit pas comme genre littéraire, et croit pouvoir passer de l'œuvre à la vie par un geste asymétrique à celui de l'écrivain passant de la vie à l'œuvre, si bien que tout son travail aboutit, le plus souvent, à des énoncés de ce type : « Longtemps il s'était couché de bonne heure » - échos affaiblis et superflus d'un texte fort, qui se trouve, par une telle démarche, simplement répété, recouvert et trahi.

La biographie ignore, de plus, et par définition, ce qui constitue l'élément même de toute vie en train de se vivre. Elle ignore, précisément, « l'ignorance touchant l'avenir » - l'inconnu du jour qui arrive : la forme que prendra la mort, et donc la vie, cette vie-ci. Que raconte-t-elle dès lors, la biographie ? Un vague roman tout préfabriqué : un mauvais roman, infligé de la sorte, impudemment, à ceux qui en écrivaient de bons, qui ont passé leur vie, leur vie non écrite, à les écrire.

De Bataille, son ami Maurice Blanchot affirmait : « Les épisodes de sa vie n'appartiennent à personne... Il n'y a pas de témoins ».

Affrontant, malgré tout, une pareille entreprise, Michel Surya se sent heureux et posé, semble-t-il, aucune question sur le genre biographique, sur ses limites, sur ses seules. Il ne s'est pas donné le rôle de témoin. Il n'a attribué à aucun des nombreux témoignages qu'il rapporte un savoir décisif ou privilégié. Il s'est lancé comme en pleine mer, dans une sorte de certitude ou d'aveuglement emporté - et parvenu, paradoxalement, à faire toucher au lecteur une trajectoire, à lui permettre de sentir

Bataille sans témoin

La biographie de Michel Surya retrouve les points fondateurs de l'entreprise de l'écrivain



Georges Bataille en 1954.

une présence dont la force, dont la fièvre interrogative, n'est pas reformée, figée et réduite au rang de réponse.

Ajoutant au titre *Georges Bataille* le sous-titre *La Mort à l'œuvre* (emprunté au dernier chapitre de Francis Marmande sur *Bataille politique*, et faisant clairement allusion à la phrase qui sert d'exergue à *Madame Edwarda* : « Maintenir l'œuvre de la mort est ce qui demande la plus grande force »), il ne s'agit pas, bien évidemment, d'attribuer à Bataille une complaisance obsessionnelle envers le thème mortuaire, et de définir une sorte de spiritualisme noir, mais de faire saisir au contraire la force active du tragique à l'œuvre d'une telle vie (ouo loin de ce que Philippe Sollers, à propos de Lautréamont, désignait comme « l'homotopographie »).

Une pensée
actuelle

Et, de ce fait, ce que communiquait le plus immédiatement la lecture de ce livre est la radicalité de l'expérience tragique de Bataille, dès l'enfance : le père

syphilitique, aveugle, paralysé, puis fou, et mourant seul, à Reims, pendant la première guerre mondiale, abandonné par sa femme et ses enfants... Ce ne sont pas toutefois l'horreur ni la culpabilité qui, dans ces circonstances inimaginables, dominent l'expérience de Bataille.

L'existence d'un tel père n'a pas seulement pour lui l'effet de rendre dérisoires les problèmes que peuvent se poser d'autres adolescents ou confrontés à une telle intensité dramatique : cette intensité est si violente qu'elle met celui qui la vit en présence du désordre lui-même.

Et le choc provoqué chez le jeune Bataille par certains éclats, ou écarts de langage (brutale apparition du sexe dans un langage sans rapport avec le langage habituel de ce père), arrachés à l'aveugle d'émotion par ses premières crises, apparaît, Michel Surya le souligne, comme une sorte de modèle des chocs et traumatismes auxquels il voudra plus tard soumettre sa pensée, pour qu'elle pense : décalant dès lors dans cet épisode « la nécessité, en toutes occasions, d'en retrouver l'équivalent ». Par là, par la saisie

de ces nœuds moteurs où s'abolit la distinction canonicque entre « vie » et « œuvre », cette biographie retrouve directement les points fondateurs de la pensée, de l'entreprise de Bataille, et leur caractère radical, qui s'exprime dans des phrases comme celle-ci : « Je ne crois pas à la possibilité d'éviter d'aller jusqu'au bout des choses » - formules impétueuses, emportées, retardées, tout près de susciter le rire et en même temps extraordinairement saisissantes, éclairantes, quand on capte leur totale simplicité expressive, leur nécessité, le pas risqué qu'elles font dans un air vide...

Un autre aspect émerge avec une grande évidence de ces pages : la clarification des positions politiques de Bataille. La nouvelle édition Gallimard (notamment enrichie et approfondie par rapport à la première version des éditions Seguir, publiée en 1987) répond avec une grande exactitude aux récentes insinuations, celles qui voudraient suggérer un Bataille tenté, à la fin des années 30, par les doctrines fascistes, voire un Bataille « sur-fasciste ». Insinuations et accusations portées à partir d'une confusion de pensée assez surprenante, au moyen d'une information approximative et à la faveur d'un amalgame très sommaire dont une certaine tendance actuelle de la critique américaine est l'interprète.

Surya apporte un grand nombre de documents à l'étude de cette période et les analyse avec lucidité : il peut enfin écrire : « Bataille n'est pas seulement l'un des tout premiers à avoir dénoncé le fascisme mais encore celui qui entreprit, avant qu'aucun autre ne le fit, de le penser ».

Aucun fétichisme décevant. Seulement la mesure - juste, attentive - d'une des pensées les plus fortes et les plus actuelles de ce siècle.

Jacqueline Risset

Maurice Bardèche et la haine de la démocratie

On peut être très intelligent, grand balzacien, se dire indifférent à la politique, et demeurer un fasciste sans faille. Comment ?

SOUVENIRS

de Maurice Bardèche,
Buchen-Chastel
272 p., 145 F.

Juger les fascistes des années 30-40, des tribunaux d'exception s'y sont essayés, un peu vite, faisant moins la lumière que des martyrs. A l'histoire de trancher, si les placards livrent enfin tous les cadavres que cachent nos rancœurs croisées. « Notre but n'est que de comprendre », proposait Bainville, le maître de la droite historique d'ailleurs. Les Souvenirs de Maurice Bardèche méritent cet effort d'élucidation. Et la leçon pourrait servir, devant les résurgences d'aujourd'hui.

Comprendre quoi ? Comment un petit Berrichon sourd, fils de « rad-soc », bourgeois par la grâce d'un franc-maçon ami de la famille, devenu normalien, agrégé et grand connaisseur de Balzac (édition des *Œuvres complètes* aux Sept Couleurs, essais chez Plon et Julliard), comment un apolitique proclamé et doué pour la douceur en famille, a pu détester notre démocratie parlementaire au point de ne pas exclure la collaboration avec l'occupant, de lui comparer les bombardements alliés, de ne pas deviner la mondialisation et l'issue de la guerre, et jusqu'à voter à la République, après un demi-siècle, une haine raisonnée, distincte du ressentiment sacré que lui a laissé l'exécution, à la Libération, de son beau-frère Brasillach ?

Car, comme on le sait, Bardèche a été « débarbouillé de toute idée démocratique » par l'Action française. Mais, comme lui et comme la plupart des normaliens des années 30, y compris ceux que le maurrassisme n'avait pas atteints, Sartre, Aron ou Merleau-Ponty, il s'affichait indifférent à la politique, tellement

moins digne de passion, à ses yeux, que l'érudition universitaire.

La guerre, Bardèche dit l'avoir vu passer « du bord de la route ». Il s'est réfugié dans l'égoïsme à courte vue qui, selon Amroux, qu'il approuve sur ce point, fut celui d'une grande majorité de Français. Il ne se cache pas d'avoir ignoré à peu près tout et d'avoir compris de travers le peu qu'il apprenait, comme de croire le débarquement du 6 juin condamné à demeurer une tête de pont. (Fallait-il qu'en plus de son ingénuité il crût sur parole la presse pro-allemande ?)

Une distraction sélective

Notre attentiste n'a pas de mots assez durs pour qualifier après coup sa « torpeur », sa « paralysie », sa « honte » de « veiller sans conscience ni instinct », de « médiocre patriote », de « mauvais logicien », atteint de « stupide et ignoble somnolence », alors que « les autres se battaient », « tous plus estimables » que lui.

A l'en croire, son beau-frère Brasillach ne se serait guère plus engagé par la politique, sans don ni goût pour elle. A *Je suis partout*, il ne serait pas devenu rédacteur en chef si Pierre Gaxotte n'avait quitté la fonction pour « convenances personnelles ». Bardèche n'a pas cherché à s'expliquer ces convenances, pas plus que le retour de captivité de Brasillach en août 1941. Distraction sélective : ses souvenirs deviennent plus circonstanciés quand il s'agit d'évoquer les services rendus par son beau-frère au résistant Cavallès. Lors du procès de Brasillach, et après bientôt cinquante ans, Bardèche fait preuve envers le supplicié d'un 6 février 1945 d'une pitié et d'un courage dont il se serait cru incapable, adolescent, et qui auront marqué son destin.

par Bertrand Poirot-Delpech

Son dégoût à l'égard de l'« épuratoire » s'est nourri de ce drame familial. Mais Bardèche fonde son attitude en droit et prétend à tout ce qui prétend rompre avec l'armistice de juin 1940, signé régulièrement et donc impossible à tous. Pour lui, la Résistance était illégale, sans héroïsme dans l'ensemble, et ses attentats « sournois » n'ont hâté la victoire allée de quelques semaines, au prix d'inutiles et légitimes représailles. Il était juste que la Milice s'opposât au « sabotage et à l'anarchie ». Il n'était pas antipatriote de combattre aux côtés des Allemands un bolchevisme tout aussi criminel que le nazisme, et auquel de Gaulle donna des pages, notamment en refusant la grâce de Brasillach. Les bombardements alliés sur Dresde, longuement déplorés, sont jugés plus barbares que les atrocités nazies, à peine mentionnées, comme si la réplique que « blitz » enduré par Londres et la guerre totale voulue par Berlin était de même nature que le massacre d'enfants juifs par les nazis.

Face à la « légende » d'une libération de la France par elle-même et à l'aggravation, après coup, du dédit d'opinion en crime d'intelligence avec l'ennemi, alors que l'armistice avait mis fin légalement à l'état de guerre, Bardèche estime que le peuple français s'est « déshonoré » - plus gravement qu'en perdant la bataille de juin 1940, car il a alors répudié « l'évidence et le droit ». Même condamnation : à travers les procès de Nuremberg, des lois rétroactives dictées par le vainqueur en non de l'« humanité », la nation devait être sciemment garantie, selon lui, de notre identité, de notre liberté, de nos valeurs.

Ces convictions nationales-socialistes, Bardèche n'a pas attendu la guerre pour se les forger. Elles étaient en germe dans le corps de

doctrines fascistes auquel il avait adhéré dès les années 30, avec moins de désinvolture qu'il ne le dit.

Il n'est ni le premier ni le seul à invoquer le droit quand celui-ci sert ses espérances - comme l'armistice de 1940 - et à s'y opposer quand la légalité, comme celle de la III^e République, lui fait horreur. Par « fidélité » à la violence révolutionnaire de 1789, Bardèche fait partie des fascistes qui opposent aux « entraves » de la « loi formelle » en démocratie - source d'un pouvoir jugé asservissant, impuissant, tyrannique, libre de déclarer les guerres sans vote - une volonté populaire « réelle », dont l'expression, assurée sans plus de vote par un « faisceau » d'énergies nationales, reste juridiquement floue, sauf à souscrire, comme il le fait, au putsch et au régime autoritaire de ses « amis franquistes ».

Antisémitisme « bénin »

De ce fait, la fiole de la guerre prend à ses yeux une signification singulière, qui vaut d'être citée : « Je ne me réjouissais pas de la défaite de l'armée allemande, pas davantage de la fin de l'occupation allemande, (...) (qui) annonçait le début d'une autre occupation, celle des vainqueurs de l'Allemagne. Et la défaite allemande ne signifiait pas la victoire de la France, elle signifiait la victoire des ennemis de l'Allemagne nationale-socialiste qui étaient aussi les ennemis de ces régimes fascistes que j'avais admirés au détriment de ces démocrates que j'avais toujours détestés » (p. 166).

Voilà qui ne manque pas de pester intérieurement. Et sans doute Bardèche pousserait-il, dans cette voie, jusqu'au révisionnisme, si la loi n'« interdisait », comme il le déplore, d'« écrire la vérité ».

Les convictions fascistes vout rarement sans un antisémitisme plus ou moins assumé.

Bardèche reconnaît qu'il était sujet, avant la guerre, à des « atteintes » qu'il qualifie de « bénignes », d'« insinuations », de celles qu'on « attrape par mimétisme sans y attacher d'importance ».

Y a-t-il jamais de la bénignité dans ce domaine ? Est-ce si peu important d'accueillir « sans indignation » les premières annulations par Vichy des naturalisations de juifs étrangers, que le Front populaire avait en le tort, selon lui, d'accueillir en trop grand nombre ? Bardèche est de ceux pour qui la guerre de 1939, perdue d'avance, a été voulue par les juifs contre notre intérêt et notre ven, de ceux qui n'ont rien su ou voulu savoir de l'extermination raciale, jusqu'en 1945, et qui refusent de la distinguer, on l'a vu, des pillages alliés.

Quoiqu'il s'en défende et qu'il pèse ses mots en écrivain connoté, il est aussi de ceux à qui échappent des préjugés de type raciste, même quand ceux-ci se veulent flatteurs. Les « familles juives » sont créditées par lui d'une « convivialité plus spontanée que les familles installées depuis longtemps ». Les juifs lui semblent « intéressés à tout ce qui peut avoir dans l'avenir une valeur, même minime ». Attiré par l'« exotisme » du quartier parisien du Marais, l'étudiant Bardèche s'attachait de préférence, il ne sait pour quoi, aux « juives qui ne sont pas juives », à tel « gentil profil d'oiseau », à tel « regard doux et humble d'offrande ».

Une illusion d'optique éclairait les origines inconscientes de son antisémitisme-républicain. La première fois qu'il rencontre la sœur de Brasillach, qui deviendra sa femme, l'auteur, par « je ne sais quelle aberration », lui voit « un nez busqué qui est tout

le contraire du nez qui l'a accompagné dans l'existence »...

Son excuse, si c'en est une, est que l'antisémitisme dit « bénin » est pratiqué, avant guerre, par un grand nombre de ses contemporains écrivains. Morand et Jouhandeau y sont allés fort, dans le genre, sans parler de Céline, que des esprits brillants voudraient absoudre aujourd'hui de ses pamphlets au motif qu'il y manierait des « mots », et non des « faits » (1). Le Giraudoux de *Plains Foudroyés* a plus que défrayé, comme le reconnaissent et l'analysent finement les *Cahiers* n° 21 (2). Romain Rolland, Valéry et Gide ont laissé passer plus que des lapsus. Le général de Gaulle lui-même n'a-t-il pas parlé dans ses *Carnets*, à propos des juifs de Pologne, de leur « grouillement » et de leur « passion du trafic » ?

En dépit de croyances au moins aussi porteuses de crime que celles qu'elles combattait, on ne peut dénier de la grandeur à la fidélité intraitable dont Bardèche témoigne en amitié, ni un charme certain au peintre de la vie quotidienne, dont les petits bonheurs intimes, dans la nuit de l'Occupation, consolent du malheur général.

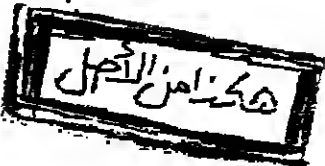
Il pourrait, d'autre part, se révéler utile, au cas où, comme le redoute le philosophe Gérard Granel dans les *Temps modernes* de février (3), les années 30 seraient « devant nous », de mieux comprendre comment un homme de culture, honnête et subtil, peut en venir à exécuter la démocratie si fort et si définitivement.

(1) Voir l'essai de Stéphane Zaglinski, *Céline seul* (Gallimard), dont Michel Contat rendra compte dans un prochain numéro du « Monde des livres ».

(2) *Figures juives chez Giraudoux*, « Cahiers Giraudoux », Grasset, 1992.

(3) « Les années 30 sont devant nous », de Gérard Granel, dans les *Temps modernes*, n° 339, février 1993.

هناك من القول



LE MONDE DES LIVRES
ACTUALITÉS

La série noire de Cagnat



NOIR
de Jean-Pierre Cagnat.
Maspero, 66 p., 39 F.

Comme tout bon dessinateur, Jean-Pierre Cagnat, qu'on retrouve souvent dans le monde des livres, a une prédilection pour le noir. Celui de l'encre de Chine, celui du fucus, celui de la gouache. Comme tout bon dessinateur de presse, Jean-Pierre Cagnat aime les mots. Ceux qui roulent et s'entrechoquent, ceux qui aiment jouer les uns avec les autres et qui, chez les plus

doués, les plus réceptifs, savent suggérer une idée inédite, un point de départ à une création graphique.

Noir est né de cette rencontre entre ces deux passions : vingt-six variations inspirées sur un adjectif qui, dans nos sociétés, n'a pas bonne presse puisqu'il suggère le deuil.

De la bête à l'humour, de la marée au fameux vendredi de 1929, voici donc, féroces, tumultueux, horribles comme il se doit, quelques beaux traits d'humour, noir bien entendu.

P. L.

EN POCHE

« Cette mélodie entre toutes les autres »

La nom d'Albert Béguin est associé à la connaissance, en France, des grandes - et au moins grandes - œuvres du romantisme allemand. C'est à la fin des années 20, à Paris d'abord - où il rencontre Jean Cassou, Edmond Jaloux et Charles du Bos, - puis à l'université de Halle en Allemagne, où il est lecteur de français, que Béguin, qui a déjà traduit Jean-Paul et Goethe, prépare son grand livre. En 1937, il soutient sa thèse à Genève : elle est intitulée *Le Rêve chez les romantiques allemands et dans la poésie française*, et est immédiatement publiée en deux volumes chez Corti, sous le titre *L'Âme romantique et le rêve*. Deux ans plus tard, paraît, chez le même éditeur, une édition allégée en un volume. Albert Béguin est mort en 1957, laissant une œuvre critique qu'il est grand temps de remettre à l'honneur et, avec elle, une critique littéraire affirmant la valeur irremplaçable de ce que Béguin lui-même appelait la *sympathie*.

Bien plus qu'un livre scrupuleusement informé - sur les penseurs aussi bien que sur les poètes romantiques allemands et sur leur héritage repris par les écrivains français, de Noddy aux symbolistes, à l'Âme romantique et le rêve demeure une admirable méditation sur les vertus de l'imagination et du rêve.

Dans sa préface, Albert Béguin écrivait magnifiquement : « Il faut qu'à tout prix, désespérément, nous sentions better - mieux que ne le permet la faible perception morcelée du présent - ce rythme qui nous est particulier et qui nous constitue, qu'autrui devine dans notre démarche, dans nos gestes spontanés, dans nos paroles, grâce à l'amour qu'il nous porte (...). Il n'est d'autre moyen, pour saisir cette harmonie ou cette loi particulière que d'échapper au temps par la contemplation du temps, de percevoir, l'oreille tendue, cette mélodie entre toutes les autres, qui est notre Destinée. »

On ne peut que saluer la réédition en « poche » de ce grand livre.

P. K.

► *L'Âme romantique et le rêve*, d'Albert Béguin, « Livre de poche-Biblio », n° 4170, 608 p.

En littérature étrangère, « Folio » propose de nombreuses nouveautés, parmi lesquelles : le *Nauffrage*, de Thomas Bernhard, roman datant de 1983 et mettant en scène le pianiste Glenn Gould (traduction de Bernard Kraus, n° 2445) ; le *Colporteur*, de Peter Handke (traduit par Gertrude Wittkop-Ménardreau, n° 2438) ; *Les deux jacinthes coupées*, de l'Espagnol Gonzalo Torrente Ballester (traduit par Claude Belton, n° 2452) ; *Cronopios et Famaux*, de courtes proses de Julio Cortázar (traduit par Laure Guillevin-Bataillon, n° 2435) ; *l'Immortalité*, de Milan Kundera (traduit par Eva Bloch, postface de François Ricard, n° 2447) ; *Le roman de monsieur Mollière*, de Mikhaïl Boulgakov (traduit par Michel Périer, n° 2454) ; *Dubnaïa*, le recueil de nouvelles de James Joyce (traduit par Jacques Aubert, préface de Valéry Larbaud, n° 2439).

Le rhétorique, art de convaincre, est au cœur de la société de communication. Sa renaissance, affirme Michel Mayer dans *Questions de rhétorique : langage, raison et séduction*, est à mettre en parallèle avec l'affondrement des idéologies. (Livre de poche, coll. « Biblio-essais », n° 4171).

En « Points Segesses » (n° 2450), au Seuil, Paul-Louis Landsberg, philosophe oublié, mort en déportation, ornateur influent de la revue *Esprit*, s'interroge sur le *Problème moral du suicide* et tente un essai sur l'expérience de la mort.

Passage en revues

Littérature, poésie

« Il va nous falloir défendre, illustrer, faire vivre la langue française dans sa spécificité non par respect ou ignorance des autres langues mais par amour bien vécu de la nôtre. » Cette déclaration, qui ouvre le premier numéro d'une nouvelle revue, *Sarrazine*, est de bon aloi. Si elle ne donne pas une assurance, elle est du moins le signe d'une louable intention. Dirigée par Paul Châtel de Brancion, cette publication semestrielle, soigneusement présentée et revêtue d'une couverture jaune, se propose de rassembler, autour d'un mot, des contributions qui « aient un rapport direct ou indirect mais constant, réel et fort » avec celui-ci. « *Ecartelé* » : c'est le premier mot choisi. Il peut surprendre, mais il a l'avantage de pouvoir se décliner sur plusieurs plans, symbolique, moral ou physique.

Il serait paradoxal, à partir de ce thème, de chercher l'unité des différents textes réunis dans le numéro. Explorateur de contrées fabuleuses, proches si l'on veut de celles inventées par Henri Michaux et revisitées par les surréalistes, Pierre Boutevrou se livre, dans les *Négriers jaunes*, à une rêverie érotique débridée et alerte. Tandis que Michel Pastoureau analyse l'écartelé, bérailleur, Patrick et Roman Wald Lasowski proposent quelques réflexions sur *Barbey d'Arenval*, dandy orgueilleux s'écarter avec constance de tous les chemins, esthétiques et politiques trop balisés. Jacqueline Merille et Yael Cange donnent de ce même thème une illustration plus directement littéraire. Quant au jésuite Pierre Gilbert, il reprend, autour de l'image de l'étoile, la question assez classique de la division chair-esprit.

Mais la figure emblématique de ce cahier pourrait être Damien, atrocement supplicié en 1577 pour avoir porté la main - armée d'un assez loquace caillou - sur Louis XV. Un extrait des *Mémoires* de Casanova raconte la scène, ou plutôt son effet sur quelques spectateurs... Suivent quelques

(insoutenables) procs-verbaux d'époque sur cette même scène. Attendons les prochains numéros pour pouvoir mieux apprécier les mérites de cette entreprise. (*Sarrazine*, 3, rue de la République, 78100 Saint-Germain-en-Laye, diffusion les Belles Lettres, 80 F. En librairie le 16 mars.)

Java (numéro 9) fête le vingtième anniversaire de la parution du *Mérite* de Denis Roche, livre qui marque la rupture de l'auteur avec la poésie. On s'interroge beaucoup, habituellement et à bon droit, sur les motifs, sources et destinées des œuvres, pour y repérer, par exemple, le travail du négatif, la place des silences. Il est plus rare, en revanche, d'avoir l'occasion de se pencher sur l'absence d'œuvre, sur le silence décidé, afin d'en comprendre les motifs, contours, sources et destinées. La démarche de Denis Roche, érigeant le flux de sa poésie - l'inspiration, ou ce qui en tient lieu, est-elle elle-même impuissante à prendre ce genre d'arrêt, qui relève davantage de la réflexion et de la conscience, ou encore, plus simplement, de l'obus - condamnant en lui le poète au silence, est à cet égard intéressante.

Roche s'en explique lui-même dans un long entretien avec Yves de Manno et Jacques Sivan. Il ne dramatise pas, ne prend pas la pose du poète englouti dans la blancheur de sa page. Il dit d'abord une chose très simple, très évidente, mais qui ne manquera pas de choquer : « La poésie est le genre littéraire le plus facile, le plus ouvert, le plus abordable. » Tout le monde, c'est-à-dire n'importe qui, écrit des poèmes. Le problème « sérieux » - mais on doit aussi rire dans ce sérieux, et Roche ne s'en prive pas - est donc moins d'écrire de la poésie que de s'en plus écrire. Pas moins sérieux, cet aveu : « J'ai le sentiment d'être en plein dedans ou d'être totalement ailleurs. » Ce sentiment ne se théorise pas ; tout juste peut-il se comprendre. Il n'est pas impossible cependant qu'il soit le cœur d'une expérience vitale ; poésie ou oon-

poésie seraient alors les deux faces d'une même figure.

Henri Deluy, Alain Borer, Jean-Michel Miesle, Paul-Louis Rossi, Jean-Marie Gleize, Jude Stefan et d'autres accompagnent, dans ce numéro de Java, la réflexion de Denis Roche (1). (*Java*, Éditions Évident, 25, rue Moreau-de-Tours, 77590 Bois-le-Roi, 60 F.)

On connaît surtout la figure philosophique de Jean Wahl, historien de la philosophie, professeur à la Sorbonne, mort en 1974. Proche de l'existentialisme, il commenta notamment Kierkegaard et le jeune Hegel. Mais Jean Wahl fut également poète - en français, mais aussi en anglais - et publia, entre 1928 et 1951, plusieurs livres de poésie. Parallèlement à la remise des archives de l'écrivain à l'IMEC (Institut Mémoire de l'édition contemporaine), le dernier numéro (39) de la revue *l'Œil*, dirigée par Jacques Darras, propose un large choix de poèmes (traduits par J. Darras pour la partie anglaise), ainsi que quelques études sur la poésie.

Convoquant la poésie comme « exercice spirituel », Jean Wahl cite, et discute, un propos de Wallace Stevens tenu lors d'une conférence à laquelle il assista dans les années 40. Ce beau texte, ainsi qu'un article d'Anne Luyat-Moore sur les rapports des deux hommes, figurent dans ce numéro. Selon le poète américain, « la poésie est une philosophie en acte, la philosophie qui se fait la philosophie ». D'inspiration philosophique, la poésie de Wahl, dont la redécouverte apparaît nécessaire, se tient dans cette non-officialité de l'être. (*l'Œil*, Le Cri, 43, rue Guillaume-Stocq, 1050 Bruxelles, 85 F.) P. K.

(1) Java publie également une brève étude de Jacques Sivan sur Denis Roche. Le livre en est aussi étonnamment que savant : le *Beau en présence ou le Serein à la mère Denis* (36 p., 48 F.)

Fin d'Alinéa

Les temps sont durs pour la petite édition. Touchés de plein fouet par la crise qui fragilise les structures de taille réduite, les éditions Alinéa viennent de déposer leur bilan. Les responsables de cette maison installée à Aix-en-Provence se sont trouvés dans l'incapacité de répondre aux sollicitations des banquiers qui les pressaient de rembourser leurs dettes. Un administrateur judiciaire a été désigné, jeudi 25 février, pour tenter de trouver des solutions de reprise et de redressement du passé.

Créées en 1983 par Jacques et Diane Kolnikoff, les éditions Alinéa comptent cent cinquante titres à leur catalogue. Une production essentiellement tournée vers l'histoire et la littérature, avec une prédilection pour les auteurs étrangers. Alinéa avait notamment fait connaître en France les écrivains allemands Christa Wolf et Christoph Hein. La faillite a été précipitée, en 1992, par l'insuccès de deux ouvrages sur lesquels Alinéa avait fondé beaucoup d'espoir : le *Cerveau de Léonie* de l'Allemand Tilman Spiegel et *Jasmine* de l'Américaine Bharati Mukherjee. Autre déconvenue, le lancement d'une collection d'œuvres rares d'auteurs classiques baptisée *l'In-temporel*, s'est soldé par un demi-échec. En 1992, la production d'Alinéa avait été réduite de vingt-deux à quatorze titres annuels, mais cette mesure n'a pas suffi à enrayer la chute.

Raphaële Rérolle

Illisible, peut-être ?

« Illisible » : voilà bien le mot qui sert à tout en matière d'appréciation de la littérature. La revue *Quai Voltaire* (1) s'attaque à ce sujet avec sérieux et humour. Tout commence par « Cette obscure clarté », un beau texte que Christian Prigent place sous le signe d'Artaud - « tout vrai langage est incompréhensible ». On continue avec le facétieux Dominique Noguaz qui, dans « Le déchet de l'illisible », qu'elle existe », ne parvient pas à être illisible, dans son exercice de dérision.

Il ne faut pas trop en dire, sous peine de rendre trop flébile, par avance, le délicieux illisible. Rendons seulement hommage à Pascale Casanova qui, comme d'autres fois dans cette revue, donne une passionnante lecture, de Cap au pire de Samuel Beckett, sous le titre « Ars Combinatoria ». Signalons aussi « L'illisible » de Claude Simon, où François Vergne-Billy s'interroge sur ceux qui, au moment du Nobel, ont accusé Simon d'avoir « enterré » le roman français : « On pourrait se demander si ceux qui, aujourd'hui en France, fixent les critères de l'illibilité lisent vraiment les textes dont ils parlent pour taxer ainsi ceux de Claude

Simon d'illibilité », conclut-elle. La réponse est, bien sûr, dans la question...

Après *Quai Voltaire*, une autre lecture réjouissante : la douzaine de lettres inédites de Gombrowicz présentées par Rita Gombrowicz dans *l'Infini* (2). Des lettres écrites entre 1963 et 1965 à Juan Carlos Gomez, qui fut l'un des amis argentins de Gombrowicz. Des lettres de colère. Qu'on en juge : « Mon cher Gomez : j'ai été écorché par votre lettre, écrit Gombrowicz, de Berlin, le 21 juillet 1963. D'abord par ce qui concerne l'homosexualité et le cochonnerie. Quelle cochonnerie et quelle homosexualité ? (...) Apprenez donc à vous montrer courageux et libre et ne vous laissez pas impressionner par des mots. C'est la seule manière d'être des hommes - tout le reste n'est que convention. Je voudrais encore vous faire remarquer que, d'un point de vue strictement esthétique, le beauf de l'artur dépend uniquement des personnes qui le font »

Jo. S.

(1) *Quai Voltaire* n° 7, hiver 1993, éd. Quai Voltaire, 98 F.
(2) *L'Infini* n° 41, printemps 1993, Gallimard, 82 F.

Paroles sans frontières

Jacques Gailloz
La prise de parole de l'évêque d'Evreux en faveur des exclus dérange, souvent même à l'intérieur de l'Eglise.
Dans ce livre, Jacques Gailloz s'explique sur le sens de cette présence, devenue désormais habituelle, dans les médias.

128 pages, 78 F.

DDB

Un colloque Hofmannsthal. - Un colloque international intitulé « Modernité de Hofmannsthal », organisé par l'Institut autrichien sous la direction de Jacques Le Rider, aura lieu à Paris du 11 au 13 mars. Au programme : ses rapports avec Benjamin, Celan, Musil. Broch aussi que de son influence sur le livret d'opéra et sur la musique de son temps. La rencontre aura lieu à l'Institut autrichien (30, boulevard des Invalides, Paris-7) et à l'université Paris-VIII (Saint-Denis). La publication des Actes du colloque est prévue dans la revue *Austriaca*. (Recoissements : 47-05-27-10.) En outre, une lecture de la *Lettre de Lord Chandos* et des *Lettres du voyageur* à son retour aura lieu au Théâtre de l'Atlantique (10, place Charles-Dullio, Paris-18) mardi 16 mars à 20 heures.

100.000 LIVRES
EN STOCK

5 CATALOGUES PAR AN

LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE

1 RUE DE LA POMPE 75004 PARIS

LECTURES
RENCONTRES

4 mars

YVES BONNEFOY

18 mars

GIL JOUANARD

1^{er} avril

JACQUES DUPIN

29 avril

MARCELIN PLEYNET

42 36 27 53

magazine
littéraire

N° 308 - Mars

LE DOSSIER

RILKE

LES AUTEURS DU MOIS

Marc Petit

Suzanne Prou

Paul Auster

Anthony Burgess

Carlo Ginzburg

ENQUÊTE

Le livre

électronique

Chez votre marchand

de journaux : 30 F

OFFRE SPECIALE

8 numéros : 120 F.

Cochez sur la liste ci-après

les numéros que vous choisissez

- ☐ Littérature et mélancolie
- ☐ Le rôle des intellectuels
- ☐ Federico Garcia Lorca
- ☐ Plouffe et ses héritiers
- ☐ Écrivains arabes aujourd'hui
- ☐ Écrits inédits
- ☐ André Breton
- ☐ Les écrivains de Prague
- ☐ Gilles Deleuze
- ☐ La Révolution française
- ☐ Jorge Luis Borges
- ☐ Francis Ponge
- ☐ Albert Camus
- ☐ Umberto Eco
- ☐ URSS la perestroïka dans les lettres
- ☐ L'individualisme
- ☐ Littératures allemandes
- ☐ Colette
- ☐ Les passions fatales
- ☐ Les frères Goncourt
- ☐ Boris Vian
- ☐ Freud
- ☐ William Faulkner
- ☐ Bouddhisme
- ☐ Italo Calvino
- ☐ Virginia Woolf
- ☐ Albert Camus
- ☐ Barthes
- ☐ Marguerite Duras
- ☐ Le millénaire
- ☐ Jean Starobinski
- ☐ Échos-Unis
- ☐ Sartre
- ☐ Marguerite Yourcenar

Nom :

Adresse :

.....

Règlement par chèque bancaire

ou postal

magazine
littéraire

40, rue des Saints-Pères
75007 Paris - Tél. : 45.44.14.51

LE MONDE DES LIVRES
GÉOGRAPHIE

Le retour des géographes

Une nouvelle génération a remis en cause les outils, les pratiques, les théories, rajouté les vieux concepts pour mieux décrire la complexité croissante du monde réel



ENCYCLOPÉDIE DE GÉOGRAPHIE
sous la direction d'Antoine Bailly,
Robert Ferras et Denise Pumain.
Préface d'Hubert Curien,
Ed. Economica, 1 132 p., 480 F.

Cette Encyclopédie de géographie est celle d'une génération. On croyait la géographie à jamais oubliée. Elle disparaissait des rayons des librairies. Elle était assimilée aux annuaires d'une école révolue. Dans le grand concert des sciences sociales, elle était réduite aux travaux les plus humbles, loin des concepts et des théories, et plutôt rurale, terrienne, naturaliste, provinciale, voire coloniale. Les géographes eux-mêmes doutaient, comme si le monde des voyages et de la communication géographisée devait banaliser leur discipline. Loin des paradis perdus des pères fondateurs, Vidal de la Blache ou de

Martonne, Humboldt ou Jules Ferry, les géographes perdaient leur âme de découvreurs. La géographie de la seconde moitié du vingtième siècle devenait ringarde.

Elle se porte beaucoup mieux. L'Encyclopédie d'Antoine Bailly et de ses soixante coauteurs en porte témoignage. Ce gros livre foisonnant, multiforme, parfois contradictoire d'un chapitre à l'autre, semble pourtant avoir été écrit d'un seul trait de plume. Depuis la seconde guerre mondiale, et plus intensément depuis vingt ans, une génération de géographes a été confrontée, dans l'exercice même de son métier, à toutes les simplifications abusives du siècle en même temps qu'à la complexité croissante du monde réel.

Loin de renoncer, beaucoup de géographes ont très profondément remis en cause leurs outils, leurs pratiques, leurs théories. Quelque peu complexes face aux autres sciences, ils se sont frottés à

toutes, sociologie, histoire, sciences de la nature, économie, psychologie, anthropologie, archéologie, statistique, informatique, sémio-linguistique, sans compter la littérature. Ainsi ont-ils rajouté leurs vieux concepts lorsqu'ils ne les ont pas totalement renouvelés : peuplement, systèmes égraires, réseaux de transport et de communication, localisations industrielles, mais aussi, et plus abstraitement, espace, milieu, paysage, environnement, réseau, territoire.

La géographie pour autant n'a pas réussi sa grande unification. C'est sans doute beaucoup mieux ainsi. Les géographes restent très divisés, écartelés entre des spécialisations multiples, opposées, parfois artificiellement, en écoles de pensée. L'Encyclopédie reflète bien ces tiraillements qui sont aussi des stimulants. Les uns insistent plutôt sur la science, la rigueur et l'universalité des répartitions, l'objectivité de l'analyse,

l'informatique, la cartographie, la télédétection, l'organisation de l'espace, les contraintes météorologiques... Les autres penchent en direction de l'humanisme, de la diversité des représentations, de la subjectivité et de l'éphémère, de la littérature, de la région, des lieux vécus, du territoire... les uns et les autres se répondent et se rejoignent parfois, unis en tout cas par le fascinatoin du monde contemporain, à la recherche d'une nouvelle lecture des hommes sur la terre.

« La maison des hommes »

Ainsi se développe un discours renouvelé des géographes. Ils ne se contentent pas d'abstractions et de théorisations. Ils sont aussi présents, et avant tout présents, sur les fronts les plus sensibles du monde qui se fait et se défait, comme en témoignent les derniers chapitres du livre. Par exemple, les métropoles des pays développés, les marchés communs, les religions ou les minorités, l'eau, les déchets...

A défaut d'unification, sans doute fallait-il un catalyseur à cette réinvention d'une discipline. Curieusement, cela s'est fait à Saint-Dié-des-Vosges. Parce que fut éditée là en 1907 la première carte du monde qui intégrait un nouveau continent et qui l'appelaient Amérique, parce que le maire actuel de Saint-Dié, Christian Pierret, eut l'idée en 1990 de créer un festival de géographie. Cet événement suscita le livre.

Il est surtout l'œuvre de géographes français mais avec une forte participation et stimulation des géographes des pays francophones, notamment de Suisse et du Québec, et dans la continuité d'un dialogue soutenu avec les géographes des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et des pays scandinaves. Comme l'écrit Pierre George dans le chapitre de conclusion, l'Encyclopédie remet la géographie à l'heure du temps. « La géographie n'est autre que la description de la maison des hommes et des hommes dans leur maison, qui est la terre. » Parce que la maison se construit et se reconstruit sans cesse, nous devons toujours redécouvrir l'Amérique.

Armand Frémont

À Signaler aussi sur ce sujet de grande actualité. Quelles campagnes pour demain ? les actes d'un colloque tenu à Rennes à l'initiative des géographes de l'Ouest, particulièrement de Robert Elie, Georges Macé et Jean Renard. Plus de soixante-dix communications de chercheurs et d'acteurs de terrain. Quatre grands thèmes : les agriculteurs et leur environnement ; les territoires de la propriété ; les sociétés rurales et le développement local ; les dynamiques rurales. Le colloque conclut à l'extrême diversité des situations. Une contribution importante à un débat de société. (Géographie sociale n° 12, Centre de publications de l'université de Caen, septembre 1992, 200 F.)

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
46-62-74-43

L'exploration de l'Amérique

ÉTATS-UNIS, CANADA
d'Antoine Bailly, Gérard Dorel,
Jean-Bernard Racine
et Paul Villeneuve.
Quatrième volume de la
Géographie universelle,
sous la direction
de Roger Brunet,
Hachette-Reclus, 480 p., 448 F.

Voici le quatrième volume de la *Géographie universelle*. Après Mondes nouveaux, France et Europe du Sud, Amérique latine, le livre est consacré aux Etats-Unis et au Canada. L'entreprise dirigée par Roger Brunet va bon train.

Dolt-on encore apprendre sur les Etats-Unis et sur le Canada ? Tout déjà n'a-t-il pas été dit... sur l'immensité, la nature, le brio et la violence de l'histoire, les contrastes de populations, la standardisation des lieux, les métropoles... ? Les géographes français entreprennent depuis longtemps des rapports privilégiés avec l'espace nord-américain.

Sans doute ont-ils plus écrit sur la géographie régionale des Etats-Unis et du Canada que les Américains eux-mêmes. Elisée Reclus, à la fin du XIX^e siècle, Henri Baugl entre les deux guerres, les deux auteurs des grandes géographies universelles qui ont précédé celle que dirige Brunet, mais aussi, plus près de nous, Blanchard pour le Canada ou Gottman pour les Etats-Unis, sont des classiques de la géographie nord-américaine.

Cet espace protège-t-il notre, celui de la vieille Europe, au-delà de l'Atlantique, en une sorte de saut gigantesque et d'épanouissement mythique de la marche des peuples vers l'ouest. Certes, l'espace américain nous étonne toujours, comme il fascine quelques-uns de nos écrivains, de Chateaubriand jusqu'à Yves Berger. Mais il ne nous est pas vraiment étranger, aujourd'hui moins encore qu'hier, depuis que la pénétration en Europe des manières de vivre à l'américaine fait que nos propres espaces peuvent aussi prendre des allures d'outre-Atlantique.

Si l'on ajoute une surabondance de documentation, une prolifération d'images, une familiarité apparente avec les paysages de l'Amérique véhiculés par le cinéma, la télévision, les livres, les voyages, sans aucun doute il ne peut être facile d'écrire une géographie des Etats-Unis et du Canada.

La réalité régionale

L'équipe de géographes réunie par Roger Brunet et le groupe Reclus réussit avec brio l'entreprise. Les auteurs représentant d'ailleurs bien, par leurs propres carrières, les liens particuliers de la géographie francophone avec le monde nord-américain. Trois sont canadiens, Paul Villeneuve, William Coffey et Mario Polese. Deux seulement enseignent actuellement en France, Gérard Dorel et Vincent Berdouley. Antoine Bailly et Jean-Bernard Racine sont professeurs à Genève et à Lausanne après avoir enseigné aux Etats-Unis et au Canada.

Tous, le plus souvent par Québec interposé, témoignent des liens intimes unissant la géographie de langue française à celle de l'Amérique du Nord. Comme si les découvreurs venus de Normandie ou du Poitou, du XVII^e au XIX^e siècle, n'étaient pas tout à fait morts, remontant les rivières, franchissant les montagnes, traversant les étendues forestières, pour déboucher soudain un matin de rêve sur une plaine sans fin aux horizons de l'endemain. Ce souffle n'a pas quitté nos géo-

graphes de 1992, mais ils ont aussi appris l'art de travailler les statistiques, de photographier, d'interpréter les données de la télédétection, de jouer des graphes et des modèles, d'enseigner les mythes aussi bien que les réalités...

C'est un fort beau livre que cette géographie des Etats-Unis et du Canada. Classique, il se veut une description méthodique de la réalité régionale, mais se heurte à l'irritant problème, pour des francophones, de l'interprétation de l'espace américain selon les canons de l'école française. En bref, existe-t-il des « régions » en Amérique du Nord ? Les auteurs se sortent bien de ce pas délicat car, plutôt que de théoriser à l'excès, ils analysent tout simplement la réalité, au demeurant fort diverse, en usant à l'envi des procédés graphiques et modèles et chorèmes, qu'a inventés Roger Brunet et que toute l'équipe démultiplie pour son propre compte.

L'apport culturel

Nous ne pouvons donc plus rien ignorer des espaces « états uniens » (le bien vilain adjectif) et canadiens : le premier largement partagé entre le Nord-Est, qui reste bien le cœur de l'Amérique, les nouveaux espaces de l'Ouest et du Sud dorés par la « Sun belt », et la diagonale intérieure, toujours à redécouvrir ; le second plus inachevé sous le poids des immensités arctiques, long étirement de provinces dispersées, des « villages » peuplés de « l'Atlantique » habitent dénommées « contre-Californie » à la Colombie-Britannique au bord du Pacifique, « Californie canadienne », en passant par le Québec au bord de la dissidence et l'Ontario solidement enraciné dans un conservatisme très victorien en même temps que dans un développement très progressiste.

Tout cela pourrait être de la bonne vieille géographie comme jadis, ce qui n'est déjà pas si mal, s'il ne fallait ajouter la qualité, l'abondance et la diversité de l'illustration ainsi qu'une information qui puise à toutes les sources, notamment aux meilleures références de la culture américaine, le cinéma, la photographie, la littérature...

La culture américaine est intimement liée à l'espace où elle s'est façonnée. L'apport le plus récent et le plus fécond des géographes à la géographie est bien culturel. Dans un livre plus réduit, Paul Claval l'avait déjà montré à propos des Etats-Unis, la *Conquête de l'espace américain*. Du Mayflower au Disneyworld (Flammarion, 1988). Comment, en effet, ne pas évoquer les Rocheuses ou les Grandes Plaines sans le western, New York sans Harlem ou Woody Allen, la Californie sans les aventures post-modernes, et inversement...

L'espace américain, métropoles ou suburbia, campagnes, parcs ou déserts, est un mythe autant qu'une réalité ou, si l'on veut jouer des mots, une réalité fécondée par un mythe, un mythe vivant de la réalité. Les anthropologues nous ont initiés à la lecture de cette intimité féconde des hommes et des lieux, mais sur des espaces très réduits.

Nos géographes de Genève et de Montréal conduisent leur analyse à la mesure d'un continent et de deux des plus vastes et des plus riches Etats du monde. La réalité est là, vigoureuse, brutale, turbulente, contrastée, sans cesse renouvelée, de l'Atlantique au Pacifique, de l'Arctique aux déserts chauds. Mais le rêve n'est pas mort, disent-ils.

A. Fr.

LISEZ !

une sélection des libraires de

L'œil

de la lettre

Agustina Inquiere

L'Amour pur

Ramon

P.O.L.

AIX-EN-PROVENCE, VENTS DU SUD, 7 place du Maréchal-Foch • ARLES, ACTES SUD, passage du Mâle • AULNAY-SOUS-BOIS, CAMPUS, 39 bis rue Anatole-France • AVIGNON, DU MONDE MÉDITERRANÉEN, 16 rue Bonnetier • BASTIA, L'ŒIL AUX LIVRES, 33 rue César-Campinchi • BESSANCON, LES SANDALES D'EMPEDOCLE, 135 Grande-Rue • BORDEAUX, LA MACHINE A LIRE, 16 rue du Parlement-Saint-Pierre • BREST, LE GRAND JEU, 33 rue Jean-Macé • BRUXELLES, LA LICORNE, 36 rue Xavier-de-Bue • TROPISMES, 11 galerie des Princes • CAHORS, CALLIGRAMME, 75 rue Joffre • CASTRES, GRAFFITI, 6 place Pélisson • COLOMIERS, PREFACE, 35-37 allée du Rouergue • CRÉTEIL, CHRONIQUES, 3 place Mendès-France • ENGHEN-LES-BAINS, LE CHANT DU MONDE, 20 rue More • EVREUX, LES MOTS TORDUS, 10 rue Borville-Dupuis • GRENOBLE, DE L'UNIVERSITÉ, 2 place du Dr-Léon-Martin • LE MANS, PLURIELLE, 61 rue Gambetta • LIÈGE, PAX, 4 place Cookerit • LILLE, OBLIQUES, 2 rue de la Monnaie • LYON, DES NOUVEAUTÉS, 26 place Bellecour • MANTES-LA-JOLIE, LA RÉSERVE, 14 rue Henri-Rivière • MARSEILLE, L'ODEUR DU TEMPS, 35 rue Pavillon • METZ, GERONIMO, 31 rue du Pont-des-Morts • NANTES, VENT D'OUEST, 5 place Bon-Pasteur • ORLÉANS, LES TEMPS MODERNES, 57 rue de Recouvrance • PARIS 3^e, LES CAHIERS DE COLETTE, 12 rue Rambuteau • PARIS 5^e, L'ARBRE A LETTRES, 2 rue Edouard-Quenu • COMPAGNIE, 58 rue des Écoles • PARIS 8^e, LIVRE STERLING, 49 bis avenue Franklin-Roosevelt • PARIS 12^e, L'ARBRE A LETTRES, 62 rue du Faubourg-Saint-Antoine • LA TERRASSE DE GUTENBERG, 9 rue Émile-Castelar • PARIS 14^e, L'ARBRE A LETTRES, 14 rue Boulevard • PARIS 15^e, LA 25^e HEURE, 8 place du Général-Bourret • PERPIGNAN, TORCATIS, 10 rue Maillay • REIMS, LA BELLE IMAGE, 46 rue de Charzy • STRASBOURG, QUAI DES BRUMES, 35 quai des Bateliers • TOULOUSE, OMBRES BLANCHES, 50 rue Gambetta • VINCENNES, MILLEPAGES, 174 rue de Fontenay.

هنا من العمل

LE MONDE DES LIVRES
ESSAIS

LA VIE DU LANGAGE
par Denis Slakta



Le présent
de Dieu

MAINTEANT que nous jouissons, en France du moins, de la liberté de penser, d'écrire ou de rire sans risquer les dévotions menaces, la potence ou le bûcher, il n'est pas interdit d'examiner, avec révérence, quelques mesures du dernier discours « suggéré » par l'Esprit-Saint : le *Catéchisme de l'Eglise catholique* (1) ; « cette symphonie de la foi » selon la forte parole de Jean-Paul, « serviteur des serviteurs de Dieu en perpétuelle mémoire ».

Avant tout il convient de louer l'admirable emploi du verbe *offrir* et la coquille inspirée qui marque vers sa fin l'introduction du grand pontife. Songez que ce catéchisme est « offert », c'est le mot, à « tout homme qui voudrait connaître ce que croit l'Eglise catholique ». Il est sain d'admettre d'emblée que *croire* et *croître* ne font qu'un au présent.

Il est peut-être moins rassurant de découvrir que « l'admirable unité du mystère de Dieu » ignore l'unité de l'orthographe, pomme de discorde plus abominable encore que le pomme d'Adam. Le nouveau catéchisme est correctement défini comme « un compendium de la doctrine catholique » ; en clair : un « abrégé » de 676 pages. Mais, demandera-t-on respectueusement, quel est donc le pluriel de ce compendium ? Compendiums, souffle l'infaillible Pontife ; compendia (p. 13), contredisent les sept évêques-rédacteurs. Compendium est invariable, assure le Larousse du XX^e siècle. Qui croit ?

Pour éviter l'hérésie (qui signifie choix nous dit-on), il est prudent d'attendre « la venue de l'Esprit » ; nécessaire aussi pour interpréter dans la béatitude quelques formules un tantinet sybilliques. Ainsi les vertus théologales, si importantes pour le salut « ont Dieu Un et Trine pour origine, pour motif et pour objet ».

Pour l'Unité, qui n'est pourtant pas un saint, Trine est le féminin de trinus, du latin trinus, triple. Pourquoi donc les sept rédacteurs n'ont-ils pas écrit « Dieu Un et Trine » ? Dieu serait-il masculin et féminin ? Homme une fois (UN) et femme triplement (Trine) ? Littré ajoute que cet adjectif s'emploie dans deux types de discours, l'astrologique et le théologique. Il se dit d'abord de Dieu « considéré dans sa Trinité, son unité trine ». On ne sait pourquoi l'astrologie paraît plus précise ; il s'agit « de la position de deux planètes éloignées l'une de l'autre du tiers du Zodiaque ». Vénus a tout lieu d'être satisfaite quand Saturne « la regarde d'un trine aspect ». Pour les astrologues donc trine peut être du masculin, ce que confirme le Grand Larousse et le Petit Robert. Les sept Pères parleraient-ils le français des astrologues ? Marie serait-elle, sur ce seul point évidemment, comparable à Vénus ? Ne lit-on pas dans le *Catéchisme* qu'« en Marie, l'Esprit manifeste le Fils du Père devenu Fils de la vierge » ? Espérons que « le sens céleste » sera « évident ».

En attendant il faut tenter de vivre. Et le catéchisme a pour mission de nous instruire ; de nous exposer « la force et la beauté de la doctrine de la foi ». Humble

discours didactique, le catéchisme s'écrit surtout au présent de l'indicatif.

L'exemple suivant, assez simple, illustre le présent de définition : « Les anges sont des créatures spirituelles qui glorifient Dieu sans cesse... » De nos jours encore, le catéchisme adopte volontiers les formes et les normes du discours scientifique. Il est permis de comparer ces trois évangiles, les deux derniers étant évidemment tirés du catéchisme : « l'eau bout à cent degrés » ; « Dieu est l'Auteur de l'Écriture Sainte » ; « plus on tombe de haut, plus on se fait mal ».

Dans ce cas les grammairiens parlent de présent éternel ou atemporel ; ce qui n'a guère de sens sauf pour le Seigneur. Il s'agit au vrai d'exprimer une vérité nécessaire, qui s'impose donc en tout temps et en tout lieu.

Comme « la nouvelle histoire », le nouveau catéchisme n'est pas franchement « événementiel ». Nulle date ne vient taquiner la mémoire. Le passé simple est plus rare encore que l'amour du prochain. Seule la « longue durée » importe, c'est-à-dire « l'aujourd'hui de Dieu ». Il suffit d'un « commencement » et d'un « événement » pour déterminer un avant et un après ; la mort et la résurrection de Jésus. Les accidents de l'Histoire sont indifférents ; parfois « regrettables » comme ces tribunaux « où les pasteurs de l'Eglise ont adopté les

prescriptions du droit romain sur la torture ». C'est bien assez pour un abrégé.

Retenons simplement pour notre instruction que Dieu n'est pas subordonné au temps, ni à ses variations. Présensurien en diable, saint Augustin explique que le Verbe n'a même « pas besoin de syllabes parce qu'il n'est pas soumis au temps » ; ce que prouve une aventure du prophète Elie. Avant de partir visiter le ciel en charrette dorée, le prophète en effet avait rencontré le Seigneur dans la montagne. Il y eut d'abord un ouragan, puis un tremblement de terre, puis un feu. Heureusement, Yahvé n'était ni dans l'ouragan, ni dans le tremblement de terre, ni dans le feu. Peu après ces brouillades, Elie perçoit « le bruit d'une brise légère » et se voit aussitôt le visage. C'est que Dieu, quand il n'est pas aux armées au dans les buissons, se dédaigne pas « de se promener dans ses jardins à la brise du jour ». Cette précieuse révélation apparaît dès la Genèse. Avis aux amateurs.

Il est évident que tout cela s'impose de soi ; et les preuves seraient superflues, voire ridicules, si Dieu ne restait « invisible ». Dieu est d'abord « un Nom », dont la référence doit rester inconnaue ; un peu comme le Père Noël ou le marchand de sable. Toute-puissance, sa Parole seule se manifeste ; tant se fait « en son Nom » et « par Lui », le monde visible y compris. Ce

monde visible, « qu'il créa en six jours », témoigne, nous dit-on encore, de sa présence, de sa puissance et de sa bonté. Outre « la beauté de l'Univers », le catéchisme mentionne la « hiérarchie des créatures ». Il est révélateur en effet que « Dieu aime toutes ses créatures et prend soin de chacune, même des passereaux ». Les suffrages des écologistes étant acquis, le catéchisme poursuit : « Néanmoins, Jésus dit : vous valez mieux qu'une multitude de passereaux » (Luc 12). Sauf quand surviennent les famines, les guerres et les génocides, fort rares au demeurant.

On le voit, le catéchisme vise à imposer la Vérité sans se soucier autrement du réel que quelques miracles ont mis jadis en déroute. D'ailleurs, que savons-nous du monde ? « Sais-tu seulement, demande Yahvé au pauvre Job, comment les bouquetins font leurs petits ? » Les commentateurs de la Bible de Jérusalem nous informent illico que « les bouquetins sont choisis parce que leur reproduction échappe à toute observation ». Le discours du catéchisme s'organise alors autour du verbe croire, aux premières personnes du singulier et du pluriel : « je crois » ; « nous croyons » (première partie, première section).

BIEN que la Révélation, par une divine ironie, consiste en une succession de mystères – de la Sainte Trinité, de l'Immaculée Conception, de la reproduction des bouquetins, de la Résurrection, etc. – il serait inconvénient de croire n'importe quoi, à l'exemple des autres religions. Le discours du *Catéchisme* devient dogmatique, « injonctif » disent les linguistes ; il expose ce qu'il faut croire : « Les fidèles doivent croire les articles du Credo ». Tout alors s'ordonne autour du semi-auxiliaire *Devoir*, de ses synonymes et de ses contraires ; il faut, avoir obligation, prescrire, exiger ; et aussi : il est interdit, défendu ; il n'est pas permis, autorisé ; il ne convient pas.

Les exemples d'obligations se bousculant, on limitera l'hérésie (au « choix » comme on sait) : « La leur dévotion le refuse de dévaler ce qui doit rester caché ». Ezechiel pourtant ne se soucie guère de « gazzer » les aventures coupables des charmantes Ooliba et Oola. La spécialité d'Ooliba était de se livrer « aux embrassements de ceux qui ont le membre comme un âne, et qui répandent leur semence comme des chevaux » (2). Il est permis, en revanche, de faire le bien, de porter et de pratiquer les jeux de hasard ; le tout « avec modération ».

Par où l'on voit que le *Catéchisme*, dans ses commentaires des Commandements de Dieu (qui se réservent le futur simple), ne manque pas de réalisme ; il faut bien tenir compte du péché, des manigances du malin. Le mariage humain est particulièrement exposé, comme le montre la description qui précède, et justifie les interdictions. Lyrique quand il chante les mystérieuses « Noces de l'agneau », le discours des sept Pères s'assombrit « douloureusement », au point d'emprunter le style amer de l'Écclésiaste, dès qu'il parle mariage. Heureux époux, méditez : « De tout temps l'union de l'homme et de la femme a été menacée par la discorde, l'esprit de domination, l'infidélité, la jalousie et par des conflits qui peuvent aller jusqu'à la haine et la rupture... » C'est d'ailleurs sembler bien avoir un caractère universel.

Dans sa bonté « salvifique », l'Eglise « repousse » dans la polygamie, se montrant plus sage que le malheureux Salomon, harcelé par ses trois cents femmes (et ses sept cents concubines). L'enfer. La pâleur des Emirs en dit plus long que ce verset des Proverbes : « Les criaileries d'une femme sont une gorgouille qui ne cesse de crier ». Au moins, la métaphore est forte.

Plus sage encore que Salomon, le jeune abbé se réjouit chaque nuit avec une gracieuse syllepse (3) « d'embrasser le célibat » plutôt que « le sein d'une inconnue » (Proverbes 5,22). Dès lors, les jeux, sont faits, diraient les sept : mille femmes, c'est insensé. Doux, c'est encore trop. Une seule doit suffire. La perfection est atteinte quand l'ensemble est vide. Amen.

(1) *Catéchisme de l'Eglise catholique* 1992. Mame/Plon, 139 F., 676 p.

(2) Traduction « autorisée » de Voltaire, autour aussi de quelques catéchismes, dans le *Dictionnaire philosophique*. Garnier, Paris.

(3) Syllepse : prendre le même terme (ici embrasser) au moins dans deux sens. Exemple classique : « Brûlé de plus de feu que je n'en allumai ». (Racine, *Andromaque*, I, 4).

PSYCHOLOGIE EN MIETTES
par Roland Jaccard

L'ange de la mélancolie

« Par quelle surprenante prémonition l'ange mélancolique couronné de laurier dans la gravure de Dürer est-il une femme ? » C'est sur cette question que s'achève l'essai austère, rigoureux, d'Anne Juranville, la Femme et la mélancolie. La figure de Virginia Woolf traverse ce livre, qui pose que la féminité n'est pas réductible à une simple construction sociale et que la création revêt un caractère absolu. S'inspirant de Lévinas, de Steiner et surtout de Lacan, Anne Juranville se penche sur les femmes écrivains – M^{me} de Staël, Colette, Marguerite Duras... – cas modernes Antigones, dont la « sublimation absolue » subvertirait « l'éternel féminin ».

► La Femme et la mélancolie, d'Anne Juranville, PUF, coll. « Écriture », 326 p., 198 F. Signalons également le *Discours mélancolique*, de Marie-Claude Lambotte, professeur de psychopathologie, et psychanalyse (Anthropos, 653 p., 198 F.).

Sibony en trouble-fête

Le Peuple « Psy » est le seizième livre de Daniel Sibony. En appendice – et pour ceux qui ne connaissent pas encore son œuvre ou l'auraient oubliée, – il se risque à un exercice périlleux : résumer ses quinze précédents ouvrages. Concessions toutefois au lecteur de plonger directement dans le *Peuple « Psy »* où, sur un mode léger, ironique et parfois mordant, il joue le rôle du trouble-fête. Car Sibony, analysé par Lacan il y a vingt ans et poursuivant depuis en solitaire ses travaux sur le lien social et ses perversions, pose les bonnes questions sur la place de la culture psy dans nos sociétés.

A propos du jargon psy, il note qu'il peut être une langue de bois pour ceux qui s'y réduisent, mais aussi une pratique ludique pour ceux qui le font jouer avec d'autres langues. A preuve, Woody Allen. A preuve, Daniel Sibony, sérieux nous tenté d'ajouter, quand il lague les amarras et raconte ses expériences dans un milieu qui l'a jusqu'à présent toujours soigneusement tenu à l'écart.

► Le Peuple « Psy », de Daniel Sibony, Balland, 314 p., 135 F.

A qui se fier ?

« Votre âme est troublée. Que faire ? Lire Sénèque ? Bouringuer ? Entrer en religion ? Commencer une analyse ? Consulter un psychiatre ? Si vous n'avez pas encore franchi la no man's land qui sépare les névroses ordinaires des maladies mentales, il est temps de lire *J'ai rendez-vous avec vous*, dans lequel un psychiatre, Alain Gérard, et une psychanalyste, Monique Brémont, expliquent à partir de leur pratique quotidienne tout à la fois ce qui les sépare et, parfois, les rend complémentaires. Tous deux, il est vrai, exercent dans des cabinets libéraux, en ville, et soignent des « patients souffrants, mais socialement intégrés ». C'est là la principale limite de ce livre, où la double approche de cas relativement anodins (troubles du sommeil, tentatives de suicide, dépressions, phobias...) débouche sur un optimisme thérapeutique à toute épreuve.

► *J'ai rendez-vous avec vous. Une psychanalyste et un psychiatre racontent*, de Monique Brémont et Alain Gérard, Seuil, 186 p., 95 F.

★ A signaler également : Freud, les femmes, l'amour, d'Amine Azar et Antoine Serkis, préface de Gérard Mendel. – La découverte de la psychanalyse serait-elle un épisode de la propre vie amoureuse de Freud à travers sa rencontre avec des femmes mystérieuses ? (Z'Éditions, 2, rue Barastro, 06300 Nice) 212 p., 120 F.) Sous la direction d'Isabelle Singiers, *Importance de l'hygiène*, un ouvrage collectif issu d'un séminaire de la Maison des sciences de l'homme, rend hommage à Léon Chertok et propose de nombreuses études sur la réalité de l'hygiène. (Ed. Les empêcheurs de penser en rond, Ulyssee Diffusion Distique, 355 p., 94 F.) Signalons aussi le dernier numéro du *Courrier de l'Unesco* sur la psychanalyse : « La règle du jeu », dirigé par Sylvie Nelson Rousseau.

JO Clottès
Ariane Valadié
« Ma vie de chien »
Préface de Peter Ustinov

Savoureux comme un gros os à moelle.
Hervé Gattegno, Le Nouvel Observateur

Comble opportunément une lacune navrante. Milou méritait bien cet intérêt.
François Rivière, Libération

C'est très drôle !
Philippe Gildas, Canal +

Nulle part ailleurs

MILOU raconte :
Timin, Haddock, Tournesol, les Dupondt, HERGE son maître, disparu il y a 10 ans !

Ariane Valadié a réussi un scoop.
Bernard Malino, Globe Hebdo

(Publicité)

Testament
Je lègue à mes amis
un bleu céruleum pour voler haut
un bleu de cobalt pour le bonheur
un bleu d'outremer pour stimuler l'esprit
un vermillon pour faire circuler le sang allègrement
un vert mousse pour apaiser les nerfs
un jaune d'or : richesse
un violet de cobalt pour la rêverie
une garance qui fait entendre le violoncelle
un jaune barite : science-fiction, brillance, éclat
un ocre jaune pour accepter la terre
un vert Véronèse pour la mémoire du printemps
un indigo pour pouvoir accorder l'esprit à l'orage
un orange pour exercer la vue d'un citrounner au loin
un jaune citron pour la grâce
un blanc pur : pureté
terre de Sienna naturelle : la transmutation de l'or
un noir somptueux pour voir Titien
une terre d'ombre pour mieux accepter la mélancolie noire
une terre de Sienna brûlée pour le sentiment de durée

Vieira da Silva
à l'occasion du premier anniversaire de la mort de l'artiste

MON ANTONIA

de Willa Cather.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Robert Ruard. 334 p., 130 F.

L'UN DES NOTRES

de Willa Cather.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Marc Chénétier.
Rivages, 424 p., 160 F.

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Willa Cather, la pionnière



Willa « Billy » Cather à seize ans

ELLE avait été témoin de la fin d'une époque, celle des pionniers et d'une vision pastorale d'un monde neuf. Elle a d'ailleurs donné pour titre à son deuxième roman, en 1913, l'apostrophe de Whitman dans *Feuilles d'herbe* : « O pionniers ! ». Célèbre aux États-Unis, au moins jusqu'à sa mort en 1947, née trois ans avant Jack London, alors que Mark Twain va commencer *Tom Sawyer*, prix Pulitzer en 1922 pour *Un des nôtres*, redécouverte en grande partie grâce au féminisme, elle n'a été que tardivement traduite en français et c'est aux éditions Ramsay que Paul Fournel et Marc Chénétier ont commencé à faire connaître ce très grand écrivain (1).

Née en 1873 en Virginie dans une famille de fermiers, elle avait été véritablement transplantée dans l'Ouest, à huit ans, quand son père avait acheté un ranch au Nebraska, à Red Cloud. La Frontière... Où ceux qui cultivent la terre subsistent pauvrement, avec l'espoir de devenir riches. Des espaces immenses vastes comme la mer, où les anciens se souvenaient encore avoir été des Indiens et des bisons, et que, dès son plus jeune âge, elle parcourait à cheval.

Une contrée colonisée par toutes sortes d'émigrants de l'Europe qui parlent toutes les langues sauf l'anglais : Allemands, Scandinaves, Français, Russes, Tchèques de Bohême. « Je n'ai jamais éprouvé d'excitation intellectuelle plus intense, écrivait-elle plus tard, que celle que je ressentais lorsque je passais une matinée avec l'une de ces pionnières pour l'aider à faire son pain ou son beurre. Leurs histoires journalières dans ma tête pendant la nuit. Ce fut ma première source d'inspiration littéraire. » Venant d'une Virginie de culture exclusivement anglo-saxonne divisée seulement entre baptistes et presbytériens, elle découvre avec une curiosité gourmande chez ses nouveaux voisins

la « différence ». D'un village à l'autre, d'une famille à l'autre, elle traverse les cultures de la vieille Europe, les habitudes culinaires, les nostalgies du « vieux pays » qu'on a quitté.

C'est beaucoup de son autobiographie que Willa Cather nous livre dans ce chef-d'œuvre qu'est *Mon Antonia* qu'elle publia avec un succès considérable en 1918. On ne peut rester insensible, aujourd'hui encore, à l'émotion, au lyrisme sans emphase, à la simplicité virgilienne qui se dégage de la lecture du livre. Le narrateur, un jeune garçon de dix ans, Jim Burden, orphelin de père et de mère, évoque le destin de son amie d'enfance, Antonia, arrivée au Nebraska avec sa famille, les Shimerda, dans le même train que lui. Ils viennent de Bohême. L'auteur retrouve son émotion d'enfant découvrant, entre terre et ciel, un paysage qui ne ressemble à rien de ce qu'il a connu, l'herbe rouge du Nebraska. C'est ce qu'exprime le jeune Jim, l'otier ega de Willa la garçonne qui, dès son plus jeune âge, s'habille en homme et se fait appeler « Billy » : « Il me sembla qu'il n'y avait rien à voir ; pas de clôtures, pas de ruisseaux, pas de collines, pas de champs. Il n'y avait rien que la terre. Pas la campagne, mais seulement la matière première dont la campagne est faite. »

« Mon Antonia, c'est l'envers du topoi, le motif sans importance, a expliqué Willa Cather, la jamaïcenne. Il n'y a ni histoire d'amour, ni cour, ni mariage, ni cœur brisé, de bataille pour la réussite. Seulement des vies qui s'écoulent, se séparent, se recon-

trent, autour d'une amitié amoureuse, où rien ne sera jamais dit. Jim a quatre ans de moins qu'Antonia, une brune séduisante et énergique de quatorze ans aux yeux brillants, aux bras bronzés. Une génération, presque ! La famille tchèque avait acheté la propriété d'un compatriote avant leur départ de Bohême par l'intermédiaire d'un cousin et l'avaient payée beaucoup trop cher. Le père, un vieil homme frêle, qui ne connaît rien à l'agriculture, mais qui jouait du violon aux mariages et aux bals, avait apporté son violon avec lui.

Ils n'ont laissé pour tous les jours le « vieux pays » et ses conflits. Même si, parfois, les querelles de l'ancien monde réapparaissent, incompréhensibles pour les non-initiés. Ainsi, Otto, le garçon de ferme allemand à l'oreille coupée, qui a trahi sa bosse dans tout l'Ouest, et qui chante des chansons de cow-boys, aurait pu prévenir les Shimerda de l'escroquerie : « J'en serais bien sûr, car le vieux comprend un peu l'allemand, si j'avais pensé qu'il pouvait servir à quelque chose. Mais les Tchèques ont une méfiance naturelle à l'égard des Autrichiens. » La grand-mère de Jim ne comprend pas. « Tiens, d'où ça vient Otto ? Bah, m'dame, c'est de la politique. Ça me prendrait beaucoup de temps pour expliquer. » Ou bien le goût des choses de l'éolante : les lits en plume d'oie, les champignons séchés, les prunes dans la saumure. « Toutes les choses pour manger meilleures dans mon pays », dit le père.

« Mon Antonia », dit tendrement le père angoissé à la pensée de l'avenir qui attend sa fille préférée. Lorsqu'il se tue, pour ne plus affronter le mal du pays, Jim s'interroge : « Je me demandais si son esprit, libéré de son corps, ne chercherait pas à l'occasion, à retourner vers la terre de ses ancêtres. Je réfléchissais à la distance qu'il y avait d'abord jusqu'à Chicago, puis jusqu'à la Virginie, Baltimore et enfin le grand océan plongé dans les froidures de l'hiver. »

Administratrice de Flaubert, Willa Cather sait unir réalisme et lyrisme. Elle imagine que Jim devenu vieux se souvient et qu'il écrit ce livre. Se sou-

vient d'Antonia dans une narration qui n'est pas celle du roman. Qui se délie au gré de sa mémoire, faisant surgir les moments inoubliables : la cuisine de la grand-mère, l'histoire russe de la mariée qu'on jette aux loups, les filles de fermiers qui s'engagent comme bonnes à la ville, celle qui fera fortune à Klondike, celle qui réussit à Chicago, l'harmoise retrouvée dans la famille nombreuse d'Antonia. Antonia, la pionnière qui a bravé les tabous pour choisir sa forme de liberté dans le cercle d'une expérience qui ramène obligatoirement à l'enfance : « Pour Antonia et pour moi, cette route avait été celle du destin. Nous avons conduit aux premières vicissitudes du sort qui avait prédéterminé tout ce que nous allions devenir, cochlut le narrateur. Désormais, je sors de cette même route allou nous réunir. »

C'est une tout autre approche que choisit la romancière dans *Un des nôtres*, le roman qui lui valut le prix Pulitzer en 1922. Le Nebraska encore, une génération après les pionniers d'Antonia, mais une sorte de lassitude pèse sur les fils des fermiers qui se sont enrichis et qui s'ennuient. Nous sommes en 1917. En Europe, c'est la guerre, la première guerre mondiale. Claude, sur l'immense ferme de son père, mal marié à une femme sans charme, ne rêve que de servir ; il va devancer l'appel et partir pour une France qu'il découvre avec ravissement et où il rencontre David, un jeune violoniste qui est tout ce qu'il aurait aimé être. La boucherie qui l'attend mettra un terme à ces espoirs extravagants, aux désirs de gloire. Willa Cather semble s'effacer derrière ses personnages, des gens qu'elle a bien connus dans son enfance. Elle retrouve aussi l'émotion de sa première rencontre avec l'Europe, en 1902, qui avait été pour elle, la paysanne de l'Ouest, comme un retour aux origines de sa culture, à la mémoire de ses « pères » : Rossetti, Barne-Jones, Flaubert, Maupassant, Balzac, Dumas, Heine... En choisissant la guerre, cette affaire d'hommes, comme sujet de roman, elle recherche une fois de plus ce besoin de se dépasser ; mais elle a perdu l'optimisme grave qui baignait *Mon Antonia*. L'Ouest a vécu.

(1) Titres en français : chez Ramsay, la Mort et l'Archéologie (1986), Mon ennemi mortel (1986), Pionniers (1987), Une dame perdue (1988), chez Deux-Temps, « Tercio », *Dehors l'hiver* (1992).

La Russie de Lou

En 1900, Lou Andreas-Salomé parcourt, en compagnie de Rilke, son pays natal. Un « grand voyage » qui est aussi un retour sur elle-même

EN RUSSIE AVEC RILKE, 1900

de Lou Andreas-Salomé.
Texte établi
par Stéphane Michaud
et Dorothee Pfeiffer.
Traduction de l'allemand,
essai introductif
et préface de Stéphane Michaud.
Seuil, coll. « La couleur de la vie »,
172 p., 95 F.

Presque chaque année, vers Pâques, Lou Andreas-Salomé (1861-1937) allait jusqu'à Saint-Petersbourg voir sa famille : elle s'y rendait, en particulier, en 1895, avec son amie Frieda von Bülow ; en 1899, avec son mari, l'orientaliste Friedrich Carl Andreas, et son amant, Rainer Maria Rilke ; en 1900 encore, mais seule avec Rilke : c'est le journal qu'elle tint, de mai à août de cette année-là, qui est ici publié. Lou Andreas-Salomé a presque atteint la quarantaine, Rilke est dans sa vingt-cinquième année. Arrivés à la gare de Moscou, le 9 mai, ils entreprennent de tracer un cercle complet dans le paysage russe, voyageant en chemin de fer, en bateau à vapeur ou en télégraphe : Toula, Kiev, descente du Dniepr, Poltava, puis Saratov, remontée du cours de la Volga, Novgorod, un petit séjour dans

une isba à cinq verstes de Iaroslavl, et de nouveau Moscou. « En train, on fonce à travers le paysage, commente Lou Andreas-Salomé, en bateau, on l'accueille. » Au mois d'août, elle se rend dans la propriété de son frère, à Rongas, en Finlande, haut lieu de ses vacances enfantines, et laisse Rilke se morfondre à Saint-Petersbourg : elle profite alors de sa relative solitude pour entamer une profonde réflexion autobiographique, analysant sa propre « dé-russification », (son) éducation nécessaire à l'Occident, à la civilisation, d'une certaine façon à la perte de Dieu, à la conscience.

Ce qui les intéresse vivement ensemble, Rilke et elle, c'est autant l'esthétique — églises, musées, ateliers, paysages — que la vie quotidienne des paysans, si méconnue, dénoce-t-elle, des citadins petersbourgeois ou moscovites. Les pages de ce journal portent trace de l'effort de Lou Andreas-Salomé pour mettre en ordre, historiquement et socialement, ses idées sur le tempérament du peuple russe, sa misère et sa « passivité ». Et que « les vieilles expressions de la foi » soient de plus en plus tournées en dérision ne lui semble guère un progrès.

« Sentiment nouveau »

Tout au long de leur séjour, jusqu'à fin août 1900, ils rendent visite à de nombreux artistes et écrivains, en particulier le poète Spiridon D. Droïzov ou Léon Tolstoï, à Ianna Poliana : malheureusement, Lou Andreas-Salomé décrit à peine ces rencontres, si ce n'est à travers des notes monographiques ou des paysages. Quant à Rilke lui-même, il apparaît ici qu'une fois. Mais on peut trouver, dans les autres écrits autobiographiques de Lou Andreas-Salomé, en particulier dans *Mo vie* (1), l'analyse de l'enfance intellectuelle

que représente cette période pour elle et son compagnon, ou, dans *Rodinka* (2), le récit littéraire de quelques-uns de leurs souvenirs russes.

Dans ce journal de l'été 1900, Lou Andreas-Salomé s'en tient à un regard presque sociologique sur une Russie monstrueuse et fascinante d'avant la révolution d'Octobre. Son propos n'est pas de mettre en perspective ces notes contemporaines et les images de son enfance, si ce n'est dans la partie, très intéressante, rédigée en Finlande. Pour autant, la signification personnelle de ce « grand voyage » ne lui a pas échappé : « Ce sentiment nouveau est abandonner seren des affects purement subjectifs, des vœux qui ne tendent qu'au dépassement de soi-même : ils se trouvent déposés au pied de ce qui est, aux pieds du Dieu que l'on voulait servir avec tout ce bagage. Viennent alors un regard et une compréhension, un apaisement, un adoucissement, une entrée en résonance qui ne sauraient plus s'exprimer que par la voie de la création artistique — et enfin, avec l'âge, un suave amusement dans le Grand Tout. »

À la fin de ce séjour, la pensée poétique de Rilke s'était enrichie du fonds symbolique de ce pays, malgré « l'immaturité de ses yeux, incapables d'accueillir, de retenir et même de lâcher », déplore-t-il ensuite, avec amertume, dans son « journal de Worpswede ». Quant à Lou Andreas-Salomé, elle avait retrouvé avec ivresse « la réalité russe dans toute son ampleur » ; « Rainer y puisa sa créativité, cochlut-elle dans *Ma vie*, et moi j'y retrouvai mes nécessités propres et m'abandonnai aux souvenirs qui s'y rattachaient. » Peu de temps après, ils se séparent.

Claire Paulhan

(1) PUF, 1979.

(2) Édition des Femmes, 1987.

Le plus secret de l'Amérique

Suite de la page 23

Pourquoi donc, de John Kennedy Toole à Jerzy Kosinski, en passant par Sylvia Plath et quelques autres, tant de suicides chez les écrivains américains ? Ce demi-siècle, brillamment restitué, voudrait l'avoir vécu cent fois. On peut le vivre cent fois, en lisant tous, Miller et Doctorow, Tennessee Williams et la petite Carson McCullers des années 40, James Baldwin l'enfant de Harlem, Nabokov le magnifique et le très nabokovien Steve Millhauser.

On peut passer des délices nostalgiques de Salinger ou Flannery O'Connor au pari sur les jeunes, qui, peut-être, marqueront le prochain demi-siècle, Gloria Naylor, Louise Erdrich, etc. Certains amorcent se rappeler le Living Theatre, Qui a peur de Virginia Woolf ? ou les premiers reportages de Tom Wolfe dans *Esquire* en 1965. Pour d'autres, c'est déjà « de l'histoire ». Bien sûr, si on préfère Philip Roth à William S. Burroughs, John Irving, Jerome Charyn ou même à Norman Mailer et Saul Bellow, on reste un peu sur sa faim... Chaque lecteur, « fanatique » de tel ou tel auteur, s'agacera de le voir trop peu traité. En lisant Pétillon, on l'admire tout en ayant envie de disparaître ses choix. Et c'est très bien ainsi.

On lui pardonnera donc quelques « scories », laissées probablement par ce correcteur trop passionné par ce qu'il lisait, et qui disparaîtront dans les prochaines éditions... Philip Roth, par exemple, semble avoir publié deux fois la *Contree*, en 1985 et en 1986. Nelson Algren, dans la chronologie finale, a la chance d'avoir une double mort, en 1981, puis en 1985. Quant à Eudora Welty, que toutes ses notices biographiques font naître en 1909, la voilà née en 1901. Tricherait-elle sur son âge ?

Ces imperfections, que l'on relève au fil de la lecture presque comme un jeu, sont sans doute les minuscules « ratés » liés à l'ambition même du projet. Ne pas motiver la réalité en fiction. En avoir une vision personnelle, allégorique, critique. Avoir des goûts et des partis pris. Traiter l'histoire comme un matériau littéraire. Se rallier sans doute aux paroles de Don DeLillo lui

ayant tout lu à propos de l'assassinat de Kennedy, notamment le rapport Warren, voyant quelque chose de joyeux dans ce fatras de détails et disait : « Le rapport Warren est le roman que Joyce aurait pu écrire après *Finnegans Wake*, s'il avait été américain et avait vécu jusqu'à cent ans. »

On écoute, enfin, le décapant William Burroughs : « Pour lui comme pour Ginsberg, écrit Pétillon, la première des drogues hallucinogènes en Amérique n'est pas le yagé ou la mescoline mais bel et bien l'hebdomadaire Time, suivi par la télévision. Il y a bien « complot », mais c'est celui du pouvoir, monstre qui s'empare de vous, cancer dont les métastases vous rongent jusqu'à

l'os. (...) On est d'autant plus asservi à son bourreau qu'on lui est reconnaissant de ne pas avoir eu recours à la violence : « Un État bien rodé n'a pas besoin de police. » La conspiration, c'est tout ce qui filtre jusqu'à votre crâne et s'y insinue à votre insu à travers les images ou les codes et messages du langage. Notre corps est une « machine molle » envahie de « parasites. »

Pour lui rendre un peu d'énergie, un secret : lire des livres intelligents. Et quitter à emporter à la plage les éternels « payés », plutôt Pétillon que Barbara Taylor Bradford. On peut le mettre des maintenant près des serviettes de bain, en rêvant de l'été.

Josyane Savigneau

Le Monde de l'éducation

SONDAGE EXCLUSIF

LES ÉTUDIANTS JUGENT LEURS FILIÈRES

Prépas, universités, IUT, BTS, écoles : discipline par discipline, les étudiants évaluent les performances de chaque filière, en termes d'intérêt des études et de débouchés. À lire absolument par tous les élèves de terminale, pour bien choisir leur orientation.

● CAHIER SPÉCIAL : UNE GRANDE ENQUÊTE SUR LES JEUNES D'AUJOURD'HUI

Une véritable radioscopie de la nouvelle génération. Avec l'analyse d'experts : sociologue, chef d'entreprise, juge des enfants...

● DOSSIER : CHOISIR UN SÉJOUR LINGUISTIQUE

Des conseils et des adresses, pour trouver des formules adaptées à l'âge de chacun.

● ENQUÊTE : LES NOUVEAUX INSTITUTS UNIVERSITAIRES DE FORMATION DES MAÎTRES

Comment sont formés les enseignants de demain.

NUMÉRO DE MARS 1993 - 25 F.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

AUTEURS !

Une maison d'édition avait dit à Colette que son livre ne vendrait même pas 10 copies. Proust avait dit à Marcel Proust : « Tu es sûr de ne pas être un écrivain ? »

Service de Français
Éditions Excalibur
138 Brompton Road,
London SW3 1HY, GB